
L'AUTRE LUMIÈRE⁽¹⁾

DEUXIÈME PARTIE (2)

V

Claude s'éveilla : déjà le jour. Il sauta à bas de son lit. Non ! Cette clarté froide et bleue, qui filtrait à travers ses volets entre-bâillés, c'était le décours de la nuit par la pleine lune. Un cartel Louis XV, au mur, sonna. Trois heures ! Il avait encore le temps d'un bon somme. On ne partirait pour aller au sanglier qu'à six heures du matin.

Il entr'ouvrit sa fenêtre : quelle splendeur prenait l'ombre ainsi traversée de rayons pâles ! Des découpures de feuilles se dessinaient comme en un clair de jour sur les allées si blanches qu'elles semblaient saupoudrées de neige. Le ciel, sans une étoile, autour de l'astre énorme répandait un éclat mat. Hautes fleurs de cendre, on voyait les chrysanthèmes se détacher sur le vert-de-gris des pelouses. Les bassins brillaient en deux coulées d'argent ; leurs jets d'eau immobiles eussent paru de givre cristallisé sans le murmure de l'eau tombant de la cascade. Plus loin, du miroir plat jusqu'aux ponceaux rustiques, scintillait le double ruisseau ; et, du fond de la vallée qu'on n'apercevait pas, montait au-dessus de la Lurette et des Blaiseaux une vague brume. Le silence, car c'était encore du silence que la chute régulière de l'eau dans la vasque de grosses pierres, emplissait le paysage d'une impressionnante

(1) Copyright by Paul Margueritte, 1916.

(2) Voyez la *Revue* du 1^{er} février.

solennité. Fraîches, pénétrantes, multiples, les odeurs des bois, des gazons, des fleurs, une bouffée venue des écuries et cette senteur confuse de rouille et de décomposition qui monte de la terre jonchée de feuilles, sortaient de la nuit comme d'un immense bouquet. Tout cela, plongé dans la léthargie d'un royaume enchanté, pour Claude signifia la vie et le bonheur!

Le bonheur! Il le possédait et il en était possédé : miracle si simple qu'il éprouvait une naïve stupeur parce que cet état nouveau ne se distinguait pas très nettement de l'ancien, et cependant le convainquait d'une complète transformation de sa destinée. Il se représenta, dans la chambre verte aux jolis meubles d'acajou Empire, Antoinette endormie, Antoinette sa fiancée, dans deux mois sa femme!

Une certitude puissante, jointe à cet allègement qui suit toute décision, le dominait, le subjuguait : comment avait-il pu hésiter devant ce fait qui, accompli, semblait s'être imposé à lui depuis toujours : aboutissement logique de ses goûts et de ses désirs? Quant aux doutes qu'il avait conçus l'autre soir sur son attitude et celle de Pombasle, évaporés, dissous dans la confiance qu'elle lui inspirait! Qu'avait-il supposé? C'était fou, imbécile! Eût-elle pu lui préférer ce brave Guy?

Ne lui avait-elle pas avoué qu'elle n'eût jamais accepté comme mari ce héros brut, trop près de l'instinct pour garantir une entente stable, trop tenté par le démon de l'aventure pour ne pas inspirer, à celle qu'il aimerait, la crainte de ses brusques absences et de ses fugues fantasques : comme si la grande tentation d'Icare eût passé dans ses veines avec cette passion terrible du danger qui le maintenait à terre, tel un grand rapace toujours prêt à s'envoler, ailes ouvertes.

Qu'elle eût flirté avec lui et qu'elle se fût prise au jeu ; probable, et même certain!... Ce qui eût inspiré de la honte à nos mères semblait presque naturel aux jeunes filles américanisées d'à présent. Mais Pombasle, ajourné par elle en douceur, puis douché par la nouvelle soudaine, en avait pris son parti franchement, trop simpliste pour dissimuler une arrière-pensée. Rien de tel qu'une explication entre hommes, les yeux dans les yeux, lorsqu'on s'estime et qu'on s'aime! Claude revoyait Guy debout devant lui dans l'allée des trembles, qui estompaient là-bas, au bout du parc, une vague lueur. Pombasle l'avait félicité sans regrets apparens, avec la bravoure d'un homme qui

reconnait s'être fourvoyé et accepte le triomphe de son rival. Claude entendait encore sa voix caressante quoiqu'un peu rauque :

— Je suis content, mon vieux ! Tu me croiras si je te le dis, parce que cela est ; un moment j'avais pensé à... oui, et même, je crois, un peu perdu la tête ; mais je me connais, je n'ai pas les qualités requises pour la paix du *home*. M^{lle} Langre a eu raison de te choisir, et notre amitié n'en restera que plus solide.

Une brève émotion, une poignée de main un peu rude, et Pombasle, prétextant une affaire à Paris, s'était absenté trois jours.

Il n'avait pas assisté au déjeuner politique où les notables du pays, convoqués par les Dussaulles, avaient mangé et bu comme au vieux temps, les jours de fête carillonnée, lorsqu'on se mettait à table à midi pour se lever à quatre heures, alourdis de plats épicés et échauffés de vins capiteux.

— Tu n'as rien perdu, tu te serais « rasé, » avait dit Claude cependant entré dans son rôle de candidat, — pas si ennuyeux après tout, — lorsque son ami avait reparu la veille pour prendre part à la chasse.

Parfaite, l'attitude adoptée par Guy, affablement réservé avec Antoinette. Si sa clairvoyance demeurait attentive, c'était moins pour le cas présent, qui ne justifiait plus aucun soupçon, que par système de prudence. Et au surplus, comment n'eût-il pas été sûr d'Antoinette, dont la loyauté venait de sa spontanéité même ?

Il se recoucha, mais le sommeil ne vint pas. Il avait chaque nuit de ces insomnies lucides ; sans doute l'afflux des sensations vibrantes et cette chère trop lourde à laquelle il n'était plus habitué. Il étendit les bras, les laissa retomber, impuissant devant sa pensée qui tournait à vide, subissant, plus qu'il ne le dirigeait, le tumulte d'images qui déferlait en lui.

« Heureux ! Je le suis donc ! » Il en revenait toujours à cette idée comme à la pierre de touche de son existence nouvelle. « Et tout le monde a l'air heureux autour de moi. Aline paraît aux anges, M^{lle} de Kerveuc digne et attendrie comme il convient, Jacques lui-même s'est déridé pendant une journée, Robert et l'oncle Adrien ont de bons sourires : est-ce cette union qu'ils auraient rêvée ? Ils s'associent en tout cas à la satisfaction générale. Suzanne me supplie d'intervenir pour qu'on

avance la date de son mariage, et M^{lle} Heurdelot nage dans le béatitudo : ma sœur lui a fait cadeau d'une étoile de skungs encore neuve, comptant en recevoir, de Robert, une d'hermine. Les Ouvrart et les Jennessé ont des figures de circonstance, comme s'il leur était arrivé quelque chose d'excellent. »

La seule personne que Claude eût évité de nommer s'imposa à sa pensée. Déjà, dans le déplacement des valeurs et la perspective de tout ce qui l'intéressait auparavant, M^{lle} de la Hodde s'effaçait ; et volontairement elle y contribuait, avec ce sens délicat des bienséances qui lui faisait trouver toujours le mot juste et l'attitude pleine de tact. Il pensa à elle comme à une de ces formes exquises du hasard ou de la chance qui parfois frôlent la trajectoire d'un passant. La vie quotidienne est tramée de ces peut-être qui ne se réalisent pas. Pourtant, l'ombre légère que sa présence projetait encore sur son souvenir était douce ; et il se rappelait l'aide irréflectie qu'elle avait, lorsque la lumière s'était éteinte, cherchée en saisissant sa main, et le fugitif sentiment de protection par lequel il avait serré, lui aussi, cette main frêle et ferme.

« Je suis donc heureux ? » se répéta-t-il. Pourquoi pas ? S'il envisageait l'avenir sous l'angle des réalités positives, tout s'annonçait à merveille : très riche et haut coté, il posséderait une femme belle et ardemment vivante, dont il serait le maître par orgueil et par raison. Le logis de Marlotte, reconstruit et arrangé au bon plaisir d'Antoinette, — les vieilleries familiales trouveraient place au grenier, — offrirait une agréable résidence d'été. Il louerait un bel appartement près du parc Monceau, confort ultra-moderne, étoffes et meubles anglais ; Justine et Joseph, avec une femme de chambre, plus le chauffeur, suffiraient au service. Elle adorait la musique, ils suivraient tous les concerts, sans parler de l'Opéra et de l'Opéra-Comique ; on recevrait : de grands diners de quinzaine ; il donnerait congé du pied-à-terre de la rue des Mathurins.

Claude s'énerva, impossible de fermer l'œil ; la chambre était trop claire sans doute, ainsi blême et lunaire ! Il joignit les rideaux.

« Allons, dormons, pourvu que mon auto arrive samedi, comme le fabricant me l'a promis. Pas de temps à perdre pour commencer mes tournées ! Ce Coudrier est mauvais comme la gale, mais bien précieux. Il connaît son monde ; il l'a pratiqué !

Les prêtres, les notaires et les médecins sont ceux qui voient le mieux l'envers de l'humanité, les bas-fonds d'âme, les calculs patiens et hideux, les crimes du lucre et de l'avarice. Quel roman pourrait écrire le médecin de campagne ! »

Il revit des figures qui l'avaient frappé au déjeuner, des membres de son comité : un boucher brutal, rougeaud, avec un front bas de sectaire ; un homme d'affaires cauteleux, le nez de travers et le sourire en coin ; cet autre, vieux vigneron à demi ruiné, jaune d'envie et dont chaque coup de dent à table semblait mordre.

« Les hommes sont tous les mêmes, ici comme ailleurs ; la crainte et l'intérêt les guident. Napoléon, qui a émis cette vérité, s'y connaissait. Je serai élu, affirme Coudrier. Aline va me rallier les ruraux, la bourgeoisie aisée et quelques châteaux ; nous devons aller rendre visite aux La Somblière et elle répond de M^{lle} Racheloup. »

Il se prit à rire en se rappelant le mécontentement de Jacques à l'idée que Paul Darlay, son client, pourrait disposer son cousin le ministre en faveur de cette candidature, et le secret trahi par Aline de la venue de cet hôte importun.

— Ton frère le « chauffe » parce qu'il veut être décoré.

Décoré, Jacques ? Un peu tôt !... Tant de médecins éminents, après une existence de labeur et de dévouement, en sont à attendre ce petit bout de ruban rouge. Beaucoup meurent sans l'obtenir. Après tout, qui ne demande rien n'a rien. Jacques pouvait se rassurer : il ne lui prendrait pas son Darlay. Quel bavard ! Hier soir au fumoir, les hommes avaient prolongé leur cigare pour le plaisir goûté d'avance de la journée du lendemain, journée de marche et d'émotion, d'ivresse saine à courir sous bois, à attendre, posté, le galop de la bête pourchassée par les chiens ; et M. Darlay avait intarissablement énuméré toutes les manières de tuer le sanglier, le courre, la battue, l'affût, discuté chiens, leur race, chiens anglais, grands bâtards, mâtins, roquets, narré ses prouesses en oubliant le coup de fusil où le piqueur de Percenoir avait risqué male mort.

Claude se retourna sur le côté : « Voyons, il faut dormir. Si je comptais jusqu'à cent ?... Il fera un temps froid et sec ! Pourvu que je me réveille ? Oui, d'ailleurs Robert a promis de frapper à ma porte, et Ouvrart est mon voisin de couloir : je l'entendrai se lever. » Il repensa à ses dernières chasses en

Sologne, à un cerf couru dans la forêt de Fontainebleau avec l'équipage des Grachey. Tanagra était folle : quelle ivresse de franchir fossés et haies vives ; mais pour le sanglier, l'attaque « au ferme, » quand on se coule sous les branches, quelle chaude joie !... Il revit des carrefours, des percées de sous-bois, des perchis grêles et des hautes futaies ; des noms d'oiseaux, de vénerie ou de plantes tintaient à son oreille : les beaux noms sonores ou mystérieux de la forêt de Fontainebleau qu'il aimait tant, qui depuis des années élargissait de son décor somptueux son âme éprise de beauté : la route des Fées, le Cabinet de Monseigneur, la route de la Fausse-Orange, la route du Merle, la mare aux Évées, le carrefour de l'Arquebuse.

« Pourvu que tout aille bien, pas d'accident ! Doudou et le Darlay seront à surveiller. Les autres, Robert en répond. Pombasle, je connais son sang-froid ; Antoinette nous rejoindra peut-être à la ferme des Bourres avec Aline pour le déjeuner. M^{lle} de la Hodde semblait inquiète, pourquoi ? » Des images rapides, éparses et incohérentes, annonciatrices du repos, fulgurèrent devant ses yeux : la robe de serge bleu sombre de M^{lle} de la Hodde, une gerbe d'orchidées, pareilles à de petits cygnes rouges, une eau courante, des carreaux de mosaïque alternés vert et jaune ; les paupières de Claude s'alourdirent ; il se sentit descendre, apaisé, comme en une eau profonde. Et le rêve déploya sa magie.

La trame du présent se mélangeait au passé, le réel chevauchait la chimère, les notions morales et amORAles se confondaient, les figures mortes redevenaient vivantes et d'inconnues semblaient familières. Il était à la fois ici et ailleurs, lui-même et un autre, acteur d'un cinéma sans suite où cependant tout semblait cohérent. Par momens, le film, coupé de brusques trous d'ombre, se ressoudait à d'autres élémens d'intérêt biscornu. Claude marchait au-dessus du sol, et ensuite ne pouvait mouvoir son bras devenu de plomb. Il rêva que Pombasle l'enlevait en aéroplane et le poussait dans le vide ; en tombant dans un champ de betteraves, il se brisait en mille tessons de poteries. Jacques faisait la cour à Antoinette qui lui disait : « Mais pourquoi avez-vous cette ridicule cravate noire ? » alors que, manifestement, il était cravaté d'une tige de poireau.

Puis le cauchemar se précisa : Claude sentait qu'il ne pouvait échapper à une atmosphère d'angoisse, venue d'où ?... Aucun

péril visible ne la justifiait et cependant elle l'enveloppait, insidieuse, comme la lente invasion d'un gaz d'asphyxie. Sans que rien le lui eût révélé, cette angoisse surtout psychique lui certifiait un malheur : il se sentait séparé, par un voile pareil à un brouillard de suie, de ce qui relie les êtres à la conscience universelle des joies et des espérances. Prisonnier d'une catastrophe sans issue, il appelait de toute son âme bouleversée la lumière du soleil, l'éclat des fleurs, le sourire d'Antoinette ; en vain ! Le temps et l'espace avaient perdu leur signification ; le temps paraissait s'être arrêté comme si le vieillard à la Faux eût retourné son sablier ; l'espace, cessant d'être extérieur, devenait la substance même de son être répandue et volatilisée à l'infini. Une voix augurale et enrouée prononçait tout à coup : *Never more !* Claude sans étonnement se trouvait dans son cabinet de travail de Marlotte, le soir, lampes allumées : le fatidique corbeau d'Edgar Poe projetait sur le tapis d'Orient l'envergure démesurée de ses pennes, écartées comme aux aigles des blasons d'Empire. Claude, si improbable que ce fût, se savait à la chasse, assis dans son grand fauteuil de cuir anglais, sa chienne Tambelle entre ses genoux et son fusil en travers des bras du fauteuil ; il braquait son arme sur l'oiseau maléfique devenu soudain un porc-épic noir aux dards hérissés ; il tirait... Aucune explosion ne se faisait entendre, mais la silencieuse secousse renversait, comme un château de cartes, les murs garnis de livres et de tableaux, pulvérisait les meubles : il se trouvait seul, perdu dans une nuit opaque, sur une route d'hiver aussi dure qu'une barre d'airain. Où aller, que devenir?... Il s'efforçait d'appeler, il voulait courir et restait figé ; cependant un bruit de cimes agitées par le vent passait en houle au-dessus de son front baigné de sueur ; il devinait la route Ronde, mais la forêt était celle de Soigneux ; il cherchait à apercevoir du côté de l'Orient si l'aurore... La nuit demeurait aussi dense. Claude entendait un hennissement triste : sa jument Tanagra, la selle retournée, les étriers ballans, s'enfuyait d'un galop panique, et il partageait, le long d'un fleuve noir, la détresse des ombres perdues du Styx. Car comment douter qu'il n'appartint au sombre royaume qui s'étend de l'autre côté de la vie ? Il n'était plus qu'un mort entre les morts et conservait cependant son âme pour souffrir. C'est alors qu'une petite main saisissait la sienne, une voix basse comme un souffle murmurait : « Venez. »

Il reconnaissait une vestale : elle avait une tunique drapée, et sa nuque sentait la verveine ; elle guidait vers le Forum ses pas trébuchans, et cela se passait dans la Rome des tombeaux...

Claude s'éveilla : l'absurde histoire ! Voilà qui lui apprendrait à dormir sur le côté droit !... Si forte persistait l'impression qu'il ne referma point tout de suite les paupières, craignant que les mailles du songe ne se renouassent. Le malaise ne se dissipa que peu à peu. Dans quelle profondeur singulière de l'imagination et du souvenir, à travers quelles régions obscures du sentiment s'élaboraient ces phantasmes, où la mystique du devin et celle des peuples voient la clé mystérieuse des événemens révélés plus tard ?...

Il se rappela que M^{lle} de la Hodde portait sur elle un très léger parfum de verveine : il est vrai qu'elle faisait songer à une vestale... Tout demeurait plongé dans un silence de château de Belle au Bois-Dormant. Les images du sommeil le réattiraient vers les Limbes : le rêve à nouveau fleurit.

Cette fois, il n'évoluait plus que dans un passé d'enfance. Rien du présent ne s'interposa entre le déroulement de ces évocations lointaines. Il revivait ses jeux et ses rêveries de gamin, se disputait avec Jacques et subissait l'autorité d'Aline, qui départageait leurs brouilles. Il revoyait le doux visage de sa mère, la belle figure austère du docteur Chartrain ; il ressuscitait l'accident de l'échelle, lorsque, grimpé dans le grenier, il était tombé par la trappe à fourrage dans le râtelier du vieux cheval effrayé. Comme alors, son père et sa mère se penchaient sur lui ; mais, au lieu d'être consolé par eux, au lieu de sentir s'appliquer sur sa jambe écorchée une bande mouillée d'arnica, Claude les voyait se regarder en hochant la tête, comme si sa blessure était dangereuse. Ils avaient tellement vieilli qu'il avait peine à les reconnaître sous leurs cheveux blancs, qui cependant ne grisonnaient même pas quand la mort les avait pris ; et quelle pâleur singulière sur leurs visages peu à peu décolorés qui fondaient, comme dit Shakspeare, dans l'air subtil. Shakspeare ! Deux gros tomes reliés avec des images ; le roi Lear à la barbe échevelée maudissant ses filles, dans un paysage de tempête, Shylock aiguisant son couteau et cherchant sur la poitrine d'Antonio la place vive qu'il découperait, Desdémone défaisant ses cheveux et chantant la romance du saule.

Comme jadis, il monta sur une chaise pour atteindre les volumes et il ramena celui où l'on voit Falstaff au ventre énorme buvant à la taverne avec ses compagnons : c'est à cette gravure que d'habitude s'ouvrait le livre. Claude s'étonna, tournant les pages les unes après les autres, de n'y rien voir, pas même le blanc du papier : rien que l'inane, l'inexistant d'un Shakspeare de nuées. Et soudain, les personnages du poète sortaient comme des rois et des figurans de théâtre de tous les coins de la pièce, Othello au teint basané, Hamlet en pourpoint à crevés, Ophélie en robe blanche, et Troilus et Cressida. Se tenant par la main, ils tournaient en ronde et dansaient une farandole autour de lui, fuyaient par la porte, rentraient par la fenêtre, et ils détournaient leurs yeux du petit Claude, toujours agenouillé devant le canapé, avec son volume impalpable entre les mains. Il ne pouvait rencontrer les regards d'aucun d'eux ; leur expression était celle de la pitié, d'une pitié attendrie sur le visage d'Ophélie, inexorable sur celui d'Othello qui, ses compagnons disparus, demeurait seul dans l'attitude immobile et un peu grotesque d'un de ces nègres décoratifs en bois sculpté qui roulent des yeux d'émail blanc et qui ont pour cœur une horloge ; les heures formaient leur cercle sans qu'aucune aiguille annonçât laquelle allait sonner... Trois coups cependant craquaient dans le mécanisme, trois coups secs qui tirèrent Claude de sa torpeur ; la voix de son beau-frère à travers la porte l'avertissait :

— Il est cinq heures, bonjour !

Et les trois mêmes coups, affaiblis, heurtaient la porte des Ouvrart.

Claude ne fit qu'un saut hors du lit, écarta les rideaux sur le jour à demi obscur et le grand souffle frais du parc.

Ouf ! Si on le reprenait à dîner si copieusement ! Et pourquoi avait-il bu du café si fort et de la chartreuse, de l'ancienne, introuvable aujourd'hui, et dont Robert possédait encore quelques bouteilles ?

La migraine ? Non... Il fit quelques exercices respiratoires ; l'air entra largement dans ses poumons, le sang circula rapide dans ses artères. Un bain glacé, une bonne friction au gant de crin et il serait dispos.

Le break, emporté par Pluton et Kuroki, harnachés en poste, roulait au tintinnabusement joyeux des grelots. Au

bord de la route large, de hauts platanes dépouillés dentelaient leurs ramilles rousses sur le ciel pâle. Des prairies s'étaient, encore blanches du gel nocturne. Il faisait froid. L'Orient s'embrasait, le soleil éclairerait une glorieuse journée.

Claude adorait ces levers de jour avant-coureurs d'émotions et dont l'air vivifiant fouette le corps allégé. Jamais il ne s'était senti plus heureux, en plus totale conscience de sa jeunesse et de sa force. Il envisageait cette partie de chasse comme une des mille ivresses que lui réservaient les lendemains. Sa joie dépassait les minutes présentes, l'enchantement même que lui inspirait la possession certaine d'Antoinette, l'épanouissement d'une longue et intense vie. Ses espoirs et ses désirs, tant il les sentait vastes, pour rester dans le vague, ne s'en déployaient pas moins avec une fougue illimitée. Quel plaisir il éprouvait à se retrouver là, entre bons compagnons, et à voir tous les visages refléter cette même expression de gaieté un peu grosse qu'éprouvent les hommes échappant, pour un temps d'escapade, à la servitude mondaine ou aux exigences féminines!

Il les examinait tous à tour de rôle, avec une sympathie où sa cordialité naturelle s'avivait d'une bienveillance venue de l'occasion et de la minute. Il regarda même M. Darlay sans répugnance, résista à l'envie de trouver trop *smart* et trop neuf son costume sorti de chez un grand tailleur anglais : un complet vert mousse, tout en martingales et en poches, que rehaussaient un petit chapeau à plume de coq de bruyère et des bandes molletières kaki. Combien lui plaisaient mieux le vêtement de velours marron à côtes usagé, les gros souliers et la casquette de M. Dussaulles! Le négligé rustique de M. Ouvrart donnait à sa figure peut-être plus de vulgarité, mais aussi une expression de bonhomie franche très sympathique. Débarrassé du souci de poser, M. de Jennesse, en « homespun » roux sombre, se tenait droit par habitude et correct avec le sourire. La figure de Doudou était charmante ; elle trahissait un orgueil ému, car c'était la première fois qu'il allait au sanglier. Jacques, bien que froid à son ordinaire, ébauchait de temps à autre un demi-sourire que Claude aurait voulu se voir fendre jusqu'aux oreilles ; pris d'une tendresse folâtre, il avait envie de saisir son frère par le col de sa chemise de flanelle, d'un vilain gris ouvrier, de le secouer et de lui dire : « Mais déride-toi donc une

bonne fois, sacrebleu ! Nous sommes entre nous, on va tirer la grosse bête : c'est enivrant ! »

Il rencontra le regard de Pombasle et se sentit vraiment privilégié, favorisé de la chance et des dieux ; reconnaissant à tous de ce qu'on ne semblait pas lui en vouloir de son bonheur, il savait à Pombasle plus gré qu'à un autre : et pour cause ! Vive l'amitié ainsi comprise, quelle belle et bonne chose ! Ce vieux Guy ! Il lui frappa cavalièrement sur la cuisse, comme au mess, jadis.

— Hein, ça va !

— « Tu parles ! »

A ce moment-là, Claude ni aucun des autres n'aurait troqué, il en était sûr, les heures qu'ils allaient vivre pour le flirt le plus éthéré, avec la plus exquise des femmes demeurées au château. Cependant le souvenir d'Antoinette se mêlait constamment pour l'aiguiser à son ravissement. Quelle jolie surprise elle lui avait faite d'apparaître derrière Aline, dans la salle à manger où l'on venait d'expédier les œufs au bacon avec une tasse de thé ou de café, — Robert, lui, avalait une soupe campagnarde aux légumes. Fraîche comme le ciel, gaie et rieuse, Antoinette, debout sur le perron dans son déshabillé bleu lavande, avait été la dernière vision délicieuse de Claude, avant que le break tournât dans l'allée des sycomores. Mais une autre furtive et insaisissable impression avait précédé celle-ci. En traversant la cour pour assister au départ des chiens, les six griffons vendéens à robe blanche tachée noir et jauné, déjà juchés dans la charrette anglaise et emmenés par Hector, le fils du garde, géant blond qui servait de piqueur, Claude avait entendu au-dessus de sa tête un bruit léger d'espagnollette, aperçu une main blanche entr'ouvrant les volets et soupçonné la présence de M^{lle} de la Hodde. Il avait salué. Une ombre, car à peine avait-il eu le temps de discerner plus, lui avait rendu son salut en s'éclipsant. Il ne lui était donc pas tout à fait indifférent ? Il se rappelait l'expression inquiète, bientôt contenue, qu'elle avait laissée percer sur une allusion au danger possible, ce danger qu'Antoinette, moins sensible, — et il l'en approuvait, — n'avait même pas paru soupçonner.

On arriva à la ferme des Bourres que dénonçait à l'avance son odeur de purin et de basse-cour. Thibal vint recevoir « la compagnie » et proposa « la petite croûte » arrosée d'un verre

de vin blanc; on l'eût désobligé en refusant. Sa femme, commère aux larges hanches et à tête de cheval, avait déjà, dans la cuisine où pétillaient des fagots, disposé les verres sur la table de bois blanc.

Une longue horloge à gaine, de son balancier en disque égrenait l'heure. Thibal était un vieil homme rougeaud, nouveau comme un cep, avec des cheveux gris. Il dit à Claude, et une gaité brida ses petits yeux vairons :

— A votre santé, m'sieur Claude! Et à toute la société! J'ai bien de l'agrément à vous voir, m'sieur Claude; vous allez nous faire manger du ragot, je vois ça! C'est viandes de haut goût! Et pensez que nos pauvres récoltes n'en mènent pas large, avec ces sangliers de malheur!

Il regarda Jacques avec un souci d'hospitalité, mais ne trouva rien à lui dire, sinon :

— Et vous v'là aussi dans nos pays, monsieur?

Pour le « patron, » « m'sieur Robert, » comme il l'appelait, sa familiarité rusée savait observer les distances; aussi lui dit-il avec un respect enjoué la phrase qui lui servait toujours en de telles circonstances :

— Il faudra que ces messieurs et vous, m'sieur Robert, soyez indulgens pour le déjeuner. On n'a point les ressources de la ville. Mais Mathurine vous fera pour midi et demi une bonne omelette au lard, des poulets en fricassée, et ce serait bien malheureux s'il ne restait pas un peu du cochon de l'an dernier dans le saloir pour assaisonner au moins la salade. Quant à ce qui est du vin, c'est pas le même, bien sûr, qu'à Belles-Feuilles; mais il se laisse boire quand même, pas vrai, messieurs?

Par la fenêtre, Claude vit arriver deux chasseurs sans appareil, visages broussailleux, l'air rustre; c'était, accompagné d'un ami, M. Roynet et son fameux chien, bâtard informe et corniaud. A peine avaient-ils joint le reste des chasseurs qu'Hector retint à pleines mains les chiens couplés; ils venaient de reconnaître le garde, qui arrivait au rapport après avoir fait le bois, tenant en laisse son limier, bête hors ligne, muette et expressive. Tricot, petit homme brun, d'allure militaire, le pantalon dans les bottes, avait un nez de tapir et des regards aigus; il était sans égal pour relever les empreintes des sangliers, revenus se baigner après leur nuit en plaine. M. Dus-

saulles, précédant les chasseurs, s'avança vers le garde qui à trois pas fit halte, raide, et se découvrit. On se pressait anxieux. Quelle serait la rentrée du matin ? Par ce temps sec, dans l'herbe et les feuilles foulées qui rendaient la piste difficile, aurait-il réussi à recouper la bête, ou les bêtes ?

Claude à présent se dissimule derrière un vieil orme moussu, à quelque distance de l'endroit où M. Dussaulles, qui dirige la chasse et en a la responsabilité, l'a placé. Il sera mieux là que dans la coulée, pour tirer. La forêt exhale son âme de bois mouillé, d'humus en travail et de feuilles pourrissantes ; à sa gauche, des fougères tordent leurs palmes brûlées, devant lui des gouttes de rosée emperlent des bruyères dont le mauve s'éteint. Une cépée de hêtres à droite étend ses rameaux bas sur un amas de feuilles en copeaux fauves ; à sa gauche, la futaie épaissit ses taillis. Bon poste, les sangliers y passent presque toujours. Tricot a annoncé un solitaire de deux cents kilos.

Si la bête blessée prend « le ferme, » Claude ira l'achever. Robert, par égards pour ses hôtes, a désigné d'abord Pombasle, mais celui-ci a vu un regret si enfantin dans les yeux de son ami qu'il a dit — et ça, c'est gentil de sa part :

— Non, pas moi, vous voyez bien que Claude en meurt d'envie.

Et devant ses protestations, il ajoutait :

— Eh bien ! tirons au sort !

Claude prit dans son gousset une pièce d'un franc, toute neuve. Pile pour le perdant ! La pièce retombait, montrant la petite semeuse de Roty : Claude a gagné.

Les chasseurs sont espacés : l'enceinte n'est ni trop étroite, ni trop large ; à sa gauche, Ouvrart qu'il ne voit pas ; à sa droite, M. de Jennessé, dont il distingue par moment la tache roux sombre. Paul Darlay n'est pas à craindre : Robert l'a placé à l'écart, et il a gardé Doudou avec lui, ce qui mortifie le jeune homme, mais on ne saurait être trop prudent. Les chiens donnent de la voix. Tricot en a amené une cordée de quatre, les autres sont en réserve avec le chien de M. Roynot, au cas d'une seconde attaque. Tricot a dû conduire les chiens aussi près que possible du fourré, avant de les lâcher d'un coup. Les voix se rapprochent, puis s'éloignent.

Claude passe par toutes les violences du désir et de l'attente. Pourvu que le sanglier arrive en trombe, sans prendre le temps de le voir ou de le sentir : la méfiance et le flair de ces animaux sont prodigieux, il le sait ; un coup de feu qui n'est pas envoyé à temps ne se retrouve pas, et telle bête lancée à fond obliquera avec une souplesse imprévue... Il serre entre ses doigts son fusil à trois coups, calibre 12, un peu lourd, mais bien en main ; ses cartouches, il les fait lui-même ; il a chargé soigneusement les canons : coup droit, douze chevrolines, coup gauche, trois lingots Bailly liés par une ficelle, et pour le canon rayé une balle blindée. Avec cela !... Ce n'est pas de trop ! Un sanglier blessé a la vie dure. Ah ! la chasse se rapproche ; comment la bête va-t-elle se présenter ?

« Si je la tire en tête, je viserai haut ; si c'est en flanc, au cou, pas de temps à perdre. » Le cœur commença à lui battre. L'heure, le décor, la transparence de l'air, tout fut pour lui d'une saveur magnifique ; immobile, de peur qu'une branche morte ne craquât sous son pied, il percevait, par l'acuité surexcitée de ses sens, tous les bruits du silence, tous les parfums âcres ou fades de la terre : l'odeur de la mousse humide qui tapissait les racines, plus loin le relent de cave de petits champignons à ombrelle jaunâtre. Les chiens aboient de plus belle ; cette fois, c'est dans sa direction que Claude entend venir le sanglier à toute allure. La splendeur du jour complètement clair à présent, les cimes nues des hêtres nimbés de soleil, des ormes encore feuillus qu'une brise fraîche agite, les taillis épais sur la gauche qu'à chaque instant il s'attend à voir bouger, tout concourt à l'angoisse exquise de ce suprême moment où, énergie, adresse, les vertus de l'homme primitif se concentrent dans le lent mouvement qui hausse le fusil, va épauler... Le vacarme arrive sur lui, un bruit de branches cassées et de buissons foulés ; un galop de fuite fonce, un coup de fusil part : Ouvrart a tiré et manqué. Vingt secondes, dix secondes !... Le sanglier débouche, franchit d'un saut la coulée, Claude a lâché son coup. Touché ! Car la bête a fléchi, puis disparu à travers la cépée ; les chiens passent au galop, dans le sillage d'odeur forte que laisse le blessé. Claude tressaille de tout son corps. Quelqu'un, qu'il n'a pas entendu venir, le touche au bras.

— Manqué, n'est-ce pas ?

C'est M. Darlay qui, courtois, semble le plaindre avec un rien de jovial au coin des lèvres.

— M. de Jennessé n'a pas tiré, ajoute-t-il; il l'avait beau, pourtant.

Claude répond, brusque :

— Qu'est-ce que vous faites là ? On ne quitte pas son poste !

Il prend subitement en grippe ce fâcheux qui a dû lui porter la guigne, ridicule avec son costume d'opéra-comique et son couteau de veneur au côté. Bon pour courir avec un équipage; mais ici, avec de francs piétons qui ne calment pas au couteau l'animal, mais le servent d'une balle !

— M. de Jennessé n'a pas tiré, répète M. Darlay satisfait. On peut être très brave et hésiter; les nerfs, ça s'est vu... Moi, j'avais des crampes atroces; alors j'ai cherché votre frère pour le prier de me masser le mollet; par bonheur, ça m'a passé en marchant.

— Eh bien ! ne restez pas là, intima Claude, nous ne sommes pas ici pour bavarder.

Son regard impérieux dompta momentanément M. Darlay, qui parlait de nerfs, alors que les siens, visiblement... Il était pâle, en effet, et contenait mal une envie de rire nerveuse et stupide qui irrita Claude.

— Retirez-vous, ordonna-t-il.

Il ne se consolait pas... Brûler sa cartouche ainsi ! A-t-on jamais vu un sanglier filer sans casse entre les chevrotines ? Non, il en tenait; sûrement, il en tenait ! Il n'irait pas loin ! Eh ! la preuve ! Il avait dû s'acculer contre un arbre, prendre la ferme; rien que les abois changés des chiens, leurs voix plus graves, plus pathétiques le criaient ! Allons, Claude aurait l'honneur du second coup, le bon celui-là !

Il se retourna et vit M. Darlay assis par terre en train de se frictionner la jambe, la figure tordue par la douleur, ce qui l'enlaidissait singulièrement.

— Maudite crampe, elle me reprend ! Ne me quittez pas, où allez-vous ?

— Achever la bête avant qu'elle n'ait éventré les chiens; où voulez-vous que j'aille ?

— Oh ! je voudrais tant vous accompagner !

— Ne bougez pas, gronda Claude exaspéré; sur votre vie, ne bougez pas !

Et il se jeta dans la cépée ; impossible d'aller droit, il devait prendre le dessous du vent, éviter tout bruit, sonder prudemment les taillis ; cela prit du temps, il éprouvait maintenant une fièvre, et son impatience avait quelque chose de frémissant. « Quel idiot ! A-t-on jamais vu ! » répétait-il tout bas. Il dut se courber, se glisser, ramper parfois ; des ronces l'accrochaient au passage, le jour semblait s'être obscurci dans l'épaisseur des troncs... Est-ce lui qui verra le premier le sanglier ? Est-ce le sanglier qui d'abord fondra sur lui ?... Les voix des chiens montent plus hautes, à coups de gueule saccadés hurlent la rage et la douleur. On voit les branches remuer, il sent à nouveau l'odeur fauve... Il se hausse et aperçoit un chien gisant le sternum ouvert, un autre qui perd ses entrailles, et, tenant tête, énorme, hérissé, sanglant, le sanglier qui darde furieusement son petit œil rougeâtre, charge de droite et de gauche les deux chiens restans qui s'efforcent de l'empoigner aux écoutes. Le sanglier a vu Claude qui épaule ; les chiens, devant un terrible claquement de dents, reculent. Claude en profite : sous la décharge la bête tombe sur les reins, touchée, mais non à mort ; elle se relève, gratte une ou deux fois le sol du pied ; c'est la charge ! Claude cette fois vise juste, la balle blindée ! Le monstre s'écroule.

Mais il n'a pas le temps de jouir de sa victoire ; une explosion fracassante retentit. Sans qu'il sache comment, pourquoi, il se trouve couché sur le sol, étourdi, assommé : tout est noir devant lui, autour de lui, en lui ; il sent la puanteur du carnage ; ses ongles s'enfoncent dans la terre grasse ; il entend le râle expirant du chien ; un liquide tiède coule sur sa figure. Où est la forêt, où est le ciel, où est le jour ?... Pourquoi tout est-il noir, si noir ?...

VI

M. Ouvrart, entendant des appels stridens, accourut le premier. Debout devant Claude, dont le visage n'était que sang, M. Darlay, vert, flageolant, l'air ivre, en l'apercevant, cessa de crier et fut pris d'un tremblement convulsif :

— Ce n'est pas moi ! Ce n'est pas moi !...

M. Ouvrart, à genoux, soulevait la tête de Claude.

— Mon ami, m'entendez-vous ?

Claude ne répondit pas ; sa tête se renversa, lourde. M. de Jennessé, essoufflé, criait de loin :

— Qui est-ce qui a appelé ?

— C'est moi, dit Darlay, tournant vers lui des yeux de noyé ; j'ai eu une telle émotion en le voyant comme ça !

— Mais qui a tiré ? insista M. de Jennessé.

Découvrant tout à coup l'affreux tableau, il devint pâle et fit :

— Ah ! mon Dieu !

— Essayons de le ranimer, dit M. Ouvrart, levant une bonne figure bouleversée ; de l'air, ôtez-lui sa cravate !

Avec un mouchoir blanc, il étancha de son mieux les deux plaies qui traversaient les tempes de Claude. A cette vue, M. de Jennessé, encore plus blême, répéta :

— Ah ! mon Dieu ! Attendez, j'ai des sels anglais.

S'agenouillant de l'autre côté, il porta le flacon sous les narines du blessé, cependant qu'Ouvrart criait à Darlay :

— Mais cornez, que diable, vous avez une trompe ! Courez chercher du renfort !... Non, il ne reprend pas connaissance...

M. Darlay s'assit sur une souche et, piteux, gémit :

— Voilà ma crampe qui revient ; oh ! que je souffre, aïe !...

Des branches craquèrent. C'était Tricot ; il comprit tout de suite.

— Quel est le f... maladroït qui a fait ce coup-là ?

Irrité à voir le massacre des deux meilleurs chiens, jugeant que les deux autres avaient assez foulé la bête morte qu'ils secouaient et mordaient frénétiquement, il les saisit rudement par la peau du cou.

— Arrière, Bastogne ! arrière, Royal ! C'est fini, la fête !... Ah ! bien, quand M. Robert va voir ça !...

Il foudroya de son mépris M. Darlay :

— Donnez-moi votre fusil que je le décharge, monsieur, c'est assez d'un malheur pour aujourd'hui.

Horriblement humilié, M. Darlay ne résista point. Retirant, après la cartouche intacte, la cartouche noircie, le garde hocha la tête et la montra comme pièce à conviction aux deux autres chasseurs.

— Pas besoin de chercher ! Voilà l'explication !

Et il rendit à M. Darlay son arme maintenant inoffensive.

M. Dussaulles suivi de Doudou accourait, rouge comme s'il

allait avoir une congestion, et avec une angoisse qui saisit les assistans :

— Claude, mon petit !

Il se jeta sur lui, tâta le front, les mains, appuya sa tête sur la poitrine :

— On l'a tué ! Claude ! Réponds !... Le cœur ne bat plus !

Et il se mit à crier :

— Un médecin. Appelez Monsieur Jacques, vite ! Vite !

— Ils sont à l'autre bout du bois ! m'sieu Robert ; m'est avis que, mort ou vif, il vaudrait mieux le transporter tout de suite à la ferme.

— Oui, c'est cela...

Et M. Dussaulles, se relevant, toisa soupçonneusement les trois chasseurs avec un tel regard que Jenness baissa les yeux, qu'Ouvrart ouvrit la bouche pour se disculper, tandis que M. Darlay demeurait anéanti sur l'herbe, la tête dans ses mains.

Le garde, d'un pouce dédaigneux par-dessus son épaule, le désigna. M. Dussaulles poussa un cri sauvage :

— Vous ! c'est vous ! Mais comment étiez-vous là, d'abord ? Expliquez-vous, c'est insensé !

M. Darlay bafouilla, les bras au ciel et d'un air lamentable :

— Je n'y comprends rien, je ne sais plus, je vous jure ; je voulais, je voulais...

Impossible d'en obtenir plus. M. Ouvrart le toisait avec une moue de pitié dégoutée, M. de Jenness, qui reprenait ses esprits, se loua de l'émotion qui l'avait empêché de tirer.

M. Dussaulles regarda sévèrement Doudou qui se mouchait.

— Nous tirerons cela au clair, grommela-t-il. Tricot, courez chercher un matelas, ramenez du monde !

Il se pencha sur Claude, et de grosses larmes coulèrent sur ses joues.

— Ce n'est pas possible, répéta-t-il, ce n'est pas possible !

M. Ouvrart, qui venait d'étancher à nouveau les trous ruisselans de sang, et qui interrogeait le pauvre visage creusé et livide, entendit un vague soupir ; il se pencha à l'oreille de M. Dussaulles :

— Regardez, il respire, il vit !

— Mais oui. Claude, Claude !

Une voix étouffée, lointaine et lasse demanda :

— Qui parle ?

— C'est moi Robert... Nous sommes là.

— Qui ça ? Je ne vois rien.

Il venait de sortir de son évanouissement, il ne savait s'il était éveillé ou s'il rêvait encore. Ne se sentait-il pas dans les mêmes limbes que cette nuit, avec la même sensation pesante de catastrophe, avec la certitude que le temps s'était arrêté et que l'espace ne l'enveloppait plus comme auparavant ; nulle perspective, nul recul, nul éloignement ; sans qu'il pût évaluer depuis quand un mur noir et opaque touchait sa face à l'écraser, il lui semblait qu'il allait au moindre geste s'y heurter ; mais ce geste même, il ne pouvait le faire. Il se retrouvait comme cette nuit, — peut-être persistait-elle encore ? — livré à un cauchemar dont il eût voulu s'éveiller, dont il lui semblait qu'il allait s'éveiller, mais sans qu'il lui fût possible de soulever ses paupières.

— Ce n'est rien, tu es tombé, rien de grave !

Claude reconnut la voix de Dussaulles, cette voix tremblait ; il dit vaguement, car sa lucidité demeurait confuse ; mais ce fut assez pour ébaucher les premiers linéaments de sa connaissance à venir et fixer son attention...

— Ah ! c'est vous, Robert, qu'est-ce qui m'est arrivé ?

— Nous allons te transporter, à moins que tu ne puisses marcher.

Claude eut un sourire étonné et plaintif, il se tut ; sous son haut de visage inexpressif souillé de sang, sa bouche s'arquait dans un effort de réflexion.

Effrayé, Ouvrart demanda :

— Vous souffrez beaucoup ?

La réponse ne vint pas tout de suite, comme si elle traversait une longue distance avant d'atteindre sa pensée.

— Oui, très mal... la tête... Faible !

On entendit un sanglot hystérique ; M. Darlay se dressait brusquement, on craignit qu'il ne vint s'abattre sur Claude et mendier son pardon. Ouvrart et M. Dussaulles le repoussèrent :

— Pas d'histoires, hein ! dit le premier rudement.

— Éloignez-vous, supplia le second... vous voyez, nous avons besoin de tout notre sang-froid !

M. Darlay se tint coi avec un grand geste d'impuissance. L'injustice de son mauvais sort le confondait plus que ne le désolait son réel regret.

Les deux autres dévisagèrent Claude, puis se regardèrent : non, il n'avait pas paru entendre, d'ailleurs ils parlaient bas. Pourtant, il avait compris qu'on lui cachait quelque chose. Il s'efforçait depuis quelques secondes de tendre tout ce qui lui restait d'acuité pour saisir le sens, interpréter le son des mots. Il soupira :

— Pourquoi chuchotiez-vous ?

M. Dussaulles inventa, avec une rondeur bourruée qui faisait mal à entendre :

— Nous?... Ah! oui, c'est Jennessé qui cherchait sa blague à tabac; tu sais, Jennessé, il ne peut pas se passer de fumer!

Claude ne sourit pas; et cependant ce qui détendit son visage pouvait, à la rigueur, y ressembler; il dit :

— Ah! qu'est-ce que ça sent donc? On dirait que...

On remarqua mieux alors le fumet sauvage du solitaire aplati, l'odeur d'entrailles du chien mort.

Claude, instruit par ces âcres effluves, risqua son premier geste, étendit la main, rencontra la terre grasse; et tout à coup la forêt exhala pour lui son grand souffle de bois mouillé, de champignons, de mousse; peu à peu il s'orientait : la cépée, les ronces, les chiens, le sanglier... Ses deux coups de fusil; il n'identifia pas le troisième qui avait suivi en un éclair :

— J'étais au ferme, n'est-ce pas, j'ai tiré... mais, pourquoi?...

— Ne parle pas, dit M. Dussaulles, ne te fatigue pas. Aidez-moi... Nous allons le soulever!...

Claude reconnut sur son visage l'haleine un peu forte de son beau-frère, et sous sa main le drap du veston pelucheux d'Ouvrart. Comme il essayait de se mettre debout, ses jambes se dérobèrent sous lui et il perdit à nouveau connaissance.

Après ce trou d'ombre, il se sent bercé mollement sur un pont de bateau. Sans doute, il rêve encore... Le vent s'est levé, il le sent qui lui entre dans le cou, qui bruit dans les cimes... Non, ce n'est pas la mer, c'est encore la forêt; des pas tintent sur le sol, lourds et flous. Un silence l'enveloppe qu'il sent protecteur, mais qu'il devine menaçant, car pourquoi se taire comme si on portait un mort? Il vit cependant. Mais pourquoi sur son front, sur sa face, toujours ce poids du mur? Est-ce qu'il n'y a pas un linge sur ses yeux?... Il a soif. Il n'est ni très malheureux ni très heureux... Il flotte dans ces limbes qui précèdent le sommeil ou qui annoncent le réveil. Il a dû lui

arriver quelque chose de désastreux. Quoi? Il n'en sait rien... Et c'est la seule chose qui l'intéresse... Quatre hommes le portent, puisqu'il est sur un matelas et que ce matelas a quatre coins... Ne lui parlait-on pas tout à l'heure? Si! Il y avait là Robert, Ouvrart et... ah! oui : Jennessé; ce pourrait bien être Hector qui tient la droite, Hector d'ordinaire sent le chien, en bon valet de chenil; et l'autre?... L'autre!... Après tout, qu'importe? Claude admet qu'il va peut-être mourir. Sait-on jamais?... Cette idée ne l'accable ni ne le désole... Une sorte de nécessité morne, d'acceptation forcée, s'impose à sa volonté... Il sombre en un vague bizarre... Il ne pense à rien de précis... C'est la détente, l'engourdissement... Un cahot involontaire le réveille... De nouveau on parle bas... Il a eu l'impression que celui qui le portait à sa gauche venait de lever brusquement le bras et de l'abaisser... On le dépose sur le sol doucement; bien doucement... Il croit deviner qu'il y a là des gens; des pas s'éloignent, un groupe doit se former à l'écart...

M. Dussaulles avait en effet, d'un geste de commandement impérieux, réprimé les questions que Pombasle, Jacques, M. Roynot et son ami, rencontrés à la sortie du bois, allaient lui crier... Il les entraîne vivement, les met au courant, et alors, avant que l'on ait le temps d'intervenir, on voit Pombasle se transfigurer; une colère de meurtre passe dans ses yeux, il aperçoit M. Darlay qui, à quelques mètres en arrière, comme un chien boiteux, suit le convoi : en cinq enjambées de géant, Pombasle est sur lui, et, le visage tout contre le sien, il le saisit aux épaules, le secoue à lui faire perdre le souffle, en lui crachant ces mots saccadés :

— Bandit! Gourde! Crétin! Tu ne pouvais pas rester chez toi! Après ton accident à Percenoir!... Quand on ne sait pas tenir un fusil, on se contente d'une seringue!...

Et peut-être l'aurait-il étranglé, si M. Dussaulles n'était intervenu avec autorité :

— Lâchez-le, Pombasle, c'est mon hôte!

— Qu'il aille se faire pendre ailleurs, mais que je ne le voie plus!

— Taisez-vous donc, implore Jennessé, Claude peut entendre!

Pombasle, secoué d'une émotion déchirante, lâcha l'infortuné, qui porta la main à son cœur, et dit par un effort misérable de dignité :

— Je proteste, messieurs, je proteste...

Ouvrant l'emmenait et ce fut lui qui eut le triste mérite de confesser Darlay et de lui arracher, bribe par bribe, la vérité : c'est-à-dire tout ce qu'a d'incompréhensible et de stupide l'accident, dans son imprévu fatal. Darlay, sitôt sa crampe passée, avait suivi Claude par une impulsion irrésistible : envie de le secourir ou plutôt d'en être secouru. Il l'avait perdu de vue dans les fourrés, et, se guidant sur la voix des chiens, il était arrivé à quelque distance du combat. Il avait cru voir une forme sombre. Son coup était parti. Il avait tiré sans même s'en rendre compte.

Cependant Jacques bouleversé, semblait-il, pour la première fois de sa vie, son aride visage pétri d'une émotion douloureuse, avait couru à son frère, lui parlait avec une tendresse qui fit mal à Claude parce qu'il la jugea révélatrice.

— Qu'est-ce qui se passe? demanda-t-il. C'est Pombasle, hein? Il s'attrape avec Darlay?

Il se retrouvait un cerveau qui comprenait, sentait. Il murmura :

— Il a le fusil malheureux, décidément!

— Mais non, qu'est-ce que tu vas croire?

— Oh! je me retrouve, j'y suis à présent. Oui, sur mon dernier coup, sitôt le sanglier abattu... J'ai reçu la charge en plein. Ah! il ne m'a pas raté... Ne dis pas non!... — Il s'irrita : — Je veux bien avoir la figure emportée, mais non pas qu'on me cache la vérité!

Il entendit un pas ferme, reconnut la main osseuse qui soudain étreignait la sienne.

— Mon pauvre vieux, répéta Pombasle, mon pauvre vieux! Et il ne trouvait que cela à dire.

— C'est Darlay?

Pombasle, sur un signe de Jacques, ne sut que répondre. Claude murmura :

— Comme c'est bête... Nous avons l'air de jouer à colin-maillard; et qu'est-ce que vous voulez que ça me fasse que ce soit ce Darlay ou un autre?

Un grognement sourd de Pombasle le renseigna.

— C'est drôle... J'avais eu une sorte de pressentiment... Ah! Vous m'emportez encore!... Où allons-nous?... Oh! ici ou là... A présent, j'ai mon compte!...

Et il s'écoula un très long moment pendant lequel, le visage durci, il ne desserra pas les dents.

Le cortège lugubre aux pas plus nombreux s'essaime; à une croisée de chemins que marque une croix de fer, M. Roynot prend congé; mais auparavant, il a donné la main à Claude, une main épaisse et velue. Il reste couvert, mais, dans sa face broussailleuse, on peut voir un attendrissement de vieux chasseur envers le jeune qui n'ira plus au bois.

— C'est M. Roynot qui te dit adieu, explique M. Dussaulles.

Roynot secoue la tête, il ne sait pas faire de phrases, sa main reprend plus fort celle de Claude, et il s'en va avec son ami, tous deux du même pas trainant; le chien informe les suit.

Rien n'échappe à Claude : ni la compassion de cet homme, ni le silence gêné de son camarade. Il se convainc qu'il est très bas. Une odeur de purin lui arrive qu'il reconnaît : l'air qu'il respire n'est plus le même, c'est un air clos de maison : il sait qu'il est dans la ferme. On l'a déposé sur la grande table. D'ailleurs, les exclamations de Thibal et de sa femme l'auraient renseigné. On lui lave le visage, on le palpe avec des précautions infinies, il demande :

— C'est toi, frère? Tu as débouché un flacon d'iode?

Jacques répond :

— C'est moi, je te fais un pansement sommaire.

Il y a dans le coffre du break une petite pharmacie de précaution que M. Dussaulles vient de retirer. Il a prié tout le monde de rester dans la cour. Pombasle seul est admis, qui murmure avec une bonne voix de caserne :

— Ça va aller mieux, mon poteau, ne t'en fais pas!

Et il louche affreusement, parce qu'il résiste mal à une envie de pleurer : si seulement, pour le soulager, on lui avait permis d'assommer M. Darlay!

M. Dussaulles, du doigt, l'appelle dehors.

— Rendez-moi le service de prendre la charrette anglaise; Trilby trotte vite; vous irez prévenir ma femme et aussi M^{lle} Antoinette, sans trop l'alarmer. Qu'elles ne viennent pas, surtout! Et faites appeler de suite le docteur Coudrier. Nous allons ramener Claude dans le break au pas.

Il ajouta :

— Jacques craint que son frère ne reste aveugle...

— Mais alors ?...

— Il faut d'urgence appeler en consultation un grand spécialiste ; il m'a indiqué le docteur Pox, des Quinze-Vingts, ou Brissage. Courez avec votre auto à la poste de Chaizy, télégraphie, téléphonez !

— Mieux, dit Pombasle, je filerai à Paris, je vous en ramènerai toujours un.

Déjà il escaladait le marchepied, empoignait les rênes, le fouet, et tournait court hors du portail.

Le calvaire de Claude obtient un répit. Il ne subira plus le supplice d'être voituré, transporté comme une chose. Il est à Belles-Feuilles, dans son lit ; il a fait mine de dormir pour être un peu seul, et, malgré l'horreur sourde que lui cause son infortune, c'est une sorte de repos. Ce qui devait être dit a été dit, ce qui devait être fait a été fait : il n'a plus à entendre les paroles maladroites ou trop zélées d'une pitié qui, sincère, l'énerve, et, importune, l'obsède. Il échappe pour un moment à la mainmise compatissante de ceux qu'il aime le mieux. Tant de sensations bousculées, pressées en un si court laps de temps ! Se peut-il ? Il n'est encore qu'à aujourd'hui, alors qu'hier, pas même hier, ce matin lui semble dépendre d'une autre vie passée et lointaine déjà, ce matin où il était un homme comme tous les autres, où il vivait, respirait, voyait !

« Oh ! songe-t-il, il ne faut pas se faire d'illusions. Rien n'a dissipé d'une vague, de la plus vague éclaircie encore, ce noir profond où je plonge, où je descends, ce noir d'abîme, si lourd et si léger, qui fait du jour la nuit et fera de la nuit un double bandeau. Le cartel vient de sonner quatre heures seulement... Serait-ce possible que je doive continuer toute mon existence ainsi ? Non ! non !... Si je pouvais voir, pendant une minute, une minute seulement !... »

Resterait-il aveugle ? L'accident était-il de ceux qui pardonnent ? Ah ! savoir, savoir !...

Il devrait, à force de patience et de ruse, découvrir ce qu'on ne lui dirait point. Comment lui viendrait l'accablante certitude ? L'arracherait-il à la faiblesse émue de sa sœur, à la franchise grave de Jacques ? Pourquoi chacun semblait-il tenir à écarter de lui cette idée fixe, prolongeait-il un silence inquiet ? Il avait interrogé son frère, et son frère, médecin, n'avait

pas répondu ; il avait brusqué l'aveu du docteur Coudrier, et celui-ci d'éluder : « Troubles de la vue..., passagers, hum ! hum !... Une double menace de décollement de la rétine, mais avec des soins !... » Ce qu'il savait d'à peu près certain, c'est que sa vie n'était pas menacée, sauf complications improbables, et que, quelques millimètres à côté, la balle lui traversait la cervelle. Un miracle qu'il fût vivant !... C'était, dans sa catastrophe, une chance inespérée.

Mais que lui importait, s'il restait aveugle ?

Claude cherche les indices : comme un juge d'instruction, il groupe les plus petites nuances. Tout s'est gravé, en lui, comme par l'eau-forte après la pointe du burin : l'effusion éplorée et palpitante d'Aline, ses interjections passionnées contre le criminel inconscient, cause de tout ! Claude l'entend encore tapoter les oreillers, s'agenouiller pour lui retirer ses brodequins lacés ; c'est elle qui a rejeté sur lui la couverture et aplani le drap. C'est elle qui lui a apporté de la citronnade, elle qui, une heure bien longue, est restée à son chevet, guettant son souffle et appuyant sur ses yeux sans vie un regard qu'il s'imaginer obstiné, scrutateur. L'aurait-elle traité ainsi, avec cette ardeur maternelle, si elle n'avait pas conscience, elle qui savait, de l'irréparable ?

Et il est un autre témoignage dont le souvenir chaque fois frappe Claude comme un coup de couteau : c'est le cri, en l'apercevant lorsqu'on l'a descendu de voiture, qu'a poussé Antoinette. Il n'a pas vu le geste tragique dont elle l'a accompagné en se cachant les yeux de ses mains, mais le cri résonnera toujours à ses oreilles.

— Ah ! mon Dieu, quelle horreur !

Ce n'était pas du dégoût, non, oh ! non ! et pourtant il y a surpris l'épouvante irrépressible, le sursaut révolté. Quel aspect offre-t-il donc pour terrifier à ce point une femme ?

Il pense : une femme, et non « sa femme. » Car est-ce vrai qu'Antoinette soit sa fiancée, est-ce vrai qu'elle le fut ? Il en est persuadé et cependant il doute ; comment concilier cela ? Ce saisissement d'âme et de nerfs dont elle n'a pu se défendre laisse en suspens toute assurance trop déterminée à cet égard. Oui, elle lui a engagé sa foi ; il l'aime, oui, elle l'aime ; mais pourquoi d'abord ne sont-ce pas ses mains de vierge pitoyable qui se sont élancées vers lui ? Elles se sont posées sur les siennes

et il les a serrées un long instant, mais plus tard, lorsqu'il semblait que la convenance et le maintien d'une situation inchangée leur en fissent une prescription. Puis, combien il différerait, ce contact, de la frêle étreinte d'une autre main, ce soir où l'électricité s'est soudainement éteinte. Comment expliquer que ces petites mains si vigoureuses et si douces d'Antoinette, ces mains qui, la veille, fondaient dans les siennes, il les sentit privées du mystérieux fluide de communion, plus fiévreuses, plus ardentes, mais moins sûres, et sans qu'il reçût d'elles la sécurité qu'il avait eue à les tenir ces derniers jours. Et s'il ne suspectait pas, — pourquoi l'eût-il fait ? — la douleur de la jeune fille, ses sanglots étouffés, ses paroles rapides et frémisantes, pourquoi n'y sentait-il pas cet on ne sait quoi de rassurant qui jaillit d'une âme assez faible pour qu'un malheur la bouleverse, trop vaillante pour qu'il la désagrège ?

Le moins qu'il pût inférer, c'est que l'horreur qu'elle avait clamée allait non à lui, mais à son accident ? Et cela ne décréait-il pas, là encore, l'irréremédiable ?

Que valaient, devant ces deux aveux, témoins éloquens parce qu'involontaires, la rassurante attitude de l'oncle Adrien et de Robert, plus maîtres d'eux, plus assagis ? Si fort cependant est le besoin d'espérer dans la plus atroce géhenne que Claude se rattache à ces indications que lui-même déclare les moins probantes. N'a-t-il pas accueilli, avec un soulagement qu'il se reprocherait, si son courage pouvait être mis en doute, l'espoir de vivre ? Pourquoi ne recouvrerait-il pas la vue, puisqu'elle est indispensable, qu'elle est la condition *sine qua non* qui lui permettra de vivre ? Ce que Coudrier a dit semble plausible... Et aujourd'hui la science fait de telles merveilles : il est des oculistes incomparables en France, à l'étranger. Si une opération s'imposait, il la subirait sans hésiter : tout, plutôt que de ne plus voir !

Silencieuse, la porte joue et dans l'entre-bâillement quel-qu'un se glisse. Une voix se fait sucrée pour dire :

— C'est votre infirmière : vous voulez bien ? Moi, Olympie...

M^{lle} Heurdelot a réclamé cet office. Chavirée d'émoi, faute de blouse, sur un peignoir elle a croisé un tablier à bavette ; son dévouement est acquis à Claude, car elle est par nature l'amie des miséreux, des affligés ; on pourrait y voir un de ses plus vrais mérites, si ce n'était chez elle une protestation aigrie

contre les bonheurs qu'elle ne partage pas ; et puis se rendre utile, c'est assurer la stabilité de son séjour, et même... Des possibilités obscures, qu'elle ne veut pas se formuler, naitront peut-être, propices pour elle, de ce lamentable événement.

Claude, qui ne se soucie pas de soins qu'il n'a pas réclamés, simule le sommeil : elle hésite, le contemple un moment avec un attendrissement complexe et, sans bruit, ressort.

. VII

Les drames créent autour d'eux une atmosphère spéciale et des ramifications sensibles. Ils sont, dans le trantran journalier, des sortes de fêtes funèbres, où la tristesse suscite une excitation nerveuse, où la proximité du danger rétrospectif augmente la saveur de la sécurité présente. En bousculant la pensée et en charriant l'émotion, ils provoquent, ce qui est le propre du théâtre, la plus puissante des distractions, accrue de ceci, non seulement qu'on y est spectateur, mais qu'on y participe de sa personne. Du salon à l'office, que d'entrées, de sorties, que de scènes éparées, de commentaires, de chuchotemens !

A l'apitoiement qui se gradue selon le degré d'affection, se joignent la curiosité en éveil, l'attente de répercussions imprévues ; les regards se braquent sur la personne qui entre, les oreilles se tendent à une sonnerie d'appel ou aux pas qui se rapprochent. Tout accident détermine une solidarité soudaine où la pitié la plus convaincue ne va pas toute à la victime, et réserve une part qui s'applique, chez chacun, à d'imaginaires similitudes. Certes, M. Ouvrart plaignait infiniment Claude ; il restait si impressionné que son déjeuner, pourtant sobre, passa mal ; mais il n'avait pu s'empêcher de dire à sa femme avec une pointe d'accent bordelais que la conviction renforçait :

— Hein, vois-tu, si c'était moi qui étais allé au ferme et que cet olibrius m'eût envoyé le paquet !

— Mais aussi, peut-on recevoir des timbrés pareils ! s'écriait-elle.

M. de Jennessé qui, en d'autres occurrences, n'eût su justifier la défaillance qui ne lui avait pas permis de tirer, quand le sanglier parut foncer sur lui, — en réalité, il passait à vingt mètres, — faisait valoir dans les coins, auprès d'auditeurs complaisans ou sceptiques, son abstention :

— On ne se méfie jamais trop; on a vu de fantastiques ricochets de chevrotines; et bien que ce pauvre Chartrain ne fût pas précisément dans ma ligne de tir...

Le docteur Coudrier ne pouvait manquer d'exercer sa verve sarcastique : « le cas Darlay » le passionnait. Il en parlait à qui voulait l'entendre, en secouant sa chevelure hirsute :

— Responsabilité atténuée, messieurs, plaiderait un avocat, et mon jeune confrère M. Jacques Chartrain, en sa qualité de psychiatre, ne me semble pas éloigné de partager cette opinion. Je la tiens pour fort dangereuse. Elle mène à la négation du libre arbitre : celui-ci est aboulique, celui-là est kleptomane, cet autre dipsomane... Je ne vais pas, remarquez-le bien, jusqu'à nier toute tare névropathique chez le sujet, quoique le garde, ce brave Tricot, me semble avoir prononcé le véritable pronostic en le qualifiant de « f... maladroit ! » Le certain, c'est qu'à l'heure actuelle le pauvre homme, — c'est M. Darlay que je veux dire, — ne semble pas dans son état normal.

— Où est-il donc, au fait ? Personne ne l'a vu, ni au déjeuner, ni depuis, remarqua M^{lle} de Kerveuc qui montrait un front courroucé, comme si on lui eût en quelque façon personnelle manqué, et qu'il y eût, dans une telle calamité privée, quelque chose de choquant vis-à-vis d'invités venus à Belles-Feuilles sans méfiance. Comment d'ailleurs n'eût-elle pas été violemment remuée, après des fiançailles qui ne lui plaisaient qu'à demi, — ces Chartrain-Dussaulles sentaient un peu leur roture, — par cette remise en doute de projets auxquels elle se résignait à peine ?

— Je le crois, parbleu bien, qu'on ne l'a pas revu ! répliquait le docteur Coudrier. M. Darlay n'a pas osé, bien qu'il en mourût d'envie, reparaitre au château ; il est resté à la ferme où Thibal et Mathurine ont dû lui faire boire du vulnérable, car il a eu une crise de désespoir tardif, comme s'il comprenait enfin ! Il a fallu lui envoyer son valet de chambre avec une valise d'effets et de linge. Ils se sont trouvés tous deux devant le déjeuner préparé pour une dizaine de chasseurs, — je ne sais ce que le domestique s'est octroyé en second, — mais je dois dire, car je me suis renseigné, — que M. Darlay s'est contenté d'un œuf à la coque et d'une tasse de camomille. C'est alors, M. Jacques étant retenu auprès de notre blessé, que je suis allé, moi, sur l'invite pressante du fidèle serviteur de M. Darlay,

venu sur la bicyclette du fils Thibal, actuellement au régiment, — où en étais-je ? — ah ! oui, je suis allé, dis-je, soigner son maître. Je l'ai trouvé très agité, avec des tics bizarres ; il secouait la tête ainsi, comme si des mouches le harcelaient. Il me prenait à témoin : « Docteur, je suis un galant homme ! Amédée, mon cousin le ministre, peut le certifier. M. de Pombasle m'a traité avec une dureté injurieuse, je ne puis retourner à Belles-Feuilles tant qu'il ne m'aura pas présenté des excuses. S'il tarde, je vous prierai de vous adjoindre un témoin et de lui demander réparation par les armes. »

— Ah ! non, s'écria M. Ouvrart... Par les armes, eh bien ! il en a de bonnes !...

— « D'autre part, je compte, répétait-il, présenter mes regrets à M. Chartrain et mes hommages à M^{me} Chartrain-Dussaulles. Je ne puis m'en dispenser... Comment faire ?... » Et, arpentant la cour, il prenait Baptiste à témoin : « Enfin, vous le savez, vous, Baptiste, que je suis un chasseur sérieux ? — Oui, monsieur. — J'ai des actions dans quantité de chasses !... — Oui, monsieur. — J'ai tiré des bêtes autrement difficiles que le sanglier : l'izard, le mouflon ! » — Et l'homme, n'ai-je pu réprimer ; c'était cruel, mais il m'a regardé sans saisir, car il a continué : « L'iguane, la gazelle !... » Pour faire bref, et son exaltation grandissant, j'ai exigé qu'il se laissât poser une sangsue derrière chaque oreille ; Thibal en a toujours dans un vieux pot à cornichons.

« Et comme il fallait prendre un parti, je priai monsieur Jacques de se rendre sur les lieux ; seul, il peut dénouer cette situation embarrassante : après tout, c'est son malade. Il l'a amené, qu'il le remporte ! »

On se regarda : ce dernier trait amenait de vagues sourires.

— C'est vrai, dit M^{me} de Jennessé avec indignation, c'est vrai, — elle avait remplacé sa robe blanche par une robe violet sombre, plus indiquée, — sans la venue de M. Darlay, rien ne serait arrivé.

— Rien n'arriverait, dit M. Coudrier ; or, la fatalité qui accable notre charmant ami devait se déclencher à l'heure dite et se produire en vertu d'une série d'enchainemens minuscules où tout était prévu ; le trot des chevaux a ponctué l'heure du rendez-vous ; le temps donné à écouter le rapport du garde, le placement des chasseurs, la levée du sanglier, sa fuite plus ou

moins rapide, la direction qu'il a prise, la crampe de M. Darlay. — si encore elle avait suffi à le clouer sur place ! — votre coup de fusil manqué, cher monsieur Ouvrart, et le vôtre non tiré, cher monsieur de Jennessé...

— Mais Claude non plus n'a...

— J'allais le dire : son coup qui blesse et ne tue pas... Il s'engage sous bois ; la ronce qui le retarde d'un quart de seconde, l'écart qu'il fait autour d'un tronc d'arbre sont autant de déterminantes sournoises et inéluctables de son destin ; l'hésitation brève qu'il a pu mettre à tirer pour ne pas atteindre les chiens, le complet ardoisé qu'il portait ce jour-là, cible équivoque pour cet impulsif de Darlay, tout, oui, tout a abouti, à travers le plus minutieux engrenage, au déclic formidable du coup irrésistible qui laissera ce malheureux aveugle ; du moins il y a cent à parier !

Et, satisfait de sa démonstration, qui ruinait le libre arbitre affirmé par lui tout à l'heure, il hocha le menton.

— Non, s'écria M^{me} Ouvrart qui ne pouvait accepter cette réalité désolante, non, ne dites pas cela !

— L'illustre confrère de Paris vous le dira, madame, et alors vous le croirez, répliqua-t-il froidement.

Doudou et Suzanne revenaient du jardin. Suzanne avait beaucoup de chagrin, et qu'elle eût pleuré avant le déjeuner au point d'en avoir les yeux rouges, c'était l'évidence même ; elle adorait son oncle Claude, mais elle adorait aussi son fiancé : la jeunesse, de son prisme merveilleux, colore en tons diaprés et lumineux les pires tristesses, lorsqu'elles n'atteignent qu'autrui. Doudou, lui, avait estimé que c'était là une effroyable tuile tombée sur les Chartrain-Dussaulles ; il y compatissait dans la mesure de sa sympathie pour Claude, qui était réelle, et parce qu'il tirait de l'aventure une cause d'intérêt à produire : son rôle de témoin, ses émotions propres de chasseur, car il aurait pu, si le sanglier était venu sur lui (il oubliait que M. Dussaulles, coude à coude, le surveillait), faire feu et, abattant l'animal, empêcher l'hécatombe finale.

— Est-ce qu'il n'est pas bientôt l'heure de goûter ? demanda-t-il tout bas avec l'exigence excusable d'un appétit creusé par le grand air et l'émotion.

— Mais certainement, reprit Suzanne, rappelée à ses devoirs de maîtresse de maison ; je vais m'en occuper.

Pouvait-elle faire que la vie, avec ses nécessités matérielles, ne continuât en dépit de tout ?

— Et, suggéra Doudou, nous n'avons pu jouer au tennis ; nous n'oserons pas jouer au poker ; si on faisait du moins une promenade, ne fût-ce que pour occuper vos hôtes ?

— Maman n'y verra aucun inconvénient, je pense. Je vais le lui demander.

Suzanne, à l'office, trouva Joseph en train de préparer mollement les tassés à thé.

— Ah ! mademoiselle, soupira-t-il, on n'a plus de cœur à rien depuis ce triste retour de M. Claude ; je crois que je ne l'oublierai jamais.

— Oh ! oui, c'est désolant, répondit Suzette, dont le minois fut s'allongea.

A Belles-Feuilles, où l'autorité de M^{me} Chartrain-Dussaulles n'avait pu contrebattre la bienveillante bonhomie de son mari, les serviteurs avaient avec leurs maîtres des rapports moins glacés et plus proches qu'à Paris. S'intéressant de toute leur curiosité, avec leurs sympathies ou antipathies, à l'existence, dont ils partageaient, en l'assurant, l'entretien régulier, leurs réflexions ne différaient pas de celles qui s'exprimaient au-dessus d'eux ; mais leur franchise était plus crue.

Fannette, ayant été la seule autorisée à pénétrer dans la chambre de M. Claude, en tirait une importance qui la consolait un peu de se savoir, en temps habituel, jalousée. Elle donnait des détails, répétait des propos. Son chagrin, pourtant sincère, — mais elle avait déjà vu tant de traverses et tant de deuils, — marquait moins sur sa figure ridée que sur les gros traits bouffis de la cuisinière, ou sur le digne visage de Joseph. Étienne, le cocher, ne se gênait pas pour dire que, malheur pour malheur, il aurait préféré que cela arrivât à quelqu'un d'autre, fût-ce à M. Jacques, moins sympathique à tous ; mais on le rabrouait avec vivacité, parce que, ainsi que le fit remarquer Rosa, la femme de chambre, « ça n'était pas des choses à dire, ni même à penser. » Mais tout le monde s'était trouvé d'accord pour proclamer que, de toutes les injustices qui pouvaient tomber sur un bon et brave garçon, celle-là était bien, de la part du sort, la plus « canaille. » L'idée de tout ce que M. Claude perdait avec la vue s'exagérant en ces esprits simplistes, ils ne l'eussent pas plaint davantage d'être mort. « Pour

moi, j'aimerais autant ça, » avait déclaré le jardinier, homme pacifique qui trouvait dans les belles colorations des fleurs des joies muettes et concentrées.

— Et pensez qu'il allait se marier avec M^{lle} Langre ! répétait Fannette.

— Eh bien ! qu'est-ce que ça changera ? demandait Sophie. Bien sûr que cette belle demoiselle n'aurait pas le cœur de le planter là, ce pauvre malchanceux !

— Ça ne sera tout de même plus la même chose pour l'un et pour l'autre, observait Étienne.

Et les malédictions sincères du Service se reportaient sur « le propre à rien, l'assassin à la manque, » ce M. Darlay arrogant qu'aucun n'eût voulu servir pour les plus beaux gages, et qu'on pouvait bien mettre dans le même sac que son valet de chambre, M. Baptiste, aussi prétentieux et insupportable.

— Que deviendra Monsieur Claude ? avait demandé Rosa.

N'ayant jamais vu que des aveugles pauvres, elle se le représentait incapable de se conduire et presque à la charité d'autrui.

Joseph avait répondu avec une philosophie de métier :

— Il est riche et il a une famille.

— Ça ne lui rendra pas ses yeux, dit Étienne.

— Le pauvre petit gars, soupira Fannette, dire qu'il me faut assister, vieille comme je suis, à si grande misère !

La femme de chambre, qui était sensible, s'essuyait les yeux.

Suzanne, grimpant quatre à quatre l'escalier et s'élançant dans le couloir, faillit heurter l'oncle Adrien.

— Ah ! grand parrain, — elle lui donnait ce petit nom, — on va prendre le thé et faire une promenade, voulez-vous être des nôtres ?

— Ma petite enfant, répondit doucement l'amiral, je ne prends pas de thé qui m'empêche de dormir, et je préfère rester auprès de Claude. Emmène plutôt M^{lle} Heurdelot.

— Savez-vous si maman est dans sa chambre ?

— Elle est enfermée avec M^{lle} Langre et s'efforce de la consoler.

— Pauvre Antoinette ! Ce qui lui arrive est si affreux ! Il me semble qu'à sa place, je deviendrais folle !

— Ça ne remédierait à rien, dit M. Abryat, s'efforçant de sourire.

Sur lui, non plus que sur la vieille Fannette, le chagrin n'avait transformé sensiblement la rigidité du visage, et il avait trop d'empire sur soi pour ne pas s'imposer de demeurer calme. Aucun pourtant n'éprouvait une pitié plus grande, une pitié qui se creuserait chaque jour en son cœur et que seul il ne sentirait pas faiblir. Car si M. Dussaulles s'associait à cette profondeur de sentimens, aimant Claude avec un peu de l'amour paternel qu'il aurait eu pour ses enfans, son ménage, ses terres, ses habitudes l'absorbaient, tandis que M. Abryat, sans personne au monde pour animer un foyer, pouvait plaindre son neveu sans autre préoccupation.

M^{lle} Heurdelot sortait de chez Claude et emportait un verre vide. Elle se fit prier : vraiment, son devoir... Non, elle n'avait guère envie de luncher ni de se promener ! Cependant, entre le silence têtue, presque hostile, du blessé et la perspective d'une heure agréable, elle céda, surtout quand l'amiral eut déclaré qu'il la remplacerait.

— Mais, assura-t-elle, c'est bien pour vous faire plaisir !

M. Abryat s'attendait à ce que Suzanne pénétrât derrière lui dans la chambre de Claude, mais elle murmurait :

— Oh ! grand parrain, quelle terrible chose !...

Passant sur la pointe des pieds, elle avoua tout bas :

— C'est si terrifiant de le voir !...

Pourtant, elle eût voulu entrer, se rendre utile, prouver à Claude son dévouement, mais sa petite âme inassouvie de clarté et de joie se reculait, non sans une légère honte, d'une souffrance à laquelle elle ne pouvait rien. Et puis, Doudou et les autres l'attendaient. Elle ferait bien de prévenir M^{lle} de la Hodde. Quant à déranger la douleur d'Antoinette, non ! Elle ne saurait trouver que des larmes de compassion comme celles de ce matin ; et cela ne sert à rien d'avoir le nez et les yeux rouges. Elle éprouva la nécessité d'aller se remettre un rien de poudre, qu'elle enlevait ensuite, sa mère n'aimant pas « ce genre, » mais qui lui velouterait un peu le teint.

Dans sa chambre, où, après le déjeuner, elle s'était réfugiée pour fuir des présences, des réflexions, des regards dont la tristesse sincère ou de commande mêlait un alliage irritant à la pureté de sa peine, M^{lle} de la Hodde s'abandonnait aux réflexions les plus douloureuses. L'arrivée précipitée de Pombasle ce matin, sa rencontre avec M^{me} Chartrain-Dussaulles et

M^{lle} Langre dans l'allée des sycomores, leur groupe consterné, l'exclamation étouffée d'Antoinette et sa fuite vers le château, cette vision dramatique la hantait encore. La conviction du plus grand malheur l'avait précipitée au-devant de M^{lle} Langre, dont elle avait barré le passage en lui jetant, dans une exclamation haletante :

— Il n'est pas mort ?

La rudesse affolée avec laquelle Antoinette la repoussait sans lui répondre, l'avait convaincue de l'irréparable. Elle en avait éprouvé un désespoir dont la violence l'eût étonnée si elle eût été en disposition de s'analyser. Mais elle n'y songeait guère. M^{me} Chartrain-Dussaulles et Pombasle, la rejoignant, avaient dissipé son erreur sans lui laisser d'autre espoir. D'un abîme sans fond, Thérèse de la Hodde s'était alors retrouvée émerger dans la lumière. Il vivait, il vivait !...

Entre ces deux extrémités, il y avait eu place en elle pour un siècle d'agonie. Si on lui avait dit qu'il était étrange qu'elle éprouvât si passionnément le contre-coup d'une catastrophe qui ne la touchait pas, et que sa présence d'invitée et que son amitié pour Suzanne ne justifiaient pas un si vif intérêt envers Claude Chartrain, elle fût sans doute restée bien surprise, car les sympathies les plus sincères et les plus naturelles, car la pitié trop justifiée à l'égard d'un semblable malheur, n'expliquaient pas en effet qu'elle se désolât ainsi. Mais, à ce moment-là, elle ne pensait qu'à cela : elle l'avait cru mort et il était vivant !

Il lui semblait que M^{lle} Langre aurait dû s'en réjouir davantage, tandis qu'elle paraissait n'être sensible qu'à l'affreuse réalité annoncée, sans assez de précautions peut-être, par Pombasle. Cette réalité se présenta seulement alors avec clarté à l'esprit de M^{lle} de la Hodde ; et elle en entrevit l'effroyable signification. L'allègement si fort qui venait de la soulever, la gratitude qu'elle avait failli crier à une Providence miséricordieuse, retombèrent plus lourdement sur elle. Quoi qu'elle attendit des chances heureuses, la vie de Claude restait incertaine ; et quel lamentable avenir, s'il demeurerait aveugle !

Elle se répétait ce mot avec insistance, elle en évoquait les conséquences avec une intensité hallucinée, et elle ne parvenait cependant pas à comprendre pourquoi le premier geste d'Antoinette Langre avait été celui d'un être qui, affolé, essaye de se dérober à son angoisse. A sa place, elle eût voulu en savoir

plus; comme elle se fût fait répéter à satiété les moindres et les plus futiles détails pour en faire jaillir une lueur rassurante!

« C'est sa fiancée pourtant, se disait-elle. Elle a le bonheur, cet immense bonheur d'être la femme qu'il aime et qu'il préfère à toutes, celle en qui il a mis sa confiance et sa certitude! »

Elle ajoutait :

« Il semble, — je me trompe peut-être et ne voudrais pas la juger défavorablement, — qu'elle déplore une infortune qui lui serait propre, comme si c'était elle et non lui qu'a frappé la balle abominable. »

Si elle avait douté, le mot pathétique prononcé par Antoinette comme on descendait M. Chartrain du break, ce mot d'épouvante : « Quelle horreur! » l'éclairait sur la différence de leurs âmes et de leurs sentimens.

Elle revoyait, pour y avoir assisté, pâle et tremblante, blottie dans une embrasure, le transport du jeune homme dans la maison. Si une pudeur ne l'avait retenue, comme elle se serait élancée pour le soutenir, comme elle aurait voulu sentir peser sur elle son épaule défaillante! Si elle en avait eu le droit, si les convenances, si rigoureuses pour une jeune fille, n'avaient maîtrisé son instinct, rien ne l'en eût empêchée.

« C'est sa fiancée, se répéta-t-elle, et elle n'a pas aidé M. Robert et M. Ouvrart!... Ah! que leurs visages étaient anxieux et mornes! Elle ne les a pas suivis, elle n'a pas été tout ce temps-là auprès de lui, afin que, ne pouvant la voir, du moins il entendit sa voix. »

Elle admettait pourtant que chacun puisse ressentir différemment la douleur. Choyée par la vie, gâtée par la richesse, Antoinette Langre, n'ayant jamais connu que ses caprices, était sans doute moins préparée à souffrir; car souffrir veut un apprentissage; et de ce que Thérèse avait fait le sien, et durement, en soignant pendant des années sa mère atteinte de consomption, en se vouant ensuite aux caprices tatillons et hargneux de son père, peut-être devait-elle avoir une compréhension plus indulgente envers celles qui ne partageaient pas ses façons de sentir. Ne le devait-elle pas d'autant plus à Antoinette que d'impondérables motifs, auxquels sa sympathie pour Claude avait contribué, l'éloignaient d'elle et, réciproquement, inspiraient à l'autre, sous l'amabilité voulue, cet esprit

de malice dénigrante où les femmes excellent et qu'elle était trop fine pour ne pas constater.

Voilà des heures qu'elle tournait dans sa chambre avec un grandissant malaise d'impuissance. Elle se rasseyait pour prendre un ouvrage de broderie, elle tressaillait à tout bruit, elle se tenait à sa fenêtre un grand moment ; et la tranquillité du parc, la paix des pelouses, l'éclat rouge d'une tonnelle de vigne vierge à demi défeuillée, le murmure de la cascade, tout la plongeait dans une détresse, qui rendait plus poignans la révolte de sa raison et l'attendrissement de son cœur :

« S'il devait ne plus voir cela ! S'il ne devait plus voir jamais la magie du ciel !... Un homme comme lui, qui vibrait à tout, qui semblait fait pour étreindre tout ce qui est vivant, animé, qui aime les belles choses : les couchers de soleil, les tableaux, les statues, qui apprécie les meubles, les bibelots anciens, tout ce qui donne tant de plaisir par les yeux... Être privé de cela ! Ne plus voir le charmant visage de sa fiancée, car ce visage n'est que trop charmant dans sa grâce altière, et il faut bien qu'il le soit, puisque c'est celui qu'il a préféré ! »

A le reconnaître, Thérèse de la Hodde éprouva quelque chose qui ressemblait à de la jalousie et qui la tortura. Jamais l'idée ne lui fût venue de se comparer à M^{lle} Langre, elle qui, de bonne foi, se croyait à peine jolie, certains jours.

« Ah ! se dit-elle, quel bonheur affreux, mais quel bonheur elle a de pouvoir lui apporter la seule consolation qui rendra l'existence supportable à un être tel que lui, si supérieur, si intelligent, si bon ! Être la consolatrice, l'amie qui, à chaque minute, de sa prévenance ingénieuse, écarte de lui les obstacles. Être celle qui verrait pour lui et le ferait participer à ce qu'elle voit ; celle qui, dans cette union rendue par l'infirmité plus intime encore, l'accompagnerait jusqu'à la mort ! »

Fervente, adjurant cette Providence qui, jugeait-elle, la dirigeait, comme elle dirigeait Claude, par des moyens redoutables vers des fins inconnues :

« Mon Dieu, faites qu'elle soit pour lui la compagne sûre et douce, patiente et tendre, dont la résignation n'est pas celle du sacrifice, mais l'orgueil modeste de se savoir élue pour une mission d'élite, pour la plus précieuse des missions ! Faites qu'elle découvre en elle le courage et la volonté ; il serait trop

pénible de penser qu'il ne trouverait pas à côté de lui le dévouement d'une sœur et la protection d'une mère, dans l'amour de celle qui aura le privilège si enviable de s'appeler sa femme ! »

Ce vœu traversé d'un autre, qu'elle repoussa parce qu'il comportait des regrets trop personnels ou un espoir trop invraisemblable, pénétra si bien M^{lle} de la Hodde, elle en fut si possédée qu'elle se demanda si elle ne devait pas céder à cette tentation irrésistible : aller trouver Antoinette, afin de partager son chagrin et lui apporter un réconfort, dont, elle le sentait, cette fierté brisée avait besoin. Presque aussitôt, elle fut persuadée de ce que cette démarche avait d'insensé et d'impossible ; la jeune fille ne la lui pardonnerait pas, et puis nulle puissance extérieure ne lui donnerait ce qu'elle devait tirer d'elle-même.

Cela aussi, Thérèse de la Hodde le savait par expérience : toutes nos possibilités d'action, le sens que nous donnons aux douleurs et aux joies, la représentation que nous nous faisons du bien et du mal, jaillissent du fond souvent ignoré de notre conscience et tirent leur vertu de ces révélations intérieures, sources secrètes de vérité ou d'énergie.

« Si du moins je pouvais, — ce désir innocent la harcelait : — apercevoir Claude ! » Se dire qu'il était là, à quelques mètres, séparé par des murs ou une porte à laquelle elle ne pouvait frapper, qu'elle n'osait franchir, tant est puissante la convention qui régit nos actes, alors qu'elle voyait s'implanter M^{lle} Heurdelot, autorisée par son âge et sa prétendue expérience. Mieux que celle-ci, elle aurait préparé une potion, renouvelé une compresse : son sang-froid eût dominé ses nerfs. Elle y était habituée : que de nuits elle avait veillé les sommeils opprimés de sa mère ! N'avait-elle pas été dans les derniers mois, lorsque celle-ci s'éteignait à Saint-Raphaël, sa seule garde-malade ? En même temps, elle se reprochait son zèle, comme indiscret et présomptueux.

« Qui sait si ma présence ne lui serait pas importune?... Le besoin de souffrir sans témoins est souvent farouche. D'ailleurs, Antoinette Langre se tient certainement auprès de lui... Pourtant on aime à savoir que les gens ne sont pas indifférens ; s'il allait m'accuser de sécheresse?... Aurai-je la force de partir sans l'avoir revu, car je vais partir : que ferais-je ici, sinon

encombrer les soucis de cette malheureuse famille ? Si seulement je pouvais être tenue au courant d'heure en heure ! Je suis là à me consumer d'inquiétude et peut-être son état s'aggrave-t-il !... M. Dussaulles, qui est allé à Chaizy-le-Bas attendre un coup de téléphone, ne revient pas. Quand arrivera le grand oculiste que M. de Pombasle a été chercher ? Si j'allais demander à l'amiral des nouvelles ? »

Dans la chambre voisine, celle de Suzanne, elle perçut les petits heurts de boîtes de cristal ; quelques secondes après, le bouton de la porte tourna, et Suzanne montra sa jolie figure aussi prête à rire qu'à pleurer.

M^{lle} de la Hodde ne put contenir son anxiété :

— Comment va votre oncle ?

— C'est toujours la même chose, je pense...

— Vous venez de le voir ?

— Heu... non...

Et Suzanne rougit, sentant croître ses remords : devait-elle constater une sollicitude plus vive chez son amie qu'en elle-même ?

— Allons-y, voulez-vous, chérie ? proposa-t-elle.

Ainsi elle réparait et, à deux, elle prenait plus d'audace.

Voyant Thérèse hésiter, elle la rassura :

— Grand parrain est seul avec lui.

Ah ! si l'amiral... Il ne la blâmerait pas. Ce vieil ami représentait un parent d'élection. Il figurait dans tous ses souvenirs de jeunesse, et c'était le seul que son père consentait encore à voir lorsqu'il était dans un de ses bons jours, trop rares.

Le cœur commença de lui battre, dans le couloir : quelques pas encore... Elle vit mal, dans son trouble, la chambre où elles entraient, et M. Abryat qui se leva en les saluant d'un bon regard... Toute son attention se fixait sur Claude gisant inerte, un bandage sur les yeux. Une faible odeur d'eau de Cologne flottait.

— C'est nous, petit oncle Claude, qui venons te dire un court bonjour, Thérèse et moi...

— Ah ! dit une voix faible, merci, Suzette, merci à vous, aussi...

Il ne la nomma pas, comme si « mademoiselle » eût été à cette heure trop cérémonieux et « Thérèse » pas assez respec-

teux; elle comprit la nuance et fut touchée aux larmes de le voir si blême et si las, elle qui s'était juré d'être vaillante!

L'oncle Adrien fit signe à Suzanne et lui remit deux mots qu'il venait de griffonner, afin que Fannette prit à la pharmacie de campagne, chez M. Dussaulles, un flacon d'éther. Heureuse du prétexte, elle ne s'attarda pas.

— Tu es bien? Pas trop bobo à la tête?

Sans répondre, il essaya de sourire; alors, craignant de trop s'émouvoir, elle s'esquiva en disant :

— Je reviendrai tout à l'heure; tu sais, ça ne compte pas!

Elle en oubliait Thérèse de la Hodde qui ne fit pas mine de la suivre et qui, cédant à une impulsion irrésistible, se rapprocha du lit. Claude étendit une main hésitante et elle lui abandonna la sienne; il revécut avec acuité cette minute où, les plombs de l'électricité ayant sauté, il s'était trouvé dans l'obscurité à côté d'elle, et l'avait sentie, peureuse, lui saisir la main. Cette fois, c'est lui qui mendiait un secours, lui qui recevait la frêle et obscure protection. L'émouvant silence les unit plus que toute parole, et qu'auraient-ils pu se dire?

L'oncle Adrien semblait intéressé par une gravure de chasse au mur, une de ces gravures anglaises en rouge et noir où des gentlemen courent le renard.

M^{lle} de la Hodde eût pourtant voulu... Qu'allait-il penser, si elle continuait à se taire? Elle se pencha, comme une fleur trop lourde; son cœur l'étouffait; mais lui, épuisé, ne souhaitait rien de plus que le vivant contact de la petite main qu'il sentait se fondre dans la sienne et se répandre comme dans tout son être. Voilà qu'une larme tombe sur son visage, une autre encore... Il soupire : se pouvait-il? Elle le plaignait donc bien?...

Déjà la petite main se retire, frémissante et confuse. Un glissement d'ombre, une porte qui se referme... M^{lle} de la Hodde, désolée de s'être montrée si faible, s'est sauvée dans sa chambre pour pleurer.

VIII

— Ah! chère enfant, répétait M^{me} Chartrain-Dussaulles à Antoinette, combien maintenant vous m'êtes plus chère! A l'affection que j'éprouvais pour la fiancée de Claude, s'ajoute le respect attendri que je dois à sa consolatrice, car vous serez sa

vraie, sa seule consolatrice! Et si ce rôle est lourd pour votre belle jeunesse, il est du moins digne de votre grand cœur!... Aimer un être dans la joie, c'est le rêve que nous formons toutes, c'est celui qui commençait pour vous; mais l'aimer dans la douleur, quelle supériorité! à quelle grandeur morale vous atteindrez!

Aline, débordante de sympathie, avide de dévouement, sentant refluer toute sa tendresse fraternelle, parlait avec une conviction ancrée sur le plus fort des instincts sociaux : l'esprit de famille. Un des buts qu'elle s'était proposés pour l'avenir de Claude, la députation, lui échappant, elle se rejetait sur l'autre : le beau mariage. Elle y tenait d'autant plus qu'elle le sentait menacé. Non qu'elle fit à Antoinette l'injure de croire qu'elle allait reprendre sa parole; mais elle voulait assurer à Claude le bénéfice d'un amour accru par l'immense pitié, et qui ne prit pas le temps d'accueillir, à la réflexion, de pardonnables regrets et d'inavouées rancœurs, non certes envers la victime innocente, mais envers l'injuste destin. Condamnée, elle, pleine de vie et d'ardeur, à servir de compagne à un être enchaîné par les liens tâtonnans et trébuchans de l'infirmité, c'était bien dur, il fallait le reconnaître!

Mais elle prêchait une convertie; Antoinette ne cherchait pas à forfaire, elle ne reniait pas son pacte : et si sa détresse était si terrible, c'est qu'elle savait trop à quoi elle s'engageait. Qu'elle dût être héroïque, elle le voulait, elle n'ignorait pas que le monde condamnerait sévèrement une défection, elle-même l'eût appelée une lâcheté. Trahir son amour, car elle aimait Claude ou croyait l'aimer, trahir la foi qu'il devait garder en elle, non, jamais! Et si, lucide dans son épouvante, elle avait envisagé toutes les faces du problème, elle ne l'en tenait pas moins pour résolu dans son esprit : elle serait la femme de Claude. Elle demanderait même à ce qu'on hâtât leur union dès que sa blessure le permettrait. En ce désir entraînait cette impatience qui porte les plus braves à se délivrer d'une anxiété insupportable, en acceptant le risque, afin d'en finir plus vite.

Elle ne pouvait s'empêcher seulement de trouver que M^{me} Chartrain-Dussaulles insistait un peu trop en lui vantant la certitude d'un bonheur sentimental que payeraient d'austères obligations et en l'admirant d'avance pour un holocauste dont elle, Antoinette, ferait tous les frais. Elle entendait bien être

sublime, et il ne pouvait la choquer qu'on lui en fit une auréole ; mais si fêrue qu'elle fût des mérites de son frère, peut-être M^{me} Chartrain-Dussaulles faisait-elle trop valoir des qualités, un charme qu'Antoinette constatait toute seule et qu'elle admettait même, si cela eût pu rassurer M^{me} Chartrain-Dussaulles, n'avoir subi aucune dépréciation. Seulement, s'illusionner au point de croire que le coup de fusil de cet imbécile n'avait pas radicalement changé l'existence qu'elle se promettait, tout de même, aucun mirage de sentiment ne pouvait le lui persuader !

M^{lle} de Kerveuc, entrée avec discrétion, annonça, s'efforçant de ne rien laisser percer de son intime aigreur :

— Chère madame, on vous cherche, M. Jacques voudrait vous parler tout de suite ; et, si j'ai bien compris, il boucle sa valise.

M^{me} Chartrain-Dussaulles attira Antoinette d'un geste romain :

— Du courage, ma chérie !

Antoinette, qui en avait, qui s'en découvrait même énormément, estima le conseil superflu.

Sa tante la regardait avec une attention qui lui déplut. Elle porta la main à ses cheveux, repiqua l'un de ses peignes et demanda, ironique :

— Je suis belle, hein ?

— Tu aurais mieux fait de venir prendre l'air dans le parc. Tu te rendras malade.

Elle fit un geste vague. M^{lle} de Kerveuc reprit :

— Et dire que j'avais un pressentiment avant de venir ici !

Au vrai, elle se le découvrait de bonne foi, après coup.

— Tu es plus maligne que tout le monde, persifla sa nièce.

— Enfin, veux-tu me dire s'il y a lieu de se réjouir ? Te voilà bien avancée.

— Tu ne me conseilles pas de reculer, je suppose ? dit Antoinette, le feu aux joues.

— Ma pauvre petite, je suis incapable de te conseiller une vilénie.

— Eh bien, alors, ne gémis plus, ça m'énerve.

— C'est par affection pour toi.

— Je sais ! je sais !...

— Dire que si tu m'avais écoutée et si tu avais choisi M. Guy !

— C'est Claude que j'aimais.

— Si tu l'aimes jusqu'à ne pas souffrir, je ne dis pas de ton tourment, mais du sien, alors estimons-nous encore heureuses!

— Que veux-tu dire ?

— Tu as vingt ans, te connais-tu bien ? A ton âge, on croit à l'éternité des sentiments...

— As-tu un conseil pratique, je dis : *pratique*, qui donne une garantie meilleure à ma tranquillité morale ?

— Non, je n'en ai pas. Tu t'es engagée ; quoique Langre par ton père...

— Il en valait d'autres, rétorqua la jeune fille, défendant d'autant plus sa mémoire qu'elle l'avait sue très attaquée.

— Tu as par ta mère du sang des Kerueuc. Leur devise de blason est : « Mon roi, tout droit ! » A la bataille d'Arques, cette belle parole fut dite par Gilles de Kerueuc, chargeant vaillamment aux côtés d'Henri IV.

Antoinette regarda sa tante avec l'intérêt étonné qu'on porte aux choses fossiles ; qui sait après tout si, ayant hérité du caractère de son père, grand remueur d'hommes, brasseur de travaux gigantesques, excessif en tout, au travail comme au plaisir, elle ne tenait pas, plus qu'elle ne le croyait, de sa mère, morte jeune, créature de volonté et de vertu ? Pauvre Claude ! Elle éprouva d'autant plus le besoin de le protéger et de l'envelopper de sa tendresse qu'elle sentait la tâche plus rude. Jusqu'à présent, elle avait été habituée à recevoir, et non à donner. La clairvoyance de sa tante, touchant à un point vulnérable, l'irritait : Kerueuc ou Langre, nul ne lui apprendrait son devoir !

— Où vas-tu ? demanda la vieille demoiselle.

— Voir s'il n'a besoin de rien.

Jacques endossait son pardessus de voyage quand sa sœur entra.

— Comment ! tu pars ?

Il lui fit face. Elle remarqua combien il était ravagé, un feu sombre dans ses beaux yeux, un pli d'affaissement aux lèvres. Ce masque de tristesse raviva la sienne ; sa rancune contre Jacques, cause indirecte de l'accident, — et elle qui avait fait si aimable accueil à ce M. Darlay ! — s'effaça ; elle se retrouva la grande sœur.

— Jacques, tu ne pars pas à cause de... Qui aurait su?... C'est une fatalité...

— Non, je ne pars pas à cause de cela...

— Ton pauvre frère lui-même n'a pas eu un mot pour...
Va, ne te ronge pas : c'est l'heure de nous serrer cœur à cœur !

Il eut un sourire, malgré lui supérieur, car son orgueil persistait sous les reproches qu'il s'adressait : ah ! oui, pourquoi avait-il amené ce malade, avec une arrière-pensée qui à présent lui répugnerait, car comment pourrait-il lui devoir une reconnaissance ou un appui ? Et il s'agissait bien au surplus de cela, à cette heure où sa responsabilité de médecin devait vaincre ses répulsions envers le quasi meurtrier de son frère.

— Darlay n'est pas bien, dit-il, je l'ai amené dans la carriole de Thibal.

— Ici ? s'écria Aline effrayée.

— Non, je le conduis à Paris ; il me conjure de le soigner, de lui rendre sa chambre dans la villa Racine.

C'était le nom de la maison de santé de Jacques. Son air dur et fier alla au-devant d'un étonnement ou d'un blâme, au-devant surtout d'une interprétation désobligeante, car chez lui la pension coûtait cher. Certes, il avait reculé ; mais le médecin a des pitiés supérieures à toutes ses préférences ; ce malheureux se confiait à lui, pouvait-il le repousser ?

Aline, hésitant à l'admirer, quoique fémininement révoltée, murmura :

— Tu as ce courage ?

— Il déraile, il se voit poursuivi en justice, ruiné, déshonoré...

— Oh ! comme si nous pensions !...

— Il est bourrelé de regrets ; si on ne le surveille pas étroitement, il est capable de se tuer.

Elle dit :

— Mais Claude ?

— Tu penses bien que si ma présence était nécessaire... Son état n'annonce aucune complication ; au besoin, vous appelleriez Coudrier.

— Mais tu reviendras ? Nous avons à nous concerter...

— Oui, je ne fais qu'aller et venir. Après-demain matin au plus tard, je serai là.

— Embrassons-nous, mon pauvre Jacques !

Ils s'étreignirent : il dut faire un grand effort pour ne pas sangloter ; lui aussi se retrouvait un frère aimant, et il eût donné la moitié de sa vie, à ce moment-là, pour rendre à Claude ses yeux, ses grands yeux si expressifs, d'un vert lumineux et pleins d'âme... Avait-il pu jamais l'envier ? Comme il eût voulu pouvoir lui donner l'impression qu'il avait toujours été un frère affectueux et bon ! Il avait un visage si changé qu'Aline lui caressa l'épaule de la main :

— Que veux-tu ? dit-elle. Il pourrait être plus à plaindre : nous l'aimons, nous l'entourerons, sa fiancée lui reste.

Jacques dit machinalement :

— Ah ! oui ?

Et il se hâta de rejoindre la carriole ; le train pour Paris n'attendrait pas.

M. Dussaulles rentra à dix heures du soir, mourant de faim et de sommeil ; il avait attendu tout le jour le coup de téléphone. Pombasle ramènerait le docteur Brissage ; s'il n'y avait pas d'accroc, vers minuit il serait là.

Effectivement, à l'heure dite, on vit descendre de l'auto un homme encore jeune, à allure d'officier, et qui alliait en ses traits une grande fermeté et une grande douceur. Il se défit d'un cache-nez, d'une pelisse, s'excusa, en se mouchant, d'apporter un affreux coryza, consentit à se reposer d'abord quelques minutes et à se réchauffer dans la chambre de Jacques, préparée pour lui : une tasse d'infusion bouillante lui ferait du bien.

Pombasle, dont les traits tirés gardaient une émotion persistante sous le coup de fouet de l'air nocturne et glacé, confia rapidement aux Chartrain-Dussaulles les difficultés de sa mission. Le docteur Pox n'avait pu venir ; il avait dû enlever presque de force M. Brissage, qui, sur un commencement de grippe, allait se mettre au lit. Le nom de Jacques, invoqué par Pombasle, l'avait décidé ; du moment qu'un confrère... Et puis le souvenir du docteur Chartrain, — leurs pères s'étaient connus, — enfin la personnalité de l'aviateur..., il avait été touché de cette chaleur d'amitié. Pombasle ayant confié le volant à son chauffeur, ils avaient, dans la limousine close, sympathisé en causant.

— Il est épatal, vous verrez, conclut Pombasle.

M. Brissage, membre de l'Académie de Médecine, était une sommité médicale. Aucune pose, la simplicité des grands

savans ; son hôpital, ses consultations, ses travaux remplissaient sa vie. Très riche et gagnant beaucoup, il avait fondé pour les aveugles des écoles, des ateliers ; c'était un des membres les plus actifs de cette noble association Valentin Haüy, qui rend tant de services au monde sacrifié des non-voyans.

Quelques minutes après, le docteur se faisait conduire auprès de Claude ; l'amiral, qui avait consenti à ce que M^{lle} Heurdelot le veillât au début de la soirée, avait pris sa garde depuis onze heures. Le thermomètre indiquait une forte fièvre. M. Brissage ne put contempler, sans un apitoiement que l'habitude maîtrisait, cet homme plein de force et d'espérances, si cruellement atteint.

Toute sa délicatesse se révéla par la façon légère et habile dont il défit le pansement, se livra à quelques prudentes explorations, palpa la tête brûlante. L'oncle Adrien, Aline et Robert Dussaulles cherchaient à lire ses impressions sur son visage attentif. Mais il ne leur en fit part que lorsque, reconduit dans sa chambre, il sortit d'un silence qui, à lui seul, prenait une morne éloquence. En présence des deux époux, — l'oncle Adrien n'avait pas quitté Claude, — il déclara :

— Madame, s'il est nécessaire de laisser à votre frère de vagues espérances et de le préparer lentement à la connaissance de la vérité, je ne puis vous dissimuler qu'il restera aveugle.

— Quoi, toujours ! s'écria Aline.

— Hélas ! oui, madame.

— Son cas est donc incurable ?

— Les nerfs optiques sont coupés.

Personne ne dormit à Belles-Feuilles ce soir-là, et des chuchotemens très bas portèrent la nouvelle de chambre en chambre. M^{lle} de la Hodde en eut une douleur moins vive qu'Antoinette, car elle s'y attendait presque et, bien qu'elle désespérât pendant la visite du médecin, les dispositions de son esprit la préparaient au pire, tandis qu'Antoinette s'était raccrochée à une possibilité, même improbable, de guérison. Malgré sa vaillance, elle eut une nouvelle crise de désespoir, dont personne ne fut témoin. Seul l'oncle Adrien prévoyait le verdict du docteur : il avait tout de suite apprécié la gravité du mal et, au lieu de s'affliger inutilement dans le présent, la tristesse de ses pensées s'orientait vers l'organisation de la vie future de Claude.

Sujet aux insomnies d'habitude, une veille n'était pas pour lui une fatigue ; il passa la nuit dans un fauteuil auprès de son neveu ; il se levait sans bruit de temps à autre pour tisonner les braises et remettre une bûche au feu ; il se penchait sur ce sommeil tumultueux où Claude prononçait parfois des mots de délire, et puis il se rasseyait, pensif. L'épais silence de la nuit régnait autour d'eux, une pâle veilleuse brûlait sous un couvercle de verre rose. Elle s'éteignit comme l'aube commençait à poindre.

M. Brissage, dans la matinée, conféra avec le docteur Coudrier qui, ayant feuilleté, dans la nuit, son grand dictionnaire Dechambre, montra, par quelques observations bien placées, qu'il aurait pu donner le même avis : il n'en fut pas moins flatté de la courtoisie avec laquelle son grand confrère l'écouta.

Aline, qui n'avait pas fermé l'œil, montrait un visage d'enterrement ; M. Dussaulles ne pouvait cacher son abattement ; il n'y avait que l'amiral qui demeurât ferme. Un conseil de famille se tint en présence des deux médecins.

— Ah ! docteur, c'est tout de même trop affreux ! Que va devenir mon frère ?

M. Brissage répondit :

— Il dépend beaucoup de ceux qui l'aiment de lui adoucir les premiers mois, si pénibles, par lesquels ils s'acclimatera à sa condition nouvelle.

— Mais quelle vie de prison aura-t-il ? Un galérien qui voit le soleil serait plus heureux !

— Vous partagez, madame, dit M. Brissage, les regrettables préjugés qui font du non-voyant un être à part, un paria. Vous semblez croire qu'une sorte de tare morale accompagnera la diminution physique de votre frère. Permettez-moi de vous dire que vous commettez une fâcheuse erreur, pour lui surtout, car de son traitement psychique et de la rééducation sensorielle dépendent ses chances d'existence presque normale, et belle quand même, aussi riche de sentiments, de sensations et d'idées : existence active, utile à lui et aux autres.

— Une vie normale, docteur ! protesta M^{me} Chartrain-Dussaulles, mais voir !...

— Il ne verra plus, en effet ; mais ne croyez pas, j'en parle avec expérience, que la vue soit indispensable : c'est le plus commode, le plus agréable de nos sens ; ce n'est pas le seul.

Nous lui accordons une prépondérance exagérée, parce qu'il nous dispense d'effort ; mais croyez bien que le toucher, l'ouïe, l'odorat, le goût peuvent y suppléer en grande partie. Ces sens s'adapteront par un exercice gradué à renseigner votre frère comme des serviteurs discrets, mais sûrs, auxquels on n'aurait pas jusqu'alors fait assez confiance.

— Mais lire, écrire !

— M. Chartrain lira, écrira ; des méthodes ingénieuses et d'une grande simplicité le lui faciliteront. La bibliothèque Braille, dont l'écriture est un système de points perçus par le contact du doigt, compte des milliers de volumes. Bien des non-voyans préfèrent continuer à lire, je dis bien, à lire de leur index sur des caractères d'imprimerie en relief. Écrire ? Des guide-mains d'une facilité d'emploi enfantine encadrent et régularisent les lignes. Le grand principe à observer est, contrairement aux idées reçues, de ne pas traiter le non-voyant en mineur ayant besoin d'une constante tutelle, mais en homme absolument semblable aux autres, et capable de manifester dans presque toutes les occasions son indépendance.

M. Dussaulles et l'oncle Adrien écoutaient avec une attention sérieuse ces paroles ; mais Aline s'agitait dans son fauteuil, désorientée, incrédule. M. Brissage insista :

— Ne pensez pas, madame, que je veuille vous bercer de vaines consolations. Le malheur indubitable de votre frère prendra son importance surtout dans l'idée qu'il s'en fera. C'est à vous, c'est à moi qui m'offre comme votre collaborateur officieux, à le persuader que son infirmité est, — le mot va vous étonner, — plus imaginaire que réelle !...

Et, devant un petit mouvement de M. Dussaulles, ce fut lui qu'il regarda :

— Persuadez-vous, cher monsieur, que vous vous trouvez devant un monde irrévélé et des formes de l'intelligence et de l'action insoupçonnées. Ne niez pas ce que vous ignorez encore et ce que vous comprendrez demain. Dans quelques mois, votre beau-frère pourra non seulement s'occuper de ses affaires, gérer sa fortune, satisfaire aux goûts d'art ou de pensée les plus élevés, mais le plus souvent, sans aide ou avec une aide réduite au plus strict, vaquer à tous les actes de la vie courante, je ne dis même pas les plus élémentaires comme ceux de la toilette, de la table, mais aller, venir dans un logis sans se heurter ni rien

renverser même des objets les plus fragiles, pourvu qu'un ordre rigoureux maintienne chaque chose en place ; il pourra sortir, se promener dans un jardin, dans la rue ; il pourra prendre un train, voyager.

— Quel plaisir y aura-t-il ? interrogea Aline suffoquée.

— Un plaisir plus grand que vous ne le supposez. S'il ne voit pas par lui-même, il verra par les yeux de celui ou de celle qui l'accompagnera ; mille impressions fraîches et vives lui parviendront qui, confrontées à ses anciens souvenirs de voyage, donneront pour lui une réalité imaginative puissante aux lieux parcourus. Je vous disais que ses autres sens acquerront une acuité compensatrice ; son imagination, les facultés de son cœur et de son cerveau puiseront, dans ce que vous appeliez une prison, madame, l'intensité des spéculations de l'esprit que la méditation concentre et qu'aucune distraction extérieure n'éparpille. Des aveugles ont continué à sculpter, à composer des livres de haute érudition, des aveugles ont pu même conserver la pratique des sports, le cheval à la rigueur, le tricycle ou le tandem. Si votre frère aime la lecture et la musique, combien de jouissances lui resteront dont un sourd est privé !

— Sourd ! S'il l'était plutôt !... soupira Aline.

— Il serait cent fois plus malheureux, je vous le jure ! Tout ce qui relie vraiment l'homme aux émotions courantes lui serait refusé. Vous parliez de prison : le sourd, même voyant, est muré dans cette prison-là ; l'aveugle, lui, s'en évade. Qu'importe qu'il hésite et cherche sa voie, s'il la trouve !

Avec une persuasion tenace et tout ce que la conviction réfléchie peut mettre dans un développement semblable, M. Brissage expliquait les raisons pour lesquelles ni Claude, ni personne autour de lui, ne devaient désespérer.

— Et maintenant, dit-il, je vais revoir notre blessé.

M. Abryat transmit le désir que Claude l'avait chargé d'exprimer : celui d'un entretien particulier.

— Il va au-devant de mon intention, dit le médecin ; je ne me flatte pas d'être bon prédicateur, mais pour quelqu'un ayant la qualité d'esprit de M. Chartrain, le raisonnement peut et doit avoir prise, quand il n'a aucun motif de suspecter la véracité de son interlocuteur.

Et, s'adressant à l'oncle Adrien :

— Vous m'entendrez parfaitement, amiral, si j'insiste auprès de tous les membres de la famille pour que votre blessé se trouve entouré d'une atmosphère de franchise : nul ne devient plus soupçonneux qu'un non-voyant si, par charité mal comprise, ou pour toute autre cause, il s'aperçoit qu'on le trompe. Ce serait lui faire un enfer que de laisser croître en lui la suspicion et le doute. M. Chartrain est aujourd'hui ce qu'il était hier, et sa dignité, jusque dans les plus petites choses, doit être respectée.

« C'est bien votre avis, n'est-ce pas, mon cher confrère ? demanda-t-il à M. Coudrier, qui acquiesça et prit congé, après s'être engagé à faire suivre le traitement.

— Claude, dit M. Abryat en introduisant M. Brissage dans la chambre, voici le docteur avec qui tu vas pouvoir causer seul à seul. Je vous laisse. Personne ne vous dérangera.

Quand la porte se fut refermée et que Claude, l'oreille tendue, ne suspecta aucune autre présence que celle du spécialiste, il lui dit :

— J'ai bien des choses à vous dire, aurez-vous la patience de m'écouter ?

— Certainement, je suis venu ici pour cela.

Claude entendit avec plaisir cette voix mâle et bonne : quelques heures avaient suffi pour le rendre impressionnable, plus qu'il ne l'avait jamais été, au timbre des voix et à ce que leur netteté franche ou leur tonalité équivoque avaient de révélateur. Les effusions attendries d'Aline, en l'émouvant, lui causaient parfois une souffrance indéfinissable, due peut-être à la dissonance de cette voix de tête dont elle s'était fait une habitude ; il préférerait de beaucoup celle de son beau-frère, et encore plus celle de l'oncle Adrien, d'un métal un peu usé, mais si uni et si lisse. Il augura bien de M. Brissage en l'entendant.

— Docteur, parlez-moi, non comme à un enfant, mais comme à un homme qui a déjà beaucoup vieilli depuis quelques heures.

— Vous voulez savoir si vous retrouverez la vue, n'est-ce pas ?

— Oui, ne cherchez pas à égarer ma crédulité, ce serait une mauvaise action.

— Aurez-vous confiance en moi ?

— Oui, si je vous sens véridique.

— Écoutez-moi bien, la science ne me permet pas de vous faire une affirmation d'espoir absolu, ni une de découragement complet.

— Je suis aveugle ! Je le savais bien !

— Votre état peut durer longtemps ainsi.

— Des années ?

— Des années... vous voyez que je suis brutal.

— Je ne trouve pas... je n'ai pas besoin de pâte de guimauve, je veux connaître ce qui est. Je veux pouvoir régler mon avenir en conséquence ; je suis fiancé.

— Oui, on me l'a dit, répliqua M. Brissage avec sympathie, et tâchant de concilier la loyauté qu'il devait à un si franc appel avec la pitié qui lui était professionnellement prescrite.

Il y eut un court silence, Claude reprit :

— Des années, c'est long...

— Pas pour une intelligence et une volonté viriles. Sans doute pensez-vous, comme un voyageur arrêté par un obstacle dans les ténèbres, que vous ne pourrez plus avancer et qu'il n'y a plus qu'à se coucher par terre...

— Mourir, dit Claude avec une intonation morne, oui, j'y ai pensé.

— C'est une solution, dit M. Brissage avec calme, si vos idées religieuses et morales ne condamnent pas le suicide.

— Ne serais-je pas dans mon droit de rejeter une vie qui me paraîtrait odieuse ?

— Cela, mon ami, — puis-je vous appeler ainsi ? — cela est affaire de dictamen personnel. Mais pourquoi la vie vous paraîtrait-elle odieuse ?

— Vous le demandez ? La solitude du cœur, l'abandon moral, la nuit intellectuelle, l'impuissance de l'infirme, toujours ridicule ou lamentable !...

— Vous comptez donc pour rien l'attachement de ceux qui vous aiment ? N'y eût-il qu'un seul être au monde pour vous consoler ?

— Je ne veux pas, dit Claude avec une résolution stoïque, mais qu'on sentait amère, mettre cette chance en ligne de compte.

— Soit ! dit M. Brissage qui se garda d'insister, craignant de comprendre, — ou Claude doutait de sa fiancée ou il doutait de

lui-même, et, en tout cas, de leur réciproque bonheur, — ne parlons donc plus que de vous. Pourquoi, je le répète, la vie vous apparaîtrait-elle odieuse? Si c'est pour les motifs que vous avez énoncés, aucun, j'aime mieux vous en prévenir tout de suite, ne tient debout.

Claude, ulcéré, s'écria :

— Suis-je donc sur un lit de roses?

— Non, mais vous semblez croire que vous vous trouverez, du jour au lendemain, que vous êtes déjà un déchu.

— Est-ce que je ne le suis pas?

— M'entendez-vous?

— Oui.

— Pensez-vous que je veuille vous mentir?

— Non, votre voix est sincère.

— Qu'est-ce que cela sent dans cette chambre?

— Des odeurs complexes, la toile de Jouy de la tenture, les chrysanthèmes en bouquet sur la cheminée, un citron coupé sur la table près du lit.

— Comment savez-vous qu'il est coupé?

— A la fraîcheur de l'arome.

— Étendez la main, que percevez-vous?

— Une tiédeur claire, le feu qui brûle dans la cheminée...

— Reconnaissez-vous le fruit que vous porteriez à votre bouche?

— Certainement.

— Et vous osez parler de nuit intellectuelle et d'impuissance d'infirme, alors que vos souvenirs, — ah! écoutez-moi, écoutez-moi! — resteront aussi vivaces, aussi lumineux, alors que votre pensée, en qui est votre plus haute vie consciente, rayonnera, cela dépend de vous, de vous seul, dans les ténèbres qui vous entourent et que vous peuplerez de la réalité vivante pour l'avoir connue, alors que vous garderez un cœur chaud pour aimer, une valeur morale pour être aimé!

Claude eut un geste désespéré.

— Voulez-vous que je me taise? demanda M. Brissage, dois-je me retirer?

— Non, parlez encore, j'aime votre voix...

M. Brissage parla. Ce qu'il avait exposé au petit conseil de famille, il le redit plus longuement et avec des détails précis plus rassurants à Claude. Leur conversation dura deux heures

sans interruption, émouvante comme la confession d'un pénitent et les exhortations d'un directeur de conscience. Merveilleuse puissance de l'apostolat, quand elle vient de l'âme et s'adresse à l'âme ! Entre ces deux hommes qui ne se connaissaient pas la veille, et dont l'un ne pouvait voir les traits de l'autre, et lisait seulement dans sa pensée en l'écoutant, voilà qu'une fraternité spirituelle venait de s'établir avec l'emprise d'une volonté avertie sur une énergie désemparée.

— Avouez-le maintenant : vous ne penserez plus à vous tuer, dit M. Brissage.

— Non, dit Claude, il sera toujours temps si...

— Si vous ne retrouvez pas la vue ?

— Oh ! la vue, dit Claude avec déchirement, n'en parlons plus !... Non, je veux dire si le poids est trop lourd.

— Vous le supporterez, dit M. Brissage, car d'ici là vous aurez trouvé...

— J'aurai trouvé ?

— Une autre lumière !

PAUL MARGUERITTE.

(La troisième partie au prochain numéro.)

DE L'EUROPE FRANÇAISE

A

L'EUROPE ALLEMANDE

Après la déchainement de haine et de violence que cette guerre a provoqué, subsistera-t-il quelque chose de l'esprit européen, c'est-à-dire de cette culture synthétique, de cette civilisation aristocratique et mondaine en sa forme, assez anarchique en son fond, que l'on superposait plus ou moins artificiellement aux diverses civilisations nationales?

Après la faillite de toutes les « Internationales, » les peuples d'Europe, grands et petits, ne vont-ils pas s'enfermer dans un nationalisme étroit et agressif qui, fermant les frontières aux idées, ferait reculer la civilisation tout entière de plus de deux siècles en arrière? On a d'autant plus de raisons de le craindre que cette notion de l'esprit européen avait pris, ces dernières années, l'aspect d'une idée allemande. L'instinct populaire n'avait pas tort, qui voyait dans un certain cosmopolitisme le masque du germanisme, et le légitime désir de la France comme de l'Angleterre, comme de l'Italie et de la Russie, de se prémunir désormais contre une pénétration sournoise, dont la guerre a tout à coup révélé la profondeur et le danger, leur a fait prendre en horreur tout ce qui porte l'empreinte de cette barbarie organisée qui prétendait les subjuguier.

Depuis une quinzaine d'années, ceux qui ont quelque peu fréquenté ces milieux cosmopolites, de plus en plus anarchiques et de plus en plus influents, ont assisté à leur lente germanisa-

tion. La haute société européenne, « l'élite internationale » était en train de se laisser gagner par la propagande allemande, et l'on conçoit très bien que les peuples, encore tout endoloris de la lutte qu'ils auront soutenue, se gardent soigneusement d'une influence qui semblait au point d'être acquise à l'ennemi. Parmi ces grandes familles aristocratiques ou financières, que leurs alliances et leurs intérêts rendaient plus réellement européennes que françaises, italiennes, belges ou allemandes, beaucoup s'étaient laissé séduire. Toutes auront de la peine à faire oublier ces défaillances de quelques-unes. Quant aux écrivains à qui la nature de leur talent et de leur succès avaient donné une situation internationale, un Anatole France, un d'Annunzio, un Wells, un Verhaeren, un Maeterlinck, ils ont dû se hâter de choisir et de sacrifier une partie de leur influence à leur conscience et à leur patriotisme. Ceux qui n'ont pas su le faire, également maltraités dans les deux camps, en ont été réduits à faire appel à l'opinion des neutres. Toutes les formes de l'intelligence, de l'art, de la culture tout entière qui ne sont pas exclusivement nationales, sont aujourd'hui méconnues, et ceux-là mêmes que leurs habitudes d'esprit éloignent le plus d'un nationalisme exclusif, ne veulent plus entendre parler d'un esprit européen qui a failli devenir une des formes de l'esprit allemand.

Pourtant, s'il s'en est fallu de peu que l'Europe ne devint l'Europe allemande, il ne faut pas oublier qu'elle a été l'Europe française, et qu'elle peut, qu'elle doit le redevenir, parce que la culture française, avec son humanisme généreux et son universalité traditionnelle, est la seule qu'un peuple puisse adopter sans renier sa nationalité, la seule qui, dans l'Europe pacifiée et libérée du cauchemar présent, puisse se superposer, sans les détruire, aux diverses cultures nationales.

Il suffit, pour en acquérir la certitude, de se souvenir de ce que fut l'Europe française. A comparer ce magnifique passé, dont tant d'ennemis de la France nouvelle ont gardé comme une obscure nostalgie, et ce qu'eût été l'Europe allemande, on peut mesurer la distance qui sépare les deux civilisations ; à considérer l'histoire de cette longue hégémonie et les causes de son déclin momentané, on apprend à envisager avec une entière confiance l'avenir de notre culture, la seule qui ait fait place à toutes les conceptions du bonheur et de la vie.



« Le temps semble être venu, écrivait Rivarol en 1783; de dire « le monde français » comme autrefois « le monde romain, » et la philosophie, lasse de voir les hommes toujours divisés par les intérêts divers de la politique, se réjouit maintenant de les voir d'un bout à l'autre de la terre se former en République sous la domination d'une même langue.

« Spectacle digne d'elle que cet uniforme et paisible empire des lettres qui s'étend sur la variété des peuples et qui, plus durable et plus fort que l'empire des armes, s'accroît également des fruits de la paix et des ravages de la guerre. »

Ce n'était là que la constatation d'un état de choses universellement accepté, et cette phrase, Rivarol l'écrivait en tête d'un mémoire adressé à l'Académie de Berlin, qui avait demandé les raisons de l'universalité de la langue française.

Dans ces dernières années du XVIII^e siècle, qui ont le charme fiévreux d'une fin de souper, l'Europe entière parle le français, sent à la française, reçoit de Paris ses idées comme ses modes et ses goûts. Toute l'aristocratie est française de mœurs et de culture. On dirait qu'à tous les peuples, encore engourdis dans le demi sommeil du Moyen Age, se superpose une colonie française en avance sur eux depuis plusieurs siècles.

Et ce rayonnement sans pareil, la France ne le doit nullement à sa puissance, car il a survécu aux échecs de la politique de Louis XV. Il a grandi même, et s'est affermi dès que les Puissances ont cessé de craindre l'ambition de la maison de Bourbon. Il tient, en effet, à des causes infiniment plus profondes et plus durables que le succès des armes ou de la diplomatie. Il tient d'abord à l'éclat d'une civilisation qui a produit dans tous les domaines ce qu'il y a de plus parfait; aucun pays ne pouvait alors opposer à la France une pléiade de grands hommes comparables à ceux qui ont fondé notre classicisme. Il tient ensuite à son unité; la civilisation française, seule, apparaissait comme un système complet et parfait; elle seule portait en soi les signes à quoi Nietzsche reconnaît la culture, c'est-à-dire qu'elle imposait un style déterminé à toutes les manifestations de la vie. Il tient enfin et surtout, à son essence qui est l'universalité, car le rationalisme cartésien, qui en est

l'armature, fait qu'elle peut convenir à tous les peuples comme les enseignemens de la raison; le type de l'honnête homme, dont Corneille et Molière ont déterminé les caractères, est un type d'humanité qui s'accommode de tous les climats.

Vers 1750, il n'y a plus de doute ni de contestation possible : la culture française, c'est toute la culture intellectuelle aussi bien à Berlin et à Stockholm qu'à Paris. Les littératures étrangères, celles mêmes qui ont le plus magnifique passé, renoncent à leurs traditions nationales, et consacrent leur effort à des imitations qui sont presque des traductions. Seule, la forte sève anglaise offre quelque résistance. Et encore, faut-il remarquer que beaucoup de grands seigneurs et d'écrivains anglais se francisent sans effort. Gibbon, Sterne, lord Chesterfield, Horace Walpole, se sentent aussi bien à leur place à Paris qu'à Londres.

Quant aux cours et aux sociétés aristocratiques du Nord et de l'Allemagne, elles cherchent à se modeler le plus exactement possible sur la société française. Aussi les salons illustres de la grande ville sont-ils peuplés d'étrangers qui s'y trouvent parfaitement chez eux, de même qu'un Français peut se croire chez lui dans n'importe quelle bonne compagnie de l'Europe. Dans cette jolie société du XVIII^e siècle, qui semble être le prototype de la société française, que de figures d'immigrés, de voyageurs et de cosmopolites ! Grimm, l'abbé Galiani, le comte de Stedinck, le prince de Ligne, le comte de La Marck, Horace Walpole, le Père Pacciaudi, lord Chesterfield, Stanislas-Auguste. Tout ce que le monde compte d'hommes éminens, de grands seigneurs élégans, de femmes aimables, parle, écrit notre langue, considère la France comme sa seconde patrie, et en partage les engouemens et les préjugés.

Décidément, comme dit Rivarol, le temps semble être venu de dire « le monde français, » comme autrefois « le monde romain. »



La Révolution, qui détruisit brusquement cette société aristocratique et lettrée du XVIII^e siècle, porta immédiatement un coup très rude à la prédominance intellectuelle de la France. Le prince de Ligne ne se trompait pas quand il écrivait

à Sénac de Meilhan que « le renversement de la monarchie serait fatal à l'universalité de la langue française, et que Paris ne serait plus la capitale intellectuelle et littéraire de l'Europe, les autres nations voulant se venger d'avoir si longtemps obéi à l'esprit venu de Paris. »

C'est à partir de ce moment, en effet, que les aristocraties et tous les élémens conservateurs de la société européenne commencèrent à considérer la langue et la littérature françaises comme les funestes instrumens de l'irréligion et de la démagogie. On eût pu croire qu'inversement la propagande armée de la Révolution, en donnant aux peuples un nouvel idéal français, allait assurer à jamais dans le camp opposé la domination spirituelle de la France. En Allemagne, en Italie, dans les Pays-Bas, même en Angleterre, la jeunesse à qui Voltaire et Rousseau avaient appris à penser, accueillit avec enthousiasme, il est vrai, les victoires de la Révolution, et longtemps, jusqu'à présent peut-on dire, on a identifié dans certains pays l'idéal démocratique et l'idéal français. Mais l'effet de cette propagande fut tout superficiel et momentané. En affirmant le droit des peuples, la doctrine révolutionnaire portait en elle le germe de tous les nationalismes que l'on vit éclore au *xix^e* siècle. Aussitôt qu'ils eurent pris conscience d'eux-mêmes, ces peuples que la France avait réveillés se tournèrent contre elle pour échapper à son hégémonie. Les jeunes Allemands qui, en 1812, soulevèrent leur pays contre Napoléon sont, au fond, des disciples de Rousseau et de l'Encyclopédie, qui ne font qu'appliquer à leur propre nation les principes que les philosophes français leur avaient inculqués.

Les rancunes que les aristocraties, naguère francisées, éprouvaient contre la nation qui avait menacé leurs privilèges, et les ambitions populaires des races, éveillées par les écrivains français, se rencontrent donc dans la formidable coalition anti-française qui abattit Napoléon.

Dans cette coalition, il y avait à la vérité quelques bons Européens qui voulaient distinguer l'Empereur de son peuple et l'impérialisme français de la France éternelle. Mais la logique de la guerre les forçait d'obéir à ceux qui confondaient le vaincu de Waterloo et le peuple qui avait servi d'instrument à son ambition. Blücher et Metternich dominent, malgré tout, l'empereur Alexandre, et il est incontestable que le système poli-

lique qui sortit des traités de 1815 est tout entier dirigé contre la France.

Est-il dirigé contre la civilisation française ? Au premier abord, cela n'apparaît pas. Les diplomates du Congrès de Vienne croient de bonne foi avoir rétabli l'Ancien Régime, et ils ne voient pas d'inconvéniens à ce que la France y reprenne son rang. Ne fait-elle pas pénitence d'ailleurs ? Dans son horreur pour la Révolution, la France de la Restauration ne renie-t-elle pas tout l'esprit du XVIII^e siècle ? Ne semble-t-elle pas s'être mise à l'école de l'Allemagne féodale ? Le premier romantisme français n'est-il pas si profondément imprégné de germanisme médiéval qu'il va jusqu'à méconnaître la tradition classique tout entière ? La France de la Restauration, et même la France de 1830, ne donne-t-elle pas à l'Europe conservatrice toutes les garanties imaginables ? Pourquoi l'Europe se fût-elle refusée à accepter le prestige de ces mœurs et de cette culture dont elle continuait à aimer l'urbanité supérieure et l'élégance traditionnelle ? Mais il y avait là une équivoque : la France moderne ne pouvait rien oublier de son passé, pas plus la Révolution que l'Ancien Régime, et si les peuples, dans leur évolution démocratique, devaient continuer de tourner les yeux vers elle, les gouvernemens et les princes ne devaient jamais cesser de redouter son humeur inquiète. Tous ces étrangers ne voulaient voir dans la France qu'une certaine France dont ils s'étaient fait une image plus ou moins illusoire, et, de toutes façons, elle avait cessé d'être à leurs yeux ce parfait, cet unique système civilisé qui, à l'époque classique, avait assuré sa domination universelle sur les âmes.

Or, tandis que ce changement s'opérait dans les esprits, le germanisme, longtemps engourdi, se constituait à son tour en une civilisation unitaire dont l'ambition vient de s'étaler au grand jour.



Si l'on rencontrait avant la guerre des Allemands qui niaient, peut-être de bonne foi, les ambitions du pangermanisme, on en voyait beaucoup aussi qui tentaient de le justifier par la philosophie de l'histoire, cette agréable science conjecturale où l'on peut puiser des argumens pour toutes les thèses

imaginables. Ils avouaient volontiers que l'Europe avait été toute française et ils ne faisaient pas difficulté d'admirer cette Europe française; mais ils ajoutaient : « On ne peut pas être et avoir été. Dans la marche de l'humanité vers ses obscures destinées, la puissance passe d'un peuple à l'autre. La France a dominé l'Europe au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècle, l'Angleterre au ^{xix}^e : notre tour est venu. La France, c'est un magnifique passé; l'Allemagne, c'est le présent, c'est l'avenir. »

Ce n'est là qu'une des formes innombrables de cette infatuation que, depuis la guerre, nous voyons s'étaler dans tous les écrits allemands. Mais retenons-la, car elle contient un aveu.

En effet, cette culture allemande, dont nous constatons tout à coup les prétentions démesurées, est une invention récente. Son histoire est brève, mais elle est pleine d'enseignemens.

« Nous autres Allemands, nous sommes d'hier, disait Goethe à Eckermann. C'est vrai que, depuis un siècle, nous avons solidement cultivé notre esprit. Mais il se peut bien qu'il se passe encore quelques siècles avant que nos compatriotes se pénétrant assez d'esprit et de culture supérieure pour qu'on puisse dire d'eux qu'il y a très longtemps qu'ils ont été des Barbares. »

Pour arriver à se substituer à la culture française dans l'empire qu'elle avait si longtemps exercé sur l'âme européenne, il fallut que l'Allemagne moderne cessât de justifier cette modestie, ou du moins d'y croire.

Nous n'avons pas suivi d'assez près l'opération, et le monstrueux orgueil germanique qui a fait explosion dans cette guerre nous choque d'autant plus que nous étions accoutumés à voir cette race se considérer comme la Cendrillon de l'Europe. Nous éprouvons à peu près le sentiment d'un homme qui verrait son ancien valet de chambre s'installer à sa table, et réclamer la place d'honneur. Il s'est opéré là un gigantesque travail d'éducation et de dressage.

Ce fut l'œuvre intellectuelle de la Prusse menée parallèlement à son œuvre d'unification politique que de corriger l'ancienne Germanie de son honnête timidité.

Au reste, commencée par Fichte au début du siècle, cette transformation de l'esprit d'un peuple, véritable « transmutation de toutes les valeurs, » pour employer l'expression de Nietzsche, ne devient visible qu'au lendemain de la guerre de 1870, et

encore n'en aperçoit-on pas immédiatement la redoutable puissance. En Allemagne même, on souriait de l'ambition patriotique de Treitschke et de ses amis, tant l'entreprise qu'ils annonçaient paraissait vaste. Il s'agissait de transformer une culture encore indécise et mal fixée, mais d'autant plus libre, en une véritable culture d'État. Il fallait apprendre aux compatriotes de Goethe, si ouverts au cosmopolitisme intellectuel, si fiers de se dire « très humains, » à mettre l'Empire au-dessus de tout.

Certes, l'esprit allemand se prêtait plus qu'aucun autre à cette transformation. On trouverait dans Kant, aussi bien que dans Hegel, des propositions bien curieuses à relire à la lumière des récents événements. L'âme allemande a une telle propension à séparer complètement le plan philosophique et la vie pratique que, du plus libre des esprits germaniques, on peut toujours faire un fonctionnaire, un esclave soumis au pouvoir. Mais il n'en fallut pas moins toute la patience et toute l'obstination des administrateurs prussiens, ou acquis à l'idéal prussien, pour dresser peu à peu à cette discipline les universités d'outre-Rhin. Elle ne triompha pas sans provoquer des protestations d'ailleurs. Nietzsche, dont l'œuvre contradictoire et cahotée peut assurément fournir quelques-unes de ses formules à l'impérialisme le plus brutal, mais qui a eu le mérite de voir clair dans la bassesse du nouvel esprit germanique, ne lui ménage ni son ironie, ni son impitoyable et clairvoyante analyse.

« Si notre vie publique et privée, écrit-il, dans sa *Considération inactuelle* sur David Strauss (1), ne porte évidemment pas l'empreinte d'une culture productive et pleine de caractère, si nos grands artistes, avec une sérieuse insistance et une franchise qui est le propre de la grandeur, ont avoué et avouent encore ce fait monstrueux et profondément humiliant pour un peuple doué, comment est-il possible que, parmi les gens instruits de l'Allemagne, règne quand même cette grande satisfaction, une satisfaction qui, depuis la dernière guerre, se montre sans cesse prête à faire explosion, pour se changer en joie pétulante, en cris de triomphe? En tous les cas, l'on s'imagine que l'on possède une véritable culture, et un petit nombre seulement qui forme l'élite, semble s'apercevoir de l'énorme disparate qu'il y

(1) Traduction de M. Henri Albert.

a entre cette crédulité satisfaite et même triomphante, et une infériorité qui est notoire. Car tout ce qui pense comme pense l'opinion publique s'est bandé les yeux et bouché les oreilles. On ne veut à aucun prix que ce contraste existe. D'où cela vient-il? Quelle est la force assez dominante pour prescrire cette non-existence? Quelle espèce d'hommes est devenue assez puissante en Allemagne pour interdire les sentimens aussi vifs et aussi simples ou pour empêcher, du moins, que ces sentimens puissent s'exprimer? Cette puissance, cette espèce d'hommes, je veux l'appeler par son nom, — je veux parler des *philistins cultivés*. »

A-t-on jamais, en France, jugé l'esprit allemand avec tant de sévérité? Le philistin cultivé, c'est-à-dire, car il faut toujours expliquer le jargon spécial de Nietzsche, l'homme aux idées reçues, l'esclave de la doctrine officielle, le bourgeois bismarckien, le savant, ou le demi-savant, qui en est arrivé à considérer la culture intellectuelle comme un instrument de la politique impériale.

Tel est bien, en effet, le type nouveau de l'intellectuel allemand. Ce n'est plus un être pensant, c'est une machine à formuler des pensées utiles à l'État allemand. Il accomplit sa fonction avec la sûreté et la régularité d'une mécanique bien faite. Jamais il ne doute de lui-même. Pour cette timidité, ce désintéressement devant l'observation, cette religion de la vérité dont s'honore la science française, il n'a que du dédain : c'est du byzantinisme, du dilettantisme. A ses yeux, l'observation ne peut être valable que si elle sert l'Empire allemand, qui est toute justice et toute vertu, que si elle contribue à imposer la vérité allemande, — car il a inventé cette expression monstrueuse : « la vérité allemande, » et, pour lui, la vérité en soi n'existe pas. Il est si habitué à penser par ordre qu'il ne comprend même pas qu'on puisse penser autrement. Aux yeux de ceux qui ont le culte de l'honnêteté scientifique, il n'y a rien de plus bas qu'une telle forme d'esprit, mais, à l'œuvre entreprise par la Prusse, elle fournissait une excellente armature. Le philistin cultivé remplit à merveille, dans le plan intellectuel, le rôle que joue le sous-officier dans l'armée allemande.

Nous venons de voir que cette culture d'État dont il est l'instrument ne fait que recouvrir la grossièreté foncière, la barbarie d'un peuple pour qui la guerre est une entreprise de brigandage.

dage; mais elle n'en fait pas moins illusion aux yeux de tous ceux qui confondent la culture avec l'instruction primaire et croient que la civilisation d'un peuple se mesure à la perfection de ses horaires de chemins de fer.

Qu'il y ait eu, dans l'Allemagne de ces dernières années, quelques esprits assez élevés, assez libres pour se révolter contre cette conception de la culture, c'est incontestable; mais leur voix était bien faible, bien hésitante, et le tumulte des armes l'a aussitôt étouffée. Ils ne comptaient guère dans le vaste empire bureaucratique: le jour où parurent les avis de « menace de guerre, » ils n'ont plus compté du tout, et, comme pour faire oublier leur indépendance de jadis, la plupart d'entre eux se sont empressés de faire étalage du pangermanisme le plus brutal. Quelques-uns se taisent. Peut-être reprendront-ils la parole un jour, mais, pour le moment, il n'est que trop certain que l'Allemagne savante, l'Allemagne intellectuelle tout entière est mobilisée. Elle suit les armées (ou elle les précède, elle met la métaphysique au service de l'Empire et collectionne les argumens pour prouver le bon droit allemand et, au besoin, pour justifier l'iniquité allemande. Leurs Excellences les savans d'Empire obéissent au mot d'ordre prussien comme le dernier des soldats de la Garde.

*
*
*

C'est cette culture tout administrative que l'Allemagne eût voulu imposer à l'Europe, non seulement dans un dessein de domination, mais aussi parce que, très sincèrement, elle la croyait supérieure à toutes les autres. Et, bien que cela paraisse aujourd'hui assez extraordinaire, il n'est pas inutile de le rappeler, l'Europe n'était pas aussi éloignée de l'accepter qu'on pourrait le supposer. En Angleterre, en Italie, partout, même en France, l'Allemagne comptait des admirateurs aveugles. La guerre actuelle, au regard de l'histoire, sera peut-être considérée comme un bienfait: elle aura sauvé le monde d'une sorte de conspiration germanique qui aurait fini par l'étouffer. De toutes façons, elle aura jeté sa cruelle lumière dans ce monde cosmopolite où fermentaient tant d'obscuras passions, tant d'idées indécises et dangereuses, et tant d'intérêts inavouables. Elle aura éclairé la France et l'esprit français sur le plus grave danger qui les ait jamais menacés.

Certes, l'esprit allemand, dans ses ambitions démesurées, rencontrait encore de vigoureuses résistances. Mais, depuis quelque dix ans, il gagnait du terrain avec une effrayante rapidité. Tous les Français qui, vivant à l'étranger, y apportaient le souci de la grandeur de leur nation, tous les amis, tous les défenseurs de l'idéal français qui vivaient dans ces pays-frontières, comme la Suisse ou la Belgique, où l'influence française entre directement en compétition avec l'influence allemande, étaient douloureusement frappés de ses progrès constans. Il ne faut d'autre preuve du danger, que la nécessité où nous nous étions trouvés de créer des organismes de résistance et de propagande, tant nous étions loin de l'uniforme et paisible empire dont parlait Rivarol. *L'Alliance française*, *l'Association pour la culture et l'expansion de la langue française*, les *Amitiés françaises*, poursuivaient ce double but avec des moyens et dans des milieux différens, mais avec le même zèle et la même ardeur.

Deux de ces organismes, *l'Association pour la culture et l'expansion de la langue française* et les *Amitiés françaises*, sont nés en Belgique, parce que c'est peut-être là que l'antique prééminence de la langue et de la pensée françaises était le plus gravement menacée.

En France même, on voyait moins clairement le péril. La bonne foi qu'on y a toujours mise dans les relations internationales, et le besoin de sympathie si puissant sur l'âme française faisaient qu'on ne voulait pas croire au changement d'orientation qui s'opérait dans l'esprit européen. Ce changement, d'ailleurs, s'était fait presque insensiblement, et le déclin de l'influence française, commencé au lendemain de la Révolution, avait subi des temps d'arrêt qui avaient pu entretenir de dangereuses illusions.



Dans les années qui suivirent immédiatement la guerre de 1870, l'Europe, prévenue contre le second Empire, et assez indifférente à sa défaite, s'était cependant apitoyée sur les malheurs de la France. Malgré ce qu'il y a de pesant et d'incompréhensif au fond dans les études que Brandes publia en 1872 sur Renan, et en 1893 sur Taine, on y sent pour la France une certaine tendresse un peu dédaigneuse, qui répondait parfaitement au

sentiment des pays du Nord, et, en général, de la société cosmopolite dont le célèbre critique danois était un des représentans. Le relèvement rapide de la nation, du reste, les succès de la politique coloniale de la jeune République rendirent bientôt à la France son prestige de grande Puissance, prestige qui, évidemment, ne nuit jamais au rayonnement spirituel d'un pays. Il ne venait alors encore à l'idée de personne qu'on pût remplacer le français par une autre langue dans la diplomatie ou les relations internationales. Le premier rang que la littérature française occupait depuis si longtemps dans la civilisation universelle ne paraissait pas compromis. Paris demeurait la capitale des idées, et l'on pouvait croire que la pensée française reprendrait automatiquement dans l'élite européenne sa prééminence traditionnelle.

Mais un observateur attentif qui eût été capable de ne pas se laisser influencer par le sentiment eût pu reconnaître dès lors ce qu'il y avait de précaire dans ce renouveau de prestige. Ce que l'Europe admirait dans la France au lendemain de la guerre, c'était précisément la blessure que la guerre lui avait faite, et tout ce qu'elle y avait laissé de malsain. C'était le pessimisme, l'esthétisme, le sentiment de la décadence, si puissans dans la littérature et dans la pensée française aux environs de 1880.

« La France est encore le siège de la culture la plus intellectuelle et la plus raffinée de l'Europe, écrivait Nietzsche en 1885 (1), mais il faut savoir découvrir cette France du goût. Ceux qui en font partie se tiennent bien cachés : ils sont peut-être en petit nombre, ces dépositaires du goût ; ce sont peut-être des hommes dont les jambes ne sont pas des plus solides, en partie des fatalistes, des mélancoliques, des malades, en partie des efféminés et des artificiels, de ceux qui ont l'amour propre de se cacher. Une chose leur est commune à tous : ils se bouchent les oreilles devant la bêtise effrénée et la gueule bruyante du bourgeois démocratique... Ces hommes de goût ont encore autre chose qui leur est propre : la volonté de se défendre contre la germanisation de l'esprit, et une impossibilité plus grande encore d'y réussir. Peut-être, dans cette France de l'esprit qui est aussi la France du pessimisme,

(1) Traduction de M. Henri Albert.

Schopenhauer est-il maintenant plus chez lui et plus à son aise qu'il ne l'a jamais été en Allemagne, pour ne point parler d'Henri Heine qui a déjà passé dans le sang des lyriques parisiens les plus fins et les plus précieux, ou de Hegel qui, par Taine, c'est-à-dire par le premier historien vivant, exerce une influence presque tyrannique. »

Il y a là quelques remarques fort justes. L'influence allemande sur l'esprit français, au lendemain de la guerre de 1870, qui pourrait la nier ? Elle n'était peut-être pas aussi profonde qu'on l'a dit, et que Nietzsche semble le croire. Mais il est incontestable que la science française, ou du moins certaines sciences françaises, avaient cru devoir se mettre à l'école de l'Allemagne. Toute une génération s'est grisée de métaphysique allemande, et il est parfaitement exact qu'à ce moment Hartmann, Schopenhauer, Hegel, Kant, eurent plus de disciples, sinon plus de lecteurs en France que dans leur pays. Mais ce qui est peut-être plus important dans l'observation de Nietzsche, c'est qu'il voit clairement et qu'il signale le fossé qui sépare l'intelligence française dans ses manifestations les plus raffinées, l'intellectualité, — pour employer un mot récent et un peu pédantesque, mais qui a fini par désigner quelque chose, — du sentiment populaire. Le sentiment populaire s'exprimait dans la poésie de Déroulède, dans le désir de la revanche, dans la haine irraisonnée de l'ennemi vainqueur, dans la revendication obstinée des provinces perdues ; l'intellectualité, dans ce « pessimisme hautain et plein de goût » qui faisait l'admiration de Nietzsche. La santé nationale, la raison profonde, nous voyons bien aujourd'hui que c'est Déroulède qui les représentait. Mais que d'amendes honorables n'a-t-on pas à lui faire ?

Ce pessimisme avait envahi la littérature française. Parnassienne ou symboliste, la poésie cherchait l'alibi du passé, de l'exotisme, de la légende et du rêve. Le roman réaliste ou naturaliste n'était tout entier qu'un long pamphlet contre la société, contre la vie. L'expression de la confiance en l'avenir, si par hasard elle se manifeste dans l'immense production littéraire de ces quarante dernières années, on trouve bien vite quelques petites phrases désolées qui la corrigent : un doute, une restriction, l'empreinte du siècle. Les romanciers s'élevaient-ils au-dessus de la description des mœurs et de l'anecdote romanesque : ils dépeignaient le crépuscule des rois, la

mort des aristocraties, la décrépitude charmante ou lamentable des anciennes familles et des anciennes mœurs, tandis que d'autres dénonçaient le mensonge de la démocratie ou le leurre des grandes espérances socialistes. Quant à la philosophie dominante, lorsqu'elle échappait au pessimisme germanique, c'était pour tomber dans un positivisme glacé ou dans un déterminisme démoralisant. Toute l'intelligence française semblait être obsédée de l'idée de la décadence. Décadence française ? Non pas : décadence universelle. Elle paraissait croire que le vieux monde allait s'écrouler, elle voyait très nettement ce qui disparaissait, elle ne voyait pas ce qui s'organisait. En vérité, rien ne montre mieux que les années que nous venons de vivre quelles sont les conséquences morales d'une défaite.

Or, c'est au travers de ce pessimisme que l'Europe admirait encore la France d'hier. Car toute la haute société de la fin du *xix^e* siècle et du commencement du *xx^e* siècle semble se griser, elle aussi, de la volupté du déclin. Les progrès du socialisme et de la propagande anarchiste l'inquiètent tour à tour et la séduisent. A côté du réactionnaire désolé qui, par principe, n'attend rien de bon du lendemain, on y voit briller et s'agiter le type éternel du démagogue opulent qui se hâte de jouir de ce qu'il contribue à ruiner.

Nous sommes encore trop près de cette société pour la juger, et même pour la décrire : nous y avons trop longtemps vécu ; nous en avons partagé les inquiétudes et les goûts, mais nous n'en sentons pas moins la cassure que la guerre a mise entre ce monde si proche et déjà désuet et celui qui naîtra de la guerre.

Après le sursaut d'énergie qui a secoué tous les peuples menacés dans leur paisible demi-bonheur ou même dans leur existence, ils considéreront avec étonnement, pour peu qu'ils aient le courage de jeter un regard en arrière, ce moment qu'ils ont traversé et où ils trouvaient une douceur malade à attendre une catastrophe qu'ils savaient certaine, mais qu'ils espéraient confusément pouvoir toujours remettre au lendemain. Ces phénomènes morbides, évidemment, étaient plus européens que français : on les constatait en Allemagne. Peut-être même, à tout prendre, est-ce en France qu'ils rencontraient la résistance des forces morales les plus profondes.

Mais à cause de la liberté des institutions françaises, et parce que la France a toujours manqué d'hypocrisie, c'est dans ce pays qu'ils apparaissaient avec le plus d'éclat. C'est pourquoi tous les décadens de l'Europe en étaient venus à considérer la France comme leur véritable patrie. Cette société cosmopolite et faisandée avait d'autres salons d'hôtel : on la voyait vivre à Rome, à Venise, à Vienne, à Bruxelles, à Londres, même à Munich et à Berlin. Mais c'est à Paris qu'elle se prétendait le plus complètement chez elle. Elle recouvrait comme d'une écume brillante la vraie société parisienne, si solide, si traditionnelle en son fonds : elle s'y mêlait peu, mais peut-être serait-elle arrivée lentement à la corrompre. De toutes façons, elle avait voulu persuader au monde qu'elle était la véritable société parisienne, et peut-être même le croyait-elle sincèrement. C'est ce qui donnait l'illusion qu'il restait encore quelque chose de l'ancienne Europe française.

En réalité, l'Europe, dès ce moment, — on entend bien que je veux dire cette société cosmopolite qui, par delà les patries, prétendait représenter le génie commun à tous les peuples, — était bien près d'accepter définitivement l'hégémonie allemande. Une conspiration universelle, si méthodiquement menée qu'elle semble avoir obéi à une seule volonté directrice, était sur le point de réussir, et, couronnant l'obscur travail poursuivi depuis si longtemps, de substituer l'esprit autoritaire et brutal de l'Allemagne moderne à la culture diverse et variée, à l'efflorescence de laquelle la France avait présidé.

* * *

Car ce fut une véritable conspiration. Peut-être est-ce en Belgique qu'on était le mieux placé pour en suivre les progrès. Nulle part l'Allemagne n'a déployé plus d'efforts pour convertir à son idéal les classes cultivées et les milieux influents, et dans la tranquille impudence avec laquelle le gouvernement de Berlin envoya son ultimatum au roi Albert, je crois qu'il faut reconnaître aujourd'hui la conviction où il était que le pays était à demi gagné. Il croyait que la Belgique, facilement résignée à accepter l'injurieuse protection de l'Allemagne protestait pour la forme et, fort heureuse d'échapper à la tourmente, assisterait en spectatrice désintéressée à l'écrasement

de la France. Tout au plus attendait-il un simulacre de résistance et, dans la férocité avec laquelle les populations belges furent traitées par l'armée d'invasion, on distingue aisément l'intention de châtier ce que les journaux germaniques osèrent appeler une trahison. Dans son infatuation, dans sa conviction que personne ne résiste à l'étalage de la force, il avait compté sans la loyauté du Roi, sans l'honnêteté foncière de la nation et du gouvernement belge, sans la sympathie de race qui unit les populations wallonnes à la France, sans le sentiment de reconnaissance et d'admiration qu'éprouve la classe moyenne, tant en Flandre qu'en Wallonie, pour le pays à qui elle doit toute sa pensée. Quand on constate cette lourde erreur que l'Allemagne ne pourra jamais réparer, on insiste généralement sur le manque de psychologie et d'esprit de finesse dont elle témoigne. Mais si l'on se souvient de ce qu'avait été la propagande allemande en Belgique, on s'explique que des politiques étroitement réalistes comme ceux de Berlin aient pu s'y tromper.

Cette propagande a revêtu les aspects les plus divers, elle s'est adressée à tous les partis, à tous les mondes. Elle a su profiter des intérêts, des sentimens, des passions politiques et même de la vanité littéraire. Tandis qu'à Anvers, principale étape des grandes lignes de navigation de Brême et de Hambourg, la colonie allemande, riche, puissante, considérée, unie, faisait valoir très adroitement les profits que la ville et son commerce tiraient de leurs relations avec les districts industriels de la Ruhr et de la Westphalie, les écrivains pangermanistes s'efforçaient, par des flatteries et des cajoleries incessantes, d'attirer à leur cause les nationalistes flamands. Les hommes influens du « Centre, » qui, depuis l'époque du Kulturkampf, — où l'on vit tant de congrégations allemandes trouver asile en Belgique, — entretenaient avec le parti catholique belge des relations étroites, ne manquaient pas de profiter des méfiances assez compréhensibles que l'on y éprouvait à l'égard de la France radicale et anticléricale; les socialistes, sous prétexte d'orthodoxie marxiste, s'efforçaient d'imposer au parti ouvrier belge les méthodes et les directions de la *Sozialdemokratie*. Selon le monde auquel la propagande s'adressait, elle usait de thèses différentes, mais qui, toutes, concouraient au même but. S'agissait-il de conquérir l'aristocratie catholique et conserva-

trice? Elle opposait l'Allemagne féodale et religieuse à la France impie et démagogique. Comme elle savait exploiter les argumens passionnés de toute la presse d'opposition, tant de droite que de gauche auprès d'un public assez rapproché de Paris pour s'intéresser à ses scandales, trop éloigné pour remettre les choses au point et pour distinguer tout ce que cette agitation politique avait de superficiel! Que de fois, dans les années qui ont précédé immédiatement la guerre, n'ai-je pas entendu des gens, parfois bien intentionnés, prendre texte de ce théâtre brutal, de cette littérature insensée qui, sous couleur de faire la critique des mœurs, semblaient prendre plaisir à calomnier la famille française et la société française tout entière, et faire un sombre tableau de l'irréremédiable décadence de ce pays? Le classique admirateur des temps accomplis trouvait là tant de thèmes commodes où exercer son éloquence de fin de diner! Il ne distinguait pas la France laborieuse, la France des profondeurs, la France éternelle, de cette petite société trop brillante et trop bruyante qui, sans la moindre hypocrisie, amusait le monde de ses fantaisies, et comme il ne connaissait pas les scandales de Berlin auxquels personne ne s'est jamais intéressé, sa diatribe, même quand tel n'était pas son dessein, contribuait à desservir la France au profit de l'Allemagne.

Auprès de la bourgeoisie libérale, les propagandistes du germanisme tenaient un autre langage. Ici, c'est de la France conservatrice et nationaliste qu'il fallait entretenir la méfiance. On soulignait le danger que présentait pour l'Europe le « parti de la revanche, » le « parti colonial, » et cette alliance russe, qui unissait la République au « tsarisme menaçant; » on reprochait à la France de faire une politique d'aventure, alors que l'Allemagne, grande Puissance prudente et modérée, ne faisait que réclamer la place qui revenait à sa population croissante et à sa puissante industrie.

Assurément, ces thèses trouvaient aussi des contradicteurs clairvoyans, car ce n'est pas en vain qu'un pays comme la Belgique a reçu de France les principaux élémens de sa formation morale. Mais, d'année en année, on voyait l'aveugle admiration de la force allemande, de la méthode allemande, se développer et grandir. Le monde universitaire se germanisait de plus en plus. Alors qu'il y a trente ou quarante ans, il était de mode

qu'un jeune Belge se destinant à la carrière scientifique, ou simplement aux professions libérales, allât terminer ses études à Paris, on en était venu à croire qu'un savant, se spécialisant-il dans la biologie, l'histoire ou la philologie, devait absolument passer quelques années dans les Universités d'outre-Rhin. En dépit des protestations de quelques esprits supérieurs qui avaient conservé le culte de la liberté et de l'honnêteté scientifique française, l'organisation allemande avait positivement ébloui les universitaires belges, en qui les excellentissimes docteurs de Bonn, d'Iéna ou de Berlin voulaient bien reconnaître des disciples méritants. Il n'est pas jusqu'aux gens de lettres dont Paris avait fait la gloire que l'Allemagne n'ait essayé de s'attirer. Ne représentait-on pas Maeterlinck comme un penseur germanique? Ne voulait-on pas voir, dans Verhaeren, un poète qui avait transposé en français les « dons spécifiques du lyrisme allemand? »

La brutale agression de 1914 a suffi à détruire en un instant tout ce travail souterrain, à dissiper tous ces miasmes, à éclairer la pensée, la science, la littérature belges sur leurs affinités traditionnelles. Mais l'équivoque avait été créée, et il est évident qu'avant la guerre, l'Allemagne avait gagné beaucoup de terrain dans ce pays qui fut toujours, et qui ne peut être qu'une province intellectuelle de la France. On imagine quelles positions elle avait pu acquérir dans des pays où l'on ne parlait pas notre langue.

*
* *

Je me suis étendu sur la propagande allemande en Belgique, parce que c'est là que je l'ai vue à l'œuvre, mais elle n'a été ni moins intense, ni moins patiente, ni moins habile dans les autres pays de l'Europe. Et partout, c'est principalement à ces classes dirigeantes, plus ou moins touchées par le cosmopolitisme, qu'elle s'adressait. A la haute société européenne, lassée, éternée, inquiète du lendemain, incapable de choisir entre une liberté de mœurs et d'esprit dont elle jouissait, et un traditionalisme dont elle regrettait les solides barrières, elle offrait avec une tranquille assurance le secours d'une grande force conservatrice et de la seule organisation vigoureuse de l'État qu'il y eût encore dans le monde. Et la haute société euro-

péenne en était venue à se demander si ce n'était pas là le salut. Assez fins pour comprendre ce que l'acceptation de l'hégémonie allemande eût comporté de sacrifices, ces cosmopolites ne faisaient que se résigner à subir la grandeur germanique, mais ils s'y résignaient. Leur admiration pour la culture allemande, pour la force allemande, pouvait se concilier d'ailleurs dans leur esprit avec les sympathies qu'ils gardaient à la France. Dans l'Europe de demain, ils assignaient à ce pays le rôle d'un vaste casino où tous les heureux du monde fussent venus jouir de la douceur du ciel et du charme incomparable d'une vieille civilisation désabusée et décadente, mais où l'administrateur et l'industriel allemand eussent mis de l'ordre, leur ordre à eux. Les Autrichiens, notamment, — et nulle société en Europe n'avait l'esprit plus cosmopolite que la société viennoise, — s'étonnaient de ce que la France n'acceptât pas de bonne grâce cette situation. Ne s'y étaient-ils pas résignés eux-mêmes ?

« Que voulez-vous ? disaient-ils. Nous sommes un peuple léger, insouciant, voluptueux, nous avons besoin d'un tuteur : nous acceptons la tutelle allemande. Pourquoi n'y consentiriez-vous pas aussi ? Une nation intelligente doit oublier ses rancunes, ses blessures d'amour-propre. L'Allemagne organisera le monde moderne, comme Rome a organisé le monde antique. Elle admettrait très bien que Paris reprit le rôle d'Athènes. Les pangermanistes les plus déterminés consentent aux Français une certaine supériorité dans ce qu'ils appellent la culture des sens : l'art, la mode, l'organisation du plaisir. Que la France se résigne : on lui laissera cultiver son jardin, et corriger, par sa douceur et son raffinement, ce que la civilisation germanique comporte encore de rudesse barbare. »

Je n'ai pas besoin d'insister sur ce qu'il y avait d'injurieux dans ces conseils de renoncement. Pour un peuple fier, imaginaire et sensible comme le peuple français, renoncer à son rang, consentir à vivre dans la dépendance d'un autre peuple, c'est accepter sa déchéance et préparer sa désagrégation. L'instinct national, sur ce point, ne s'est jamais trompé. Mais cette attitude d'acceptation, considérée même en dehors du point de vue français, manquait essentiellement de clairvoyance. Ces comparaisons du monde antique et du monde moderne sont toutes relatives. L'Allemagne n'est pas Rome, et sa situation à l'égard du reste de l'Europe n'a rien de comparable à celle

qu'occupait la grande République antique au regard des sociétés à demi barbares ou en pleine décomposition qu'elle eut à combattre ou à subjuguier. La guerre a mis en une éclatante lumière certains traits de l'âme allemande qui lui interdisent à jamais cette hégémonie intellectuelle et morale qu'elle ambitionna, mais un analyste attentif eût pu les discerner bien avant cette définitive épreuve. Les massacres de Belgique et de Lorraine, le bombardement de la cathédrale de Reims, les attaques de zeppelins contre Londres et contre Paris, les agressions des sous-marins contre les paquebots chargés de passagers, les manœuvres d'une diplomatie qui cherche à corriger sa maladresse et sa brutalité par sa mauvaise foi, cette fameuse protestation des intellectuels, par lesquels les représentans les plus autorisés de l'intelligence allemande ont, en somme, donné leur blanc-seing à des généraux qui ont voulu se faire une arme de la terreur, ont éclairé les esprits les plus prévenus en faveur du germanisme sur la grossièreté foncière de ce peuple dont l'évolution morale semble s'être faite à l'inverse de son progrès matériel. Mais cette grossièreté, cette brutalité, cette mauvaise foi, et surtout ce pédantisme inhumain, au moyen duquel on justifie philosophiquement tant de crimes, ce n'est pas la guerre qui les a créés. Tout cela découle d'une même source, cette théorie prussienne de l'État que, par delà le christianisme, on peut faire remonter, non à la splendeur romaine, mais à la décadence romaine. Tout cela découle de cette culture d'État inventée par la Prusse et qui n'est, en réalité, que la domestication de l'esprit par l'État.

Nous avons vu tout à coup, avec une surprise qui donne la preuve de notre bonne foi, tout un grand peuple, depuis ses hommes d'étude, ses jurisconsultes, jusqu'au dernier de ses paysans, approuver, sans un mot de regret ni de protestation, l'extraordinaire doctrine professée par M. de Bethmann-Hollweg en plein Parlement : « Nécessité ne connaît pas de loi, » et cela nous a donné la mesure du péril que courait la civilisation tout entière. Mais si nous avons suivi de près cette immense littérature pangermaniste à laquelle nous n'osions pas attacher d'importance, nous n'aurions pas éprouvé de surprise. La guerre, la guerre telle qu'elle a été faite, avec tout ce qu'elle comporte d'horreur et de férocité, était dans la logique du développement de l'Allemagne, telle que la Prusse l'a créée.

On n'arrête pas, dans ses appétits de conquête, un peuple qu'on a grisé d'orgueil, et si, parmi nos « bons Européens, » il y avait eu quelques-uns de ces hommes au regard clair, à la tête bien faite, comme l'Europe française du XVIII^e siècle en comptait tant, ils auraient compris que, du jour où l'Allemagne s'est donnée à l'impérialisme prussien, elle a renoncé à son développement intellectuel dans le sens européen.

Il semble qu'ils le comprennent aujourd'hui. Peut-être voient-ils enfin que la victoire de l'Allemagne serait incontestablement la mort de cette culture nuancée, diverse, inquiète, un peu anarchique, qui est la fleur fragile et charmante de l'esprit européen.

Une lettre qu'on me communique tend à le faire croire. Le sang de plusieurs races coule dans les veines de celui qui l'a écrite, et qui appartient à l'une des petites nationalités qui, jusqu'à présent, ont pu se tenir à l'écart de la tourmente :

« Je ne sais, dit-il, quel est au juste l'état d'esprit en France. Mais ici (à Lugano), nous vivons dans une atmosphère de tristesse et d'inquiétude dont vous ne pouvez vous faire une idée. Comment tout cela finira-t-il? Que restera-t-il de notre vieille Europe, après ce terrible bouleversement? Vous savez que personne au monde n'était plus que moi détaché du préjugé des patries. Je n'en ai point, parce que je les ai toutes, je suis le type de ce qu'un écrivain de chez vous appelle quelque part « un métis en formation désordonnée. » Je croyais que, dans ce siècle des trains de luxe, on pouvait se contenter d'être « le bon Européen, » dont parle Stendhal. Mais il n'y a plus guère de bons Européens au monde, et les gens de mon espèce se sentent terriblement isolés. Je ne vois autour de moi que des ennemis furieux entre lesquels il faut choisir. Bien que j'y aie une partie de mes origines, je n'ai jamais beaucoup aimé l'Allemagne. Depuis quelques années surtout, le nationalisme agressif et pédantesque des jeunes Allemands m'avait paru insupportable. C'est un pays où l'on ne respirait pas à l'aise, et où, sur certaines questions, la liberté d'esprit était considérée comme un vice.

« Mais j'y avais des amis et des parents. Je ne peux plus les voir, ni même leur écrire. On dirait qu'ils obéissent tous au mot d'ordre de je ne sais quel bureau de la propagande, et je n'en connais pas un qui ne répète plus ou moins exactement dans ses lettres les phrases du fameux manifeste des intellec-

tuels. Si je trouve un peu plus de modération chez les Français et les Anglais de mes relations, je les sens à ce point obsédés par l'idée de la guerre qu'ils sont prêts à tout sacrifier à la haine de l'ennemi. Dans cette petite ville paisible et charmante, où j'ai passé naguère de délicieuses saisons d'insouciance et de flânerie, il est devenu impossible d'avoir une conversation : il y a des hôtels austro-allemands, où l'on ne peut parler le français sans voir se lever de dessus toutes les tables des visages soupçonneux, et des hôtels « des Alliés, » où l'on ne peut lire une revue allemande sans se sentir entouré de l'hostilité générale. Sans l'excellente institution des petites tables, je crois que les habitués cosmopolites de la pension où j'habite en viendraient aux mains à chaque repas. Et, en dehors de ces furieux, il n'y a que quelques épaves comme moi, qui, se sentant tout à fait inactuelles, en sont réduites à gémir sur le malheur des temps. Que deviendrons-nous après la guerre, nous, les sans-patrie, nous qui ne *pouvons* pas choisir?

« Jusqu'à ces derniers temps, je l'avoue, j'ai cru, sans la désirer, à la victoire de l'Allemagne, j'ai cru à la possibilité de vivre dans une Europe allemande. Je n'y crois plus. L'Allemagne a semé trop de haines. Victorieuse, elle devrait imposer au monde un régime de fer que les peuples ne supporteraient pas : tout ce qu'il y a de vivant et d'actif en Europe ne songerait qu'à la révolte. Les nations indépendantes en seraient réduites à imiter le militarisme prussien, et celles à qui l'Allemagne aurait imposé son alliance, c'est-à-dire sa vassalité, vivraient dans une atmosphère de haine et de lâcheté complètement irrespirable pour d'anciens civilisés. Ce qui finit, finit tout à fait, et quand je songe à ce que nous serons après la guerre, je me rappelle ce que disait Talleyrand vieilli : « Ceux qui n'ont pas vécu dans les dernières années qui précéderent la Révolution ne sauront jamais ce que c'est que le plaisir de vivre. » Nous serons ceux qui ont connu le plaisir de vivre avant la guerre. Ces jolis printemps de Paris, où tout ce que l'Europe compte d'artistes et de délicats venait se griser de danse et de musique russes, ne reviendront plus. Il faut s'y résigner. Mais maintenant, tous mes vœux vous accompagnent. En dépit de la démocratie que je n'aime pas, je vois bien que c'est la France seule qui peut organiser une Europe où il soit possible à un civilisé de vivre... »

Il ne faut pas s'attarder à ce qu'il y a de douloureux dans cette lettre : nous n'avons plus beaucoup de pitié disponible pour les chagrins des neutres. Mais il est précieux de constater que des cosmopolites de cette espèce reviennent à une vue claire des choses.

La civilisation européenne est un équilibre qu'on ne peut fausser sans le ruiner tout entier.

« Ce que n'ont pu Charles-Quint, Louis XIV, Napoléon I^{er}, disait Renan dans la conférence célèbre où il se demandait : « Qu'est-ce qu'une nation ? » personne probablement ne le pourra dans l'avenir. L'établissement d'un nouvel empire romain, ou d'un nouvel empire de Charlemagne, est devenu une impossibilité. La division de l'Europe est trop grande pour qu'une tentative de domination universelle ne provoque pas très vite une coalition qui fasse rentrer la nation ambitieuse dans ses bornes naturelles ; une sorte d'équilibre est établi pour longtemps. La France, l'Angleterre, l'Allemagne, la Russie seront encore, dans des centaines d'années, malgré les aventures qu'elles auront courues, des individualités historiques, les pièces essentielles d'un damier dont les cases varient sans cesse, mais ne se confondent jamais tout à fait. »

Ces idées si nettes et si raisonnables avaient été un instant comme recouvertes d'un réseau de subtilités pédantes par la propagande allemande. La guerre les a remises en pleine lumière, et l'Europe, qui les a jadis défendues contre la France, commence enfin à distinguer que c'est la France qui en est la véritable gardienne, et à voir clairement que la victoire des Alliés rendrait seule possible la reprise de la vie internationale. Je crois qu'elle ne fait plus difficulté d'admettre que la culture française doit y reprendre son rang, le premier rang. Non pas que l'Angleterre, la Russie, l'Italie, qui auront la plus large part dans l'établissement du nouveau statut des nations, n'aient pas à jouer un grand rôle dans le développement de l'esprit européen ; mais, pour brillante qu'elle soit, la culture de ces grands pays n'aura jamais le caractère d'universalité de la culture française : elle ne saurait se superposer à la civilisation nationale des petits pays. La pensée slave, à qui nous devons tant de découvertes dans le domaine psychologique, est trop lointaine ; l'esprit anglais, dont la qualité fondamentale est de s'appliquer immédiatement au réel par une sorte d'intui-

tion mystique, envisage surtout, dans le domaine social et moral, la réalité britannique. On chercherait en vain en Italie cette unité intellectuelle et cette puissance de rayonnement que la France doit à son antique rationalisme. Toutes ces civilisations ont leur place dans l'esprit européen, mais la civilisation française seule peut les concilier, y choisir ce qu'elles contiennent d'universel. Si l'esprit européen subsiste après la guerre, c'est au sacrifice de la France que nous le devons, et, quand bien même il ne faudrait compter en aucune manière sur la reconnaissance des peuples, le rôle magnifique et douloureux qu'elle a joué dans le grand drame lui assurera une situation morale incomparable. L'attitude de la nation, au plus fort de la crise, a émerveillé le monde : on a compris que par delà les contradictions d'une société qui, depuis un siècle, cherche à concilier les exigences d'une démocratie encore à demi inorganique et le lourd et splendide héritage d'une civilisation aristocratique, l'équilibre français se maintient. Il n'a perdu aucune des qualités qui lui ont valu jadis un empire universel sur les esprits ; on dirait au contraire qu'elles ont acquis un éclat nouveau. Nous ne verrons jamais l'Europe allemande ; s'il y a quelque logique dans le développement de la civilisation, nous reverrons l'Europe française.

L. DUMONT-WILDEN.

L'APÔTRE DES INDES ET DU JAPON

FRANÇOIS DE XAVIER

On a beaucoup écrit sur lui, et dès la fin du xvi^e siècle. Dans ces dernières années, le Père Cros a donné deux gros livres, qui constituent la mine la plus riche de documens sur sa famille et son apostolat. La Société de Jésus lui a consacré deux tomes de ses *Monumenta Historica*. Sans parler d'autres ouvrages moins importants, mais encore remarquables, le Père Brou a composé un *Saint François Xavier*, qui compte parmi les plus solides et les plus beaux ouvrages de l'hagiographie française. Il peut sembler téméraire ou inutile de recommencer ce qui a été si bien fait. Mais quand se lassera-t-on d'écrire la vie des héros et des saints et de chercher dans l'étude de leur âme le secret de la grandeur humaine? Je l'ai essayé à mon tour, et sans aucun parti pris de panégyrique. Sous l'aurore de la sainteté, toujours intacte, le visage de l'homme garde quelques ombres. François de Xavier est grand : il l'est plus encore parce que son histoire est celle de la première rencontre des temps modernes entre l'âme occidentale et l'âme de l'Extrême-Orient. Avec lui de nouveaux mondes émergent dans la pensée européenne, au soleil de la Renaissance ; et c'est toute l'Asie, — si près de nous aujourd'hui, — qui commence à déchirer son voile de mystère. Si j'avais besoin d'une excuse en abordant ce sujet après tant d'autres, je dirais seulement qu'ayant visité quelques-uns des pays où François porta l'Évangile, et particulièrement le Japon, l'impression directe que j'en ai reçue, les souvenirs que m'ont laissés nos missions

et nos missionnaires, m'invitaient à reconstituer, dans des cadres qui m'étaient presque familiers, les aventures douloureuses et passionnées d'un homme qui a été tenté plus qu'il ne l'a dit par les aspects variés de l'univers et qui a mis au service de sa foi et de l'humanité toute l'inquiétude avec toute l'audace d'un étonnant explorateur.

I

LA PRÉPARATION A L'APOSTOLAT

I. — SES PREMIÈRES ANNÉES

Ses premiers biographes crurent qu'il était né en 1497, l'année où Vasco de Gama partait à la découverte des Indes orientales. Ils ne se trompaient que de neuf ans, et cette coïncidence flattait leur imagination au point qu'ils ne s'apercevaient pas que, si elle eût été vraie, François de Xavier n'eût achevé son cours de philosophie qu'en sa trente-troisième année. La réalité était pourtant assez touchante. L'enfant naquit le 7 avril 1506, qui était le mardi de la Passion ; et, ce jour-là, dans l'église de Xavier, on célébrait, par une messe chantée, la fête de saint Vincent Ferrier, l'apôtre de l'Occident.

Une légende, dont on ne s'explique pas l'origine, plaça son berceau, ou plutôt sa crèche, dans l'écurie du château. Mais, à la fin du xvi^e siècle et au xvii^e, on montrait encore aux pèlerins, venus des diverses nations et jusque des Indes, la chambre du *castillo* où il avait poussé le premier vagissement. Son imitation de Jésus-Christ n'avait pas commencé si tôt.

Du reste, il y a beaucoup d'écuries plus confortables que ne l'étaient les chambres ou les réduits éclairés par une meurtrière dans cette vieille petite forteresse royale de Xavier. Elle était située sur une éminence, au versant d'une montagne, tout près du *rio* qui séparait son territoire de la province d'Aragon, et pas loin de la *villa* de Soz où était né Ferdinand le Catholique. A une demi-lieue, les rois de Navarre reposaient sous

leurs dalles funèbres, dans le monastère de San Salvador de Leyre. A deux lieues, s'élevait la riante cité de Sanguessa, riche en écoliers et en moines. Xavier ne riait pas. La terre n'y était point pauvre, puisqu'elle produisait du vin, de l'huile, du froment, de beaux pâturages et force gibier. Mais elle produisait aussi des pierres, et les sierras qui l'entouraient avaient cette sombre âpreté qui donne si souvent au paysage espagnol la tristesse d'un lendemain d'incendie. Le petit château fort crénelé était là en sentinelle. Il gardait le passage avec l'air honorable et soucieux des gens et des choses dont un poste de surveillance est la première raison d'être.

François était le sixième enfant de ses parens. Son père, le docteur Juan de Jassu, descendait d'une famille établie vers le milieu du *xiv^e* siècle à Saint-Jean-Pied-de-Port. L'anoblissement des Jassu était d'assez fraîche date. Revenu de Bologne, où l'Université lui avait conféré le plein pouvoir d'enseigner magistralement le droit canon, Juan avait été nommé Maître des Finances à la Chambre des Comptes, puis alcade de la *Corte Mayor*. Il avait épousé Maria de Azpilcueta, qui, n'ayant point de frères et étant l'aînée de ses sœurs, le constitua par son mariage héritier des noms, de la gloire et de la fortune des Azpilcueta et seigneur du *palacio* de Xavier. La fortune des Azpilcueta pesait moins lourd que leur épée; mais ils avaient pour eux l'antiquité de leur nom. « Leur *palacio* était debout avant Charlemagne! » s'écriera un des leurs, le fameux docteur Navarro. Les Aznarès, tige des Xavier, d'où était issue la mère de Maria, partageaient un de leurs ancêtres avec les rois de Navarre et d'Aragon. Dès qu'on touche aux Pyrénées, on ne pénètre point dans la *casa* d'un simple hobereau, qu'on n'y réveille des échos de chevalerie. Mais il en est un peu comme de ces farouches cités africaines, ceintes d'un rempart de terre sèche et dont les portes guerrières, qui ne semblent faites que pour livrer passage à des charges furieuses ou à de splendides fantasias, laissent sortir au jour levant des troupeaux de moutons. Toute cette *hidalguia* n'est que la façade d'une vie bourgeoise et rurale, dont il est vrai que les moindres incidens en reçoivent parfois une grande ombre de noblesse.

Parmi les documens que l'infatigable Père Cros a recueillis sur la famille de François, les pièces qui concernent les démêlés du seigneur de Xavier avec les habitans de Sanguessa et

d'Ydocin nous font entrer dans la familiarité de cette existence et nous initient à ses tribulations. Elles n'ont rien de chevaleresque. Il n'y est question que du bétail que le docteur a envoyé paître indûment sur les terres de ses voisins et des redevances qu'il exige, non moins indûment, des troupeaux qui passent sur les siennes. On va devant les juges. Le docteur répond par la bouche de son procureur qu'il en a le droit; et tout à coup nous sommes transportés de la bergerie dans la salle des archives. Qu'on le sache : « La maison de Xavier est une des plus antiques et des plus privilégiées du royaume de Navarre; son seigneur jouit d'une seigneurie souveraine, sans être tenu à aucun devoir de reconnaissance et d'hommage au Roi ni à la Couronne de Navarre, sauf l'obligation de faire guerre et paix à son commandement... La maison de Xavier eut, en divers temps, des seigneurs de grande distinction, desquels plusieurs furent gouverneurs du royaume ou y remplirent d'autres charges éminentes à la cour des Rois... » Quel bruit d'armures et quel froissement de parchemins à propos de brebis paisantes! Mais il n'est point mauvais que les hommes relèvent de cette manière leurs petits dissentiments. Comme la vie en est faite, c'est lui donner plus de valeur et plus de dignité.

Il serait presque inutile, dans ce milieu basque, d'insister sur l'esprit religieux, si les seigneurs de Xavier n'avaient mérité par une dévotion, qui même alors était singulière, la gloire de mettre au monde un saint. La petite forteresse semblait s'être préparée à le recevoir. On avait découvert, au *xiv^e* siècle, dans le creux d'un mur de l'ancien *castillo*, un étrange Christ, fait, comme celui de Burgos, en peau ou en cuir comprimé, décloué de sa croix, les bras liés aux épaules par une chaîne qui les ramenait le long du corps et les y maintenait. Il avait été caché là sans doute au temps où les Maures étaient menaçans; et ceux qui le voyaient avaient l'âme saisie de compassion. On le remit en croix, et on lui attribuait une vertu miraculeuse. Le donjon se nommait Saint-Michel, et la chapelle domestique était placée sous le vocable de cet archange, patron des Aznarès. Au-dessus de la porte voûtée du *castillo*, deux anges soutenaient l'écusson de pierre où étaient sculptées les armes des Xavier : en champ de gueules un crois-sant de lune échiqueté blanc et noir.

Mais ces reliques, ces murs sanctifiés, ces patronages, ne

suffirent point à Juan de Jassu et à Maria de Azpilcueta. Ils agrandirent leur église de Santa Maria et lui annexèrent une *abbadia*, qui logeait un vicaire, deux prébendiers, et un garçon de service. Tous les détails relatifs à leur administration et à leur vie commune furent minutieusement réglés. Et Juan de Jassu rédigea lui-même les *Ordonnances de Santa Maria de Xavier*, qui remplissent dix-neuf feuillets de vélin in-folio et qui font vraiment de la *Abbadia* une petite communauté religieuse. Selon la parole du Christ : « Là où deux ou trois sont assemblés en mon nom, je suis au milieu d'eux, » il voulait que ces deux ou trois prêtres, par le savoir, la prière et l'étude, fussent le miroir et l'enseignement de la bonne vie pour tous les gens du *castillo*. Tout à l'heure, dans un simple procès, le ton du défenseur s'enflait et s'élevait à l'éloquence d'une plaidoirie *pro domo*. De même, ces Ordonnances, composées à l'intention d'un pauvre vicaire et de deux maigres bénéficiers, prennent autant d'ampleur que si elles s'adressaient à un Ordre tout entier : « Nous vous prions d'avoir toujours en mémoire que la vie et la règle primitive des clercs ordonnée par les saints apôtres de Jésus-Christ et ses disciples fut qu'ils eussent à vivre en communauté, ne possédant rien en propre, et que leur demeure fût contiguë à l'église, afin qu'ils marchassent séparés des pratiques mondaines et des nombreuses occasions de péché, se contentant d'avoir le vivre et le couvert sans autres biens terrestres... » Représentez-vous les seigneurs de Xavier et cinq ou six personnes réunis autour de cette pièce dont ils écoutent la lecture, qu'ils signent et qu'ils voient sceller par le vicaire général du sceau épiscopal : vous aurez une idée du grand sérieux de ces existences qui, dans leur solitude, sentaient Dieu au-dessus d'elles et qui mesureraient moins leurs paroles à l'importance sociale de leurs actes qu'à la grandeur naturelle de leurs sentimens. Ils ne regardaient point du côté du monde, mais du côté de l'honneur et du ciel. Aussi avaient-ils toujours l'air de parler pour un vaste auditoire.

Tout était fait, lorsque François naquit et que son chrêmeau baptismal fut suspendu avec ceux de ses frères et de ses sœurs dans l'église de Santa Maria. On chantait chaque jour des vêpres que les cloches annonçaient. Chaque soir, à l'heure où sonnait la cloche de l'oraison, on chantait le *Salve Regina*.

Chaque lundi, les tombes des morts recevaient l'absoute. Il grandit au milieu de ces sonneries régulières et de ces chants, à l'ombre de ces murailles féodales, dans ce désert que traversaient des pâtres derrière leurs longs troupeaux.

Il connut surtout sa mère, car les charges du docteur l'obligeaient à de fréquents séjours dans la capitale de Pampelune. Le château restait sous la garde d'un cousin de doña Maria, Martin de Azpilcueta, soldat vaillant et de piété profonde. L'enfant avait aussi près de lui une tante maternelle, Violanta, qui vivait en sainte fille, et peut-être ses sœurs, à moins que l'aînée, Maria, n'eût déjà prononcé ses vœux dans l'abbaye de Santa Engracia de Pampelune, et que la seconde, Madalena, ne fût déjà fille d'honneur à la cour d'Isabelle la Catholique, qu'elle quitta, malgré sa beauté, pour entrer chez les Clarisses déchaussées du couvent de Gandie. Quant à la troisième, Ana, elle devait se marier, mais Dieu n'y perdit rien, car elle fut l'aïeule de l'apôtre du Grand Mogol, Jérôme Xavier. Le docteur Navarro, son aîné de douze ans, nous dit « qu'il était doux, aimable, poli, gai, plaisant même, d'une singulière pénétration d'intelligence, curieux d'apprendre, jaloux d'exceller en tout ce qui fait le gentilhomme accompli, de sorte que, cher à tous les siens, il ravissait dès l'abord ceux qui ne l'avaient jamais vu : péril redoutable auquel il n'eût point échappé sans le don d'une naturelle réserve, d'une virginale pudeur que tous admiraient en lui. » Mais ces traits anticipent le temps où nous sommes. Et c'est tout ce que nous savons de son enfance.

Il avait six ans lorsque les disgrâces de sa famille commencèrent, et les malheurs de la Navarre. Le pape Jules II avait déclaré la guerre à Louis XII. Ferdinand le Catholique, entré dans la Sainte Ligue qui unissait les forces de la papauté à celles du roi d'Angleterre et de l'empereur d'Autriche, n'attendait qu'une occasion pour mettre la main sur la Navarre. Il exigea que Jean d'Albret donnât libre passage à ses troupes. Le roi de Navarre dépêcha des députés à Louis XII et envoya Juan de Jassu à Ferdinand, afin d'obtenir des deux souverains la reconnaissance de sa neutralité. Mais Ferdinand brusqua les choses, et le très illustre duc d'Albe, avec une armée de quinze à seize mille hommes et grande artillerie et des bulles d'excommunication qui vraisemblablement étaient fausses, envahit la Navarre et s'empara de Pampelune sans coup férir.

Jean d'Albret s'enfuit à Lumbier, accompagné de Juan de Jassu, puis en France. Juan rentra bientôt et reprit son poste de conseiller à la *Corte Real* sous la domination soi-disant provisoire, en réalité définitive, du monarque espagnol. Il revenait servir la Navarre et non se rallier à l'envahisseur, comme tant d'autres commençaient à le faire. On lui laissa sa charge. Mais Ferdinand, sans égard pour cet homme dont il avait apprécié les mérites et dont une des filles avait été dame d'honneur à sa cour, ou parce que ces mérites lui rendaient plus sensible son insoumission, lâcha sur lui les misérables persécutions administratives. Il ordonna qu'on vendit à Soz et à Sanguessa les terres des Xavier. Il paraît que la paix du pays le voulait. Elle voulait aussi que le pays fût annexé au royaume de Castille. Quelques mois après ce déni de justice et cette usurpation, le docteur de Jassu, triste et humilié, descendit dans la tombe.

L'année suivante, en 1516, Ferdinand n'ayant guère survécu à sa conquête, un soulèvement eut lieu, où furent compromis quelques parens des Xavier. Le cardinal Ximenès fit démolir le *castillo* : on abattit le mur d'enceinte; on découronna la tour; on ravagea le jardin, qui servait aussi de garenne; on combla les fossés; on n'épargna que la *casa*, mais démunie de ses créneaux. L'enfant vit les pics s'acharner contre ces vieilles pierres glorieuses. Les anciens droits de ses pères s'en allaient avec elles. Les paysans coupaient des arbres, accaparaient des champs, insultaient la veuve de leur seigneur. Les bergers ne payaient plus de droit de passage ou passaient par des chemins interdits, et les trois fils de la señora Maria, Miguel, Juan et François, se lançaient à leur poursuite pour arrêter leurs troupeaux et pour les ramener dans la cour de la *abbadia*. François avait alors treize ou quatorze ans. Il courut plus tard après d'autres brebis !

La triste situation des Xavier allait encore s'aggraver. L'absence de Charles-Quint, qui était en Allemagne, et l'insurrection des *Communeros*, qui força les meilleures troupes castillanes d'abandonner Pampelune, redonnèrent aux Navarrais, fidèles à la France, l'espoir de recouvrer leur indépendance. Les Français assiégèrent Saint-Jean-Pied-de-Port avec une telle furie, lit-on dans une lettre d'un parent et ami des Jassu, « que la ville se rendit bientôt à miséricorde. » Ils marchèrent sur Pampelune. Et nous lisons dans une autre lettre de la même main, citée

par le Père Cros : « Vous avez su comment les Castillans, enfermés dans la forteresse de Pampelune, commencèrent à tourner leur artillerie contre la ville. Les Français dressèrent la leur à la barbe de la forteresse, et, chose incroyable, chose que l'on ose à peine dire, après six heures d'horloge que dura le siège, les Castillans se rendirent, demandant la vie. » Les deux fils aînés du docteur de Jassu, Miguel et Juan, combattaient dans les rangs des Français. Mais ce que l'auteur de cette lettre ignorait, c'est que, parmi les Castillans de la citadelle, il y en avait un qui ne voulait pas se rendre, qui se battit jusqu'au bout, et qui tomba, la jambe brisée : ce preux avait nom Ignace de Loyola. Il s'en fallut de peu que la Société de Jésus ne vit jamais le jour. Elle est née de cette blessure, qui, plus grave, eût été mortelle, et, plus légère, n'aurait pas eu la longue convalescence d'où sortit une si puissante méditation. François ne se doutait guère que son futur maître et père spirituel se trouvait en ce moment au nombre de ces ennemis dont la défaite faisait rentrer la gloire dans sa maison.

Mais plus de gloire que de prospérité, et plus d'angoisse aussi ! Cette victoire fut bientôt suivie du désastre de Noain. Les Navarrais se retirèrent à Maya, que les Espagnols emportèrent d'assaut ; Miguel, prisonnier et jeté dans cette même forteresse de Pampelune, fut en péril de mort. Il se sauva, et gagna Fontarabie, dernier rempart de la Navarre française. Le pays était las de lutter. Charles-Quint, le 15 décembre 1523, accorda à ses sujets repentis un pardon général, dont il n'excepta qu'un certain nombre de rebelles impénitents, les deux fils du seigneur de Xavier et plusieurs membres des Jassu. Mais il ne triompha de Fontarabie qu'en étendant à ses défenseurs le bénéfice de cette amnistie. La capitulation eut lieu en février 1524. Miguel et son frère rentrèrent à Xavier, où ils se reposèrent de leurs labeurs héroïques en travaillant à refaire leur fortune. Comme ces vieux Romains, dont les Basques avaient été les derniers à recevoir le joug, et les derniers aussi à le rejeter, ils déposèrent les armes et retournèrent à leurs moutons, et même à leurs procès de moutons.

Lorsque sa famille sortait enfin de la tourmente, François atteignait sa dix-huitième année. Quelles études avait-il faites pendant tout ce temps d'inquiétudes et de misères ? Et où les avait-il faites ? Au collège florissant de Sanguessa, ou à Pam-

pelune, ou simplement chez lui ? Il importe peu. D'ailleurs, toutes ces rumeurs de guerre, et les nouvelles de ses frères, impatiemment attendues, n'eurent peut-être que de faibles répercussions sur son travail. Lorsque l'anxiété se prolonge, elle devient comme un élément de la vie qui n'en gêne plus les autres, ou, du moins, dont il faut bien qu'ils s'accommodent. En tout cas, sa vocation semble arrêtée. C'est en vain que ses frères l'ont poussé vers le métier des armes. L'exemple de son père lui commande de préférer la gloire des docteurs. Peut-être entrevoit-il les honneurs ecclésiastiques. Six ans plus tard, dans un acte passé à Paris devant un notaire de sa nation, le titre de *Clerc du Diocèse de Pampelune*, dont il fait suivre son nom, nous prouve qu'il était déjà entré dans la cléricature, ce qui ne l'empêchait pas de remplir, sous les ordres de sa mère, forte femme, et tenace à défendre ses intérêts, les fonctions d'un procureur qu'elle ne pouvait plus payer.

Le retour de ses frères émancipa son ambition, car il était ambitieux, et nous n'en voulons d'autre garant que son départ, en 1525, pour l'Université de Paris. Quand on est appauvri et qu'on réside à Xavier, si l'on désire tout bonnement achever ses études, on va aux Universités de Salamanque ou d'Alcala ; mais si on rêve plus que des grades, si l'on se sent, si l'on se croit appelé à jouer son rôle sur la scène du monde, on prend le chemin de Paris. Peut-être aussi, à cette raison, s'ajoutait-il chez François l'envie de connaître le pays, pour lequel ses frères s'étaient si bien battus.

Au surplus, qu'est-il, Espagnol ou Français ? Ce jeune inconnu qui s'éloigne de la Navarre, et dont personne, sauf les siens, ne se soucie, sera un jour un grand sujet de débat entre les deux peuples. On se le disputera. La France fera valoir que la Navarre, où il naquit et quand il y naquit, avait à sa tête des princes français et qu'elle était terre française. Elle en appellera à la signature du jeune homme, accompagnée tout d'abord du mot *frances*. Mais l'Espagne néglige superbement l'histoire et ne s'intéresse qu'à la géographie. Elle dresse les Pyrénées entre lui et nous. Sa vérité, à elle, est que tout ce qui est en deçà lui appartient de droit divin. Rome n'a garde de trancher une querelle qui est une émulation d'hommage. Le Bréviaire se contente de dire avec une précision inattaquable : « François, né à Xavier, diocèse de Pampelune. » De leur côté,

les Basques le revendiquent. Les registres de l'Université, qui portent « François Xabier ou Xavier, *Cantaber*, » leur donnent raison. Mais les Basques sont les gens les plus mystérieux du monde. S'ils ne compliquent pas le problème, ils en laissent subsister toute l'obscurité : Basque français ou Basque espagnol ? Ni l'Espagne ni la France ne sont pauvres en saints. Que la gloire de François de Xavier reste indivise entre elles, et qu'elles en concèdent l'usufruit à ces Basques, qui gardent si jalousement le secret de leur origine, et qui semblent tombés du ciel ! Mais l'heure n'est pas encore venue de cette noble contestation. L'agile et fier jeune homme, qui se met en route plus léger d'argent que d'espoir, ignore où sa route le mène, et quelles en seront les dures montées.

Il ignore aussi qu'en ce monde il ne reverra plus sa mère. Quatre ans après son départ, la mort la frustrera des joies que lui eût sans doute causées le dévouement de son fils à Dieu, mais, du même coup, lui épargnera l'angoisse de ses angoisses, quand il travaillait aux Indes et que, chaque fois qu'il courait un danger de mort, s'il faut en croire la légende, le vieux Christ de la chapelle des Xavier se couvrait d'une sueur de sang.

II. — A L'UNIVERSITÉ DE PARIS

« Je crois qu'en aucun lieu de la chrétienté il ne faut autant de ressources que dans cette Université pour l'entretien, les honoraires des maîtres et autres exigences de la vie d'étudiant, mais j'estime qu'il suffit par an de cinquante ducats bien assurés. A mon avis, si vous considérez les frais, ils seront cependant moindres dans cette Université, parce qu'on y profite plus en quatre ans que dans telle autre que je sais en six ans ; et si je disais plus encore, je ne m'écarterais pas, ce me semble, de la vérité. » Ces paroles d'Ignace de Loyola, dans une lettre à son frère de 1532, nous attestent, une fois de plus, le prestige de l'Université de Paris. On voudrait connaître les premières impressions de François à son arrivée sur la montagne Sainte-Genève. Mais, des onze années consécutives qu'il y passa, tout ce que nous savons qui lui soit personnel tiendrait presque en quelques lignes. Pendant les premières, son existence se confond avec celle des étudiants ; pendant les dernières, avec celle du créateur de la Compagnie de Jésus. A peine si le

passage des unes aux autres nous permet de l'entrevoir. Et cependant nous ne pouvons nous empêcher de le chercher dans l'évocation du Paris universitaire de cette époque et dans l'histoire des Origines de la Compagnie. N'en prenons, du moins, que ce qui mettra quelque vie autour de cette figure encore indécise : des lueurs pour découper une ombre.

Le collège Sainte-Barbe, où il était entré, était le seul que son fondateur, Geoffroi Lenormand, trop modeste pour lui donner son nom et trop désireux de recevoir des élèves de partout pour lui donner le nom d'un pays, eût placé sous le patronage d'une sainte, dont la dialectique, selon la légende, avait mis en déroute les docteurs du paganisme. Sa façade, terminée par une tourelle, se développait sur trois rues, la rue des Chiens, la rue Jean-Lemaistre, la rue de Reims. La rue de Reims le séparait du collège de Reims; la rue Jean-Lemaistre, du collège des Cholleys; la rue des Chiens, de la vieille chapelle Saint-Symphorien et du collège de Montaigu. La grande porte, son unique porte, — car les réglemens des collèges n'en admettaient qu'une, — était surmontée des cinq écus de la famille de Chalon, ancienne propriétaire de l'hôtel. Elle regardait de travers le sombre Montaigu beaucoup plus vieux, beaucoup plus sale, où les élèves, nourris de jeûnes, mais copieusement fouettés, soumis à un régime pénitentiaire, tondus et pourtant pouilleux, traînaient dans les plis de leur longue capette grise ou roussâtre, l'odeur de la vaisselle qu'ils avaient lavée et des ordures qu'ils devaient balayer. « Si j'étais roy de Paris, s'écriait le Ponocrates de Rabelais, le diable m'emporte si je ne mettais le feu dedans et faisais brûler et principal et régens qui endurent cette inhumanité devant leurs yeux être exercée ! » Mais cette inhumanité, héritage d'un réformateur catholique, le Flamand Jean Standonck, encore tout imbu de ténèbres gothiques et pénétré d'un amour des pauvres qui se doublait d'un zèle tortionnaire, si elle démoralisait souvent les élèves, ne décourageait point leur ardeur d'apprendre. Ils avalaient des rognures de viande en cachette; et la science, ramassée sous les avanies, brillait à leurs yeux d'un plus vif éclat. Montaigu était le grand rival de Sainte-Barbe. Les Barbistes se considéraient d'un monde supérieur à celui des Montacutiens. On se provoquait, on se narguait par les fenêtres, on échangeait des horions dans la rue. François eut sans doute affaire au por-

tier Polyphème, ainsi nommé à cause de sa stature et parce qu'il était borgne, à ce Polyphème qui, trois ans plus tôt, dans un bombardement nocturne à coups de pierre, avait protégé de son vaste corps l'armée des Barbistes contre celle des Montautiens. Les portiers des collèges étaient, en ce temps-là, des personnages. On les choisissait incorruptibles, et surtout vigoureux. Ils connaissaient mieux les élèves et savaient mieux ce qu'ils faisaient que le principal lui-même. Un nouveau Barbiste devait rechercher les bonnes grâces de Polyphème. Sainte-Barbe avait alors à sa tête un Portugais, Jacques de Gouvea, dont la famille, de petite noblesse, fournit à elle seule, dit Quicherat, une dizaine de professeurs qui prirent tous leurs grades à Paris. Les rois de Portugal, que le commerce des Indes enrichissait et qui avaient à cœur de convertir les nations indiennes, envoyaient à l'Université de Paris beaucoup de jeunes gens pour qu'elle les mit en état d'instruire et de former des missionnaires. Et l'année 1526, la seconde de son arrivée à Sainte-Barbe, François vit donner une grande fête en l'honneur du roi Jean et de son frère, le cardinal infant don Alphonse, qui venaient d'y assurer à la colonie portugaise la permanence de cinquante bourses. Ces marques de considération royales, que jalousaient les autres collèges, semblaient dorer d'un peu de l'or fabuleux des Indes les cinq écus du vieil hôtel de Chalon. Le descendant des Jassu et des Azpilcueta n'y restait certainement pas indifférent; et, bien qu'il eût troqué son costume de gentilhomme pour la longue robe et la ceinture de cuir des écoliers, il n'en jetait pas moins, du haut de sa *hidalguia*, des regards de dédain sur les tristes camarades d'en face, car toutes les apparences de la misère lui inspiraient une assez vive répulsion.

Mais n'allons pas croire que le collège de Sainte-Barbe fût un établissement mondain. Ah! Dieu, non! Comme dans tous les collèges de cette époque, les élèves étaient durement traités: lever à quatre heures; à cinq heures, première leçon dans les classes, où ils se tenaient, comme un bétail, accroupis en hiver sur la paille, en été sur une litière d'herbe fraîche; puis la messe; puis l'invariable succession des longs repas maigres, des exercices religieux et des cours. La férule et le fouet retentissaient comme sur le chemin des foires. On n'avait de récréations que le mardi et le jeudi, de vacances qu'au mois de

septembre. Mais les divertissemens étaient nombreux : fêtes de l'Eglise, représentations scéniques, distributions de récompenses, banquets offerts par les maîtres aux sons des flûtes et des harpes, — *Minervales* suivies souvent de *Saturnales*, — promenades en corps au Lendit, c'est-à-dire à la foire de Saint-Denis, sans compter les jeux et les sports sur l'herbe de l'Ile-aux-Vaches, l'ancien nom de l'Ile-Saint-Louis, et les rudes frottées, dans les vignes du faubourg Saint-Marceau, avec les bonnetiers du quartier et les gardes champêtres. A quelques centaines de mètres du collège, c'était en effet la campagne, les jardins, la jolie vallée de la Bièvre, moins attrayante pour cette jeunesse comprimée que le tapage des ruffians, la nuit, dans la rue des Chiens. Malgré les sévérités de la discipline et l'œil de Polyphème, les élèves sautaient souvent par-dessus les murs après le couvre-feu et couraient le guilledou. Leurs régens, aussi jeunes qu'eux, leur faisaient la courte échelle et les menaient aux bons endroits. François, plus tard, sous le ciel des Indes, racontait au chapelain de San Tome qu'il les avait accompagnés plus d'une fois, mais que l'horreur des maladies qu'ils rapportaient de leurs débauches, et dont un de leurs maîtres mourut, l'avait toujours protégé et gardé pur. Cette timidité, dont la chair triomphe si facilement pour son dommage, ne se prolonge que si elle vient de la pudeur de l'âme.

Ce ne furent point les seuls dangers qui le menacèrent. L'Université de Paris était alors en sourde fermentation. Les idées de la Réforme filtraient sous toutes les portes, et la lumière de la Renaissance descendait de toutes les lucarnes. Parmi ces Montacutiens, que brocardaient les Barbistes, François croisa sans doute assez souvent un jeune homme, son cadet de trois ans, de manières réservées comme les siennes, mais de moins grand air, qui allait bientôt quitter Montaigu, en 1528, l'année même où Ignace de Loyola y entrait : Jean Calvin. Les intelligences avaient commencé leur veillée d'armes. Entre 1520 et 1530, les professeurs de Sainte-Barbe représentent, selon le mot de Quicherat, « toutes les nuances de l'orthodoxie, comme de l'hérésie. » C'étaient de fiers originaux, dont le trait dominant est une inquiétude qui promène les uns de collège en collège, de ville en ville ; les autres, de science en science. Gelida, Espagnol francisé, tout d'abord entêté de philosophie scolastique, puis touché par la lecture de Lefèvre

d'Étaples, publie en 1527 un *Traité des Cinq Universaux*, dédié à Jacques de Gouvea, où il rompt avec le passé. Non content de cette rupture, il déclare à ses élèves qu'il ne peut continuer son enseignement avant d'avoir refait son instruction : et il se retire. Son domestique, Guillaume Postel, pauvre enfant de la Basse-Normandie, que la soif d'apprendre et des aventures picaresques avaient amené à Sainte-Barbe, prodigieusement doué pour les langues, se levait tous les matins avant quatre heures et préparait le texte grec qu'il expliquait ensuite à son maître, moins bon helléniste. Maître ès-arts, lui aussi, il se désenchante d'Aristote, se jette dans les mathématiques, puis part pour l'Orient et fonde, à son retour, l'enseignement des langues orientales. Il mourra fou, au prieuré de Saint-Martin-des-Champs, mais d'une folie très douce qui ne se traduit que par l'extrême volubilité et l'audace chimérique de ses conceptions, et qui groupe autour de lui, jusqu'à sa dernière heure, des auditeurs attentifs et charmés. Fernel professe la philosophie. Aucune classe n'est assez spacieuse pour contenir les assistans. On transporte sa chaire dans la cour. Il fait en même temps un cours de mathématiques, mesure un degré du méridien, « soupçonnant que les calculs des anciens ne méritaient pas une confiance absolue, » et se passionne pour l'astronomie, qui fut son vice. Mais du jour où il entend son collègue de rhétorique Louis d'Estrebay, dit *Strebaeus* ou Strébée, le premier cicéronien de France, il se sent si inférieur dans l'art de la composition et du discours latin qu'il abandonne sa chaire, lui demande des leçons et finalement se tourne vers la médecine, où se fixe son génie. Et voici Buchanan, le fils d'un petit laird écossais, qui a été élevé en France, qu'on a rompu dès son enfance à la prosodie latine, qui sera tenu pour un des meilleurs poètes néo-latins de son siècle, et dont du Bellay a célébré les vers « aux plus vieux comparables. » On lui a donné la troisième de Sainte-Barbe. Il est fin, ironique, incisif, agressif, peu aimé de ses collègues. La Sorbonne ne lui pardonnera jamais l'admirable épithète de *sterilis veri* qu'il lui a décochée. Mais il explique Virgile avec le même charme entraînant que s'il l'avait découvert. Et, de fait, il a découvert sa beauté vivante. Il l'a nettoyé de cette poussière de fausse érudition qu'y avait amassée la scolastique et qui ressemblait à celle que, dans ces dernières années, nous avait apportée la philologie allemande.

Il a retrouvé l'homme et l'âme et la source de la poésie. Mais il a des élèves qui se scandalisent qu'un professeur ne lise pas dans un gros livre tout chargé de gloses marginales. Il s'impatiente, et, au bout de trois ans, il s'en va plein d'aigreur. Il n'avait pas l'amour de son métier comme Mathurin Cordier qui professe à la fois au collège de Sainte-Barbe et au collège de la Marche, et qui renouvelle complètement les méthodes des classes élémentaires. Cordier apprenait aux enfans à penser en latin et faisait pénétrer dans les jeunes esprits l'esprit de la Renaissance. Là où il avait passé, les bonnes Lettres fleurissaient. Calvin, son ancien élève, lui dédia son commentaire de l'Épître aux Thessaloniciens, voulant porter témoignage devant la postérité, « afin qu'elle sût que tous ses progrès ultérieurs dérivait de son enseignement et que, s'il avait quelques mérites dans ses écrits, ils venaient en partie de lui. » Vers 1528, il obtint la chaire de théologie au collège de Navarre; mais ce n'était point son fait. Il retourna à la grammaire et aux enfans qu'il avait également étudiés et qu'il aimait également. Pendant que Guillaume Postel sollicitait à Rome la faveur d'entrer dans la Compagnie de Jésus, il errait de Nevers à Bordeaux, de Bordeaux en Suisse, et, converti aux idées de son ancien élève, venait enfin enseigner la sixième à Genève, où il mourut.

Autour de ces professeurs, dont peu d'établissements scolaires peuvent se flatter d'avoir réuni les pareils, la ville s'agitait et bruissait. Dans ce même laps de temps se succèdent les événemens les plus graves ou les plus significatifs, en tout cas les plus propres à surexciter les âmes : la captivité du Roi et le royaume en deuil, sa maladie à Valence où il est désespéré des médecins et sa guérison miraculeuse, puis sa délivrance, son retour; ses alternatives d'indulgence et de rigueur devant les audaces de l'humanisme et de la secte luthérienne « qui pulule; » ses conflits avec la Faculté de théologie; l'arrestation de Berquin relâché sur ses ordres, mais ressaisi par elle, déclaré rechu au crime d'hérésie et finalement brûlé dans la place de Grève; la condamnation des *Colloques* d'Érasme que l'on mettait entre les mains des élèves; le nombre croissant des sacrilèges, la statue de Notre-Dame, « au coin de la rue des Rosiers, près du petit Saint-Antoine, » brisée, poignardée; la souillure d'une image de la Vierge « peinte en la paroi d'une maison proche de l'Église Sainte-Merry; » l'affiche des placards

« sur les horribles abus de la messe papale ; » l'hostie trouvée au cimetière de Saint-Martin-des-Champs près de l'*Ecce Homo* ; chacun de ces scandales, de 1528 à 1534, suivi d'une procession expiatoire qui mobilise la Cour, les Ambassadeurs, tous les corps de l'État et les corporations. Les rues sont tendues de tapisseries ; aux portes des maisons les torches s'allument ; derrière le Saint-Sacrement, le Roi s'avance, nu-tête, tenant à sa main, par sa poignée de velours cramoisi, une grande torche de cire blanche. Le scandale pénètre même à Sainte-Barbe, avec Jean Calvin qui traverse souvent la cour et monte s'enfermer dans la chambre de maître Nicolas Kopp, professeur de philosophie et recteur de l'Université en 1533. Le recteur n'était alors élu que pour trois mois, et l'Université de Paris formait une république fédérative, ce qui lui assurait plus d'indépendance qu'aujourd'hui. Ce Kopp, d'origine allemande, profita de la maladresse que la Faculté de théologie avait commise en ordonnant la saisie du *Miroir de l'Ame Pécheresse*, le poème de Marguerite, sœur du Roi et patronne des novateurs, pour dénoncer le zèle abusif des théologiens et les réduire à l'humiliation d'un désaveu. Gonflé de son succès, il prononce à la Toussaint un sermon que lui a rédigé Calvin et où les hérétiques sont définis « ceux qui préfèrent obéir à Dieu. » C'est la déclaration de guerre et le tumulte. On l'assigne à comparaître devant le parlement. Il rassemble les Facultés et organise la résistance. Mais, à la nouvelle que les huissiers de la Cour suprême sont en marche, il dépose sa mante rectorale encore plus vite qu'il n'avait levé le masque, et, au lieu de rentrer à Sainte-Barbe, il gagne précipitamment la porte Saint-Martin. Il ne s'arrêta qu'à Bâle. L'Allemand emportait le sceau de l'Université qu'il ne rendit jamais. *Abstulit sigillum rectoriæ*. De son côté, Calvin, que talonne la peur, pendant qu'on perquisitionne à Sainte-Barbe, déchire les draps de son lit, s'en fait des cordes, descend par sa fenêtre du collège de Fortet et se sauve déguisé en vigneron. Il n'avait même pas pris la précaution élémentaire de détruire des paquets de lettres qui faillirent envoyer au bûcher ses amis d'Orléans.

Ces spectacles impressionnans, ces affaires qui passionnaient la vie des Écoles autant que nos discussions politiques, mais dans un espace plus circonscrit, François de Xavier en fut le témoin et un des obscurs comparses. Quelle action eurent-ils

sur son intelligence ? De tous ces maîtres, dont la valeur ne pouvait lui inspirer qu'un grand respect, quels furent ceux dont il écouta plus volontiers la parole, dont il subit plus particulièrement l'influence ? Sur le seul auquel il fasse allusion, l'aristotélicien Jean de Peña, homme chaste et bienveillant, nous avons moins de renseignemens que sur les autres. Se laissa-t-il circonvenir par les idées des réformateurs ? En 1535, dans une lettre à son frère où il lui recommande Ignace de Loyola, il parle des compagnies perverses dont Ignace l'a détourné, de ces hommes qui paraissaient bons, mais qui avaient le cœur plein d'hérésies. Nous savons que sa famille fut tentée de le rappeler, soit qu'elle craignît pour sa foi, ou qu'il dépensât trop d'argent. Ce fut sur le conseil de sa sœur Madalena, l'abbesse de Gandie, qu'on lui permit de continuer ses études : elle avait eu le pressentiment de sa gloire future. Il traversa quelques années de trouble intérieur dont il ne sentait peut-être pas lui-même tout le danger ; et ce trouble se manifestait extérieurement par une dissipation de gentilhomme qui, sans être fastueux, comme le dit Quicherat, avait des goûts de faste et surtout des besoins d'argent. Dans cette lettre à son frère, il avoue qu'Ignace l'a souvent aidé de sa bourse. Il n'acceptait pas encore sa direction ; mais il ne refusait pas ses subsides ; et Dieu sait pourtant qu'Ignace avait assez de mal à se procurer de l'argent ! Mais notre François aimait à faire figure. Ce furent ses années de « libertinage. »

Elles auraient été pires peut-être sans Pierre Le Fèvre. François était entré à Sainte-Barbe en qualité de camériste portionniste, c'est-à-dire qu'il jouissait d'une chambre avec un ou deux camarades et qu'il était nourri par la maison, au lieu que les simples caméristes se nourrissaient à leurs frais. Il eut pour compagnon de chambrée, venu en même temps que lui, et aspirant comme lui au grade de docteur en théologie ou en droit canon, le fils d'un paysan savoyard de Villaret, dans l'évêché de Genève. Ce n'est pas d'aujourd'hui ni d'hier que les jeunes gentilshommes et les jeunes paysans connaissent le bienfait des camaraderies ou des amitiés de collège. Mais la vie perdrait de sa saveur, si nous pensions que nos ancêtres ont participé aux mêmes avantages que nous.

Comme Guillaume Postel, le petit Le Fèvre avait ressenti, dès ses premières années, l'aiguillon du savoir. Derrière les

troupeaux qu'il menait paître, il pleurait du désir d'aller à l'école. Ses parens, étonnés de son intelligence et de sa mémoire, le confièrent à un maître, Pierre Veillard, qui, nous dit-il, brillait par sa doctrine non seulement catholique, mais sainte, et qui avait l'art de rendre évangéliques les poètes et les orateurs qu'il interprétait. Chez presque tous ces hommes on retrouve le même respect et la même reconnaissance pour les premiers maîtres qui éduquèrent leur enfance. Ces maîtres avaient assurément leurs défauts et leurs petits travers, mais leurs élèves ne retenaient d'eux que leurs marques de dévouement et le bénéfice retiré de leurs leçons. Ils ne songeaient pas à se grandir en les rapetissant, et leur gratitude s'augmentait de tout ce qu'ils avaient acquis plus tard. Nous avons changé cela. Nos hommes les plus importants, lorsqu'ils écrivent leurs souvenirs, semblent se plaisir à relever les imperfections où les ridicules de leurs éducateurs. Ils les traduisent ironiquement ou majestueusement à leur barre. Avec l'humilité chrétienne, ce sont des qualités de tact et de goût qui s'en vont. Pierre Le Fèvre était humble. Un jour de sa douzième année, pendant les vacances, comme il avait repris son office de berger et qu'il arrivait dans un certain champ, il éprouva tout à coup un ardent désir de pureté et promit à Dieu de se garder chaste pour l'éternité. A dix-neuf ans, il s'éloigna de son pays natal et vint à Paris. Il ne savait encore ce qu'il voulait faire, hormis aimer Dieu et apprendre. Il conservait, au fond de lui-même, une nostalgie de ses solitudes pastorales, et, du milieu de ses troubles de conscience, il apercevait toujours, comme un rêve, le désert où saint Jérôme se nourrissait de racines et d'herbes. Le *Mémorial*, qu'il écrivit presque à la veille de mourir, en 1546, est une des plus tendres confessions de lyrisme intérieur que possède, à notre connaissance, la littérature mystique. Il n'y raconte guère qu'une année de sa vie, précédée et suivie d'un rapide exposé des faveurs qu'il reçut de Dieu. Point d'événemens; tout se passe dans son âme, quand il est en prières ou devant l'autel. C'est de son âme qu'il parle; c'est à son âme qu'il parle. « O mon âme, qu'il te souviennne!... Remarque ici, mon âme... O mon âme, s'il était en ton pouvoir de saisir et de comprendre!... » Aucun livre ne nous donne une impression spirituelle plus vive. Une âme se présente à nous dans sa nudité incorporelle avec ses frémissemens de lumière et ses rougeurs sous les opérations délicates

de la grâce. Elle sent encore les liens de la chair, et parfois, d'un mot arraché à sa pudeur, elle se rappelle qu'ils furent naguère plus lourds. Tel était le compagnon de François : discret, modeste, studieux, attentif aux moindres nuances de sa propre pensée, mûrissant dans le scrupule ascétique et dans le silence pour le conquérant des âmes qui viendrait le cueillir au nom de Jésus, incapable, je crois, d'exercer une autre influence que celle de l'exemple. Une source est là, petite, profonde, cachée. On respire dans l'air un peu plus sain l'haleine de sa pureté. On ne s'y désaltère pas.

Le conquérant approchait. Le Fèvre et François furent reçus, en 1529, à leurs examens de bacheliers ès-arts et de licenciés; et François ne tarda pas à prendre le bonnet de Maître. Pendant qu'il commençait sa théologie, il fut admis à professer au collège de Dormans-Beauvais. Ce fut alors qu'un nouvel hôte s'introduisit dans leur chambre de Sainte-Barbe. Ils connaissaient déjà, pour l'avoir rencontré dans la rue, ce singulier *martinet* ou externe de Montaigu, qui frisait la quarantaine et qui boitait de la jambe droite. Il était vêtu comme un pauvre, presque comme un mendiant. De médiocre taille, le front dégarni, les yeux ordinairement baissés, il avait l'air grave et doux. On l'appelait *le pèlerin*. Rien ne prédisposait François en sa faveur : son âge d'abord, mauvaise recommandation chez de très jeunes gens toujours portés à mépriser le retardataire qui tombe au milieu d'eux comme un fruit sec parmi des fruits verts; sa pauvreté ou plutôt sa déchéance, car on savait qu'il était né gentilhomme et qu'il vivait d'aumônes; enfin ses aventures. Qu'il eût combattu à Pampelune contre les seigneurs de Xavier, François le lui pardonnait plus aisément que d'avoir erré sur les routes en tendant la main. Qu'était-il allé faire à Jérusalem où tout le monde l'avait houspillé? Pourquoi avait-il eu des histoires avec l'Inquisition aux Universités de Salamanque et d'Alcala? Cet ignorant, cet homme qui n'était point gradué, s'était mêlé de prêcher Jésus. « Pour interpréter et traduire les saintes Lettres, ne suffit la science des langues hébreë et latine, *sed requiritur qualitas superioris disciplinæ*, qui est la théologie. » Il ne savait pas même le latin et encore moins l'hébreu! On l'avait condamné pour exercice illégal de la théologie. Nos jeunes licenciés devaient le regarder comme des étudiants de médecine regarderaient un rebouteux,

deux fois inquiété par les tribunaux, qui viendrait échouer sur les bancs de l'École. Et ce rebouteux continuait de donner des consultations secrètes. On parlait d'un livre manuscrit qu'il avait composé et dont les recettes produisaient des effets extraordinaires. Tout récemment encore, il avait trouvé le moyen de révolutionner le collège de Sainte-Barbe et celui de Montaigu. Trois jeunes gentilshommes espagnols, Juan de Castro, Peralta et Amador, un des élèves les plus brillans de Jacques de Gouvea, avaient quitté subitement leurs classes, vendu ou distribué tout ce qu'ils possédaient, et s'étaient retirés à l'Hôpital Saint-Jacques, résolus à renoncer au monde. Le lendemain matin, leurs camarades avaient couru à l'Hôpital; ils en avaient enfoncé les portes, et ils avaient ramené tambour battant les trois exaltés, qui durent promettre de ne devenir des saints que lorsqu'ils auraient l'âge. C'était Ignace le coupable. L'Inquisiteur Maître Ori fut saisi d'une accusation de magie, et, bien qu'il l'eût écartée, et qu'il eût congédié Ignace sans l'interroger, il n'en subsistait pas moins autour du « pèlerin » une fumée douteuse.

Imaginez l'étrange quadragénaire au moment où il franchit le seuil de cette chambre, le premier oratoire, si l'on peut dire, d'une Compagnie qui remplira le monde de son nom et de ses œuvres. Que d'agitations, de mouvemens religieux, de luttes politiques, d'aventures périlleuses, de tortures et de martyres, sans compter toutes les manifestations de l'esprit pur, sortiront de ce pauvre réduit! Mais ces trois hommes, dont deux seront élevés un jour au rang de nos plus illustres intercesseurs près de Dieu, s'observent avec prudence et même avec défiance. On pouvait résister à l'autorité d'Ignace : il était impossible de ne pas la sentir; Le Fèvre fut rapidement conquis; mais non François. Ignace préparait alors ses examens de licence. Pour un homme de cet âge, les exercices scolaires étaient pénibles. Il avait besoin qu'en dehors du cours de Jean de Peña on lui donnât des répétitions. Le jeune régent du collège de Beauvais se déchargea de ce soin sur l'excellent Le Fèvre.

Un événement qui survint au collège commença à modifier les sentimens de François. Ignace avait promis à son maître Jean de Peña de ne point endoctriner ses condisciples. « Et surtout, pas de prosélytisme! » Mais son empire sur lui-même n'allait pas jusqu'à refréner à toute heure du jour sa passion du bien des âmes. Il persuada à quelques-uns d'entre eux de rem-

placer, certains dimanches, les petites solennités littéraires par des méditations religieuses. Le maître porta plainte, et Jacques de Gouvea, qui avait toujours sur le cœur l'équipée d'Amador, décida que, malgré son âge, cet opiniâtre passerait au réfectoire, les épaules nues, sous les coups de fêrule des régens. Belle cérémonie ! Les curiosités étaient en haleine. Loyola, qui en avait vu bien d'autres, se résignait à cette nouvelle humiliation, quand, à la suite d'un entretien qu'il obtint du Principal, Jacques de Gouvea parut avec lui dans la salle, où on l'attendait, et devant tous, élèves et maîtres, lui fit amende honorable. François en fut certainement ému, mais il ne se rendit pas encore. Chaque fois qu'il en avait l'occasion, il se gaudissait de ses desseins et jetait des mots de risée sur deux jeunes Espagnols, Lainez et Salmeron, que la réputation d'Ignace avait attirés d'Alcala et qui marchaient dans son ombre. Vous rappelez-vous le roman de Cervantes, et comment le Duc s'amuse des folies de Don Quichotte ? « Eh bien ! célèbre chevalier, les ténèbres de la malice et de l'ignorance ne peuvent cacher ni obscurcir la lumière de la valeur et de la vertu ! Il y a six jours à peine que votre mérite habite ce château, et déjà vous y viennent chercher de pays lointains et inconnus, non pas en carrosse ni sur des dromadaires, mais à pied et à jeun, les malheureux, les affligés, avec l'espoir qu'ils trouveront dans ce bras formidable le remède à leurs peines et à leurs travaux ! » C'est sur ce ton qu'il me semble entendre François se moquer du Pèlerin. Le Pèlerin souriait et levait sur le beau Navarrais un regard qui signifiait à peu près : « Tu ne sais pas que tu me cherches ; mais tu m'as déjà trouvé, fils de mon âme ! » Ah ! que les premiers biographes, leurs contemporains, ont donc été mal inspirés de glisser si rapidement sur les *juvenilia* de la Société de Jésus ! N'auraient-ils pu allier à leur vénération un souci plus vif de la réalité ? Ces grandes figures ne perdraient rien à ce que nous les vissions de plus près. Cependant, un mot, ça et là, jette quelque lueur sur la stratégie qu'employa l'ancien capitaine de Pampelune pour amener la capitulation de cette forteresse basque, ou, selon l'expression pittoresque du Père Palmio, sur la façon dont usa ce grand mouleur d'âmes pour mouler le jeune François, « la plus rude pâte, disait-il, qu'il eût oncques maniée. »

D'abord, pourquoi avait-il voulu le conquérir ? Rien ne

nous prouve que François ait été, à l'Université de Paris, un sujet très remarquable. Ses lettres, que nous examinerons plus tard, témoignent d'autres qualités que de qualités littéraires ou philosophiques. Ce serait une erreur de croire que les circonstances où il les écrivait l'empêchaient de donner sa mesure, car la finesse et la fermeté de l'observation qui s'y marquent parfois exigent autant de liberté d'esprit que les plus beaux dons de l'écrivain. Précisément, il leur manque, à ces lettres, pour égaler celles des sainte Thérèse, des Catherine de Sienne, des Loyola, ce sens inné de l'art qui résiste aux plus dures préoccupations et qui se manifeste jusque dans les périls de la mort, sans que l'homme en ait plus conscience que, dans ses prières à Dieu, du charme de sa voix. D'ailleurs, Ignace jugeait les hommes non sur leurs succès académiques, mais d'après les services qu'ils pouvaient rendre à sa cause. En François de Xavier, il devina le héros à naître. Dans cette âme cuirassée d'orgueil et d'ambition, il entendit, avant tous les autres, sourdre une merveilleuse convoitise des biens spirituels. Si aucune âme ne lui coûta plus de peine; aucune peut-être ne lui fut plus intimement chère. Il y avait entre eux des affinités de noblesse et de race plus fortes que tous les désaccords, mettez aussi d'humeur aventureuse. Le premier rêve de conversion des infidèles qu'Ignace avait ébauché, ce sera François qui l'accomplira. Mais il fallait venir à bout d'un esprit récalcitrant, et surtout d'une imagination enflée de l'honneur du monde.

Si Descartes avait fait du prosélytisme, on se représente aisément, par son *Discours de la Méthode*, comment il eût procédé. De même, qui a lu les *Exercices Spirituels*, ce Discours sur la Méthode du Mysticisme, peut se rendre compte des moyens d'action dont se servait Loyola. Ce petit livre, un des grands livres de la Renaissance, répondait aux mêmes besoins qui inspiraient à Mathurin Cordier, dans sa classe de sixième, son nouvel enseignement de la grammaire; à Buchanan, sa nouvelle explication des poètes latins; aux Réformateurs, leur nouvelle interprétation des textes sacrés. Du haut en bas, l'heure est venue pour l'esprit, selon son rythme éternel, de se dégager des innombrables gloses dont il a recouvert les objets de son culte et de ses études et de se ressaisir dans sa simplicité ou sa complexité originelle. Devant Dieu ou devant Virgile,

l'âme humaine se retrouve sous l'amas écarté des commentaires d'une science qui travaillait continuellement sur elle-même. Elle se retrouve avec quelle joie, mais aussi quel orgueil ! Si, dans cet enivrement, elle ne se retient pas de toute sa force au principe d'autorité, c'est le vertige, les dévergondages, toutes les orgies du sens propre. Ses réponses aux Inquisiteurs nous montrent combien Loyola était loin de courir ce danger. Et pourtant, pas de livre plus personnel que le sien, ni plus dépouillé de tout appareil scolastique. Il semble n'avoir eu d'autre matière que son âme et n'avoir étudié qu'en lui l'homme et Dieu. Étendu sur un lit où l'on torturerait ses nerfs, il a vécu puissamment par l'imagination, et ayant connu par elle d'inexprimables ravissements et réconforts, il a compris que, si le Démon la subornait facilement, elle n'en pouvait pas moins être une ouvrière de notre salut. Mais il fallait lui souffler le premier mot, lui assigner des heures fixes, imposer l'immobilité à cette vagabonde, forcer cette reine d'enchantemens de voiler ses charmes terrestres, comme les belles doctresses qui professaient à l'Université de Bologne et qui devaient placer un écran devant leur visage, afin que leur beauté charnelle ne troublât point les auditeurs. Il y a bien autre chose dans les *Exercices*, mais il y a ceci d'abord que jamais plus stricte méthode ne fut conçue pour discipliner l'imagination et lui faire rendre tout ce qu'elle est capable d'apporter de perfectionnement à l'âme et au triomphe de la foi. On leur reprochera, si l'on veut, d'avoir trop habilement machiné notre théâtre intérieur. Ce reproche ne paraîtra fondé qu'à ceux qui confondent la rêverie et la méditation et qui ignorent quelle somme de volonté représente toute méditation religieuse comme toute inspiration poétique.

Ignace agissait sur l'imagination et par l'imagination. Il déploie, dans la conquête des âmes, toutes les ressources d'un grand dramaturge. L'invention dramatique jaillit spontanément des ardeurs de son zèle. Relisez les histoires qu'on trouve chez ses biographes. Quelle scène que celle du mauvais prêtre qu'il prend pour confesseur, dont le spectacle de sa contrition réveille la conscience, et qui se jette, repent, aux pieds de son pénitent ! Et quelle scène encore que celle du jeune libertin qui se hâte vers l'adultère et qu'Ignace arrête sur un pont en se plongeant dans l'eau glacée et en lui jurant qu'il attendra

là, jusqu'à son retour! Et, à côté de ces effets saisissans, qu'on se rappelle la comédie charmante du théologien « honnête homme, » mais fort attaché à sa guenille, qui le reçoit à son billard et l'invite à jouer une partie. Ignace n'a jamais joué, et il est pauvre. Quel sera l'enjeu? S'il perd, il servira le théologien pendant un mois; s'il gagne, le théologien lira les *Exercices*. Le théologien les a lus. Toutes ces scènes semblent nées du génie d'un Lope de Vega ou d'un Calderon. Mais ici l'auteur et l'acteur principal ne font qu'un. Le salut d'une âme dépend du succès de la pièce, et c'est Dieu qui la juge.

Aux trois ou quatre années qu'un tel homme mit à le vaincre, nous mesurons la force de résistance d'un François de Xavier. Ignace ne le heurta point. Il pénétra doucement dans sa vie intérieure, comme un hôte aimable ou un serviteur modeste. Il ne s'étonne de rien. Il regarde l'ordre ou le désordre qui y règne. Il ne parle point de changer les choses de place. Il choisit le coin le plus effacé. Du reste, il ne s'y sentait pas dépaycé. Il en reconnaissait l'éclairage; il reconnaissait les écussons, les panoplies, les belles images dont elle était ornée. Il n'avait qu'à se reporter à son passé pour épouser les inclinations de cette âme. La légèreté de sa bourse pesait à François; et Ignace se fût bien gardé de lui prêcher la pauvreté, car, à moins qu'on ne se soit donné tout à Dieu, on a besoin d'argent quand on est jeune et qu'on veut soutenir la gloire de son nom. François tenait à ce qu'on n'oubliât point qu'il était du sang des Jassu et des Azpilcueta. En 1531, il demandait à ses frères de lui envoyer des lettres testimoniales de sa noblesse, désireux sans doute d'intéresser à son avenir de grands personnages. Il aspirait aux honneurs ecclésiastiques, parce qu'ils étaient des honneurs. En attendant, il était soucieux de se distinguer et de briller. Ignace lui recrutait des auditeurs, organisait autour de sa chaire un murmure de louange. Il s'efforçait discrètement de satisfaire cet ambitieux pour lui mieux découvrir la médiocrité de son ambition. Il ne flattait son faible qu'à seule fin de lui montrer que c'était un faible. Mais il ne se réjouissait point avec lui. Dès que le jeune professeur se dilatait, il lui murmurait : « Que sert à l'homme de gagner l'univers, s'il vient à perdre son âme? » Et il le lui répétait, aux heures déprimées qui suivent les excitations d'amour-propre et où les ambitieux, dont le cœur est trop vaste

pour se contenter même de beaucoup, retournent entre leurs doigts le spectre desséché de leurs petits succès d'hier.

Oui, que sert à l'homme?... Mais ce n'est pas tout que de nous convaincre de la vanité des joies et des honneurs. On n'a pas déraciné l'ambition d'un cœur pour en avoir déprécié l'objet : il faut le remplacer par un autre. A ces dignités mondaines, dont le mirage commençait à se ternir dans les yeux de François, Loyola substituait la haine magnifique des richesses, les opprobres, les chemins et les rues où l'on va à la quête des âmes, sans titre, sans parchemins, sans bonnet de docteur, la croix à la main. Le maître ès-arts se cabrait. A quoi bon tant d'études si l'on devait mener la vie d'un moine mendiant ? Mais il était nécessaire de prouver aux hérétiques qui se targuaient de leur science qu'on en savait autant qu'eux. Le jeune homme éprouvait quelque douceur d'orgueil à se dire qu'il était le sujet d'une si douce et si pressante insistance. Maître François, vous n'êtes pas assez ambitieux ; vous n'aimez pas assez la gloire, la seule, celle qui nous vient du sentiment de nos misères. Contemplez-les. Secouez-en tous les haillons, comme si vous y cherchiez une pièce d'or. L'ami qui lui parlait s'attendrissait et pleurait sur son âme. Repoussait-il cette pitié ? C'était un visionnaire qui, à coups redoublés, éperonnait son imagination. Ce mendiant était plus grand seigneur que lui, plus grand docteur que lui ; et ce pèlerin revenait de plus loin que Jérusalem. Les tableaux qu'il faisait passer sous ses yeux avaient tour à tour l'attrait romanesque des combats contre les Maures, le réalisme des peintures espagnoles qui marbrent les cadavres, la splendeur des choses qu'on ne voit qu'en extase. Dans un *Dialogue* du Père Auger, un des premiers apôtres de la Société, où les interlocuteurs se rappellent la conversion de François, Polanco compare Ignace au grand Alexandre, piqueur excellent à dompter son farouche Bucéphale. A défaut d'originalité, cette comparaison a le mérite de ne pas affadir la figure du futur Apôtre des Indes.

En 1533, une absence de Pierre Le Fèvre rapprocha encore les deux hommes ; et ce fut alors que s'opéra la pleine conversion de François, dont l'éclat fut assez vif. Or, cette même année, sa sœur Madalena, l'abbesse de Gandie, qui, s'ils avaient vécu l'un près de l'autre, eût été pour lui ce que Jacqueline Pascal fut pour son frère, mourait presque en odeur de sain-

teté. Elle avait eu, elle aussi, des combats intérieurs. Tout d'abord, les rudesses du cloître l'avaient rebutée. Mais elle vit en songe une procession de religieuses vêtues de brocart cramois, et elle connut que c'étaient des religieuses défuntées récompensées par cette riche parure de leur patience et de leur soumission. Une autre fois, elle aperçut un lieu charmant où se tenait Notre-Seigneur. Mais, pour y arriver, la côte était raide. A chaque instant, elle y faisait un faux pas et tombait. Et l'ange qui l'assistait lui dit : « Tomber et se relever, ainsi on monte au ciel. » Elle eut encore d'autres visions. Elle était devenue la plus obéissante du couvent et la plus humble. Bien qu'elle fût petite et peu robuste, elle accomplissait de grosses besognes; et, la nuit, le souci de louer Dieu la réveillait. Elle avait excellé dans la pratique de la charité, de l'oraison, de la douceur et du silence. Sur son lit de mort, où elle s'éteignait doucement, elle supplia Jésus d'alléger l'agonie d'une autre sœur qui se débattait près d'elle, et s'offrit à lui prendre ses douleurs et ses angoisses. Elle fut exaucée; et, pendant que sa compagne s'en allait paisiblement, elle endura de si grandes tortures qu'après sa mort on observa qu'elle avait mis sa langue en pièces dans ses violences pour ne pas crier. Voilà de quoi les Xavier étaient capables. François ne sut probablement rien ou presque rien de ces circonstances. Mais il semble qu'en mourant sa sœur lui ait transmis tout ce qui dans son âme était encore irrassasié de labeurs. Comme elle, il eut des visions. Ses nuits furent souvent tourmentées. Quelques années plus tard, les voluptés du monde, qu'il avait à jamais écartées de sa route, revenaient l'assaillir dans son sommeil, et l'effort qu'il faisait pour échapper à leur étreinte était tel qu'il s'éveillait en sursaut et qu'un flot de sang lui sortait de la bouche.

L'ardeur de son tempérament, que la crainte physique et que la pureté d'âme avaient arrêtée au seuil des passions, le précipita dans les austérités. Il prolongea ses jeûnes; il se macéra; il châtia ses membres d'avoir été trop fiers de leur souplesse. Il les liait avec des cordelettes si étroitement serrées que ses chairs se tuméfiaient et que l'on craignit un moment d'être obligé de l'amputer d'un bras. Du reste, autour de lui, les « Inquistes » s'entraînaient aux mortifications. Le Fèvre faillit en mourir. Heureusement Ignace veillait. Il n'admettait point cette vaine usure des forces corporelles. « Lorsque vous

aurez le corps sain, vous pourrez faire de grandes choses ; je ne sais ce que vous pourrez quand il sera infirme. La santé du corps est d'un grand secours pour faire beaucoup de mal et beaucoup de bien : beaucoup de mal, lorsqu'on a une volonté dépravée et des penchans vicieux ; beaucoup de bien, lorsque la volonté est attachée à Dieu, notre Seigneur, et qu'elle a acquis l'habitude de la vertu. » Ils avaient déjà acquis celle de lui obéir, car chacun d'eux le jugeait plus sage que lui-même ; et François le respectait et l'aimait comme un père.

Sa conversion ne fut pas seulement un revirement de tout son être : elle fut encore une leçon de convertisseur qu'il n'oublia jamais. Du même coup, Loyola lui avait révélé sa vocation et lui avait inculqué sa méthode, ou plutôt son art. Je voudrais trouver un autre mot ; mais, en vérité, il n'y en a pas d'autre pour exprimer cette adaptation rapide aux différens milieux et aux besoins particuliers des âmes, cette perpétuelle invention de moyens dramatiques qui ne sont que la traduction immédiate d'une charité géniale. Ce n'est pas une méthode. Si l'on en faisait une méthode, on risquerait de s'enlizer dans d'étranges compromissions et d'exposer l'apostolat à des ridicules d'auteur sifflé. Les biographes de François ne peuvent retenir comme un geste d'inquiétude devant les audaces du Saint. « Il faut avouer qu'il allait loin quelquefois, » dira très justement le Père Brou. Pas plus loin, il est vrai, mais aussi loin qu'Ignace, et de la même façon. Je n'en veux qu'un exemple. Un jour, à Malacca, il s'invite à souper chez un Chinois qui, malgré son baptême, vivait comme un païen et même comme un pacha. Le souper se prolonge. Il demande abri pour la nuit, et, sa chambre prête, il prie qu'on lui amène une des servantes maitresses de son hôte. La femme entre ; et le Chinois, les yeux écarquillés et les oreilles tendues, se colle derrière la porte. Dès qu'il fut seul avec elle, François, tirant sa discipline, se mit à se flageller et lui commanda d'en faire autant. Le Chinois a compris : il se précipite, bouleversé : « Père, s'écrie-t-il, à Dieu ne plaise que, pour mes péchés, vous répandiez votre sang ! » Soit : mais si le Chinois n'avait pas compris ou n'avait pas voulu comprendre ? Et si, quand Ignace se trempait dans l'eau glacée, le jeune amoureux l'y avait laissé pour courir à son rendez-vous ? Seulement François *savait* que le Chinois comprendrait, et Ignace *savait* que le jeune homme reviendrait sur ses pas.

Du moment où François s'est converti jusqu'au moment où il quitte Paris, et même au delà, il ne se distingue plus du petit cénacle que formaient les premiers disciples d'Ignace. Ils sont six : trois Espagnols, Lainez, Salmeron, Bobadilla ; un Portugais, Simon Rodriguez ; le Savoyard Le Fèvre et lui. Les plus âgés avaient vingt-huit ans ; Ignace, quarante-trois. Tous ont pris leurs grades. Ils représentent, sans l'avoir précisément voulu, le plus bel accord du Moyen Age et des temps nouveaux. Celui qui marche à leur tête est sorti des romans de chevalerie pour entrer dans les écoles où s'équipe l'esprit moderne. Ils abritent au sein de l'humanisme les vertus et la ferveur des premières communautés chrétiennes. Les trois ou quatre années qu'ils vécurent ainsi, achevant leurs études, méditant sur ce que Dieu attendait de leur rencontre, mangeant souvent et priant ensemble, durent être les plus douces de leur vie.

Ils ne savaient pas encore exactement ce qu'ils feraient. Ils avaient prononcé leurs vœux de chasteté, de pauvreté, et s'étaient engagés à partir pour Jérusalem où ils se consacraient au salut des âmes. Mais la prudence d'Ignace avait limité cet engagement. Ils iraient d'abord à Venise, et si, au bout d'un an, ils n'avaient pu s'embarquer, ou si, ayant atteint la Ville Sainte, ils n'y pouvaient rester, ils se rendraient à Rome et se remettraient entre les mains du Souverain Pontife. Ils décidèrent de renouveler solennellement ce triple vœu, le 15 août 1534, jour de la Vierge, devant l'autel de Notre-Dame de Montmartre. Il y avait alors tout près du sommet de Montmartre, sur le versant de Paris, une petite église, *la Chapelle du Saint-Martyre*, bâtie à l'endroit où l'on croyait que saint Denis et ses compagnons avaient versé leur sang. Elle était à deux étages et se composait de deux chapelles. Celle d'en bas, la plus vénérée, avait un air de souterrain. Il fallait, pour y pénétrer, l'autorisation de l'abbesse des Bénédictines de Montmartre ; et la sous-sacristine, la Mère Perrette Rouillard, qui vécut jusqu'à cent ans, se rappela toujours avec orgueil le beau matin d'août où elle remit les clefs à Ignace de Loyola. Le Père Le Fèvre célébra la messe. Ils étaient seuls. « Avant de donner la sainte Eucharistie à ses compagnons, raconte Rodriguez, il prit l'hostie entre ses doigts et se tourna vers eux. Alors, le cœur fixé en Dieu, agenouillé sur le pavé de la chapelle, chacun, sans quitter sa place, prononça ses vœux d'une voix claire, de manière à être entendu de tous ; puis ils

communierent. Retourné du côté de l'autel, le Père prononça, lui aussi, ses vœux d'une voix distincte; puis il se communia. » Après quoi, ils descendirent le versant opposé de la colline et firent un frugal repas au bord de la fontaine Saint-Denis, dont l'eau avait la réputation de guérir les fièvres. Mais ils avaient une fièvre qu'aucune onde ne guérit. Une dizaine d'années plus tard, d'autres jeunes gens, formant une autre pléiade, iront, eux aussi, s'asseoir près des sources et des fontaines. Leurs bruyantes agapes y ramèneront les nymphes. Pourtant, ils ne seront pas plus enthousiastes que ceux-ci, et toutes les jouissances que la vie leur promet ne les raviront pas plus que l'idée des épreuves où il court ne ravit ce petit groupe à la joie tranquille et aux vêtemens sombres.

L'année suivante, Ignace tomba malade, et on lui ordonna un changement d'air. Il partit pour l'Espagne. François, Lainez et Salmeron, qui préféraient ne pas s'exposer aux récriminations de leurs parens, le chargèrent d'y régler leurs affaires de famille. Mais il ne partit qu'après avoir satisfait aux curiosités de l'Inquisition que leurs apparences secrètes et leurs concilia-bules avaient éveillées; et il se fit délivrer, par-devant notaire, une attestation d'innocence signée de l'inquisiteur. De mauvais bruits, qu'il nous est impossible de préciser, s'étaient évidemment répandus sur leur compte et propagés jusqu'en Espagne. La lettre d'introduction près de son frère, que François remettait à Ignace, parle des plaintes qui lui seraient venues là-bas à son sujet et qui l'aurait profondément peiné. « Les méchans auteurs de ces rapports, dit-il, je ne les connais pas. » Nous ignorons quel accueil son fondé de pouvoirs reçut au château d'Ovanos, près de Pampelune, où résidait alors le seigneur Juan d'Azpilcueta, s'il dissipa ses préventions et s'il obtint les secours pécuniaires que sollicitait le jeune homme. Toujours est-il qu'après le passage d'Ignace, ses frères lui annoncèrent l'envoi de ces lettres testimoniales de noblesse qu'il leur avait réclamées quatre ans plus tôt. Le Père Cros et le Père Brouvoient dans cet acte tardif un effort pour le retenir. Bien que nous soyons en Espagne, dans le pays de l'éternel *mañana* (à demain!) l'hypothèse est très vraisemblable, et d'autant plus que le même messenger apportait à François sa nomination à une stalle de chanoine, au chapitre de Pampelune. Il joignit à ses remerciemens sa démission. Les bons chanoines de Pampe-

lune manquaient d'à-propos. Ils arrivaient avec une stalle très confortable au moment où celui qu'ils invitaient à s'y asseoir se préparait à courir le monde.

III. — L'APPRENTISSAGE

De la mi-novembre 1536 jusqu'au 7 avril 1541, c'est-à-dire depuis sa sortie de Paris jusqu'à son embarquement de Lisbonne, la vie de François ne fut qu'une préparation continue à la vie d'apôtre nomade qu'il devait mener aux Indes. Ces cinq années sont des années d'apprentissage. Si détaché qu'il fût des dignités humaines, il n'en restait pas moins, jusqu'à la fin de son séjour à Paris, l'homme d'Université, le maître ès-arts du collège de Dormans-Beauvais. Désormais, ses titres ne le portent plus : il faut qu'il se soutienne par lui-même. Et tout conspire à le dresser au dur métier pour lequel, sans qu'il le sache encore, Dieu l'a choisi.

D'abord aux fatigues physiques. Ignace les attendait à Venise. Ils avaient décidé de partir en janvier. Mais ils virent le moment où ce leur serait presque impossible. La guerre avait éclaté entre François 1^{er} et Charles-Quint. Les Espagnols avaient envahi la Provence, pendant que les troupes allemandes, sous la conduite du comte de Nassau, bien fournies d'artillerie, brûlant et saccageant tout, marchaient droit sur Paris, qui réparait à la hâte ses vieux murs, tendait des chaînes sur sa rivière, emmagasinait des vivres et fabriquait des munitions. Mais, le 12 septembre, les Impériaux étaient contraints de lever le siège de Péronne, en laissant, sous les remparts de la ville, bon nombre d'entre eux qui, selon le mot du maréchal de la Marck, n'iraient pas, cette année-là, vendanger nos vignes comme ils s'en étaient vantés (1). Au même moment, Charles-Quint levait le siège de Marseille et faisait retraite de Provence en Italie. Cependant, la route d'Allemagne parut moins dangereuse aux Inguistes. Ils hâtèrent leur départ. Leur brigade, qui s'était augmentée de trois nouvelles recrues, le Provençal Codure, le Savoyard Le Jay, le Picard Broët, les deux derniers déjà prêtres, se réunit à Meaux vers le 15 novembre et gagna la Lorraine. Puis ils pénétrèrent en Allemagne; ils traversèrent Bâle et

(1) Henri Lemonnier, *Paris menacé* (Revue de Paris, 1^{er} janvier 1915).

Constance et, après cinquante jours de voyage, le 8 janvier, ils arrivèrent à Venise. Ils allaient à pied, vêtus d'un habit long, coiffés d'un chapeau à larges bords, le bourdon à la main, le rosaire autour du cou, un sac sur l'épaule. Nos paysans devinaient aux manières de ces hommes pieux et simples des personnages d'importance, et, du seuil de leurs chaumières ou par-dessus les haies, ils les suivaient du regard en hochant la tête et disaient : « I vont à réformer quaque pays. » Le matin, ils célébraient la messe et communiaient. Sur la route, ils s'entretenaient des objets de leurs méditations, et chantaient des psaumes. Le soir, quand ils entraient fourbus à l'auberge, ils se mettaient en oraison. Chaque jour leur apportait une nouvelle raison de remercier Dieu. Près de Nancy, ils furent arrêtés par des soldats français qui ne reconnurent point les Espagnols, et les laissèrent continuer leur pèlerinage. Leur esprit était sans cesse tourné vers le surnaturel. Un guide, qui leur parut mystérieux, les conduisit, dans le crépuscule du matin, par des chemins étranges, hors d'une ville où on les avait menacés. Ils marchaient, l'âme heureuse, sous la pluie, sous la neige, sous la bise des montagnes. Quand, au Carême suivant, ils s'éloignèrent de Venise et descendirent vers Rome, toujours à pied, les pluies avaient fait déborder les rivières, et ils cheminèrent souvent et longuement avec de l'eau jusqu'à la ceinture. A côté des auberges et des granges où ils couchaient, trempés jusqu'aux os, tout le confortable de la vie leur souriait naguère dans leur pauvre chambre d'écolier. Mais il fallait que François s'entraînât ainsi, afin que ses pieds pussent le porter jusqu'au bout du monde.

En même temps, il faisait ses débuts dans l'apostolat. Les Inquistes n'avaient pas quitté la France qu'ils rencontraient les hérétiques. Les églises, d'où l'on avait déménagé les objets du culte, n'étaient plus que des maisons de prières froides et nues. Une vieille femme, ayant connu à leurs rosaires qu'ils étaient catholiques, vint un jour leur apporter des débris de croix et de statues qu'elle conservait précieusement : ils s'agenouillèrent sur la neige et se prosternèrent devant ces reliques profanées. Ils arrivèrent dans des villages en fête qui pavoisaient pour le mariage de leur curé comme les nôtres pour le couronnement de leur rosière. Le nouveau marié rentrait dans la vie laïque au son des trompettes et l'épée au côté. A Bâle et près

de Constance, des ministres luthériens, avertis de leur passage, accouraient à l'auberge, et, impatients d'en venir aux argumentations, ne leur permettaient point de souffler. A peine avaient-ils déposé leur sac et leur bourdon, la controverse commençait. Ils ne l'avaient pas cherchée; mais il ne s'y dérobaient point. Il nous semble les voir dans une salle pareille à celle de *L'Ourse Noire*, que les disputes de Luther et de Carlostadt ont rendue si fameuse. D'un côté, ces jeunes hommes déjà émaciés par les jeûnes, épuisés par la marche, gardant sous leurs longs habits crottés leur politesse élégante; le fougueux Bobadilla est le seul peut-être à s'en départir quelquefois. De l'autre, ces pasteurs allemands bien en chair, suivis des fortes têtes de leur paroisse, et qui provoquent l'adversaire comme les lutteurs tendent le caleçon. L'aubergiste, les servantes immobiles, les buveurs qui ont reposé leurs brocs sur les tables, les voisins pressés à la porte, des enfans entre leurs jambes, assistent à la joute où l'anarchie sentimentale du génie germanique reçoit les traits vifs et directs du génie latin. Les heures passent. L'ombre descend sur les figures. Le théologien d'Allemagne s'arrête, non parce qu'il se sent battu, mais parce qu'il a faim. On reprendra la discussion après souper. Et pourquoi ne souperait-on pas ensemble? Le tombeur de papistes s'est détendu. Une grosse jovialité l'épanouit à l'idée de la soupe fumante. Il veut les emmener chez lui, les avoir à sa table, leur montrer ses livres et ses enfans, *libros et liberos*. Il rit. Vous entendez son rire. Nos voyageurs déclinent poliment l'invitation. Le théologien est allé souper. Il revient alourdi, l'estomac mécontent, le front mauvais. La réserve de ces étrangers, leur refus de trinquer avec lui, lui semblent incompréhensibles et vexatoires. La controverse repart, plus impérieuse du côté de nos jeunes hommes, plus essoufflée et plus aigre du côté de l'Allemand. Il n'est pas de force à lutter contre ces intelligences souples, rapides et qu'ont aiguës les écoles de Paris. Mais, dès qu'il se sent broncher, il se rattrape par des insultes et des menaces. La brutalité de l'animal germanique fait crever le masque du théologien. « Qu'ils déguerpissent, ou, demain, la prison! » Il sort de l'auberge, la tête en avant, emportant sa tempête dans les plis de son manteau et entraînant ses acolytes. François se rappellera sans doute ces scènes des hôtelleries allemandes, quand plus tard au Japon son arrivée dans les maisons de thé et

dans les auberges rassemblera autour de lui les notables et les bonzes. Mais quelle différence! Ils ne ressembleront guère à ces cuistres chez qui la familiarité a quelque chose de plus grossier que les injures.

En Italie, il apprit à mendier, et, ce qui est plus désagréable, mais ce qui était encore plus utile, à braver le ridicule que vous donne une langue mal connue et mal parlée, quand vous vous adressez à la foule, si peu indulgente aux fautes d'accent et aux mots défigurés. On le vit dans les marchés italiens, lui, le savant maître ès-arts, la robe retroussée jusqu'aux genoux, quêtant des marchandes de légumes une pomme ou un chou qu'il recevait avec humilité. Il s'en allait aussi sur les places agitant sa main et son chapeau et criant : « Venez ouïr la parole de Dieu! » Quand il avait réuni quelques badauds, il commençait à leur parler de Jésus. On riait de son mauvais italien. « Quelque fou, je pense! » murmuraient les bourgeois qui haussaient les épaules et s'éloignaient. Mais, peu à peu, le timbre de sa voix, son émotion, ces mouvements du cœur, qui refoulent toutes les défiances et qui rejettent des deux côtés du chemin toutes les moqueries, lui frayaient un passage jusqu'au for intime de ses auditeurs. C'est ainsi qu'il s'imposera aux insulaires des Moluques et aux *samurais* du Japon.

Il fit enfin son stage d'infirmier, ou, comme on dira plus tard dans la Compagnie, son *expériment*. Dès leur entrée à Venise, les Inguistes s'étaient partagés entre les deux hôpitaux des *Saints Jean et Paul* et des *Incurables*. Il ne prirent guère le temps de visiter cette ville de marbre et d'or, la plus patricienne et la plus voluptueuse de l'Europe, où les marchands occupaient des maisons plus riches qu'ailleurs les palais des princes et des rois; où, sur les murs des innombrables églises, les peintres ne semblaient chercher dans les scènes de l'Évangile et dans les martyres, qu'une occasion d'exalter la force ou la beauté de la chair humaine; où le luxe était tel que les pauvres morts eux-mêmes, pour peu qu'ils appartenissent à la noblesse, s'en allaient splendidement habillés de drap d'or. Pendant que les fêtes, noces ou funérailles, s'enchaînaient aux fêtes, les compagnons d'Ignace balayaient les ordures, servaient les misérables, découvraient les ulcères, se penchaient sur les odeurs de l'agonie. François pensa y défaillir. Un jour, aux *Incurables*, un homme qui lui rappela certainement son ancien

maître de Sainte-Barbe, car la maladie dont il souffrait était la même, le pria de lui gratter le dos. Devant ses plaies purulentes, l'horreur de ce mal, qui, jadis, l'avait détourné des mauvais lieux, le ressaisit. Mais il eut encore plus peur de céder aux lâchetés de la nature. Il ramassa du pus sur son doigt et l'avalait. Ainsi son ardeur d'apôtre triomphait d'une appréhension, que l'instinct de la jeunesse, qui passe pour le plus irrésistible, n'avait pu vaincre en lui, alors que l'incertitude devait la rendre moins vive et l'attrait du plaisir plus légère. Nous avons connu des gens si follement enivrés de leur santé que, par une sorte de bravade, et pour impressionner leur entourage, ils commettaient des actes moins offensans, mais du même ordre. Leur courage n'était que vanité, et leur vanité n'inspirait que du dégoût. Ici, l'homme veut simplement dompter sa chair et, une fois pour toutes, l'immuniser contre les répulsions qui l'attendent. Il ne défie ni la vie ni la mort : il défie ses faiblesses naturelles les plus tenaces, fermement résolu à ne plus avoir à s'en défier. La nuit suivante, François rêva qu'il ne parvenait pas à se débarrasser des âcretés de sa gorge. Cependant il en fut quitte pour un cauchemar. « Et s'ils boivent quelque chose de mortel, avait dit le Christ à ses apôtres, ils n'en ressentiront aucun mal. » Mais comme il dut regretter, plus d'une fois, que les lèpres du corps ne fussent pas plus dures à affronter que les lèpres de l'esprit ! Il est plus facile aux saints de s'endurcir aux premières qu'aux autres. A travers les ulcères qui dévorent les membres, ils voient l'âme se purifier ; et le parfum qui en émane leur bouche le nez aux miasmes de la chair. Mais ni la beauté des formes, ni la fraîcheur des carnations, ni le beau sang généreux qui circule dans les veines, ni les parures, ne leur ferment les yeux aux abcès inaccessibles de l'âme ; et ils n'en prennent jamais leur parti. Voyages, controverses, mendicité, prêches publics, soins des hôpitaux, ainsi François s'instruisait, sans le savoir, à l'apostolat des Indes.

Après un séjour d'environ trois mois à Venise, les Inguistes s'acheminèrent vers Rome, sans Ignace qui craignait que la calomnie ne l'y eût précédé. Ils désiraient solliciter du Pape l'autorisation de se rendre en Terre Sainte ; et ceux d'entre eux qui n'étaient pas encore prêtres, de recevoir les ordres sacrés. Sur la recommandation du délégué de Charles-Quint, Pierre Ortiz, Paul III, qui aimait pendant ses repas les belles

discussions théologiques, les mit aux prises avec ses meilleurs théologiens. Lainez et Salmeron enchantèrent le Pontife. Il leur accorda ce qu'ils lui demandaient ; et, sans leur dire qu'on était à la veille d'une guerre entre Venise et Soliman, il ne leur cacha point que leur voyage de Jérusalem lui semblait fort problématique. Ils apportèrent ces nouvelles à Venise ; et, le 24 juin 1537, Ignace, François et leurs compagnons furent ordonnés par le nonce du Pape. Ils se préparèrent pendant quarante jours à la célébration du saint sacrifice. François les passa en compagnie de Salmeron à Montselice, près de Padoue, sous le toit d'une hutte solitaire. Ce fut à Vicence qu'il dit sa première messe en pleurant de joie. Ce fut là aussi qu'Ignace les réunit tous dans le vieux couvent abandonné de San Pietro in Vanello. Que feraient-ils maintenant que la guerre des Vénitiens et des Turcs leur enlevait tout espoir d'atteindre la Ville Sainte ? Ils convinrent de se disperser provisoirement dans les villes italiennes, d'y recruter de nouveaux associés et d'y remplir leur ministère, et « considérant, dit Polanco, qu'ils ne voulaient servir d'autre chef que Jésus, il leur sembla qu'ils devaient prendre son nom et que leur association devait s'appeler *Compagnie de Jésus*. » Ils hésitaient encore sur leur but ; mais désormais le monde saurait comment les nommer. Ainsi, la première fois que le nom de Compagnie de Jésus fut prononcé, il le fut entre des murs en ruines, dans une misérable pièce où ces hommes couchaient sur un peu de paille comme s'ils s'étaient partagé la crèche de Bethléem. La pluie tombait par les crevasses du toit. La lumière entrait par les trous des fenêtres, lorsqu'on avait ôté les briques qui les bouchaient pendant la nuit. Mais l'Église elle-même avait fait ses premiers pas parmi les tombeaux ; et les grandes œuvres chrétiennes plongent vigoureusement leurs racines dans la misère qu'elles viennent consoler ou dans la mort dont elles triomphent.

Ils avaient choisi de préférence les villes d'Universités. Le séjour de Bologne fut dévolu à François et à Bobadilla. Jusque là, la figure de François, comme apôtre, ne se détachait pas nettement du petit groupe des Iniguistes. Sauf l'épisode de l'Hôpital des Incurables, aucun incident ne le met en évidence. Il n'a pas été de ceux qui ont le plus brillé devant le Pape. Il a marché, mendié, prié, prêché comme ses compagnons. Mais

à Bologne, son originalité se dégage; et il se pourrait que la présence de Bobadilla, d'une complexion si rude à côté de la sienne, y eût été pour quelque chose. Près de lui, François parut ce qu'il était, ce qu'il allait être tous les jours davantage : un ami fervent et persuasif des âmes, un maître d'humilité qui enseigne par l'exemple. « Il parlait peu, nous dit un témoin; mais sa parole était d'une efficacité merveilleuse. » Ce que son tempérament gardait d'âpre et d'impérieux se tournait surtout contre lui-même. Il était doux, comme les ceintures de mortification sont lisses, avec les pointes en dedans. Il versait des larmes devant l'autel; il avait des ravissements et des extases. Et en même temps il savait si bien amollir ou fortifier les cœurs que ceux qui s'entretenaient avec lui emportaient le souvenir qu'ils avaient approché un Saint.

Mais les succès de son ministère dans cette ville de science et de plaisir, — « ô bon sang bolonais! » s'écriait jadis Boccace, — les pauvres secourus et beaucoup de riches ramenés chaque dimanche à la sainte table, ne satisfaisaient pas son ambition. Au delà de Jérusalem devenue inabordable il entrevoyait l'Afrique, les Indes, des limbes immenses. Les esclaves éthiopiens qu'il avait rencontrés à Venise, derrière ces sénateurs plus somptueux que des évêques, venaient hanter son sommeil. Mais ils ne marchaient point derrière lui. Une nuit, il rêva qu'il en portait un sur son dos; et, les reins brisés, il se réveilla en criant : « *Mas! Mas!* Plus encore! Plus encore! » Il eût voulu porter jusqu'au Christ tout un monde. En Italie, surtout à Venise et aussi à Bologne, il n'avait entendu parler que des Portugais dont les progrès dépossédaient chaque jour la République Sérénissime de son monopole des épices, des aromates, des pierres précieuses et des perles. L'Égypte et l'Arabie semblaient rentrer sous les eaux, depuis que Vasco de Gama avait doublé le cap de Bonne-Espérance, découvert les trésors de Calicut et affranchi le poivre et la cannelle des droits excessifs dont les sultans les frappaient avant de les livrer aux Vénitiens. L'imagination des apôtres s'élançait sur les nouvelles routes que le commerce avait prises. Dans ses conversations, François revenait souvent à la question des Indes et avouait qu'il brûlait du désir de convertir les Infidèles. Cependant la fièvre quarte épuisait son organisme que plus de quinze mois de labeurs avaient anémié. Quand Ignace le rappela à Rome,

vers Pâques, en 1538, ses compagnons crurent voir son cadavre.

A ce moment, la Compagnie naissante eut à subir un grave assaut. L'apparition sur la scène de Rome de ce petit groupe d'hommes, qui osaient s'approprier un nom donné par saint Paul à l'Église tout entière, avait indisposé les autres Ordres et soulevé bien des animosités. que ne calmèrent ni leur zèle pour les œuvres de miséricorde, ni la vogue de leurs catéchismes et de leurs prédications. On travailla à les discréditer. On ramassa toutes les calomnies qui avaient traîné dans les villes où ils avaient passé. On en expédia d'Alcala et de Paris; il en arriva même de Bologne, où les mœurs de François étaient visées, comme si un confesseur était responsable des folies d'une de ses nombreuses pénitentes. En réalité, on n'en voulait qu'à Ignace, car cet homme avait le don de susciter des oppositions farouches. C'était l'anéantissement de tout ce qu'il méditait, de tout ce qu'il avait déjà fait, si, en l'absence du Pape, qui était alors à Nice, il ne portait l'affaire devant le Légat et le gouverneur de Rome et s'il n'obtenait, à sa décharge, une sentence solennelle. Il l'obtint aussi éclatante qu'il pouvait la désirer; mais il se garda bien d'abuser de sa victoire et de poursuivre ses accusateurs au delà de leur simple confusion. Cet orage, en purifiant l'air autour de lui, le rapprocha de son but. Entre autres griefs, on lui avait amèrement reproché sa prétention de fonder un Ordre nouveau. On en avait assez, des Ordres, ou, pour mieux dire, on en avait trop. Une commission, instituée par le Pape, avait récemment dénoncé le relâchement scandaleux d'un grand nombre de couvens d'hommes et concluait à leur extinction. Mais précisément le lustre de la persécution encourageait la jeune Compagnie à briguer une reconnaissance officielle, où l'opinion publique ne verrait qu'une consécration de la justice qui lui avait été rendue. Ignace et ses compagnons délibérèrent longuement, et, pour que leur travail d'apostolat n'eût point à en pâtir, ils prirent les heures de délibérations sur le temps de leur sommeil. Ils étaient alors installés au pied de l'*Ara Cœli*, près de la tour *del Melangolo*, dans une maison qu'on disait hantée. Agréable détail pour ceux qui les ont toujours soupçonnés de sombres maléfices! Pendant trois mois, chaque nuit, ils étudièrent et discutèrent les articles dont se composa la première ébauche des *Constitutions*, qu'ils mirent presque dix ans à élaborer. Ils avaient l'ambition de fonder dans Rome une

œuvre qui participât de l'éternité romaine ; et leur pensée, dirigée par Ignace, embrassait déjà les siècles à venir. Paul III, moins hostile aux Ordres religieux que ses cardinaux, comprit l'opportunité de cette institution et le secours qu'elle apporterait aux défenseurs de la tradition catholique contre l'hérésie. Le 3 septembre 1539, il bénit, il loua, il approuva. Restait à convaincre les cardinaux récalcitrans. La Bulle *Regimini militantes Ecclesiarum*, qui confirmait la Compagnie de Jésus, ne fut promulguée qu'un an après, le 27 septembre 1540. Rome n'a pas la lenteur oisive, mais la lenteur prudente. Aucune école de patience ne lui est comparable.

François s'était rétabli. Pendant que le Pape envoyait Lainez, Le Fèvre, Rodriguez et Broët réformer un couvent de Sienne et prêcher à Parme, et que Bobadilla dans Naples parlait plus haut que les Napolitains, Ignace gardait près de lui la moitié de son âme. Nous ignorons quel fut son rôle personnel au milieu de tous ces événemens. Nous savons seulement qu'il correspondait avec les absens et qu'il prêchait à l'ancienne église de Saint-Louis-des-Français. C'était un peu comme s'il nous appartenait encore. D'ailleurs, on n'oubliait pas, à Sainte-Barbe, le *Pèlerin* et ses amis. Jacques de Gouvea les avait signalés au roi de Portugal, et, en même temps, leur avait écrit pour leur demander si, le cas échéant, ils accepteraient une mission dans l'Inde, car Jean III, toujours préoccupé d'évangéliser ses conquêtes, ne cessait d'épier toutes les bonnes volontés qui pouvaient poindre à l'horizon. Le Père Le Fèvre répondit, au nom de la Compagnie, qu'ils étaient liés envers le Pape et que c'était au Pape de décider des besoins de la Chrétienté, mais que, pour eux, qui s'étaient proposé de convertir les Infidèles, ils iraient avec joie partout où ils seraient appelés. Aussitôt que cette réponse lui fut communiquée, Jean III recommanda à son ambassadeur près du Souverain Pontife, Pedro de Mascarenhas, de s'assurer par lui-même si ces nouveaux religieux étaient bien les clercs lettrés et les hommes de bonne vie qu'on lui avaient dépeints, et, s'ils l'étaient, de les faire venir le plus tôt possible à Lisbonne, où lui, le Roi, se chargerait de réaliser leurs saints desirs. Le 10 mars 1540, Pedro de Mascarenhas transmettait au Pape et à Ignace les vœux de son monarque.

C'est ici que, si je ne me trompe, se joua dans le cœur

d'Ignacé, et entre François et lui, un de ces petits drames silencieux où l'homme achève de mourir aux affections du monde. La Compagnie comptait à peine vingt membres qui tous ou presque tous avaient leur tâche. Ignace n'en pouvait mettre que deux à la disposition du roi de Portugal, dont l'un, Rodriguez, était tout désigné par sa qualité de Portugais. Qui serait l'autre ? Il n'ignorait pas le grand désir de François. On savait que son âme courait aux royaumes des Idolâtres. Mais Ignace l'aimait et ne se résignait pas à une séparation qui, sans aucun doute, serait définitive. Pour François, dès que la question du départ fut posée, l'obéissance et le respect filial lui fermèrent la bouche. Le fils spirituel ressemblait aux fils charnels qui acceptent plus volontiers que leurs pères les longs voyages d'où ils risquent de ne point revenir. Mais Ignace n'était point homme à donner le pas à ses préférences sur les intérêts de la Compagnie. Seulement, même quand on est Loyola, on peut s'abuser et les confondre. La santé de François paraissait incertaine : il n'était pas sage d'aventurer sous des climats meurtriers un apôtre valétudinaire. D'autre part, ces peuples, dont on ne se formait qu'une idée confuse et médiocre, avaient-ils besoin qu'on leur envoyât un esprit aussi fin ? Ce n'était point qu'Ignace les méprisât : un chrétien ne méprise jamais des âmes, et il avait rêvé de baptiser avec son sang les Infidèles de la Palestine. Mais il ne s'agissait plus de son sang ; il s'agissait de celui de François. Il était très sincère. Dans la discussion des articles de la Société, il avait été d'avis qu'on ne refusât point d'admettre à l'œuvre des conversions d'Infidèles de pauvres théologiens qui seraient de braves gens et qui en sauraient toujours assez pour enseigner leurs prières aux Indiens et aux nègres. Grave erreur que François lui-même partageait. A dire vrai, parmi ses compagnons, il n'y avait aucun pauvre théologien ; mais le vigoureux Bobadilla était d'une intelligence moins affinée. Son caractère absolu avait fait naître quelques difficultés au cours des délibérations de la Compagnie, où d'abord les résolutions devaient être prises à l'unanimité et où l'on fut obligé de décider que l'avis d'un seul opposant ne saurait prévaloir contre l'avis de tous. Peut-être n'était-on pas fâché de le voir s'éloigner ; et l'on pensait que cet homme énergique aurait plus d'empire sur l'esprit des païens. Bref, Ignace choisit Bobadilla. C'était la ruine des espérances

de François, et voulue par Ignace. On imagine de quel silence était chargé le regard de ces deux hommes, quand ils se rencontraient. Le départ pressait. Rodriguez s'était déjà embarqué le 5 mars, à Civita Vecchia, sur le navire qui emportait les bagages de l'Ambassadeur, et l'Ambassadeur se préparait à quitter Rome le 15 et à gagner Lisbonne par la France et l'Espagne. Bobadilla, rappelé de Naples, arriva dans un état pitoyable, cassé en deux par une bienheureuse sciatique. On ne pouvait songer à le transporter à travers les Alpes et les Pyrénées. Ignace sentit une volonté plus puissante que ses secrètes inclinations. Il était malade, au lit. Il manda François : « Maître François, lui dit-il, vous savez que nous avions choisi pour la mission des Indes maître Bobadilla. Son infirmité l'empêche de partir. L'Ambassadeur ne peut attendre qu'il guérisse. Voilà qui est pour vous. » Le sacrifice était consommé. Mais François, le cœur inondé d'allégresse, s'écria : « Eh bien, en avant, me voici ! » Ah ! le beau cri qui dut faire tressaillir, sous ses paupières baissées, les anciennes images chevaleresques et guerrières qui sommeillaient encore dans l'esprit d'Ignace ! C'est le : *Paraissent, Navarrois, Maures et Castillans !...* de l'héritier des Azpilcueta et des Aznarès.

Ses préparatifs furent vite faits. Il n'avait d'ailleurs que vingt-quatre heures pour les faire. Il raccommoda à la hâte de vieux caleçons et une vieille soutane, prit son crucifix, son bréviaire et un autre livre, un gros livre in-18, imprimé à Cologne en 1531, de Marcus Marulus, *l'Institution de la Vie religieuse par des exemples tirés de l'Ancien et du Nouveau Testament*. Ce fut tout son portemanteau. Maigres bagages ; mais eux, du moins, ils revinrent en partie. Le Bréviaire est à Nantes ; le crucifix et le *Morulus* à Madrid, dans la sacristie de la Chapelle Royale. Le *Marulus* a encore ses marges vierges. Les Jésuites, observe le Père Cros, n'écrivent rien sur leurs livres.

Enfin, nous sommes seuls avec François. Il nous semble qu'il sera davantage à nous. Ses lettres nous introduiront un peu plus dans sa familiarité, je ne dis pas dans son intimité, car il est très rare qu'on pénètre dans l'intimité d'un saint, et surtout d'un saint qui fut un homme d'action. Il se donne à tous, et ce qu'il garde pour lui, Dieu seul le sait. Ce voyage de trois mois en compagnie de Pedro de Mascarenhas, qui s'était fait le pénitent d'Ignace, fut un des plus heureux de sa

vie. Il éprouvait bien, en se détachant d'Ignace, une tristesse, dont l'effusion va presque jusqu'aux larmes. « Je crois qu'en cette vie, lui écrivait-il de Bologne, ce n'est plus que par de, lettres que nous nous reverrons. Nous revoir *facie ad faciem*, avec force embrassemens, ce sera pour l'autre vie : tant que durera ce peu qui nous reste de la présente, visitons-nous donc fréquemment par lettres : ainsi ferai-je. » Quand il passa à Parme, où il espérait trouver Le Fèvre, — qui, justement, ce jour-là, était à Brescia, — il ressentit une contrariété mélancolique. Lorsqu'il franchit les Pyrénées, il regretta sans doute que l'Ambassadeur ne suivit point la route de Roncevaux et de Pampelune et qu'il ne lui fût point permis de jeter un dernier coup d'œil sur le paysage de son enfance et d'embrasser ceux de sa famille qui y vivaient encore. Mais ces ennuis se perdaient dans la joie de toucher bientôt à l'objet de ses rêves. Et puis, il recevait partout tant de marques d'affection et de respect ! Les Bolognais ne l'avaient point oublié : ils avaient assiégé l'église où il disait sa messe. La terre occidentale se faisait plus douce pour les pieds de celui qui allait la quitter. Il se dérobaient tant qu'il pouvait aux prévenances de l'Ambassadeur ; mais il n'avait pas à craindre de s'abandonner un peu au plaisir d'être aimé. Et il était infiniment aimable : toujours empressé à donner un coup de main, serviteur des valets, pansant le cheval et soignant le cavalier, devisant avec l'un et avec l'autre, toujours là quand il y avait une âme à secourir, et toujours gai.

A défaut des témoignages, ses lettres seules nous indiqueraient le tour charmant de son esprit et la nuance de gaieté prime-sautière qui se mêlait à l'expression de ses pensées les plus sérieuses. Un écuyer de l'Ambassadeur, qui avait eu, pendant son séjour à Rome, l'intention d'entrer au couvent, faillit se noyer dans le courant d'une grosse rivière. François nous raconte l'incident :

Pendant qu'il allait ainsi sur l'eau, certes, il aurait mieux aimé être dans le monastère. Il avait un vif regret de tous ses retardemens, et, en ce moment, il aurait voulu de tout son cœur avoir accompli ses desseins. Lorsque je pus m'entretenir avec lui, il me dit : « Rien, pendant que j'allais ainsi sur l'eau à ma perte, sans espoir de salut, ne me causait autant de peine que d'avoir si longtemps vécu sans me préparer à la mort. » Il en demeurerait si épouvanté qu'on eût dit qu'il revenait de l'autre monde et qu'il en avait senti les tortures à la façon saisissante dont il en parlait. Il disait : « Qui ne se prépare pas à la mort n'a pas, même au

moment de mourir, le cœur de penser à Dieu.» Ce que ce bon homme disait, ce n'était pas pour l'avoir lu ou entendu dire, mais pour y être passé et le savoir d'expérience.

Ce n'est presque rien ; mais un ou deux mots : *il aurait mieux aimé être dans le monastère ; — pour y être passé et le savoir d'expérience*, amènent le sourire sur les lèvres. Nous avons là le ton de sa causerie, et sa manière délicate et légère d'envelopper la leçon grave.

Ils arrivèrent en juin à Lisbonne. Rodriguez attendait François, en proie à une fièvre quarte, que « leurs deux joies réunies eurent la force d'expulser. » Quelques jours après, le Roi et la Reine les reçurent. Ils les interrogèrent sur leur genre de vie : ils leur demandèrent comment ils s'étaient connus ; ils s'intéressèrent à leurs tribulations de Rome et désirèrent de lire la sentence rendue en leur faveur. A la fin de l'entretien, ils appelèrent leur fils et leur fille, les seuls des neuf enfans que Dieu leur avait laissés. Le Roi dit ensuite à l'Ambassadeur : « Quand il devrait m'en coûter cher, je serais heureux d'avoir ici tous les hommes de cette Compagnie. »

Il se rendait compte, en effet, qu'il n'aurait jamais assez d'apôtres pour contre-balancer, dans son royaume, l'influence délétère de ses conquêtes. Lisbonne, devenue la reine des épices et la courtière des pays fabuleux, regorgeait de richesses. Elle avait capté le commerce des Indes. Sa forteresse de Sokotora fermait la Mer-Rouge aux trafiquans arabes. Elle tenait les grands entrepôts d'Ormuz et de Malacca. Ses croisières promenaient le massacre et l'incendie partout où les autres navires marchands essayaient de se faufiler. Chaque année, les galions du Roi remplissaient le Trésor. Ses maisons de commerce gagnaient cent cinquante pour cent. L'Europe venait s'approvisionner chez elle, et l'Asie lui rendre des hommages. On croisait, dans ses rues montantes et sur les bords du Tage, des princes cinghalais, des rois hindous, des Africains et même des prélats nègres, des gens de toute couleur et de tout plumage. Elle n'avait pas la beauté de Venise, ni surtout le culte de la beauté. Comparée à la république patricienne, elle n'était qu'une parvenue, au luxe insolent, aux jouissances épaisses, mais magnifiquement assise devant l'Océan libre. Les Juifs qui ne s'étaient pas exilés, et qu'une absurde politique avait contraints de recevoir le baptême, la travail-

laient sourdement ; et le Saint-Office, que ses rois, jaloux des rois d'Espagne, avaient établi malgré les remontrances de Rome, peuplait les cachots sans amender les mœurs.

François et Rodriguez se mirent à l'œuvre. Ils répandaient la pratique des *Exercices spirituels*, confessaient, prêchaient, et, comme dans les villes italiennes, exhortaient au fréquent usage de la Pénitence et de l'Eucharistie. L'attrait de la nouveauté, leur distinction d'esprit et leur ascétisme provoquèrent un de ces mouvemens religieux souvent plus superficiels que profonds. Une lettre de Rodriguez à Ignace et les lettres de François respirèrent le succès. « C'est chose admirable à voir que la piété de ce peuple et comme il va épris d'amour pour Dieu Notre-Seigneur, dit Rodriguez. Tel plus que duc s'ouvre à nous en des entretiens intimes, comme s'il se confessait ; et ainsi font les frères du Roi. » Je n'aime guère ce *Tel plus que duc* : la périphrase se rengorge en baissant les yeux et en pinçant les lèvres. François est toujours plus simple, plus direct. Ses périphrases à lui, quand il en emploie, ne sont que d'aimables sourires. Il constate aussi l'efficacité de leurs prédications. « La Cour est si bien réformée, qu'elle tient plus d'un monastère que d'une cour. » Le Roi, de plus en plus désireux de s'attacher la Compagnie, avait décidé qu'il lui fonderait une maison et lui bâtirait un collège. De nombreux prêtres y postulaient leur admission. L'Inquisiteur avait ouvert à François et à son compagnon les portes des cachots. C'était entre leurs mains qu'on remettait un savant rabbin conduit à Lisbonne par son intention de se convertir.

D'autre part, François visitait les gens qui revenaient de l'Asie portugaise ; et les renseignemens qu'on lui donnait excitaient son enthousiasme. Le Vice-Roi, qui devait les prendre sur son navire et qui avait déjà passé de longues années là-bas, lui parlait « d'une certaine île de l'Inde, où ne vivent que des Infidèles sans mélange de Maures et de Juifs, et où ils auraient un grand fruit assuré. Il ne doutait pas que le Roi de cette île et tous ses sujets ne se fissent chrétiens. » Cette île ressemble à la mine d'or qui doit exister quelque part et que garantissent les agens de colonisation. « Le Vice-Roi est un grand homme de bien, ajoutait François : on le tient pour tel ici, et il est là-bas aimé de tous. » En réalité, ce don Martin Alphonse de Sousa n'était qu'un forban. Mais François le jugeait d'après les espé-

rances qu'il concevait à l'entendre. D'autres lui disaient : « Si aux Indes, comme ici, vous procédez par des voies à tel point écartées de toute ombre d'avarice, nul doute qu'en peu d'années, lorsqu'on aura vu et reconnu que vous cherchez uniquement le salut des âmes, vous n'ayez converti à la foi de Jésus-Christ deux ou trois royaumes d'infidèles. » Ces paroles, plus précises et plus sages, laissaient supposer que les premières Missions avaient déjà besoin d'être réformées. François se mit en quête de prêtres qui voulussent l'accompagner pour le seul service de Dieu, et que nul ne pût soupçonner « de poursuivre moins le spirituel que le temporel. » Ils n'étaient pas faciles à trouver. De fait, il n'en emmena que deux : l'un, un jeune prêtre de Camerino, qui ne sera jamais nommé que *Micer Paul*, et qui, la veille du jour où Rodriguez quittait Rome, s'était offert à Ignace ; l'autre, un brave homme zélé, mais très obtus, malgré quelques études à l'Université de Paris, Mansilhas. François comptait sur l'aide de Dieu pour le faire ordonner aux Indes, à titre de pauvreté volontaire et de très suffisante simplicité, *sufficientissimæ simplicitatis*.

Et voici maintenant que Jean III hésitait à laisser partir ces hommes rares que la Providence lui avait envoyés. Il pensa que le bien de son royaume importait encore plus que celui des rois de Ceylan ou des sultans de Ternate et que le meilleur moyen qu'on eût de les amener à la connaissance de la vraie foi était peut-être de n'expédier chez eux que de solides chrétiens façonnés par des mains aussi pieuses et aussi fermes. Le rêve de François allait mourir sur le rivage. Les hésitations du Roi furent portées jusqu'à Rome, qui ne voulut rien décider. Mais Ignace vint discrètement au secours de son ami dont il devinait les inquiétudes. Il proposa que Rodriguez restât au Portugal et que François, déjà élevé par le Pape à la dignité de nonce apostolique, partît. Le Roi se rallia à cette idée. Il chargea don Antonio Ataïde, son favori, de s'enquérir près de François de ce qui lui serait nécessaire pour le voyage. Cet Ataïde, premier comte de Castanheira, était un personnage fastueux et dur, celui-là même dont le Camoens aima la sœur et qui le fit exiler à Santarem, parce que le jeune homme était pauvre. François n'accepta qu'une soutane de laine en prévision des froids du Cap de Bonne-Espérance, et il refusa un serviteur. « Il le faut pour votre dignité, lui dit le comte. Vous ne pouvez pas laver votre linge ni vous occuper du pot-au-feu. » Fran-

çois lui répondit : « Señor, cette jalousie d'une prétendue dignité, ce zèle pour accomplir de prétendus devoirs, ont mis la chrétienté dans le déplorable état où nous la voyons. Pour moi, j'entends laver mon linge, m'occuper du pot-au-feu et servir encore les autres : à quoi j'espère ne perdre aucune autorité. » Son père eût été heureux de l'entendre : il parlait comme les *Ordonnances de Santa Maria de Xavier*.

Un des tableaux les plus brillans des *Lusiades* est celui du départ de Vasco de Gama. Tout est prêt, vaisseaux, matelots et soldats. Ceux qui vont s'éloigner n'ont plus qu'à préparer leur âme aux périls de la mer. Ils entrent dans l'église de Bethléem qui s'élève sur le rivage et regarde les flots. Ils adorent l'Être souverain ; ils le prient de les porter, sans orage, aux régions de l'Aurore et de bénir des armes qui ne seront employées que pour sa gloire. Parens, amis, tout un peuple couvre la plage, et les moines qui les accompagnent chantent des cantiques. Depuis Gama, le cérémonial du départ de la flotte n'avait pas plus changé que la face incertaine de l'Océan. On dit que les religieux de Bethléem apportèrent une chaire au milieu de la plage et que François y prêcha. On dit aussi que, pendant qu'il célébrait sa dernière messe, deux gentilshommes se battaient en duel, près de l'église. Dès qu'il eut quitté l'autel, il courut vers le blessé qui perdait son sang, s'agenouilla et le confessa. Mais, quand il lui demanda de pardonner à son ennemi, le jeune homme secoua la tête et répondit qu'il aimait mieux aller en enfer. Et François lui dit : « Ne pardonneriez-vous pas si Dieu vous accordait la vie ? » Le malheureux, qui se croyait déjà mort, demeura un instant interdit, puis il murmura : « Oui, je pardonnerais. » — « Vous guérirez donc, » dit François. Cet homme savait trouver les paroles qui délient les âmes.

On était au 7 avril 1541. Il était né ce jour-là même, trente-six ans plus tôt. Pour la seconde fois, il entrait dans l'inconnu.

ANDRÉ BELLESSERT.

LE NOUVEAU BLOCUS

Ce fut pour les Anglais et pour leurs Alliés une pénible découverte lorsque, vers le 15 janvier, parurent des statistiques américaines qui prouvaient l'inefficacité du blocus de l'Allemagne en montrant que celle-ci n'avait cessé d'être ravitaillée par les neutres du Nord, — Hollandais et Scandinaves, — assez largement pour qu'elle fût en mesure de soutenir longtemps encore la lutte.

Pour tout dire, la surprise n'avait pas été générale. Beaucoup d'observateurs attentifs déduisaient, depuis quelques mois déjà, de certains faits qui parvenaient à la connaissance du public, la fâcheuse conséquence que l'on s'abusait sur les effets de l'« étouffement économique » de l'ennemi. Ceux d'entre eux que rien n'inclinait, dans une crise si grave, à faire abstraction des suggestions de leur expérience, des leçons de l'histoire, — celle du « blocus continental, » par exemple, — et de leur connaissance du cœur humain, s'étaient même persuadés, dès le début de la *lutte d'usure*, que, chez les neutres limitrophes de l'Empire allemand, les intérêts surexcités à l'extrême mettraient tout en œuvre pour se satisfaire. Il était bien clair que, cédant à l'appât de gains considérables, une foule de sujets de ces petits États allaient s'entremettre avec ardeur, avec habileté aussi, malheureusement, en vue de procurer à l'Allemagne tout ce qui lui était indispensable pour continuer « sa guerre. » S'imaginer d'ailleurs que le scrupule de se rendre indirectement complices des actes cruels systématiquement accomplis par nos adversaires pourrait arrêter des

hommes de finance et de négoce, des entrepositaires, des courtiers qui se voyaient en passe de s'enrichir en quelques mois, c'était se payer d'étranges illusions. Et compter que, par de laborieuses tractations avec les gouvernemens, — intéressés eux-mêmes dans ces opérations, ne fût-ce que par l'augmentation des revenus des douanes, — ou par l'établissement de « trusts » avec de grands commerçans plus ou moins sincères, en tout cas dépourvus d'autorité et de moyens de coercition (1), on arriverait à endiguer le flot des importations suspectes dans les ports neutres et à barrer tous les chemins de frontière aux contrebandiers, c'était vraiment encore se leurrer de gaieté de cœur. C'était aussi mal connaître les ressources, la fertilité d'expédiens, la longue préparation à la guerre économique de nos méthodiques ennemis. C'était enfin ignorer de parti pris le prestige dont ils jouissaient, la crainte qu'ils inspiraient à ces peuples faibles, peut-être même certaines conventions, dont le secret avait pourtant transpiré.

La signification et la valeur des statistiques dont je parlais tout à l'heure viennent d'être contestées devant le Parlement anglais par le chef du « Foreign Office, » l'organisme gouvernemental auquel l'opinion, de l'autre côté de la Manche, reprochait le plus vivement son inertie et sa crédulité. Il se peut, en effet, qu'il y ait lieu d'en rabattre, quand on nous dit que les neutres du Nord importent sept ou huit fois plus qu'il ne leur est nécessaire pour leurs besoins très largement calculés et, donc, que l'excédent va tout droit à l'Allemagne. J'ai, pour ma part, reçu une lettre d'un Hollandais de marqué qui observe, entre autres choses, que son pays doit en ce moment faire face à l'alimentation et à l'entretien de plusieurs centaines de mille de Belges. C'est un peu insuffisant comme explication, et les Belges n'ont sans doute besoin ni de tant de cuivre, ni de tant de caoutchouc, transportés subrepticement en colis postaux. Au reste, tout en s'élevant contre des exagérations que reconnaissent volontiers les observateurs de sens rassis, le gouverne-

(1) ... Importations portées au décuple du chiffre normal; interdictions d'exporter aussitôt neutralisées par des permis spéciaux appelés « Consentent; » importations sous le régime du « trust, » mais dont, après la première main, la destination finale était incontrôlable, rien n'y fit. On laissa faire. « Ne touchez pas aux neutres!... » etc., etc. Ainsi s'exprime, dans une lettre qui a paru le 26 janvier, dans la *Liberté*, M. J. Hédeman, correspondant de la presse française en Hollande.

ment anglais n'a pas essayé de nier l'inefficacité relative du blocus actuel et il a déclaré qu'il allait prendre toutes mesures nécessaires pour en resserrer les mailles.

« Blocus actuel, » écrivons-nous. Mais, en fait, y avait-il bien blocus? Les Anglais disent oui, les Américains disent non; et s'il s'agit de blocus complet, de blocus *effectif*, surtout, dans le sens que le droit international donne à cet adjectif, il faut bien reconnaître que le gouvernement de Washington avait raison dans ses dénégations, puisque, à n'en point douter, les ports de la Baltique, les ports du littoral le plus étendu de beaucoup de l'Empire allemand, ne sont pas bloqués du tout par les Alliés et que les ports mêmes de la mer du Nord ne le sont qu'à grande distance, à une distance telle qu'un *blockade runner* dans le genre de ceux qui entraient si brillamment à Charleston, il y a cinquante ans, aurait certainement des chances de passer indemne.

Or cette question de la réalité, de l'« effectivité, » si je puis dire, du blocus de la côte ennemie a, juridiquement, une importance considérable. C'est, en effet, la condition expresse de la légitimité de l'exercice du *droit de suite*, qui permet au bloqueur de s'assurer de la destination ultime de tel objet ou de telle matière, figurant dans la liste de la contrebande de guerre, qu'un navire neutre transporte dans un port neutre, mais un port d'une puissance limitrophe du belligérant bloqué, de telle sorte qu'on est en droit de soupçonner que c'est ce belligérant qui, en dernière analyse, bénéficie de cet objet ou de cette matière.

« Jusqu'à ce que vous ayez pénétré dans la Baltique, disent les États-Unis, — qui savent fort bien ce qu'une telle condition présente de difficultés à l'esprit des dirigeants anglais, — nous ne pourrions, en toute justice, admettre la légitimité du contrôle de plus en plus rigoureux que vous exercez sur nos cargaisons à destination de Rotterdam, de Bergen ou de Copenhague, bien moins encore la saisie ou seulement la retenue des marchandises dont la destination finale est l'objet d'un doute qui, justifié ou non, vous suffit pour tout arrêter. »

Ces observations étaient déjà présentées avec force, au moins dans leur expression, par les représentants du président Wilson, au cours de ce que j'appellerai encore le *blocus actuel*

puisque, au moment où j'écris, le nouveau n'est pas entré en vigueur et qu'on en ignore les dispositions essentielles. Mais comme on sait, par les déclarations de lord Grey, qu'il ne s'agit que de l'application plus sévère, plus complète, des dispositions existantes, on est en droit de se demander à quel degré d'énergie arriveront les protestations américaines et quelles pourront en être les suites.

En ce qui touche l'un des neutres du Nord, l'un des neutres « transiteurs, » comme on les appelle couramment, la Suède, cet État médiocrement disposé, on le sait, en faveur des Alliés (1), a déjà fait sentir que les choses n'iraient point sans de graves difficultés, si la Grande-Bretagne persistait dans ses méthodes de resserrement progressif des légitimes libertés des neutres. Un des ministres de la Couronne a déclaré qu'il ne pouvait écarter complètement, quoi qu'il en eût, l'éventualité d'un conflit. Et sans doute on a cherché, on a trouvé même des atténuations sensibles de cette déclaration assez menaçante; mais il n'en reste pas moins qu'il y aurait des inconvéniens graves à s'aliéner définitivement la nation scandinave la plus puissante, la mieux armée, — 300 000 hommes parfaitement équipés et pourvus, dit-on, — la mieux placée pour nous nuire, ou pour nuire à nos alliés de Russie, ne fût-ce que par l'interruption des communications de ceux-ci avec les ports de Norvège; celle enfin qui, devenue industrielle, est en situation d'exporter en Angleterre et chez nous des produits manufacturés fort utiles.

A la vérité, on put croire, l'été dernier, que les opérations si brillantes des sous-marins anglais permettraient aux Alliés de placer les neutres les plus récalcitrans en face des résultats d'un véritable blocus. Le lecteur se rappelle certainement les ravages causés par ces bâtimens de plongée dans la flotte de vapeurs qui, des ports suédois de Bothnie, apportaient aux ports allemands les riches minerais et les fontes brutes de la Dalécarlie si appréciés des hauts fourneaux et des usines de la

(1) Ceci était plus vrai au début du conflit qu'aujourd'hui, fort heureusement. Les Allemands ont perdu, par leur manière de conduire la guerre, en général, et en particulier par certaines brutalités à l'égard de la marine marchande suédoise, aussi bien que par des actes contraires au respect des eaux territoriales du royaume, beaucoup des sympathies qu'ils avaient su s'acquérir dans la période de « l'avant-guerre. »

Westphalie ou de la Saxe. Les préoccupations furent vives en Allemagne. Allait-on perdre la maîtrise de la Baltique ? Il semblait qu'il dût suffire pour cela qu'au gros de la flotte russe, dont la valeur s'était affirmée en Courlande, se joignit une grande escadrille de *light armoured cruisers* (croiseurs cuirassés légers, type *Arethusa* et *Calliope*) et de « destroyers » ou grands torpilleurs anglais, tous navires d'assez faible tirant d'eau pour franchir le Sund sans être arrêtés par les « basses » de 6 mètres. L'Office allemand de la marine, ayant cru savoir qu'il était en effet question d'une jonction de ce genre, prit brusquement le parti de faire barrer, sans aucun souci de la neutralité danoise et suédoise, la partie méridionale du Sund par un champ de mines automatiques. Mal mouillés sans doute, ces engins dérivèrent dans la Baltique, coulant indistinctement Allemands et neutres, navires de guerre et paquebots. Il fallut les recueillir, les draguer, les faire exploser. Un peu après, une nombreuse flottille de bâtimens légers allemands franchissait le détroit et s'élançait dans le Cattégat à la rencontre de cette force navale britannique qui, en réalité, ne vint pas et peut-être n'avait jamais dû venir. Mais, peu à peu, la mauvaise saison aidant, les patrouilles organisées par la marine allemande dans la moyenne Baltique obligèrent les sous-marins anglais et russes à rentrer à Reval. Leur fructueuse campagne était momentanément suspendue, et il devenait difficile aux Alliés de parler du blocus effectif de la côte ennemie. L'argumentation américaine reprenait donc toute sa valeur au moment où il eût été le plus utile qu'elle la perdît ; et c'est encore là qu'en sont les choses sur ce point capital.

Entre temps et à la suite de nouveaux torpillages de paquebots sans avertissement préalable, exécutés dans la Méditerranée, le gouvernement de l'Union avait renouvelé ses protestations, ses enquêtes, ses demandes d'explications. Il reprenait même l'affaire de la *Lusitania* et, indigné que l'Allemagne se bornât dédaigneusement à offrir une indemnité pécuniaire aux familles des victimes américaines, il exigeait que le commandant du sous-marin fût désavoué et puni. Enfin, ces jours derniers (29 janvier), le président Wilson faisait connaître d'une manière positive ses vues au sujet de quelques-unes des

modalités de la guerre sous-marine, ou plutôt des opérations des sous-marins.

Je ne commenterai pas longuement ces propositions, qu'étudient en ce moment les Puissances intéressées. Je me borne à remarquer que la rédaction de certains articles, — le cinquième, par exemple, — ne s'inspire point du sens des réalités. Aucun marin n'aurait consenti à poser en principe « qu'un navire marchand ne peut être coulé que s'il est impossible de le convoier et, dans ce cas, les passagers et l'équipage doivent être mis en sûreté. » Un sous-marin ne peut évidemment pas *convoier* un navire marchand. Il ne le peut pas, matériellement; il le peut encore moins au point de vue militaire. Ce serait un suicide, un suicide généreux qu'il est difficile d'attendre de nos adversaires.

Quant à l'obligation de mettre le personnel du navire coulé en sûreté, qu'en peut faire le submersible et comment arriverait-il à résoudre le problème? Un croiseur de surface de grande taille peut, — et difficilement encore, — prendre à son bord l'équipage et les passagers d'un paquebot de moyen tonnage qu'il s'est résolu à couler. On ne peut vraiment pas demander cela au mince fuseau de quelques centaines de tonnes où une vingtaine d'hommes ont peine à se mouvoir. Tout ce que peut faire le commandant du sous-marin, c'est de permettre aux malheureux qu'il vient d'attaquer, d'embarquer dans les canots avant que leur navire ne s'engloutisse. Mais ces canots sont toujours en nombre insuffisant. On les surcharge; ils s'emplissent; ils coulent le long du bord. Supposons qu'ils puissent s'éloigner et naviguer? Que deviendront-ils, pour peu qu'un vent s'élève et que la mer grossisse? D'ailleurs, point de vivres, point de vêtements. On n'a pas eu le temps d'en prendre. Bref, trois fois sur quatre, il ne s'agit pas de sauver de la mort des créatures humaines, il ne s'agit que de prolonger leur agonie. Mais les « principes » sont respectés.

Que ne peut-on dire aussi de cette clause (n° 4) de l'arrangement proposé, que « l'attaque du navire marchand doit cesser aussitôt que cesse la tentative de fuite ou de résistance? »

S'imaginer-t-on qu'un sous-marin allemand, qui aura commencé à canonner un paquebot en marche, s'arrêtera tout juste, quand celui-ci aura stoppé? Sait-on qu'aux distances moyennes de tir et dans les conditions spéciales où se trouve un submer-

sible qui émerge, il est très difficile de reconnaître si le paquebot marche ou s'il est immobile? Et que sera-ce, quand ce paquebot, armé comme ils le sont ou vont l'être aujourd'hui, aura rendu d'abord coup pour coup à l'assaillant? Voit-on celui-ci, — un Allemand!... — attendre avec patience, pour continuer son feu, d'être bien certain que sa victime, décidément résignée à son sort, ait renoncé à faire usage de ses canons? Cela n'est ni militaire, ni marin. De telles clauses restent forcément lettre morte.

En sera-t-il autant des dispositions que le gouvernement américain annonce au sujet, précisément, des paquebots armés exclusivement pour leur défense, à qui on prétend refuser l'entrée des ports de l'Union, à moins qu'ils ne se soumettent aux conditions qui visent les navires de guerre, — autant dire à moins qu'ils ne consentent à l'éventualité d'une expulsion sans avoir pu débarquer leur chargement ou en embarquer un nouveau?

Remarquons qu'il ne peut être question ici que des navires marchands des Puissances alliées, ceux des empires du Centre ayant disparu des mers. Remarquons aussi que nous ne nous sommes résolus à pourvoir nos paquebots et grands *cargo-boats* de quelques canons légers, utilisables seulement contre les sous-marins, que lorsque nous avons eu la surabondante certitude que nos ennemis étaient décidés à tout couler sans avertissement préalable; de sorte que l'on ne pourrait, en bonne justice, nous demander de renoncer à des mesures de protection si légitimes et depuis si longtemps attendues que dans le cas où les gouvernemens allemand et autrichien accepteraient loyalement, sans arrière-pensée, les articles de la convention proposée par le Cabinet de Washington articles dont l'exécution stricte aurait pour conséquence, — on vient de le voir, — de paralyser complètement les opérations des sous-marins contre les navires de commerce. M. le président Wilson est-il disposé, dans de telles conditions, à se porter garant de la bonne foi de la Wilhelmstrasse et du Ballplatz si, d'aventure, les deux empires acceptaient la convention dont il s'agit? Je ne le pense pas. Et alors?...

On voit ainsi où peut conduire, même chez les meilleurs esprits, le souci de tenir la balance égale entre deux groupes de belligérans, quand ce souci, d'ordre purement politique et circonstanciel, se substitue à la seule préoccupation digne d'une

grande nation civilisée, celle du respect des droits imprescriptibles et absolus de l'humanité.

Mais qu'advient-il, — et ici je rentre expressément dans mon sujet, — lorsque, aux difficultés résultant des dispositions de la Maison-Blanche à l'égard des paquebots armés de la Quadruple Alliance, viendront se joindre les contestations plus graves et particulièrement aiguës, en raison des intérêts américains mis, là, directement en jeu, qui auront pour origine les opérations des croiseurs alliés de la mer du Nord et de la Manche, *agissant exactement comme si une force navale alliée suffisante bloquait effectivement le littoral allemand de la Baltique*? Je ne me hasarderai pas à de vaines prédictions. Il suffit sans doute de dire qu'il y a là matière à sérieuses réflexions pour les Alliés, et particulièrement pour la Grande-Bretagne. Et, vraiment, la situation ne laisse pas d'être fort délicate pour cette dernière. Pour s'en rendre compte, il faut remonter à quelques mois en arrière et relire les passages les plus significatifs de la lettre de M. Balfour au sujet de l'attitude des *Home fleets* anglaises, lettre destinée à être publiée et qui a paru, le 7 septembre 1915, dans les principaux journaux français.

« Les hommes d'État allemands, dit le premier lord de l'Amirauté, étaient trop avertis pour supposer qu'ils pourraient immédiatement mettre à flot une marine égale à celle de la Puissance qui constituait le plus formidable obstacle à leurs projets de domination; mais cependant ils ne mettaient point en doute les avantages que leur conférerait leur politique navale.

« Ils calculaient en effet qu'une flotte puissante, même si elle était numériquement inférieure à la flotte britannique, pourrait néanmoins tenir celle-ci en échec; *car aucun gouvernement anglais n'oserait risquer un conflit qui, bien que pouvant se terminer victorieusement, pourrait le laisser en définitive avec des forces navales inférieures à celles d'une tierce Puissance quelconque.* »

Cette tierce puissance vis-à-vis de laquelle l'Angleterre ne veut pas être en état d'infériorité après une victoire navale trop chèrement acquise, cette tierce Puissance n'est pas *quelconque*. C'est l'Amérique, dont la flotte peut être en effet considérée comme ayant une valeur suffisante pour balancer la force

navale britannique, si celle-ci perdait un certain nombre de *dreadnoughts* dans une bataille décisive contre la *Hoch see* flotte (1).

A vrai dire, si les réflexions que je viens de citer traduisent bien encore les préoccupations du gouvernement anglais, ces appréhensions paraissent fort exagérées. Outre qu'en tout état de cause, il semble difficile qu'on envisage aux États-Unis la possibilité d'un conflit armé avec la Grande-Bretagne, quelque acuité que puissent prendre des discussions de l'ordre commercial et au moment où le personnel dirigeant de la grande république reproche amèrement à l'Allemagne le refus que fait celle-ci de désavouer ses commandans de sous-marins, comment oublierait-on là-bas que l'Angleterre a deux alliés, la France et le Japon, dont les escadres viendraient s'ajouter numériquement à ses *Home fleets*? Rien que l'adjonction à celles-ci, pour éprouvées qu'elles fussent, de nos cinq *dreadnoughts* et de nos six *Diderot* suffirait à rétablir un équilibre momentanément rompu. Quant à la flotte japonaise, on sait quelle puissante diversion elle créerait, le cas échéant, sur le littoral des États de l'Ouest, qui sont ceux, justement, où l'on compte le plus de germanophiles. Rien de tout cela n'est ignoré de qui a intérêt à le savoir, et en réalité, si les prévisions humaines ont encore quelque valeur, dans l'extraordinaire crise que traverse le monde, il est permis d'affirmer que ni l'Angleterre, ni nous-mêmes, — à qui ce serait particulièrement douloureux, — ni le Japon, fort occupé de la Chine, en ce moment, ne se trouveront engagés dans une lutte qui choquerait violemment les sentimens intimes de la plus grande partie, du moins de la plus « humaine, » de la plus morale, de la plus respectable partie de la nation américaine.

Comptons d'ailleurs sur nos ennemis, dont les fautes nous servent autant que nos propres mérites, ainsi qu'il arrive souvent à la guerre. Comme je le disais tout à l'heure, l'excès de leur orgueil retient sur leurs lèvres, en ce moment même, le désaveu de leurs pirateries. S'ils persistent dans cette

(1) Les États-Unis ont en service 39 cuirassés dont 14 *dreadnoughts*. Ils en pourraient mettre environ 30 en ligne dans l'Atlantique. Il faudrait que la flotte anglaise eût perdu la moitié de son effectif pour se trouver en état d'infériorité. Notons qu'elle a, de plus que la flotte américaine, 10 *croiseurs de combat*, qui sont des *dreadnoughts* rapides.

attitude, soyons assurés de la rupture de leurs relations diplomatiques avec le Cabinet de Washington. C'est le moins qui puisse arriver sans doute. S'ils n'y persistent pas et qu'ils donnent de ce côté satisfaction au président Wilson, on peut être convaincu que leur superbe, blessée, voudra prendre sa revanche et qu'ils commettront de nouvelles et maladroites incartades. En tout cas, ou bien ils n'accepteront pas les termes de l'accord proposé au sujet des opérations de sous-marins, ou bien ils en violeront les dispositions que nous commentons un peu plus haut. Et ils ne sauraient faire autrement, je le montrerais tout à l'heure, sans renoncer aux bénéfices qu'ils attendent toujours de la guerre sous-marine.

Mais si, tout bien examiné, on est en droit d'écarter l'idée de décisives complications avec l'Amérique au sujet du resserrement du blocus de l'Allemagne « au travers des neutres, » comme le disait fort justement, il y a quelques jours, un membre de la Chambre des Communes, il n'est point douteux que les mesures annoncées provoqueront de fréquents et pénibles incidens. Il y aura des représailles, dont la moindre est celle que l'on nous promet dès aujourd'hui : le refus de recevoir dans les ports américains, comme navires de commerce, les paquebots et « cargo-boats » armés contre les sous-marins. Il est clair que, tant que nous dépendrons, si peu que ce soit, des grandes usines et fabriques américaines pour nos réapprovisionnements, nous aurons intérêt à ménager une opinion publique qui, dans l'ensemble, sera toujours sensible aux considérations de l'ordre matériel, une opinion que les « Progermains » sauront toujours impressionner en réclamant l'entière liberté du négoce maritime, telle qu'elle est définie, en temps de guerre, par les règles du droit international actuel.

Un intérêt du même ordre commanderait de ménager aussi la Suède. J'observais brièvement tout à l'heure que certaines industries suédoises envoient d'importants produits chez les Alliés et pas seulement chez les Russes, comme d'aucuns le croient. On a parlé ces jours derniers de la pâte de bois, que le ministère suédois, de provision, juge bon de refuser à l'Angleterre. Ce n'est qu'un commencement. Le plus grave des problèmes qui vont se poser est toujours celui du transit des fournitures à destination de la Russie par les ports d'une

Norvège mécontente et les voies ferrées d'une Suède hostile.

On nous avait dit, il y a quelques semaines, que le chemin de fer qui reliera la côte Mourmane (1) à Pétrograd était sur le point de fonctionner. Il faut en rabattre. Même en empruntant la voie de la partie occidentale de la Mer-Blanche, ce qui ne semble pas très pratique, sauf au cœur de l'été, on n'ira du port d'Alexandrovsk de Kola dans l'intérieur de la Russie qu'au mois d'avril. Le tronçon qui doit longer la Mer-Blanche, de Kandalatsk à Kem, est en effet d'une construction très difficile, traversant une région de fondrières marécageuses, où l'on ne peut rien établir que sur pilotis. En fait, les Alliés seront encore longtemps tributaires des lignes scandinaves de Narwick-Luléa et de Trondjhem-Geffe. Cette sujétion exige quelque prudence.

Au Danemark, en Hollande, que deviendront les « ententes » au moyen desquelles les Alliés avaient obtenu une certaine limitation des exportations faites en faveur de l'Allemagne? On verra se multiplier, de connivence avec des autorités décidément tournées contre nous, les *Consenten*, — analogues à nos propres « dérogations, » — qui permettent à nos ennemis de reprendre en détail tout ce qu'on pense leur avoir enlevé en bloc.

On verra de plus en plus le Danemark, par exemple, importer pour l'alimentation de sa population de la viande frigorifiée; et nous n'aurons rien à objecter à cela. Mais, en même temps, à l'abri de nos vues et de nos investigations, il transportera à Kiel, à Lübeck, à Warnemünde, les beaux animaux sur pied que produit en abondance ce pays de riches pâturages et d'élevage savant. Double avantage : satisfaire l'Allemagne que l'on craint, au détriment des Alliés que l'on ne craint pas, et réaliser des gains très sensibles.

Bref, tous ces neutres, producteurs d'un côté, intermédiaires et « transiteurs » de l'autre, s'évertueront plus que jamais, excités par le ressentiment des intérêts menacés, à faire bénéficier nos ennemis de toutes les modalités de la plus ingénieuse contrebande.

Mais ce n'est pas tout. On pense bien que ces ennemis eux-mêmes ne resteront pas inactifs et qu'ils auront tôt fait de

(1) Cette côte, longée par la branche Nord du Gulfstream, qui s'infléchit là vers le Sud-Est, reste à peu près libre de glaces en plein hiver.

profiter du revirement d'opinion qui se sera produit chez les neutres lésés par les nouvelles mesures de blocus à distance.

Je ne voudrais pas, à ce sujet, établir de trop sombres pronostics sur des bases qui restent, forcément, un peu incertaines. Il faudrait d'ailleurs entrer dans des détails dont l'exposé pourrait avoir des inconvénients. Ce que l'on peut dire avec une quasi-certitude et sans rien apprendre, assurément, à nos ennemis qu'ils ne sachent mieux que nous-mêmes, c'est que la guerre sous-marine reprendra dans la mer du Nord avec une violence exaspérée et malheureusement, — car c'est là le point délicat, — avec la faveur et l'appui clandestin des populations côtières des États neutres qui bordent cette mer. Or, il suffit de jeter un coup d'œil sur une carte pour se rendre compte des facilités que trouveront les sous-marins allemands sur certain littoral découpé, semé d'ilots, creusé partout de « caches » et de calanques où déjà, dans les premiers mois des hostilités, ils s'étaient créé des abris et des bases de ravitaillement.

Il n'y aura d'ailleurs pas que les sous-marins à rentrer en ligne (1). Comptons sur la mise en jeu la moins scrupuleuse de l'aveugle et terrible engin, la mine automatique. Déjà, dans toutes les cervelles allemandes est né le dessein de rendre la mer intenable pour tout le monde, puisque c'est par la mer que l'on prétend réduire à merci la grande nation élue pour gouverner l'Europe.

Je ne dis rien de la guerre aérienne parce que les effets, quoi qu'on fasse et en dehors de la poursuite d'objectifs militaires précis, n'en saurait être comparables à ceux de la guerre sous-marine. Mais de ce côté-là aussi, on peut s'attendre à une recrudescence d'opérations ayant pour but de détruire et tuer, rien que détruire et tuer, sans plus de scrupules.

Que conclure de tout ceci? Car enfin il semble que nous soyons pris dans les branches d'un dilemme : ou bien nous resserrons le blocus et alors nous nous exposons à d'inextricables difficultés du côté des neutres, en même temps qu'à un redoublement de fureur destructrice chez notre dange-

(1) Je ne m'arrête pas à démontrer l'inanité des espérances que l'on avait conçues, il y a quelques mois, au sujet de la destruction quasi totale des sous-marins allemands. Nos aveugles optimistes avaient oublié que les chantiers allemands produisaient sans cesse et avec une accélération marquée,

reux adversaire; ou bien nous laisserons les choses en l'état et alors, cet adversaire continuant à s'alimenter par le Nord (1), c'est la prolongation indéfinie de la guerre...

Je me hâte de le dire : si la question se posait avec cette rigueur, mon choix serait fait aussitôt et nul ne doutera que ce ne fût dans le sens du resserrement du blocus... Je discerne nettement les conséquences graves, les conséquences inattendues pour beaucoup de gens, — et non des moindres! — des résolutions conjointes qui vont être prises à Londres, à Paris, à Rome, peut-être, à Pétrograd, je suppose aussi, au sujet du blocus à distance de l'Allemagne; mais tout vaut mieux que la situation actuelle. Assez de leurres et d'illusions; assez de cette politique timorée, dont on ne sait au juste si elle est pacifiste ou belliqueuse et qui nous rend la risée non pas seulement de nos ennemis, mais des prétendus neutres qui les favorisent, tout en s'enrichissant eux-mêmes!

Mais, en réalité, le dilemme ne se pose pas. Pour sortir de ce que l'on croirait une impasse, il y a une issue parfaitement indiquée et que découvre suffisamment déjà la discussion à laquelle nous venons de nous livrer. C'est *le blocus effectif*. C'est, au moyen de négociations en même temps que d'actes de vigueur dont je ne saurais donner ici le détail, *l'entrée des flottes alliées dans la Baltique*. On a beau tourner et retourner le problème qui nous occupe, il faut toujours en arriver à cette solution, la seule qui satisfasse à toutes les conditions. Supposons-la adoptée et suivie d'effet : du coup tombent toutes les objections et disparaissent toutes les difficultés du côté des neutres. Non pas, certes, que leurs intérêts trouvent leur compte à l'arrêt presque total de leur négoce avec notre ennemi, mais c'est qu'ils n'ont vraiment plus rien à dire contre nous. Nous exerçons notre *droit de suite* plein, absolu, puisque nous bloquons effectivement. Et de plus, nous montrons enfin décision, énergie et force. Or, la force donne toujours raison, même à qui a tort... J'ajoute que, du même coup, les opérations *louches* de la guerre sous-marine deviennent impossibles ou

(1) Il est bien entendu que je ne fais pas abstraction des ressources que les deux Empires du Centre peuvent tirer de la Turquie d'Asie, encore que ces ressources soient bien inférieures à ce qu'ils attendaient. Je n'oublie pas non plus que certains ports méditerranéens, qui, par la Suisse, peuvent correspondre assez directement avec l'Allemagne, figurent en bonne place sur les tableaux d'importations extraordinaires, ceux du coton, par exemple.

beaucoup plus difficiles, privées qu'elles sont de l'appui matériel des neutres. Ces neutres, en effet, sont maintenant derrière nous et non plus devant. Nous nous interposons entre eux et l'adversaire. Comment celui-ci pourra-t-il faire passer des mines à tel « cargo » d'aspect pacifique qui charge des bois dans un port de Norvège ou du minéral dans un port de Suède? Il lui restera, dira-t-on, ses sous-marins. Sans doute, mais ceux-ci seront confinés dans la Baltique, en attendant, ce qui ne tardera guère, qu'on les bloque dans les ports d'où ils débouchent en disposant devant ces havres des filets et des mines spéciales, défendus par les escadrilles des bâtiments légers.

Il se peut, objectera-t-on encore. Mais il reste à démontrer que le forçement des détroits danois, compliqué de l'occlusion du fjord de Kiel, est une opération pratiquement réalisable. Il serait bon de dire aussi comment on dissiperait les appréhensions de la Grande-Bretagne au sujet des conséquences lointaines des pertes que subiraient ses *home fleets* au cours de ces passages de vive force et de ces blocus rapprochés. N'est-ce point alors que, même victorieuse et tenant la côte allemande sous son étrointe, « l'Angleterre pourrait se trouver en état d'infériorité vis-à-vis de la tierce Puissance » que ne désigne pas expressément la lettre du premier lord de l'Amirauté?

Voilà des questions délicates. Je n'aurais probablement pas licence d'y répondre d'une manière complète. Toutefois, on peut être assuré que l'espoir du succès dans les opérations auxquelles je viens de faire allusion n'a rien de chimérique et, pour ma part, je suis certain qu'à Londres les plans d'attaque du camp retranché maritime allemand de la Baltique, la *Kieler bucht*, ont été depuis longtemps arrêtés, tandis qu'à Rosyth, les belles escadres britanniques sont toutes prêtes à en poursuivre l'exécution, — et avec quelle vaillante, quelle joyeuse allégresse, après une si pénible inaction!...

Mais les appréhensions au sujet de l'attitude ultérieure des États-Unis? — Ici encore, la réserve s'impose. Je pourrais d'ailleurs me contenter de rappeler ce que je disais plus haut de la balance des forces navales après qu'Anglais et Allemands en seront venus aux mains dans une rencontre décisive. Mais j'ajoute qu'il n'est pas interdit de rechercher par d'habiles négociations — où la France, affirment les gens avertis, pourrait

jouer le rôle le plus heureux, — les garanties propres à rassurer les politiques timides qui croient absolument indispensable que la flotte anglaise ait la supériorité numérique sur toutes les autres flottes réunies. Ce principe n'a, au fond, d'autre valeur que celle d'un programme de construction. On n'en saurait faire, en tout cas, un dogme militaire, car ce n'est pas seulement en comptant un par un les cuirassés d'une marine que l'on peut établir exactement sa valeur comme instrument de guerre. Et puis, qu'on ne s'y trompe pas : d'être victorieux sur son front, c'est toujours le meilleur moyen de n'être point pris à revers. Les Allemands le savent bien, qui se rappellent la reculade de la Prusse, en 1803, après Austerlitz; et nous aussi, qui portons encore en ce moment même la peine des lamentables hésitations de Napoléon III, lors de Sadowa...

Contre-Amiral DEGOUY.

ONZE MOIS DE CAPTIVITÉ

EN ALLEMAGNE

SOUVENIRS D'UN AMBULANCIER

Les *Souvenirs* qui suivent n'ont pas d'autre prétention que celle d'une exacte sincérité. Ils ont été rédigés d'après les notes et les impressions toutes fraîches d'un soldat-infirmier récemment rapatrié d'Allemagne.

Mobilisé dès les premiers jours, désigné sur sa demande pour servir au front, celui-ci rejoignit à Saint-Dié la formation sanitaire à laquelle il était affecté. Il participa de la sorte à l'offensive des troupes françaises en Alsace et franchit la frontière avec la ...^e armée, dans sa marche sur Schirmeck.

L'ambulance à laquelle il appartenait fut installée dans un *sanatorium*, sur les hauteurs boisées qui dominent la petite ville de Saales. Nous y arrivons en sa compagnie et lui laissons la parole pour conter ses angoisses, sa capture, son internement en Saxe et les souffrances cruelles qu'il endura chez l'ennemi.

A. T

I

LE SANATORIUM TANNENBERG

12 août 1914. — A demi hôtel, à demi maison de santé, c'est un luxueux caravansérail à l'usage des millionnaires allemands neurasthéniques. Sa fragile clientèle a fui. Il va, cette fois, abriter d'autres commensaux que ses hôtes ordinaires et voir soigner des maux plus redoutables que les bobos des belles dames. Les Allemands l'ont évacué, abandonnant leurs

blessés à la garde de trois infirmiers, à présent nos prisonniers avec leur matériel.

Nous avons reçu, chemin faisant, nos différentes affectations et je ne me sens pas sans inquiétude sur mes qualités professionnelles n'ayant jusqu'à présent soigné aucun blessé de guerre, ni même pénétré dans un hôpital. Heureusement, j'ai les nerfs solides, car je prévois qu'ils seront soumis à une rude épreuve.

Dès l'entrée, le perron franchi, une senteur tiède, piquante, alliée : l'iodoforme, envahit les narines. Nous gravissons un escalier, enfilons un corridor, l'odeur écœurante s'exaspère; des plaintes, des gémissemens s'exhalent.

— Vous arrivez à pic, déclare l'infirmier qui nous guide, les blessés rappliquent tout le temps. Il y a du turbin, pour sûr.

La chaleur est accablante, et cet homme a retiré sa capote; j'aperçois avec dégoût de larges taches de sang qui maculent sa chemise, des éclaboussures sur ses bras, aux manches retroussées.

Nous prenons aussitôt notre service; l'aile gauche, où l'on nous a envoyés, est comble. Le riant sanatorium est devenu l'hôtellerie de la douleur. Ses chambres coquettes, peintes en couleurs claires, abritent la souffrance et l'agonie : le contraste en est plus pénible de leur décor gai avec les cris d'angoisse et les relens d'abattoir.

Fâcheuse corvée pour mes débuts : un petit caporal chafouin, l'air déplaisant, lance d'une voix grincheuse :

— Deux hommes au 37, avec un brancard, pour enlever le gros Allemand, au trot; vous entendez, vous autres ?

Je suis de ceux qu'il interpelle; notre brancard aux mains, nous nous hâtons vers l'endroit indiqué. La porte ouverte, une puanteur ignoble nous rejette, suffoqués, en arrière. Le « gros Allemand » git sur son lit, hideux, la mâchoire pendante, les membres tordus. Le pauvre diable est mort depuis quarante-huit heures au moins. Son cadavre est en pleine décomposition, et les mouches bourdonnent affreusement autour de sa bouche ouverte.

— Le client vous répugne, gouaille une voix dans notre dos, vous bilez pas, je vais vous aider.

Le survenant nous bouscule, empoigne le corps à pleins bras, le jette sur la civière, que nous enlevons. Péniblement, mon camarade et moi, descendons l'escalier avec notre lugubre fardeau. Je marche devant; la chose que nous portons glisse

sur la toile, ses pieds viennent me coller aux reins. Je suis en bras de chemise, et je sens sur ma chair une froideur horrible qui la hérisse de frissons.

Dans le parc, sous les sapins, s'allonge une grande tranchée remplie de chaux, à demi comblée déjà; nous y chavirons notre charge, que nous recouvrons en hâte avec quelques pelletées de terre.

13-19 août. — Ces premiers jours, dans leur obsédante uniformité, me laissent une impression de fatigue persistante, d'énervement continu et confus. Qui m'eût dit, il y a tout juste un an, tandis que je bostonnais suavement à Cabourg, que je viendrais faire en Alsace métier de fossoyeur?... Car, en vérité, c'est bien cette macabre profession que j'exerce. *Alas! poor Yorick...* Ah! oui, hélas! le chemin de la tranchée, dans la clairière, nous est trop vite devenu familier. La fosse profonde est pleine à présent, et, chaque matin, nous en creusons d'autres pour d'autres malheureux. J'en ai tant et tant pioché de ces trous dans la terre fraîche que j'en connais par cœur les dimensions : deux mètres de long, soixante centimètres de profondeur. Il y en a aujourd'hui cinquante-huit, dont les terres bossellent le jardin joli. Combien, demain, seront-ils?

On doit rudement se battre, là-bas, dans la plaine, derrière les hautes cimes qui bouchent l'horizon. Tous les jours, à toute heure, Allemands ou Français, Français surtout, les blessés nous arrivent par vingtaines. De souples autos, plus souvent de durs chariots de paysans, les amènent ensanglantés et gémissants, la tête ou la poitrine trouée, les membres rompus par la mitraille. Sous eux, la paille est rouge dans les voitures, et, sur le sable des allées, des mouchetures de pourpre marquent leur passage. Certains sont inertes et prostrés, la face cireuse; d'autres, au contraire, brûlent de fièvre et hurlent leur douleur.

Nous les déshabillons aussi doucement que nous pouvons, retirons les capotes, les tuniques, les pantalons trempés de sang et de sueur, puis les majors les examinent. Ceux qui ont quelques chances d'être sauvés, qu'on pourra plus ou moins vite évacuer sur Saint-Dié, sont alors montés dans les chambres. Les autres, mon Dieu, les autres, — c'est une atroce, mais impérieuse nécessité, car la place nous manque, — les autres sont entassés au rez-de-chaussée, dans le hall, et on les laisse agoniser sur leurs brancards. Combien en ai-je vu succomber

ainsi, de ces infortunés, tenaillés par la souffrance et nous implorant avec désespoir, ou bien, au contraire, exsangues, le corps vidé d'hémorragies, glissant à la mort dans l'apaisement heureux d'une longue syncope !

Et les journées se suivent, tragiques et monotones. Au réveil, ce sont les corvées de propreté, la toilette des couloirs et des salles, lavés à grands seaux d'eau, nettoyés d'immondes détritits. Les médecins viennent passer leur visite, faire enlever les morts de la nuit. Ils sont nombreux, les morts ! — Nous partons par équipes, chargés de nos civières, qu'on n'a plus le temps de lessiver, nauséabondes, poissées de sang et de pus. Trop souvent, un abominable spectacle nous attend. Dans le paroxysme du mal, les agonisants se sont jetés hors de leur lit ; ils sont morts, convulsés sur le plancher, sur des chaises, où nous trouvons leurs cadavres raidis, en des poses à la fois terrifiantes et grotesques. Les premiers temps, je fermais les yeux pour ne pas voir ; puis l'accoutumance est venue, les nerfs s'émoussent à la longue ; d'ailleurs, nous sommes abrutis de fatigue, besognant durement dix-neuf heures par jour, dormant quand nous pouvons, au petit bonheur, parmi les soupirs et les râles.

19 août. — Cette nuit, nous avons eu une sérieuse alerte. Je dormais et suis réveillé par des bruits de voix, des piétinements, des appels. Un grave incident vient de se produire. Le ciel est sombre, chargé de nuages ; soudain, dans l'obscurité, les veilleurs ont aperçu de longues flammes bleuâtres courir le long du paratonnerre, entendu crépiter des étincelles. Surpris d'abord, ils ont jeté l'alarme, et les recherches ont immédiatement commencé. On escalade le toit, on visite le grenier et les combles. Toute une installation clandestine de télégraphe Marconi se révèle bientôt : l'antenne, invisible d'en bas, est adroitement fixée sur le paratonnerre ; des fils, dissimulés le long d'une gouttière, et qui s'enfoncent dans le sol, la relient souterrainement au poste-récepteur, qu'il s'agit à présent de découvrir. Nous avertissons aussitôt l'état-major à Saales ; on nous répond qu'on va faire fouiller les fermes d'alentour.

Le surlendemain, nous apprenions qu'on avait mis la main sur l'espion, un jardinier, Allemand immigré, sur-le-champ passé par les armes.

DERRIÈRE LA BATAILLE

20-22 août. — Depuis quarante-huit heures, la bataille semble se rapprocher. La canonnade s'entend plus distinctement. Les blessés que nous interrogeons, les derniers arrivés, racontent qu'au delà de Schirmeck, notre offensive s'est heurtée à des forces considérables, sur des positions retranchées. Il doit, en effet, se passer des choses graves : nous voyons sans cesse défilér des renforts sur la route de Saint-Blaise ; le médecin-chef et ses aides ont la mine soucieuse et téléphonent plusieurs fois par jour. Une corvée, envoyée à Saales pour y chercher des médicaments, rentre avec de mauvaises nouvelles : nous avons subi un gros échec à Steinbach, et les troupes battent en retraite.

Je profite d'un instant de répit pour échanger mes impressions avec le sergent B.... Le caporal M..., celui du « gros Allemand, » vient nous rejoindre. Il professe des opinions avancées, et c'est un beau parleur de réunion publique. Il paraît furieux, sa colère éclate en véhémentes paroles. Nous sommes mal commandés, les généraux sont des incapables. Ah ! si l'on avait écouté ceux du parti, organisé les milices, soumis au vote populaire la désignation des officiers, surtout, ah ! surtout, si l'on avait su renoncer à temps à des ambitions périmées, si l'on s'était entendu avec la Social-Démocratie, nous aurions vu bientôt la République proclamée à Berlin ; la guerre fût devenue impossible dans la sainte fraternité des peuples !

Ces rengaines de *meeting* nous laissant glacés, l'orateur, dépité, s'en va porter ailleurs sa rhétorique et sa propagande.

Le soir, défense formelle d'allumer la moindre lumière, qui, pouvant être aperçue par l'ennemi, nous signalerait à son tir. Et la nuit s'écoule, sinistre, dans la vaste bâtisse enténébrée.

23 août. — Aujourd'hui, la bataille ne s'est pas seulement rapprochée, elle se livre à nos pieds, sous nos yeux. L'horizon tout entier est en feu ; Saint-Blaise, Bellefosse, Colrey, Rannrupt, tous ces rians villages, étalés dans la plaine, flambent, incendiés. Des tourbillons de fumée noire obscurcissent le ciel ; les meules, dans les champs, s'allument d'un seul coup, projetant des milliers d'étincelles, comme un bouquet de feu d'artifice. Des batteries françaises, établies sur une crête, à notre

droite, tirent sans arrêt; du lointain, les Allemands ripostent. Nous voyons les obus éclater autour du chemin de fer de Schirmeck. A la jumelle, nous apercevons nettement le combat, les phases diverses de l'attaque et de la défense. On s'égorge autour des fermes, derrière les haies, dans les vignes et les houblonnières. Une haute cheminée d'usine s'abat, fauchée par un projectile. Le tonnerre ininterrompu de l'artillerie, la pétarade des fusils et des mitrailleuses nous crèvent les oreilles. Le spectacle est poignant, mais, à ma grande surprise, il n'est pas grandiose. Du belvédère où nous sommes, les hommes et les choses apparaissent par trop diminués, amenueisés, ramenés à une échelle infime. On dirait les pygmées de Lilliput se disputant des joujoux d'enfans.

A la fin de la journée, la marée germanique s'enfle de plus en plus et progresse visiblement. Débordés par le nombre, écrasés sous les gros canons, nos pauvres soldats reculent.

Au sanatorium, c'est le désarroi, les blessés affluent en si grand nombre qu'on ne sait positivement plus où les installer. Faute de mieux il faut se contenter de les déposer à l'ombre, dans le jardin. Ils crient, se lamentent, implorent à boire; quelques-uns nous injurient, montrant le poing. C'est atroce de les entendre, d'être là, impuissans à les soulager.

Heureusement, des voitures surviennent en grand nombre, la plupart envoyées de Saint-Dié. Comme l'ambulance sera très probablement évacuée demain, nous les chargeons le plus possible et bientôt leur dolente caravane s'éloigne, dévalant la côte vers Saales.

24 août. — Seconde nuit d'angoisses, dans une obscurité de four, au milieu du fracas de la canonnade. Dès l'aube, je me précipite sur la terrasse. La vague ennemie bat maintenant de toutes parts le promontoire en éperon où nous sommes juchés. On se bat désespérément dans les sapinières. J'entends leur charge battue par les tambours plats, aigrement sonnée par les fifres; des commandemens rauques, des hurrahs arrivent jusqu'à moi.

Je rentre pour trouver le désordre et la confusion. Malgré le drapeau de Genève qui flotte sur le sanatorium, trois obus sont venus défoncer le toit, par bonheur sans faire de victimes. Mais dans les chambres, les blessés s'épouvantent, les plus valides tentent de fuir. Il faut lutter avec ces malheureux pour les en empêcher, pendant que les autres, dans leurs lits, poussent des hurlemens.

La matinée, puis l'après-midi s'écoulaient ainsi dans une alarme grandissante: Une contre-attaque française a réussi momentanément à refouler l'ennemi, mais de toute certitude, si l'on ne se hâte pas de plier bagage, l'ambulance va être prise.

Le caporal M..., est congestionné de rage et sa colère se traduit en paroles fâcheuses :

—C'est criminel de nous laisser ici, f... le camp, n... de D...!

Il se fait durement rabrouer par un major. A neuf heures enfin, arrive l'ordre de nous replier. Immédiatement, c'est un branle-bas affolé, on court, on se bouscule, on s'invective. Un vent de panique souffle comme à bord d'un navire en perdition. Nos blessés, désespérés de se voir abandonnés, veulent se jeter par les fenêtres ; les autres, les Allemands, ricanent avec insolence, entonnent la *Deutschland uber alles*.

Et voici que, brusquement, lancé à voix haute, j'entends l'appel de mon nom. Atterré, j'apprends qu'avec sept autres infirmiers et un médecin, nous sommes désignés pour rester à la garde des blessés. C'est la capture certaine, l'internement en Allemagne, peut-être pis encore. Je me sens envahi d'une affreuse détresse, les larmes me montent aux yeux ; malgré moi, je pleure comme un enfant.

Nous assistons, la mort dans l'âme, au départ de nos camarades ; ils viennent nous serrer la main, nous adresser quelques paroles de commisération. Malgré leurs efforts, la joie de s'en aller, d'échapper à l'avenir cruel qui nous attend, brille dans tous les regards. Une dernière étreinte rapide et bientôt le bruit de leurs pas décroît dans la nuit.

Je n'ai pas le courage de remonter dans les services, et je me dirige vers la cuisine où je vois filtrer de la lumière. Le portier badois, des blanchisseuses alsaciennes que nous avons trouvés à notre arrivée et qui sont restés avec nous, tiennent un grand conciliabule. Épaves lointaines du lycée, quelques mots d'allemand me reviennent sur la langue et je lie avec eux une conversation forcément décousue.

Voyant mon abattement, ils essaient de me rassurer : *Sanität, sanität, nicht kaput*, répètent-ils. Suivant eux, je ne risque-rien, mais leur ton manque déplorablement d'assurance. Le portier me fait signe d'attendre, il sort et revient au bout d'un instant avec une bouteille du vin du Rhin. Où diable l'a-t-il trouvée, l'animal ? Il remplit un verre qu'il me tend.

Coup sur coup, à longs traits, je bois à pleine gorge et vide à peu près la bouteille.

Réconforté par cette absorption, je vais rejoindre mes compagnons d'infortune et tenter de prendre au milieu d'eux, — car nous éprouvons tous l'impérieux besoin de nous rapprocher, de nous réunir, — quelques heures de trouble sommeil.

PRISONNIER

25 août. — Le jour s'est levé ; toujours rien de nouveau, la canonnade s'éloigne et s'assourdit. A perte de vue, par tous les cols, sur toutes les routes, se déverse en flots pressés la fourmilière allemande. Ses colonnes grouillantes couvrent la campagne où achèvent de s'éteindre les derniers incendies. Nous passons la visite des blessés ; la plupart réclament des soins urgents, quelques-uns même une amputation immédiate. L'unique médecin qui nous reste n'ose point procéder aux opérations nécessaires, et nous sommes bien impuissans à lui prêter conseil. Les heures passent, la faim se fait sentir ; notre dernier repas est loin, car, bien entendu, l'intendance française a cessé de nous ravitailler. En nous quittant, nos camarades ont emporté les dernières provisions. Si j'avais seulement une autre bouteille de vin du Rhin ! Mais le complaisant portier a disparu et la cave est soigneusement verrouillée.

L'attente devient insupportable. Les nerfs crispés, nous allons, venons, tournailions, sans pouvoir tenir en place. L'ennemi est à présent tout proche. A trois cents mètres, nous distinguons ses patrouilles, fouillant les bois. Un *hauptmann* atteint à l'épaule, hier encore notre prisonnier, plein de morgue aujourd'hui et parlant en maître, donne l'ordre de déployer bien en vue tous les drapeaux à croix-rouge que nous possédons. Je sors pour obéir. A peine ai-je franchi la porte, me dirigeant vers les communs où le matériel est remisé, qu'une centaine d'hommes aux casques à pointe envahit la terrasse. Ils poussent des cris en m'apercevant, les plus rapprochés me couchent en joue. Voyant que je ne bouge pas, cinq ou six se précipitent et m'entourent : *Franzose, Franzose*, profèrent-ils menaçans. Je montre mon brassard, répète à plusieurs reprises : *Sanität, Sanität...*

Un gradé m'apostrophe : « Hôpital ?... Où le chef ? »

J'indique de la main le bâtiment derrière moi. Le reste de la troupe s'est avancé ; un officier se détache à la rencontre de notre médecin qui accourt.

Un bref colloque entre eux, et le lieutenant, suivi de ses hommes, pénètre dans le sanatorium.

Immédiatement, commence une sévère perquisition. Toutes les pièces jusqu'aux moindres recoins sont visitées de fond en comble. On fouille les blessés français. Il leur est expressément interdit de conserver une arme quelconque, même une simple cartouche. Nous sommes rendus personnellement responsables, sous peine de mort, de la plus légère infraction à cette draconienne consigne. Encadrés de soldats, nous exécutons cette besogne de policiers, secouant et retournant les poches, palpant jusqu'aux chemises et aux tricots. Sans vergogne, nos gardiens s'attribuent l'argent, les portefeuilles, les montres, les couteaux que nous trouvons.

L'opération achevée et le butin partagé, ces messieurs précèdent à leur toilette. Ce n'est certes pas du luxe, car ils sont d'une saleté repoussante, sordides, boueux, le visage encrassé de poussière. J'échange quelques mots avec l'un d'eux : à l'en croire, ils ont remporté une victoire colossale ; dans quinze jours, ils seront à Paris.

Soudain, j'aperçois le poste demeuré près de la grille se ranger en hâte. Dix grandes voitures gris verdâtre débouchent au tournant de la route. Des officiers à cheval les précèdent, au milieu d'une troupe nombreuse. Tous portent l'uniforme *feldgraü*, les officiers, la casquette plate, les hommes, le casque recouvert du manchon.

Ce sont les ambulances : un aumônier, deux sœurs de charité les accompagnent ; les médecins suivent en automobile.

Leur arrivée donne le signal d'une intense agitation. On vide le contenu des fourgons, on déballe les caisses de médicaments, les appareils de chirurgie. Je me vois obligé à regret de constater la perfection de l'outillage allemand. Tout est organisé, prévu dans le moindre détail. Si, dans leur préparation de la campagne, le reste est à l'avenant, les Alliés n'auront pas la besogne facile.

Les huit majors se mettent incontinent à l'ouvrage, après nous avoir fait, sous leur surveillance, renouveler tous les pansements. Auparavant, l'on nous a tous, à nouveau, minu-

tieusement interrogés, demandé nos noms et nos professions. Je dois reconnaître qu'ils se montrent corrects, qu'ils soignent avec une égale sollicitude nos blessés et les leurs, qu'on apporte toujours plus nombreux.

Devant cette attitude, nos alarmes se dissipent peu à peu et cette première nuit de captivité nous trouve plus tranquilles, mieux rassurés sur notre sort.

26 août. — Toute ma vie, cette journée me laissera un souvenir ineffaçable. Elle a bien manqué d'être ma dernière : sans mélodrame, je puis affirmer moi aussi : « J'ai vu la mort de près, et je l'ai vue horrible. »

Elle avait bien débuté cependant. Grâce aux quelques bribes d'allemand que j'estropie, j'avais été affecté aux chambres d'officiers. On n'en comptait guère qu'une demi-douzaine, assez légèrement touchés, et ma tâche ne s'annonçait ni trop déplaisante, ni bien compliquée. Je venais de prendre mon service, lorsque éclate tout à coup un violent brouhaha. Des injures, des menaces sont vociférées à notre adresse. Le poste de garde est appelé, les soldats nous rassemblent brutalement, nous frappant à coups de pied, à coups de crosse.

Voici ce qui s'était passé : allant vider un seau à pansements, un infirmier français en avait lancé à la volée le contenu dans la cour. Le malheur voulut qu'il contint six cartouches, qu'un blessé, la veille, dans la crainte qu'on les trouvât sur lui, y avait stupidement jetées pour s'en débarrasser. En heurtant le pavé, l'une des cartouches avait explosé.

L'incident en lui-même, nous paraissait d'abord de minime importance et ne justifiant pas de tels excès de colère ; mais à la mine furibonde de ceux qui nous malmènent, à leur exaspération, à leurs violences, nous rappelant les ordres de la veille, nous concevons trop vite avec terreur les tragiques conséquences qu'il peut entraîner pour nous. Voudrions-nous, au surplus, conserver une illusion que les mots *Todt*, *Kriegsrath*, mort, conseil de guerre, viendraient nous rappeler douloureusement à la réalité.

Après un semblant d'interrogatoire où nos protestations ne sont pas écoutées, on nous chambre dans la loge du portier. Nous devons être piteux à regarder, si lamentables qu'en nous apercevant, l'une des petites sœurs allemandes occupée à tourner une tisane sur un réchaud, se met à

pleurer doucement. Elle parle un peu le français et je lui demande si nous allons être fusillés; pour toute réponse, elle pleure plus fort. J'ai compris et la supplie alors, comme faveur dernière, de me procurer du papier pour écrire à mes parens. Elle y consent, sort une minute, revient avec une feuille et une enveloppe qu'elle me promet de faire parvenir à leur adresse. En hâte, au crayon, m'appuyant sur le mur, je trace alors aux miens quelques lignes d'adieu suprême. Autour de moi, mes pauvres camarades sanglotent la tête dans les mains.

Je n'ai pas terminé que la porte s'ouvre. On nous pousse dehors. Un peloton de douze hommes en armes est là, commandé par un *feldwebel*. Non loin, des officiers causent entre eux; ils sont très graves et très élégans dans le long manteau bleu-ciel qui les enveloppe. L'un d'eux lance un ordre. J'entends : « Ces trois-là. » On me fait sortir des rangs avec deux autres. Pas de doute, ils ont choisi des otages et nous devons servir d'exemple. Ainsi donc, j'aurai été malchanceux jusqu'au bout, désigné pour rester avant hier, aujourd'hui...

On nous crie : *Hinauf, Hinauf!* on nous fait signe d'aller endosser nos capotes. Pourquoi? Trouvent-ils donc incorrect de nous assassiner en veste?

Nous montons; un horrible désespoir m'envahit. Jamais la vie ne m'a paru plus belle, plus précieuse, par ce radieux soleil, dans la splendeur du jour. Je la chéris d'une tendresse passionnée, frénétique, inassouvie. Ainsi qu'on le raconte de ceux qui se noient, les souvenirs se lèvent en moi comme des spectres. Dans un éclair, je revois mon enfance, le foyer familial, la calme cité picarde où j'ai vécu mes premiers ans. Les souffrances mêmes que j'ai traversées, les déceptions que j'ai subies, combien je les aime et les regrette à présent! L'épouvante de la mort me saisit; tout mon être jeune, robuste, vivace se révolte à la pensée de s'anéantir. Une honteuse envie me prend de me jeter aux pieds des bourreaux, de les supplier, d'implorer ma grâce. Un sursaut d'orgueil m'arrête et me redresse. Non, ne leur donnons pas cette joie. Sachons mourir en Français. Allons!

En bas, le peloton attend toujours. Il nous encadre, nous franchissons la grille. C'est donc qu'on va nous fusiller dehors pour ne pas troubler le repos de ceux qui souffrent ici.

Mais que veut dire cela ? Sur le chemin attendent de grands autobus déjà remplis de blessés. On nous commande d'y monter. Le *feldwebel* et ses hommes s'installent à leur tour ; la file des voitures s'ébranle ; nous partons. Ahuris, hébétés, la cervelle en déroute, mais éperdus de bonheur, nous comprenons que nous sommes sauvés. Le cauchemar s'est évanoui ; qu'importe où l'on nous emmène, nous allons vivre, nous vivons !

LA VOIE DOULOUREUSE

Nous roulons, nous traversons des villages abandonnés et dévastés. Le tumulte d'émotions par lequel je viens de passer me laisse encore tout effaré. Peu à peu cependant, je parviens à me ressaisir ; j'interroge timidement la sentinelle qui nous surveille. C'est un Alsacien qui ne se montre pas trop bourru. A ses réponses, la lumière se fait dans mon esprit. Ces officiers que j'avais crus envoyés pour ordonner notre exécution étaient les médecins attachés au convoi. Il leur manquait du personnel et ils nous ont réclamés pour compléter leurs effectifs. C'est une chance inespérée, mais que va-t-il advenir de nos malheureux camarades ?

Schirmeck. Les voitures s'arrêtent devant la gare, et l'on nous fait descendre. Sur une voie de garage, s'allonge un train de marchandises. Une paille parcimonieuse couvre le plancher des wagons. Nous y transportons les blessés. Les panneaux mobiles sont rabattus, des sentinelles empêchent de s'en approcher et toute la journée nous roulons pesamment dans le noir, à lente allure, mourant de faim et de soif, rudement secoués de cahots qui sans cesse arrachent des plaintes à nos tristes compagnons. Le soir tombe quand nous arrivons à Strasbourg. Long arrêt ; l'accès des quais est interdit au public dont nous voyons les têtes curieuses se presser derrière les portes. Une ambulance recueille ceux des blessés qui ne pourraient sans risque mortel supporter un nouveau voyage. Puis, mal lestés d'une maigre tranche de pain, nous repartons dans la nuit.

De nouveau se traîne la monotonie fatigante d'un long trajet. Nous passons des villes inconnues sans en rien entrevoir dans l'isolement sévère de nos cellules closes. Impossible de se renseigner, les sentinelles renouvelées sont brutales et repoussent durement les questions. Enfin le train s'arrête et les

wagons sont ouverts. Nous sommes dans une gare que je crois reconnaître. Je ne me trompe pas, en effet : un nom sur la muraille, Heidelberg, fixe bientôt mes doutes.

J'y suis venu autrefois dans la cité de pierres rouges, la vieille capitale universitaire des bords du Neckar. Touriste intéressé, j'ai parcouru sa curieuse *Hauptstrasse*, gravi le chemin des Philosophes, admiré le panorama de la *Molkencür*. Prisonnier de guerre, je n'irai plus aujourd'hui déguster le vin blanc à la *Hirschgasse*, la joyeuse guinguette où tant de générations d'étudiants ont gravé leurs noms dans les tables de chêne. Mais du moins, si je dois être interné ici, la captivité me sera-t-elle moins rude et moins lointaine, en ce décor que je connais et j'apprécie.

Je me suis trop hâté de me réjouir. Ce n'est point vers un hôpital, mais à la prison qu'on nous conduit, sous bonne escorte, mes camarades et moi. Un geôlier pavoisé, telle une bannière d'orphéon, de médailles titinnabulantes, vient prendre livraison de nos personnes. Et me voici, dans un cachot peu récréatif, uniquement meublé d'un escabeau, d'une cruche et d'une couchette en planches. Je suis écrasé de fatigue, je m'étends sur ce lit raboteux et, la tête sur mon sac, m'endors profondément. Un bruit de clefs, fourgonnant dans une énorme serrure, pour le moins contemporaine de l'électeur Othon, me réveille en sursaut. Le cerbère constellé apparaît sur le seuil, dépose un bol de soupe sur l'escabeau et me fait signe de prendre la cruche en appuyant son geste d'un *aus* énergique.

J'empoigne le récipient de grès, le suis à travers un dédale de couloirs. Il me laisse dans une cour, près d'une fontaine où j'ai la surprise de rencontrer trois compagnons inattendus. Ce sont des Japonais, venus étudier la morale kantienne à Heidelberg; la déclaration de guerre du Mikado à l'Allemagne les y a fâcheusement surpris. L'un d'eux m'explique leur mésaventure dans un anglais chantant. Il se montre fort courroucé, lui, fils de *samouraï*, d'être traité en criminel de droit commun. Son admiration pour la *Kultur* s'en trouve bien amoindrie. Le retour du geôlier met fin à notre entretien et ce dragon rébarbatif me réencage en ma prison.

L'après-midi se passe des plus maussades, comme on peut croire. En me hissant sur l'escabelle, j'aperçois par une lucarne les ruines du château et n'y puise qu'une médiocre consolation.

A cinq heures, retour de l'« orphéon, » nouvelle sortie et promenade de trois quarts d'heure dans un préau couvert. Je retrouve mes trois Japonais et nous déambulons en silence, à cinquante mètres les uns des autres. Au dehors, des hurrahs, des acclamations retentissent. « Belfort est pris, » me dit aimablement le porte-clefs. Ces joyeux ébats terminés, derechef la solitude de mon cachot. Je me demande avec inquiétude pour combien de temps je vais être ainsi claquemuré, quand ma porte s'ouvre de nouveau. *Aüs, äüs*, la formule ne change guère, et mon bagage n'est pas long à prendre. Je revois mes camarades sans pouvoir leur adresser la parole et, toujours escortés d'un piquet de soldats, nous refaisons vers la gare le trajet de la veille, sous les huées d'un ramas de gamins.

A la station, c'est encore une fois le spectacle, qui n'a plus, hélas ! rien de neuf pour moi, d'un troupeau de blessés et de prisonniers dont la foule encombre les trottoirs. Tous les uniformes, toutes les armes sont confondus : pour la plupart cependant, ce sont des fantassins, beaucoup aussi de coloniaux et d'alpins ; les cavaliers sont plus rares et je ne compte presque pas d'artilleurs. Ils arrivent de Mulhouse, de Longwy, de Morhange. Leurs récits sont contradictoires et confus. Il s'en dégage néanmoins l'impression attristante qu'en Lorraine, aussi bien qu'en Alsace, les affaires tournent mal pour nous. Mes collègues et moi leur prodiguons les soins indispensables, mais je n'ai pas le temps de converser longuement avec eux. On nous fait monter dans le train qui nous attend tout formé et que remorquent deux locomotives. Il est d'une longueur inusitée, soixante voitures pour le moins, où l'on nous empile comme du bétail, par fournées de quarante hommes.

Soixante-dix mortelles heures s'écoulent ensuite sans qu'il soit presque possible de prendre le moindre repos dans la chaleur suffocante et fiévreuse de cet entassement humain. De temps à autre, le train s'arrêtait ; on décrochait des wagons, nous rétablissions en hâte les pansemens dérangés par les cahots de la route ; puis le convoi-fantôme repartait, allégé de quelques souffrances, s'enfonçant loin, toujours plus loin vers le mystère de notre exil.

Le 31 août, enfin, à minuit, nous faisons halte à Bautzen, au tréfonds de la Saxe. Nous étions arrivés, et la petite ville allait me garder onze mois

LE DÉPÔT DE BAUTZEN

Septembre. — Bautzen ! ce nom évoque le souvenir de l'une des suprêmes victoires napoléoniennes, mais je n'ai jamais visité les plaines glorieuses où succomba Duroc, et, comme on le verra par la suite, c'est à peine si je pus entrevoir l'industrielle cité qui allonge sur les bords de la Sprée ses draperies et ses tissages.

Pour l'instant, au surplus, ces réminiscences historiques me laissent indifférent ; elles s'effacent devant d'autres impressions plus immédiates et plus brutales.

Un public nombreux assiste au débarquement des prisonniers. A mesure que nous défilons devant lui, des cris, des insultes, des quolibets éclatent à notre adresse. Des forces de police encadrent notre lamentable cortège. En dépit de ce barage protecteur, quelques énergumènes veulent foncer sur nous, nos gardes ne les repoussent qu'avec mollesse, et les poings dardés manquent de nous atteindre. Cette agréable promenade se prolonge une demi-heure, à travers les rues enténébrées, où l'obscurité favorise encore le désordre. Enfin, nous atteignons les casernes situées dans un faubourg, presque au milieu des champs. C'est un immense et monotone assemblage de bâtimens bas, couverts en tuiles, percés d'innombrables fenêtres et divisé en plusieurs cours, qui abrite en temps de paix le 28^e régiment d'artillerie de campagne. A toutes les croisées, malgré l'heure tardive, se pressent des groupes de soldats. L'effet de la rude discipline germanique apparaît aussitôt : ils ne soufflent pas mot à notre vue et ce silence nous semble doux après le tumulte hurlant que nous venons de traverser.

De vastes écuries, vides à présent, s'étendent par derrière. Au milieu, se dresse une sorte de haut pavillon. C'est le magasin d'habillement régimentaire, transformé par les Allemands en lazaret, qui doit nous servir à la fois d'hôpital, de prison et d'abri. Le local est spacieux ; malgré notre nombre, deux cent cinquante environ, nous y tiendrons à l'aise. Des paillasses nous attendent ; on nous répartit par chambrées de vingt-cinq et ceux qui peuvent manger reçoivent alors une gamelle de saucisse au riz où nous mordons à belles dents, encore que la charcuterie soit aigre et son accompagnement agglutiné en pâte visqueuse qui colle au palais.

Malgré ma fatigue, je ne puis m'endormir. Mon cerveau bat la campagne et mes pensées désordonnées n'ont rien de bien réjouissant. Je me demande avec angoisse ce qu'il advient de la France, quelles tristesses nous guettent, quelle vie misérable va m'être réservée, pour combien de temps je dois être ainsi l'hôte forcé de l'ennemi?...

Le temps passe et l'insomnie me tient toujours éveillé. D'heure en heure, des patrouilles traversent bruyamment les dortoirs. Encore une nuit après tant d'autres où les pauvres blessés ne reposeront guère! Enfin, le jour pointe et, pour la première fois de mon existence, j'entends résonner au dehors les notes perçantes du réveil allemand.

Durant que mes compagnons se vêtent en hâte, je m'approche d'une fenêtre. Devant moi, se déroule un banal et chétif panorama. Les écuries sont entourées de hautes palissades; derrière les planches, je distingue des plaines faiblement ondulées que limitent au loin de médiocres collines. Par delà les sapins qui les habillent de leur sombre verdure, s'étend la frontière de Bohême. Le pays m'apparaît mesquin, indigent et sans grâce; tel est l'horizon chagrin qui sera le mien durant près d'une année et dont, moins heureux que je ne suis, mes camarades d'infortune ont encore aujourd'hui les regards affligés.

Cette première contemplation est brève. Le major allemand, chef du service de santé, suivi d'une dizaine d'infirmiers, pénètre dans la chambre et procède à l'examen des blessés, dont la plupart, abandonnés depuis trois jours, ont grand besoin d'être soignés. Nous sommes tous, — ceux qui le peuvent du moins, — respectueusement debout au pied de nos couchettes. Le médecin, qui parle assez facilement notre langue, avertit d'abord les ambulanciers français qu'ils auront à servir d'auxiliaires à leurs collègues saxons, de forts gaillards pansus, sanglés en des uniformes gros vert à bandes rouges, et nous promet sa bienveillance si nous remplissons correctement notre devoir. Il interroge ensuite les blessés, démaillote leurs bandes, perscrute les plaies ou les fractures, désigne les opérations à effectuer sans retard. De temps à autre, il se relève, indique un traitement, adresse ses remarques aux trois aides qui l'entourent avec déférence. Ceux-ci se cassent alors en un profond salut, sans jamais se permettre la plus légère observation. Évidemment, pour eux, le diagnostic de leur supérieur est infail-

liblé, et le dieu de la discipline habite leur âme doctorale.

La visite se prolonge ainsi plusieurs heures avec le même décorum et la même soumission. Je l'ai décrite avec quelques détails, car elle se répétera toujours identique pendant plusieurs mois.

Au fur et à mesure de leur guérison, les blessés quittaient le lazaret pour descendre dans les écuries qu'ils trouvèrent bientôt remplies. Nous les y suivrons pour raconter le train-train habituel de leurs journées, leurs pauvres joies et leurs longues misères.

Quant à moi, le brassard que je porte au bras va me valoir des faveurs inespérées, dont les moins précieuses ne seront pas de coucher de temps à autre dans un lit et de pouvoir quelquefois quitter le morne camp-prison où nous sommes enfermés.

Pour éviter également d'ennuyeuses répétitions, j'indiquerai tout de suite quelle était notre nourriture, dont le menu spartiate ne changea guère que pour diminuer encore au printemps,

Donc, à six heures du matin en hiver et à cinq heures en été, dès le réveil sonné, des corvées de prisonniers porteurs de vastes bassines en fer-blanc se rendaient aux cuisines sous la conduite de caporaux allemands. Ils en rapportaient un liquide jaunâtre, non sucré, fleurant l'orge et le gland grillé, pompeusement baptisé « café, » qu'on nous distribuait au moyen d'une louche dans une sorte de terrine vernissée, toute pareille à celles où les cuisinières mettent égoutter leurs lavettes. Nous avalions de notre mieux ce fadassé breuvage, dont la chaleur nous ragaillardissait un peu durant la longue période des grands froids. Parfois, on nous ménageait une surprise. Au lieu de « café, » c'était du « thé, » c'est-à-dire une décoction de feuilles de saule, adoucie et colorée par de la mélasse. Quelles délices alors!...

Vers midi, avec le même cérémonial, on nous apportait le déjeuner. Il était toujours le bienvenu, car on pense bien que notre pitance du matin, l'infusion de problématiques verdure, n'était plus qu'un lointain souvenir pour nos estomacs vides. La chère, pourtant, était bien rebutante. Il fallait, pour l'ingurgiter, un palais comme un odorat exempts de dégoûts, notre appétit frénétique exaspéré par le jeûne. Le plus souvent, c'était une soupe d'eau grasse où le saindoux mal délayé luisait en yeux ronds : un brouet de pommes de terre germées, de betteraves ou

de choux mal épluchés y nageait pauvrement. Par une délicate attention des cuisiniers, sans doute destinée à le rendre plus substantiel, nous avions fréquemment la joie d'y trouver macérées des chenilles. Pour varier cet appétissant régal, on nous servait aussi une bouillie de « farinette, » sorte de consistant cataplasme qui donnait au mélange l'agréable aspect d'un bain de pieds à la moutarde. Deux fois par semaine, nous recevions en outre une languette de viande large comme un écu de cinq francs. On la qualifiait, suivant les circonstances, bœuf, mouton ou porc, mais elle avait uniformément le même goût et la même odeur : celle du bouc, malheureusement.

Le diner, plus déplorable encore, se composait, un jour sur deux, d'une moitié de saucisse froide, et l'autre d'un hareng saur étique, que, faute de fourchette et de couteau, nous étions réduits à déchiquter avec nos dents ; le tout assaisonné d'un maigre croûton de pain noir, le fameux *kriegsbrod*, abominable autant qu'indigeste mixture de seigle et de fécule.

On conçoit que nous n'engraissions guère à ce régime cénobitique et, pour ma part, j'y laissai quatorze kilos. Aussi, les prisonniers valides ou convalescens s'anémiaient vite et se débilitaient. Nous en perdîmes beaucoup durant l'hiver, qui, ayant échappé à leurs blessures, périrent d'épuisement progressif et de cachexie lente. Ils sont véritablement morts de privations, et l'intendance allemande, tant vantée par nos ennemis, doit être tenue pour responsable de cette fin navrante.

Les plus malheureux furent surtout les Russes qui nous arrivèrent dans la suite. Un *moujik* mange certainement deux ou trois fois plus qu'un paysan français. Les pauvres diables se précipitaient sur les gamelles déjà vidées par nous, pour en racler goulûment le fond et les parois. Combien de fois ne les ai-je pas vus fouiller, comme des bêtes affamées, les tas d'épluchures, se disputer les reliefs des poissons que nous jetions.

L'une des raisons aussi qui contribuèrent à déprimer le moral des prisonniers, durant cette première période, fut l'oisiveté complète à laquelle ils étaient condamnés. Plus tard, comme on le verra, on leur imposa du travail et des plus pénibles, à la vérité ; mais, jusqu'au printemps, ils traînèrent, les bras ballans, dans l'enceinte palissadée. Nous autres, les infirmiers, nous étions du moins occupés, sinon distraits par notre besogne quotidienne, mais nos compagnons s'abrutissaient lit-

léralement d'inaction et d'ennui. Les victoires perpétuelles, la prise des citadelles françaises qu'on prenait soin tous les jours de nous annoncer à grand tapage n'étaient pas faites non plus pour relever les esprits ébranlés.

Heureusement, l'âme gauloise, le tuf profond de la race sont pleins de ressources infinies. Nos géoliers abasourdis en acquièrent bientôt la preuve convaincante. Vers la mi-septembre, après la venue des Russes, les écuries se trouvant comblées, on affecta, comme un immense dortoir aux hommes sortis du lazaret, le grand manège de la caserne. Ils trouvèrent dans le terreau des clous, de menues ferrailles, des fragmens de bois, de carton ou de linoléum. Aussitôt les voilà à l'œuvre. Au moyen de couteaux improvisés, fabriqués d'un reste de fer à cheval aiguisé sur une pierre, emmanchés au petit bonheur, ils confectionnent des boîtes, des jouets, des jeux de dames, de dominos, de cartes, fort joliment dessinés, ma foi, par les plus artistes de la bande. D'autres, menuisiers de leur état, assemblent les planches disjointes de vieilles caisses d'emballage, façonnent des tabourets et des tables. Quarante-huit heures plus tard, toute cette bimbelerie terminée, écarté, piquet ou manille faisaient rage sous l'œil effaré des sentinelles de la *landsturm*, qui, ne comprenant rien à l'aventure, devaient prendre évidemment les Français pour des magiciens et des diables.

Tant d'adresse dépensée et d'ingénieuse industrie, bien loin de nous attirer aucun mécompte, nous valurent au contraire quelques faveurs légères. Le bruit se répandit, au dépôt et jusque dans la ville, du talent et de la dextérité des prisonniers. Des officiers, quelques *herr professor*, de notables habitans et leur famille vinrent nous visiter comme des bêtes curieuses. D'aucuns demandèrent et obtinrent d'emporter ces souvenirs de la guerre. En échange, ils offraient volontiers quelques victuailles, à défaut d'argent interdit : chocolat, conserves ou charcuterie, remerciement fort minime peut-être, mais combien tentateur et persuasif pour des estomacs à la diète !

A peu près vers la même époque, commencèrent à fonctionner les bains-douches. On nous y conduisait par groupes toutes les deux semaines. Au plus fort même d'un hiver glacial, c'était toujours une joie de s'y rendre, car nous manquions des soins de propreté les plus élémentaires, et ces asper-

sions bienfaisantes nous débarrassaient en outre pour quelques jours de la vermine qui nous infestait. En même temps, on nous distribuait du linge, chemises et caleçons de troupe, usagés, mais propres, qui arrivèrent à point pour remplacer les nôtres qui nous tombaient en loques sur le corps. On nous prit aussi nos vêtemens et jusqu'à nos souliers pour les désinfecter. Pendant une huitaine, nous flottâmes en des effets de treillis trop larges. Dans ces guenilles, la barbe et les cheveux incultes, nous semblions de vrais singes habillés et ne pouvions nous-mêmes nous regarder sans rire.

Pour terminer cet aperçu général, il me reste un mot à dire de la sévère discipline qui nous régissait et de ceux qui étaient chargés de l'appliquer à tous les degrés de la hiérarchie.

A tout seigneur, tout honneur. Le colonel commandant en chef le dépôt de Bautzen, *herr Oberst von E...*, était un méprisant junker prussien, athlétique et haut en couleur, qui détestait la France d'une haine forcenée. Son imagination tortionnaire se complaisait à des raffinemens de cruauté, que je dirai par le menu, dans leur turpitude abjecte, indigne d'un soldat et d'un gentilhomme.

Les sous-ordres, par bonheur, se montraient généralement moins féroces. L'un d'eux même, le capitaine baron von P..., chambellan de la cour de Saxe, était un fort galant homme, cultivé, affable, courtois et de parfaite éducation. Il parlait à merveille le français, le russe et l'anglais, avait habité Paris seize ans, vieux garçon riche, répandu dans la meilleure société et membre de plusieurs grands cercles. Dans le fond de son cœur, certainement, il déplorait la guerre et s'employa de son mieux à réprimer les fantaisies barbares de son colonel.

Un jour, comme je quittais l'infirmerie, mon service achevé, je reçus l'ordre de me rendre à la *Kommandantür*. J'obéis, non sans appréhension. A mon heureuse surprise, je trouvai le *Hauptmann* von P..., qui m'interrogea avec une extrême politesse.

— J'ai lu votre nom sur la liste des prisonniers. Êtes-vous parent du peintre dont j'ai eu l'occasion d'apprécier le talent?

Sur ma réponse affirmative. — C'est bien, dit-il, en me renvoyant; je compte que vous vous conduirez correctement. De mon côté, je ferai ce qui dépendra de moi pour adoucir votre sort.

Telle fut ma première entrevue avec le *freiherr* von P...; je

devais en avoir d'autres par la suite, mais ceci, dirait Kipling, est une autre histoire.

La discipline était naturellement des plus rudes, en tous points comparable à celle qu'on applique aux sections de « Joyeux » dans le Sud-Algérien. Ses instrumens les plus immédiats pour nous étaient les *unter-offizier*, de sombres brutes paysannes affolées d'autoritarisme, auxquels les injures et la schlague apparaissaient la seule raison démonstrative. Ils en usaient copieusement et sans frein à l'occasion des corvées incessantes dont nous étions accablés.

Celles-ci étaient multiples et variées : balayage des cours et des écuries, épluchage des légumes, nettoyage hebdomadaire des locaux d'habitation, transport de la paille, du charbon, du pain, etc. Elles s'effectuaient sous la surveillance des gradés français ou russes, subordonnés eux-mêmes aux sous-officiers allemands, qui, pour un oui, pour un non, le plus souvent sans motif, insultaient et brutalisaient leurs victimes, à coups de botte, de cravache, de plat de sabre, suivant toutes les beautés de la méthode teutonne.

Inutile de se plaindre ; on n'était pas écouté et toute réclamation, même juste, se voyait sévèrement châtiée.

Les punitions suivaient une échelle savamment graduée. La plus légère était la mise en cellule pour quarante-huit heures, au pain et à l'eau, dans une sorte de boîte obscure, longue de deux mètres sur un mètre cinquante : un véritable cercueil. Lorsque la faute était jugée plus grave : cris séditieux, dispute ou tapage dans les écuries, l'ensevelissement se prolongeait quinze, vingt ou même trente jours dans les mêmes conditions et sous le même régime. Les malheureux qui en étaient l'objet sortaient, d'un pareil tombeau, anéantis au physique comme au moral.

Enfin, pour ce que nos vainqueurs du moment qualifiaient « crime » à leur encontre, les conseils de guerre sévissaient sans pitié. Un mouvement de révolte, une menace même verbale, un geste du poing, et c'était la mort, tout au moins la réclusion pour de longues années dans une forteresse. Le colonel, dans sa fureur haineuse, prenait plaisir à provoquer ces condamnations et, malgré les efforts conciliants du capitaine von P..., nombreux furent les infortunés qui disparurent ainsi, sans doute pour jamais, dans les geôles et les ergastules impériales !

L'ARRIVÉE DES RUSSES

Dans la nuit du 9 au 10 septembre, je fus réveillé dans mon lit, au lazaret, par un bruit de pas sourd et rythmé. Me penchant par la fenêtre grillagée, j'aperçus alors comme un long défilé de fantômes. Le ciel était exceptionnellement clair, la pleine lune s'irradiait au zénith, baignant de sa lueur diffuse tout le décor d'alentour. Le troupeau spectral s'avancait lentement, et sa marche avait quelque chose de funèbre, d'impressionnant au suprême degré.

C'était un second convoi de captifs, trois mille Russes environ, les vaincus de Tannenberg, le butin du récent maréchal Hindenburg.

On les établit dans les écuries les plus éloignées, les plus malsaines aussi, sur un centimètre de mauvaise paille qui ne parvenait pas à étancher l'humidité qui sourdait perpétuellement du sol.

Au matin, nous aperçûmes nos nouveaux compagnons. Enveloppés de longs manteaux fauves à ceinture de cuir, recouvrant une tunique verdâtre couleur d'eau trouble, coiffés de la casquette plate à petite visière, ils avaient, dans leurs uniformes salis, déchirés, l'apparence minable et loqueteuse. Ils appartenaient à l'armée Samsonov et avaient été pris en Prusse orientale, d'où ils arrivaient, à demi morts de faim, après un voyage de six jours.

Tous les types, toutes les races de l'immense et sainte Russie semblaient être réunis là en collection d'ethnologie unique, comme au musée Dachkof de Moscou.

Le paysan grand-russien, un colosse massif, aux puissantes épaules, y coudoyait le Polonais blond et mince, le Ruthène aux traits fins, plus frêle et plus bronzé. La face camuse de l'Esthonien et du Finnois, le visage mongol du Bachkir ou du Kirghiz, faisaient ressortir par contraste la beauté orientale du Tatar de Kazan, du Tcherkesse et du Circassien, les plus beaux spécimens d'humanité qui soient au monde.

Tous les idiomes, tous les dialectes parlés dans l'empire géant, s'entremêlaient en un tohu-bohu de Babel. Calmes et solennels pour la plupart, de grande allure, l'air doux, un peu étrange, les survenans essayaient de nouer connaissance avec nous. Une curiosité réciproque incitait à ces relations, mais les

premiers jours, le difficile était de se comprendre. Robinson ne fut pas d'abord plus embarrassé avec Vendredi. Nous commençâmes à nous exprimer par gestes, à la façon des sourds-muets, nous aidant, toujours comme Robinson, de dessins grossiers tracés avec le pied, sur le sable des cours. Bientôt, le bon vouloir aidant, une sorte de baragouin « sabir, » formé de mots empruntés à toutes les langues, nous permit de converser sans trop de peine ni d'erreur.

Les Polonais nous servirent à cette occasion de truchemens nécessaires. Quelques-uns murmuraient un vague français; d'autres savaient l'anglais appris par eux en des usines d'Amérique. Beaucoup aussi parlaient l'allemand, à tout le moins le patois des frontières et pouvaient causer avec les sentinelles : avantage qui leur valut un sort moins rigoureux que celui de leurs camarades.

Ils constituaient d'ailleurs une exception, car, d'une manière générale, tous ces pauvres soldats russes furent affreusement traités, menés beaucoup plus durement encore que nous-mêmes. Les corvées les plus répugnantes et les plus ignobles, la prison, les injures, les coups, devinrent leur partage ordinaire, comme ils étaient déjà le plus indignement logés.

Ils acceptaient ce destin lamentable avec un stoïcisme résigné, une sorte d'indifférence fataliste et de soumission complète aux desseins de la Providence, à laquelle la ferveur de leurs sentimens religieux n'était pas étrangère. Je ne suis pas éloigné de penser qu'ils considéraient leur atroce captivité comme un châtiment expiatoire de leurs péchés antérieurs. Leur foi chrétienne en la divinité et le Tsar, son représentant sur la terre, était absolue, totale, sans réserve, comparable à celle des premiers croisés et se traduisait par d'émouvantes manifestations.

Tous les soirs, ils faisaient en commun la prière. L'un d'entre eux récitait les paroles liturgiques, appelant sur la Russie et la famille impériale les bénédictions du Très-Haut. Les autres, tournés vers l'Orient, vers leur pays lointain et regretté, entonnaient en chœur des cantiques sur une mélodie triste et lente. Ils possédaient un remarquable sens musical naturel : hautes ou basses, pas une voix ne détonnait ni ne manquait l'accord. Tout en chantant, ils se signaient sans cesse et, se courbant vers le sol, embrassaient pieusement la terre.

La scène, dans le cadre obscur et délabré des écuries à peine éclairées çà et là par quelques rares lampes électriques, le tableau de ces exilés, criant du fond de leur misère leurs espérances et leur foi, avait un caractère de grandeur émouvante au possible. On se serait cru transporté aux Catacombes dans une assemblée de chrétiens primitifs. Rien n'y manquait, même pas la persécution. Nous y venions comme au spectacle, bien des yeux se mouillaient au souvenir de la Patrie absente, mais trop souvent le poing ou la cravache des sentinelles allemandes venait, par ordre, interrompre la cérémonie, disperser les fidèles et les curieux.

LES HEURES LENTES

Octobre. — Les jours, les semaines se traînent avec une uniforme et désespérante lenteur. Le temps se maintient toujours magnifique et la température demeure clémente. Les couchers de soleil, surtout, sont splendides. Au crépuscule, de longues écharpes de flammes empourprent l'horizon, embrasent les toits, les clochers de la ville, auxquels elles font une auréole de feu. Des fenêtres du lazaret, je m'arrête à les contempler de longues minutes. Ils me rappellent nos ciels de France, et je sens à les regarder s'humecter mes paupières. Il n'est point de pire souffrance, a dit le poète, que d'évoquer les souvenirs heureux durant les époques de malheur.

Les jours décroissent et la nuit tombe vite à présent, nous apportant une aggravation d'ennui. Que faire à trébucher dans le noir, au milieu de ces cours sinistres? Nous préférons nous coucher comme les poules, et notre maigre dîner avalé, blottis dans la paille, nous attendons longtemps le sommeil, échangeant à voix basse nos tristes pensées, nos espoirs toujours déçus.

A la longue, nos énergies un instant réveillées par le nouveau, l'imprévu de cette vie, le besoin de lutter contre ses difficultés, de s'adapter à ses conditions précaires, s'amollissent. Le spleen et l'abattement nous gagnent. L'absence de nouvelles principalement nous torture, murés dans cette Trappe où tout nous est hostile. J'ai mes deux frères, beaucoup de chers amis au front; mon père est âgé, malade. Que deviennent-ils, sont-ils encore vivans? Combien d'autres, dans le même cas, trahissent d'analogues inquiétudes, et notre angoisse se fait toujours

plus douloureuse et plus découragée, pendant qu'au dehors, continuellement, nous entendons tirer le canon pour célébrer les victoires allemandes.

Depuis quelque temps toutefois, les salves triomphales se font plus rares, bientôt même elles cessent complètement. Les officiers ne viennent plus le matin nous annoncer avec arrogance de nouveaux exploits de leurs invincibles armées. Pareil silence nous surprend. Que se passe-t-il donc? Notre isolement du monde extérieur, notre ignorance, sont toujours aussi complets; cependant, une lueur d'espérance vient filtrer dans notre âme. Nous discutons entre nous, les imaginations travaillent, s'enflèvent; nous échafaudons les hypothèses les plus aventureuses.

J'ai toujours entendu dire que dans une foule surexcitée les courans de nouvelles bonnes ou mauvaises se formaient spontanément, et je vérifie sur place la réalité de cette assertion. Le bruit se répand parmi nous d'une grande victoire française, de l'entrée de nos troupes à Strasbourg. C'est une joie folle dans tout le camp, que partagent fraternellement nos amis les Russes. Les plus illusionnés se voient déjà rentrés chez eux pour la Noël et parlent de réveillons pantagruéliques.

La vérité, quand nous l'apprenons, est moins prestigieuse. Un sous-officier trouva par hasard dans la cour un lambeau déchiré de journal suisse roulé en tampon et se hâta de l'apporter. Il contenait un récit ancien déjà, et malheureusement incomplet, de la bataille de la Marne, de la défaite subie par les hordes germaniques. On se le passe incontinent de main en main, et les commentaires de s'amplifier à l'entour.

Ce n'était pas la victoire écrasante, décisive dont nous rêvions, seulement un retour de fortune, un début plein de promesses. Telle quelle cependant, cette révélation nous électrisa, nous rendit le courage et la foi.

Du coup, nous en oublions nos souffrances, notre dénueement, toutes nos mortelles anxiétés. Pour réagir contre l'affaissement, des jeux tumultueux s'organisent : barres, saute-mouton, cheval fondu. Nous sommes redevenus des enfans et je me crois retourné au collège.

Les Français, affirme la chanson, « seront toujours Français. » Elle n'a pas tort, et notre amour national du théâtre trouva même l'occasion de se manifester avec un éclat bien inattendu.

Le capitaine von P... avait pris la semaine; nous obtinmes

sans difficulté l'autorisation d'édifier une petite scène dans le manège. La troupe d'amateurs fut bientôt recrutée, et son directeur-régisseur-metteur en scène aussi, un professionnel celui-là, comique dans un café-concert de Touraine. Des tailleurs subtils trouvèrent même le moyen de nous bâtir des costumes, en drapant pittoresquement nos haillons d'uniformes.

Tous les après-midi, durant quelques jours, nous donnons ainsi des représentations : charades, pantomimes, saynètes de circonstance. Un caporal, acrobate forain, exécute des tours de souplesse, des troupiers limousins débitent en patois des airs de leur village, deux autres d'Auvergne dansent une bourrée fougueuse. Sentimentale ou grivoise, la romance de café-concert surtout fait florès, les rengaines les plus désuètes provoquent tour à tour l'attendrissement, l'hilarité générales. Le comique tourangeau se multipliait avec un zèle inlassable. C'était un pauvre « cabot » de province, au métier rudimentaire, à la diction défectueuse, mais jamais Talma, jouant aux Tuileries devant son parterre de rois, ne déchaina pareil enthousiasme, ne recueillit autant d'acclamations.

Les Russes trépignaient de bonheur, les sentinelles saxonnes s'esclaffaient bruyamment, les officiers eux-mêmes et les médecins ne dédaignaient pas de venir parfois nous applaudir.

Hélas ! l'écho de nos succès arriva jusqu'aux oreilles du colonel. La malebête, exaspérée à l'idée que les prisonniers pouvaient se distraire, fut prise d'un accès de fureur et nous interdit de continuer. Les *Folies Bautzen* ne connurent donc qu'une brève existence, et nous retombâmes dans nos pensées lugubres, l'attrait vite épuisé de nos jeux ordinaires.

Pour comble d'infortune, le froid survint brusquement, comme il arrive dans ces climats. Le gel remplaça sans transition la chaleur, et la neige se mit à tomber avec abondance. Les dormeurs se serraient dans les écuries les uns contre les autres et, malgré ce contact, grelottaient sous leur mince couverture.

L'état sanitaire se ressentit bientôt d'aussi brutales intempéries : angines, bronchites et pneumonies commencèrent d'affluer au lazaret. J'étais par suite fort affairé dans mon service et, grâce au capitaine von P..., pouvais fréquemment, — avec quel voluptueux plaisir ! — coucher dans un bon lit. A l'infirmerie, j'avais fait, en le soignant, la connaissance d'un « bronchiteux, » sous-officier d'artillerie russe, aimable et

joye
nous
sorti
form
mièr
croi

quer
prés
elle
Pou
ingé
l'avi
les
char
nan
le li

auth
bou
san
rett
ahu
fou
cou
sen
nos
ém
les

bie
cro

l'o
sur
soi
jus

joyeux garçon, fils d'un opulent marchand de Moscou. Nous nous étions promis de nous revoir et, quelques jours après la sortie de mon malade, je reçus de sa part, en bonne et due forme, une invitation à « venir prendre le thé. » C'était la première depuis mon départ de Versailles, et j'en conçus, on le croira sans peine, un légitime ébahissement.

A l'heure dite, je rejoignis mon nouvel ami dans le baraquement lointain où il était relégué. Le *feierwerker* T... me présenta ses compagnons, et la conversation s'engagea, comme elle eût pu le faire dans un salon de Petrograd ou de Paris. Pour obtenir de l'eau bouillante, ces messieurs employaient un ingénieux procédé. En présence des froids persistans et sur l'avis formel du docteur B..., on chauffait depuis l'avant-veille les locaux réservés aux prisonniers. De rares briquettes de charbon flambaient dans un poêle rouillé. Un bidon d'ordonnance plongé dans le brasier fournissait au bout d'un moment le liquide en ébullition.

Quelques instans plus tard, nous dégustons un excellent thé, authentique celui-là, tout en fumant de blondes cigarettes à bouts de carton. Je savoure intensément ces minutes délectables, sans chercher à m'expliquer comment ce thé exquis et ces cigarettes rares ont pu être dissimulés... Mes hôtes sourient de mon ahurissement, mais comme ils ne semblent pas désireux de me fournir des explications, je m'abstiens de les interroger. Tout à coup, un bruit de pas résonne pesamment dans le couloir. Les sentinelles procèdent à leur ronde accoutumée. En un clin d'œil, nos cigarettes sont éteintes. Je sens passer dans mon cœur une émotion de « monte-en-l'air » surpris par la police. Mais non, les soldats jettent sur nous un regard négligent et s'éloignent.

— *Nitchevo*, conclut T..., lançant une bouffée, nous verrons bien. « Hâtons-nous aujourd'hui de jouir de la vie, » a dit, je crois, votre Racine.

Le thé s'acheva sans alerte nouvelle, mais il faut croire que l'odeur du tabac avait éveillé la méfiance des patrouilleurs, car, le surlendemain, les prisonniers russes furent de nouveau visités soigneusement. Ils durent se déshabiller à peu près nus, retirer jusqu'à leurs bottes...

A. AUGUSTIN-THIERRY.

(A suivre.)

LA NUIT DU 2 AU 3 AOÛT 1914

AU

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DE BELGIQUE

Le 23 juillet 1914, l'ultimatum de l'Autriche-Hongrie à la Serbie éclata comme un coup de foudre dans le ciel de l'Europe qui avait paru se rasséréner pendant le mois écoulé depuis le drame de Serajewo. A partir de ce moment, l'angoisse régna dans les chancelleries de tous les États menacés par l'imminente catastrophe. A Bruxelles, elle fut vive, car nous savions que, si les crises politiques des dernières années n'avaient pas amené de guerre entre les grandes Puissances européennes, il s'en était plus d'une fois fallu de très peu, et nous nous rendimes compte tout de suite de la gravité du danger de conflagration générale que venait brusquement révéler la note autrichienne à la Serbie. Les Empires du Centre voulaient la guerre, puisqu'ils posaient aux gouvernans de Belgrade des conditions inacceptables pour un peuple indépendant et fier, et puisqu'il était certain d'autre part que la Russie serait moralement forcée de soutenir la résistance de la Serbie. L'entente entre Berlin et Vienne sur les termes de la note ne nous sembla pas un moment douteuse. Les rapports du baron Beyens et du comte de Dudzele, nos ministres à Berlin et à Vienne, ne nous permirent guère d'illusions à cet égard. Il devenait évident, du moins infiniment probable, que l'occasion paraissait bonne à l'Allemagne et à

l'Autriche-Hongrie pour utiliser la formidable machine de destruction méticuleusement préparée depuis quarante ans, et pour écraser la Russie et la France avant que la supériorité militaire des empires germaniques fût mise en question.

C'est donc dans une atmosphère d'oppression que nous passâmes les derniers jours de juillet.

Depuis des années, le problème qui devait se poser pour la Belgique au début d'une guerre européenne où ses grands voisins, tous garans de sa neutralité, seraient belligérans, avait été soigneusement étudié au département des Affaires étrangères. Nous avions tâché d'imaginer toutes les atteintes à notre neutralité qui auraient pu se produire, et d'examiner chacune d'elles en nous demandant toujours : « Quel serait, en ce cas particulier, l'attitude que nous commanderait notre devoir envers nous-mêmes et envers l'Europe ? »

Des notes avaient été rédigées pour résumer le résultat de ces études. Elles envisageaient, par pure hypothèse, des violations de notre neutralité par tous nos voisins, y compris les loyaux garans qui combattent avec nous aujourd'hui. Elles s'efforçaient de tracer des indications pour le gouvernement au jour du péril.

Si ces notes, qui furent relues avidement pendant la dernière semaine de juillet 1914, viennent à être publiées quelque jour, elles établiront l'entière bonne foi, la complète honnêteté de la Belgique, même aux yeux de ceux, — s'il en est encore, — à qui les Allemands ont réussi à faire croire que nous avions renoncé d'avance à notre neutralité en faveur de la France ou de l'Angleterre, — aux yeux des Allemands eux-mêmes, dirais-je, s'il n'était trop certain que nos ennemis n'ont jamais eu le moindre doute à cet égard, et qu'ils ont commis sciemment la mauvaise action qu'on appelle calomnie en lançant contre nous l'accusation d'avoir trahi nos devoirs de neutres (1). Cela, autant et plus peut-être que tout le sang répandu, a creusé entre l'Allemagne et la Belgique un fossé qui ne sera plus jamais comblé.

(1) L'ordre confidentiel suivant, qui en dit long sur notre parfaite indépendance à l'égard de tous nos garans, a été adressé le 27 février 1913, sous le n° 562, par M. de Broqueville, ministre de la Guerre et chef du gouvernement, à l'état-major général de l'armée :

« La durée du passage du pied de paix au pied de guerre sera déterminée en

Les notes qui existent au département des Affaires étrangères démontrent qu'il aurait pu se présenter des cas de violation de notre neutralité où l'attitude correcte à adopter par nous eût été bien difficile à déterminer de façon certaine et rapide (1); mais, je le répète, elles prouvent à l'évidence la ferme résolution qu'avait le gouvernement de s'acquitter avec une scrupuleuse droiture, dans toutes les hypothèses, et quoi qu'il pût en coûter au pays, des devoirs imposés à la Belgique par les traités de 1839.

Le régime de la neutralité garantie était destiné, dans la pensée de l'Europe, à nous tenir en dehors des conflits et, si ce but ne pouvait être atteint, à procurer une assistance à notre faiblesse contre un agresseur éventuel. Aujourd'hui, le monde peut juger si, à l'épreuve suprême, la neutralité garantie a répondu aux espoirs qu'on avait fondés sur elle, et le peuple belge est à même d'apprécier si ce cadeau des grandes Puissances a été, en fin de compte, un bienfait pour lui. Il lui appartient de tirer les conclusions qui se dégagent pour l'avenir de la terrible leçon des événemens. Parmi les Puissances voisines de la Belgique, en est-il qui constituent un danger pour son existence, et d'autres sur lesquelles elle peut compter pour sa sauvegarde? La défaite, l'humiliation ou la diminution de ces dernières à n'importe quelle époque ne risqueraient-elles pas d'être le signal de sa propre disparition comme nation autonome? Y a-t-il lieu, par conséquent, de fonder la politique future du royaume sur ces considérations, ou est-il possible de reprendre la sérénité et la confiance égale envers toutes les Puissances qui nous étaient imposées autrefois?... Voilà le problème devant lequel la guerre a placé le peuple et le gouvernement belges.

tenant compte de la nécessité pour nous de mobiliser sur notre frontière, pour défendre les marches de notre pays, notamment contre l'irruption de troupes légères (cavalerie, artillerie à cheval, cyclistes, infanterie en automobiles) cherchant à troubler ou paralyser notre mobilisation et tentant de s'emparer par un coup de main des places de la Meuse, voire d'Anvers.

« A cet égard, il faudra que les régimens de la 2^e division d'armée (Anvers) et les régimens de Gand, Bruges et Ostende, soient préparés à l'éventualité d'un débarquement de forces ennemies à Ostende, Zeebrugge ou Terneuzen, dirigé contre notre réduit national. »

(1) Par exemple, dans le cas de violation simultanée ou à peu près simultanée par plusieurs belligérans, chacun accusant son adversaire d'avoir commis la première violation et attribuant à sa propre entrée sur notre territoire le caractère de prestation de la garantie.

Mais, au 2 août 1914, un fait dominait la situation : la Belgique *avait* le régime de la neutralité conventionnelle garantie et nous devions nous laisser guider par le seul souci d'en remplir les obligations.

Il faut, pour être sincère, avouer que l'éventualité qui se présenta ce jour-là fut celle qui nous avait paru, d'avance, la plus invraisemblable, parce que trop brutale et trop simple : celle d'une Puissance garante de notre neutralité nous sollicitant directement et formellement de renoncer en sa faveur à la neutralité garantie par elle-même, et nous menaçant de toute sa fureur destructive, si nous osions nous en tenir à l'accomplissement pur et simple d'un devoir qui, dans ces conditions, apparaissait si clairement qu'il n'était vraiment pas besoin de spécialistes du droit des gens pour l'indiquer au pays !

L'ultimatum allemand essayait, à vrai dire, de justifier l'action du gouvernement impérial par une lourde et maladroite insinuation contre la partie adverse. Il débutait par l'affirmation « que le gouvernement impérial savait de source sûre l'intention de la France de marcher sur l'Allemagne par le territoire belge. » Mais c'était là de façon si évidente un prétexte, cela constituait si outrageusement le contrepied de la vérité, c'était en contradiction si flagrante avec la déclaration solennelle que la France nous avait faite la veille comme nous le verrons plus loin, — avec les assurances que les dirigeants de la République avaient si souvent répétées au cours des dernières années, et avec ce que l'on connaissait des mouvemens des troupes françaises, — que le gouvernement allemand n'a pu se faire un instant illusion sur le degré de créance que son affirmation rencontrerait en Belgique.

Il est certain que tous ceux qui ont lu la note allemande le soir du 2 août ou plus tard ont simplement considéré son paragraphe premier comme ne devant pas arrêter un moment leur attention, disons le mot, comme non écrit... L'attentat contre notre neutralité garantie, attentat direct et sans l'ombre d'une excuse valable, sautait aux yeux de tous. Aussi, — je dois l'écrire, parce que c'est la vérité, bien que cela paraisse paradoxal, — ce fut un sentiment de véritable soulagement qui succéda dans mon esprit, le soir du 2 août, au premier mouvement de stupeur provoqué par la lecture de l'ultimatum alle-

mand : *la situation était nette!* Elle ne prêtait ni à tergiversations, ni à interprétations. Il n'y avait plus à craindre l'hésitation fatale sur le parti à prendre, le problème de conscience qui m'avait toujours paru, d'avance, si redoutable pour le moment psychologique, parce qu'il aurait pu entraîner des conséquences irréparables en faisant perdre un temps précieux. Mais j'anticipe...

Entre le 23 juillet et le 2 août, parmi le tourbillon de nouvelles qui nous arrivaient de toutes parts, au milieu des lectures fébriles auxquelles il fallait se livrer pour se remettre exactement en mémoire les études faites en vue d'une guerre possible, des mesures de tout genre qu'il fallait prendre en hâte, des télégrammes, des visites de diplomates et des coups de téléphone, quelques faits se dressent dans ma mémoire, qui dominant cette période agitée.

D'abord, le 28 juillet, nous apprîmes par un télégramme du comte de Dudzele, notre ministre à Vienne, la déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie. Le soir même, le Conseil des ministres se réunit sous la présidence du Roi. Devant les préparatifs guerriers qui se faisaient de toutes parts, la question se posait de savoir si la prudence ne commandait pas de mobiliser l'armée belge.

Le Conseil décida de prendre une mesure prévue par la loi, qui constituait la préparation immédiate, le premier stade de la mobilisation : c'est-à-dire de mettre l'armée sur le pied de paix renforcé (1).

Le lendemain, 29 juillet, le *Moniteur Belge* publia, à l'occasion de la guerre austro-serbe, la déclaration rappelant le statut de neutralité de la Belgique, qui était de tradition au début de toute guerre.

Le vendredi 31 juillet, nous apprîmes que le gouvernement

(1) Le 29 juillet, une circulaire fut adressée dans les termes suivans aux ministres du Roi à l'étranger pour expliquer cette décision. (*Premier Livre Gris*, n° 8) :

« Monsieur le Ministre, le Gouvernement du Roi a décidé de mettre l'armée sur le pied de paix renforcé.

« Cette mesure ne doit en aucune façon être confondue avec la mobilisation.

« A cause du peu d'étendue de son territoire, la Belgique tout entière constitue en quelque sorte une zone frontière. Son armée, sur le pied de paix ordinaire, ne

allemand avait proclamé le « *Kriegszustand*, » c'est-à-dire la mesure préliminaire à la mobilisation générale des forces de terre et de mer de l'Empire. La Hollande ayant, de son côté, mis son armée sur pied de guerre dans la journée, le Conseil des ministres belges décréta également à dix-huit heures la mobilisation générale (1).

Le soir, vers vingt-deux heures, le ministre d'Angleterre vint annoncer à M. le ministre des Affaires étrangères qu'en raison de la possibilité d'une guerre européenne, sir E. Grey avait demandé aux gouvernemens français et allemand, séparément, si chacun d'eux était prêt à respecter la neutralité de la Belgique, pourvu qu'aucune Puissance ne la violât (2). Sir E. Grey, ajouta sir F. Villiers, présumait que la Belgique ferait tout son possible pour maintenir sa neutralité, et qu'elle désirait que les autres Puissances l'observassent et la maintins-
sent.

M. Davignon s'empessa d'assurer le ministre d'Angleterre de notre volonté de ne rien négliger pour maintenir la neutralité du pays. Il pria Son Excellence de voir la preuve de cette résolution dans la décision prise de mettre l'armée sur le pied de guerre, et il remercia vivement sir Francis Villiers de l'importante communication qu'il venait de faire de la part du gouvernement britannique.

Cette démarche était en effet la preuve que l'Angleterre considérait toujours l'indépendance de la Belgique comme un intérêt essentiel. Elle permettait de croire, — bien que sir F. Villiers ne l'eût pas dit formellement, — que la Grande-Bretagne, fidèle au traité du 19 avril 1839, interviendrait pour nous défendre contre toute Puissance qui voudrait porter atteinte à notre neutralité.

comporte qu'une classe de milice sous les armes. Sur le pied de paix renforcé, ses divisions d'armée et sa division de cavalerie, grâce au rappel de trois classes, ont des effectifs analogues à ceux des corps entretenus en permanence dans les zones frontalières des Puissances voisines.

« Ces renseignemens vous permettraient de répondre aux questions qui pourraient vous être posées.

« Veuillez agréer, etc.

« Signé : DAVIGNON. »

(1) La mobilisation fut ordonnée le 31 juillet à dix-huit heures. Le 1^{er} août, à minuit, fut indiqué comme le moment où elle devait commencer. Elle était pour ainsi dire achevée le 2 au soir.

(2) *Premier Livre Gris*, n° 11.

Le 1^{er} août, dès le matin, M. Klobukowski, ministre de France, vint faire à M. Davignon la déclaration très catégorique que le *Premier Livre Gris* a reproduite sous le numéro 15 : « Je suis autorisé à déclarer qu'en cas de conflit international, le gouvernement de la République, ainsi qu'il l'a toujours déclaré, respectera la neutralité de la Belgique. Dans l'hypothèse où cette neutralité ne serait pas respectée par une autre Puissance, le gouvernement français, pour assurer sa propre défense, pourrait être amené à modifier son attitude. »

C'était la réponse, nette et claire, de la France à la question que le gouvernement britannique lui avait posée la veille. La France n'avait pas laissé à l'Angleterre le soin de nous la communiquer.

Le silence de l'Allemagne devenait préoccupant. Dès la veille, 31 juillet, le baron van der Elst avait cherché à sonder le ministre de ce pays, M. de Below-Saleske. Il lui avait rappelé une conversation qu'il avait eue, en 1911, avec son prédécesseur M. de Flotow, conversation qui avait provoqué, de la part du chancelier de l'Empire, un message rassurant pour la Belgique : l'Allemagne, avait dit M. de Bethmann-Hollweg à cette époque, n'avait pas, quoi qu'on en dise, l'intention de violer la neutralité belge en cas de guerre; mais le chancelier estimait qu'une déclaration publique en ce sens affaiblirait la situation militaire de l'Empire vis-à-vis de la France, qui, rassurée du côté du Nord, porterait toutes ses forces du côté de l'Est.

Le baron van der Elst avait rappelé aussi à M. de Below-Saleske les déclarations de M. de Jagow à la Commission du budget du Reichstag en 1913 quant à la reconnaissance par l'Allemagne des traités garantissant la neutralité belge. Le ministre d'Allemagne s'était borné à répondre qu'il se souvenait de ces déclarations et qu'il était certain que les sentiments exprimés par MM. de Bethmann-Hollweg en 1911 et de Jagow en 1913 n'avaient pas changé (1).

Le 1^{er} août, après la déclaration faite par M. Klobukowski au nom de la France, je fus chargé par M. Davignon d'aller trouver M. de Below-Saleske et de l'informer de cette déclara-

(1) *Premier Livre Gris*, n° 12.

tion, ainsi que de la démarche faite à Berlin comme à Paris par le gouvernement anglais et que sir F. Villiers avait portée la veille à notre connaissance.

Le ministre voulait ainsi donner au représentant de l'Allemagne l'occasion de nous dire si son gouvernement avait répondu dans le même sens que la France à la question de l'Angleterre concernant le respect de notre neutralité.

Je devais me rendre d'abord chez sir F. Villiers pour lui demander s'il n'avait pas d'objections à ce que je misse M. de Below-Saleske au courant de ce qu'il nous avait dit la veille. Le ministre d'Angleterre, qui avait du monde dans son cabinet, vint dans l'antichambre où il me reçut immédiatement avec son amabilité coutumière. Il réfléchit un moment sur la question que je lui posai et répondit : « La communication que j'ai été chargé de faire au gouvernement du Roi a été faite sans réserve ni condition, elle lui appartient donc et il peut en faire l'usage qu'il croit utile. »

Je courus à la légation d'Allemagne où j'arrivai vers midi et demie. J'exposai à M. de Below-Saleske la démarche faite par l'Angleterre à Berlin et à Paris. Je lui répétei la déclaration si nette et si loyale que M. Klobukowski nous avait faite le matin au nom de la République française. Enfin, suivant les instructions de M. Davignon, je lui dis que la légation de France avait prié la presse de publier un communiqué faisant connaître l'attitude de son gouvernement. Ce communiqué paraîtrait le soir même.

M. de Below-Saleske, quand j'eus fini, se renversa dans son fauteuil et, regardant au plafond, les yeux demi-clos, il répéta avec une fidélité de phonographe tout ce que je venais de lui dire, se servant des mêmes mots que j'avais employés, — au point que je me demandai si c'était simplement une preuve de bonne mémoire ou s'il était déjà au courant du tout avant ma visite... Mais, quand il eut fini de répéter ma communication, il s'arrêta un moment, puis ajouta : « Vous voudrez bien, je vous prie, dire à M. Davignon que je le remercie vivement de son message et que j'en informerai mon gouvernement. » Puis il me marqua de façon claire, en se levant et en m'offrant une cigarette, qu'il n'avait, officiellement, rien de plus à me dire. Mais il reprit presque aussitôt, sur le ton d'une conversation familière, qu'il avait personnellement la conviction

formelle que la Belgique n'avait rien à redouter de l'Allemagne, et que son gouvernement trouverait sans doute inutile d'amplifier ou de répéter ses déclarations antérieures à cet égard.

Ce même langage, M. de Below-Saleske le tint encore à M. Davignon le lendemain 2 août dans la matinée (1)... le jour même où il allait remettre l'ultimatum de son gouvernement! et il fit, — en son nom personnel toujours, — des déclarations rassurantes analogues, à des représentants de la presse : « Le toit de votre voisin brûlera peut-être, mais votre maison restera sauve, » dit-il à un rédacteur du *Soir*, qui publia cette interview à trois heures de l'après-midi... De son côté, le capitaine Brinckmann attaché militaire allemand, disait, à onze heures du matin, à un rédacteur du *XX^e Siècle*, qui l'interrogeait par téléphone : « Il n'est pas vrai que l'Allemagne ait déclaré la guerre... Nos troupes n'ont pas occupé le grand-duché de Luxembourg... Ce sont de fausses nouvelles lancées par des gens hostiles à l'Empire allemand. » Le *XX^e Siècle* publia ces déclarations de l'attaché militaire dans son édition de quinze heures.

Ce 2 août était un dimanche. Dans la matinée nous apprîmes par un télégramme du ministre de Belgique à Saint-Petersbourg, lancé la veille au soir, la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie et la mobilisation générale des armées allemandes. L'après-midi, un télégramme de M. Eyschen, ministre d'État du Luxembourg, nous annonça la cynique invasion du grand-duché par les forces impériales (2).

La journée avait donc été agitée; vers sept heures du soir, mon travail terminé, je quittai la direction politique en même temps que le baron de Gaiffier (3). Avant de gagner la sortie principale du Ministère, rue de la Loi, nous entrâmes dans le bureau du secrétaire général, situé tout à côté. Nous passâmes en revue, avec le baron van der Elst, les nouvelles arrivées depuis le matin. Il n'y avait plus d'illusions à se faire : le jeu des alliances entraînait l'une après l'autre les Puissances dans le tourbillon; déjà la Russie était en guerre avec l'Allemagne. L'invasion du Luxembourg marquait clairement que la guerre

(1) *Premier Livre Gris*, n° 19.

(2) *Premier Livre Gris*, n° 48.

(3) Directeur général de la politique, précédemment ministre de Belgique à Peking, au Caire et à Bucarest.

franco-allemande était une question d'heures. Allions-nous être englobés dans la catastrophe, ou le miracle de 1870 allait-il se renouveler ? La loyauté de la France était évidente. L'Allemagne ne disait rien, et cela semblait de bien mauvais augure, mais M. de Below-Saleske était si rassurant !... D'ailleurs, la démarche anglaise et la menace qu'elle contenait implicitement ne serait-elle pas de nature à faire réfléchir Berlin ? D'après les derniers télégrammes, ne pouvait-on supposer que les forces allemandes réunies le long de la frontière glissaient vers la Moselle et qu'elles éviteraient de fouler le sol belge ?... Les motifs invoqués pour la violation du grand-duché et qui n'existaient pas vis-à-vis de la Belgique n'autorisaient-elles pas l'hypothèse (1) ?...

Nous essayions de nous raccrocher à cet espoir comme des naufragés à un bouchon de paille, quand un huissier ouvrit la porte, et, l'air inquiet, nous dit vivement et sans cérémonie : « Le ministre d'Allemagne vient d'entrer chez M. Davignon. »

Nous comprimes tous trois qu'en ce moment solennel le sort de notre cher petit pays allait être fixé...

Dix minutes s'écoulèrent qui nous parurent des heures. Puis, à sept heures et demie, la silhouette hautaine de M. de Below-Saleske se détacha de l'autre côté de la cour, sous l'auvent vitré donnant accès à l'antichambre du ministre, et le représentant de l'empereur d'Allemagne, impassible, gagna la rue où son automobile l'attendait. D'un bond, nous fûmes dans le cabinet de M. Davignon. Il était vide, mais, au même instant, le ministre, qui était allé dans le bureau contigu appeler le comte Léo d'Ursel, son chef de cabinet, rentra, tenant à la main un papier, et suivi du comte, ainsi que de M. Costermans, sous-chef du cabinet. Tous trois paraissaient bouleversés.

— C'est mauvais, très mauvais, fit le ministre, qui était d'une pâleur extrême. Voici la note allemande que M. de Below m'a résumée. On exige que nous livrions passage à l'armée allemande.

— Et qu'avez-vous répondu, monsieur le ministre ?...

— J'ai pris le papier, j'ai dit que je l'examinerais avec le

(1) Le premier prétexte invoqué par l'Allemagne pour envahir le Luxembourg fut « la nécessité d'assurer la sécurité des chemins de fer dont l'Allemagne avait l'exploitation en vue d'une attaque de la part des Français. »

Roi et mes collègues. Nous avons douze heures pour répondre... Mais je n'ai pu contenir mon indignation ! J'ai dit à M. de Below que nous aurions pu nous attendre à tout, sauf à ceci : l'Allemagne, qui se disait notre amie dévouée, nous proposant le déshonneur !... Traduisons vite, et qu'on appelle M. de Broqueville.

Je pris une plume et m'installai au bureau du ministre, tandis que le comte Léo d'Ursei et le baron de Gaiffier s'emparaient de la note allemande et commençaient immédiatement à la traduire ; j'écrivais au fur et à mesure. M. Davignon et le secrétaire général suivaient anxieusement le travail, assis dans deux fauteuils placés à droite et à gauche de la cheminée, en face du bureau. Toute cette scène est gravée à tout jamais dans ma mémoire : les physionomies des auditeurs, les pensées qui se bouscullaient dans mon esprit, jusqu'à l'apparence du papier sur lequel je traçais en français les phrases de l'ultimatum, je crois que je ne pourrai jamais oublier un seul de ces détails. La traduction n'était pas facile, certaines phrases allemandes prêtant à diverses interprétations. Des discussions s'élevèrent sur le sens de plus d'une, et le premier texte français de ce document historique porte de multiples ratures et surcharges. Sans doute un expert trouverait-il en outre dans l'écriture les marques de l'extrême tension nerveuse de celui qui tenait la plume, bien qu'en apparence je restasse très calme, comme le ministre et la plupart des assistants.

Nous étions parvenus au tiers à peu près de la note allemande, quand le premier ministre entra. Il nous salua rapidement et s'assit à côté de M. Davignon. Je lui lus les quelques phrases déjà traduites, après que M. Davignon lui eût, en deux mots, résumé la démarche de M. de Below-Saleske. M. de Broqueville croisa les bras et resta ensuite absorbé dans ses pensées, le menton appuyé dans la main, jusqu'à ce que la traduction fût achevée.

Lorsque le travail fut terminé, M. de Broqueville me pria de relire la note en français, ce que je fis avec une émotion profonde, tout en m'efforçant de garder à ma voix son ton habituel (1).

(1) La traduction de l'ultimatum figure au *Premier Livre Gris* belge sous le n° 20. Les Allemands ont publié trois éditions de leur « Livre Blanc, » *Aktenstücke zum Kriegs Ausbruch*. La première, parue en août 1914, ne contient pas l'ulti-

Un silence, un long silence tragique de plusieurs minutes, succéda à cette lecture... Nous venions d'entendre pour la première fois l'ultimatum infâme, et nous songions... Dans l'esprit de chacun de nous, au souvenir tendrement ému de la patrie adorée, paisible et bonne, succéda peut-être une vague notion des horreurs qui s'avançaient au-devant d'elle; mais ce qui domina nos pensées, ce fut certes, chez tous, la ferme volonté d'être dignes des ancêtres des grandes époques d'épreuves... Il était évident que la note allemande n'invoquait l'intention de la France de marcher sur la Meuse que comme prétexte, et que l'ultimatum était purement et simplement une sommation d'avoir à renoncer à la neutralité en faveur de la formidable Allemagne. Ceux qui l'avaient rédigé n'avaient pas pensé un moment que la Belgique, ce pays si petit sur la carte d'Europe, eût osé ne pas se plier sans phrases à la volonté de sa toute-puissante voisine! Ceux qui le lurent, n'ayant pas la même mentalité, eurent au contraire immédiatement, spontanément, sans discussion, sans hésitation, sans même se communiquer mutuellement leurs pensées, la claire notion qu'une seule réponse était possible : un *non* péremptoire et indigné!

Ce fut le secrétaire général qui rompit le silence. S'adressant au ministre de la Guerre, le baron van der Elst lui demanda :

matum à la Belgique. La deuxième, de même que sa « traduction autorisée » et la troisième, en contiennent le texte *mutilé*. On a supprimé ces deux dernières phrases : « Le gouvernement allemand a l'espoir justifié que cette éventualité (la résistance de la Belgique) ne se produira pas et que le gouvernement belge saura prendre les mesures appropriées pour l'empêcher de se produire. Dans ce cas, les relations d'amitié qui unissent les deux États voisins deviendront plus étroites et durables. »

La mutilation s'explique : lorsque l'Allemagne a publié la deuxième édition du *Livre Blanc*, elle avait déjà prétendu trouver dans les conversations Bernardiston-Ducarne la preuve que la Belgique avait depuis 1906 abandonné sa neutralité en faveur de l'Angleterre. Le document (annexe) n° 39 de cette édition contenait l'affirmation suivante : « Les documens trouvés confirment par des preuves écrites, le fait connu dans les hautes sphères compétentes allemandes, longtemps déjà avant la guerre, de la connivence de la Belgique avec les Puissances de l'Entente. » Il eût été difficile de maintenir, dans ces conditions, les deux dernières phrases de l'ultimatum qui forme le document n° 37... Elles montrent trop que le gouvernement allemand ne croyait pas le 2 août à la soi-disant félonie du gouvernement belge.

Les lecteurs pourront trouver des détails dans une brochure qui vient de paraître, chez Berger-Levrault, sous le titre : *Le second Livre Blanc allemand. Essai critique et notes sur l'altération officielle des documens belges*, par F. Passeelecq, pages 19 et suivantes.

« Enfin, monsieur le ministre, sommes-nous prêts?... »

Nouveau silence, plus court que le premier, mais non moins impressionnant. Puis, M. de Broqueville, très calme, très maître de lui, parlant lentement en scandant les mots, répondit : « Oui, nous sommes prêts. La mobilisation s'accomplit dans des conditions merveilleuses. Commencée hier matin, elle est presque achevée. Demain soir, l'armée sera en état de marcher... demain matin même s'il le fallait absolument. Mais... il y a un mais... nous ne possédons pas encore notre artillerie lourde. »

Quelques courtes phrases furent encore échangées. Puis tout à coup M. de Broqueville tira sa montre : « Il est huit heures dix, dit-il, il faut prévenir immédiatement le Roi et demander à Sa Majesté l'autorisation de convoquer le Conseil au Palais à neuf heures, les ministres d'État à dix heures. »

Il partit presque aussitôt pour le Palais où il mit le Roi au courant de la situation. M. Davignon et le baron van der Elst restèrent seuls. Les autres assistans sortirent. Le chef du cabinet alla s'occuper avec M. Costermans de convoquer le Conseil des ministres. Je trouvai dans le bureau du comte d'Ursel une réunion assez nombreuse. Le bruit qu'un événement se produisait avait couru dans le Ministère comme une trainée de poudre. Quelques fonctionnaires et diplomates restés tard au travail s'étaient réunis là, guettant la sortie de ceux qui étaient enfermés avec le ministre. M. de Gaiffier et moi les mimes au courant de ce qui se passait. C'est avec un vrai sentiment d'orgueil que je le déclare : pas un ne mit en doute une seconde que la réponse à la note allemande pût être autre chose qu'une fin de non recevoir indignée. Certains furent atterrés, mais la plupart vibrèrent de la grande émotion patriotique qui, le lendemain, devait secouer la nation tout entière : — « Il vaut mieux que l'Allemagne ait abattu son jeu. Nous sommes fixés. Il n'y a plus d'hésitation possible, tandis qu'on pouvait redouter les plus cruelles incertitudes sur ce que nous aurions à faire. L'armée saura tout de suite où est l'ennemi, elle se battra avec enthousiasme ! Et après tout, nous serons soutenus par la France. L'Angleterre marchera. Elle ne peut laisser sacrifier la Belgique. Son honneur et son intérêt le lui interdisent. Et puis, si nous sommes écrasés, ce sera avec gloire, et notre sort ne sera pas pire, en dernière analyse, que

si nous nous laissions faire ! Si nous cédions, nous ne pourrions plus jamais soutenir le regard d'un Français ou d'un Anglais... »

Telles étaient les phrases qui s'entre-croisaient. A peine une ou deux allusions aux horribles conséquences que notre réponse, — il semblait qu'elle fût faite déjà, — allait attirer sur notre cher et malheureux pays.

Vers huit heures et demie, j'allai prendre seul un rapide diner dans un restaurant de la place Royale. Je me souviens de l'effet étrange que me fit la salle vivement éclairée, et de l'espèce d'angoisse avec laquelle j'observai les consommateurs assis aux tables voisines. Ils ne savaient rien, ils avaient lu les journaux de l'après-midi, le *XX^e Siècle*, le *Soir*, contenant les déclarations rassurantes faites le matin même par M. de Below-Saleske aux reporters de ces deux feuilles... ils étaient gais, insoucians... Et moi, j'étais écrasé par le poids de ce que je savais, du secret qui serait révélé le lendemain et qui donnerait un si cruel réveil à tous ceux qui m'entouraient. Je me demandais si j'étais le jouet d'un cauchemar, ou si j'étais bien éveillé.

Un peu après neuf heures, je retournai au Ministère. M. Davignon était parti pour le Palais. Le baron van der Elst l'avait accompagné. Le secrétaire général assista, en effet, aux deux conseils qui se succédèrent dans la nuit.

Le baron de Gaiffier s'était mis au travail dans le bureau du ministre. Je l'y rejoignis. Il avait déjà commencé à rédiger un projet de réponse à l'ultimatum allemand!... « Voyez-vous, me dit-il, le ministre va rentrer tout à l'heure et on nous demandera de faire la réponse. Comme il n'y a pas de doute possible sur le sens de celle-ci, j'ai commencé déjà pour gagner du temps... »

Sans doute écrira-t-on quelque jour pour l'Histoire les détails de la séance du Conseil des ministres qui, commencée à neuf heures du soir sous la présidence du Roi, continuée à dix heures avec les ministres d'État qu'on avait pu rassembler, ne fut interrompue qu'à minuit pour recommencer ensuite vers deux heures et demie du matin et durer encore jusque près de quatre.

Pendant la première partie de cette longue séance, les idées générales de la réponse à donner à l'Allemagne furent

arrêtées (1). Vers minuit, un comité de rédaction fut désigné et chargé de se rendre au ministère des Affaires étrangères pour composer un projet de note. MM. de Broqueville, ministre de la Guerre, Davignon, ministre des Affaires étrangères, Carton de Wiart, ministre de la Justice, van den Heuvel, et Hymans, ministres d'État, et le baron van der Elst revinrent ainsi rue de la Loi. Ils y retrouvèrent le baron de Gaiffier qui avait terminé son avant-projet de réponse. Le directeur général de la politique, sans savoir ce qui se déciderait au Palais, avait écrit exactement ce qu'il convenait de répliquer à l'Allemagne. Tant il est vrai que tous les Belges se trouvèrent unis dans la même pensée, dans le même sentiment à la lecture de l'ultimatum allemand !... A peine quelques phrases furent-elles remaniées par le comité de rédaction.

Pendant que ce travail s'effectuait, à une heure et demie du matin, le ministre d'Allemagne arriva et demanda à voir le baron van der Elst. De toute évidence, Son Excellence venait pour tâcher de surprendre sur les physionomies de ceux qu'il rencontrerait des symptômes révélateurs du sens de notre suprême décision. Le secrétaire général alla recevoir dans son bureau M. de Below-Saleske. Le ministre d'Allemagne dut remarquer la froideur de l'accueil qui lui fut fait. Voici comment une note reproduite au *Livre Gris* (n° 21), a rendu compte de cette visite nocturne :

« A une heure et demie de la nuit, le ministre d'Allemagne a demandé à voir le baron van der Elst. Il lui a dit qu'il était chargé par son gouvernement de nous informer que des dirigeables français avaient jeté des bombes et qu'une patrouille de cavalerie française, violant le droit des gens, attendu que la guerre n'était pas déclarée, avait traversé la frontière.

« Le secrétaire général a demandé à M. de Below où ces faits s'étaient passés; en Allemagne, lui fut-il répondu. Le baron

(1) Je tiens d'un ministre d'État, qui assista au conseil nocturne et suivit plus tard le gouvernement à Anvers et en France, que pas un avis ne fut exprimé formellement pour suggérer une autre attitude que celle qui fut adoptée. Un des assistans, partisan convaincu d'ailleurs de cette solution, se livra à quelques commentaires sur ce qu'auraient pu être les conséquences d'une autre décision pour montrer son impossibilité. C'était mon informateur lui-même. Une grande partie du temps fut consacrée à la lecture de rapports de l'état-major. Les généraux chevalier de Selliers de Moranville et baron de Rijckel, chef et sous-chef de l'état-major général, avaient été appelés au Conseil des ministres.

van der Elst fit remarquer que, dans ce cas, il ne pouvait s'expliquer le but de sa communication. M. de Below dit que ces actes, contraires au droit des gens, étaient de nature à faire supposer d'autres actes contre le droit des gens que poserait la France. »

Une demi-heure plus tard, le projet de réponse à l'Allemagne était rapporté au Palais et approuvé définitivement par le Conseil sous la présidence du Roi (1).

Vers trois heures et demie du matin, le comte d'Ursel fut appelé au téléphone par M. Klobukowski. Celui-ci lui affirma avoir vu distinctement dans le ciel des lueurs intermittentes qui provenaient sans nul doute des projecteurs d'un dirigeable allemand allant dans la direction de la France... Plusieurs personnes avaient dit à M. Klobukowski qu'elles avaient observé les mêmes lueurs.

Peu après cet incident, je quittai le Ministère. La mobilisation mettait encore quelque animation dans les rues avoisinantes. Au coin de l'avenue des Arts et de la rue de la Loi, toutes les fenêtres du ministère de la Guerre étaient éclairées. Plusieurs automobiles stationnaient devant la porte.

Au carrefour, quelques groupes de civils et de militaires regardaient en l'air et paraissaient agités. Le bruit courait là aussi qu'un Zeppelin ou un autre dirigeable allemand avait été entendu et qu'une lumière insolite avait été vue circulant dans le ciel. Un officier du grand état-major qui se trouvait là était particulièrement affirmatif. Il supposait qu'un aéronef était venu pour recueillir des messages émis par un appareil de télégraphie sans fil de petite puissance. Il me confia cependant qu'il s'effrayait à la pensée qu'un vaste parc d'artillerie était concentré devant la caserne d'Etterbeek et que quelques bombes lancées à cet endroit eussent pu faire des dégâts effroyables et causer une panique. J'appris plus tard que l'ordre de gagner la forêt de Soignes et de s'y dissimuler avait été donné immédiatement à cette artillerie.

A huit heures du matin le 3 août, j'étais revenu au Ministère.

(1) Pour le texte, voir le *Premier Livre Gris*, n° 22. Je crois pouvoir affirmer que, jusqu'à présent, la réponse de la Belgique à l'ultimatum n'a jamais été publiée en Allemagne. Le peuple allemand a pu s'imaginer ainsi que le gouvernement belge n'a pas répondu et qu'il a donc, — qui ne dit mot consent, — paru accepter la demande de passage des troupes allemandes à travers son territoire... On comprend alors que la résistance de Liège ait provoqué en Allemagne quelque indignation...

M. de Gaiffier y arriva en même temps que moi ; il me raconta qu'il avait attendu la fin du Conseil de cabinet et que M. Davignon, rentré du Palais vers quatre heures du matin, l'avait chargé de remettre lui-même à M. de Below-Saleske la réponse à l'ultimatum allemand. M. de Gaiffier avait fait recopier rapidement la réponse, était retourné chez lui vers cinq heures, et, après avoir essayé de se reposer un moment, s'était rendu à pied à la légation d'Allemagne rue Belliard où, non sans émotion, il avait sonné à sept heures précises. Introduit dans le cabinet du ministre qui l'attendait, il lui avait tendu la note. M. de Below-Saleske l'avait lue d'un air détaché et lui avait demandé s'il n'avait rien à ajouter. Le baron de Gaiffier avait répondu négativement, avait salué le ministre et était revenu rue de la Loi.

Les légations de France et d'Angleterre furent prévenues sans retard de ce qui venait de se passer. Vers la même heure, le journal *l'Etoile Belge* publiait la nouvelle de l'ultimatum allemand.

A neuf heures et demie, M. Webber, attaché à la légation anglaise, en proie à une agitation qu'il ne cherchait pas à dissimuler, arriva à la direction politique où j'étais seul à ce moment. Il venait, de la part de sir Francis Villiers, prendre copie de la note allemande et de notre réponse. M. Webber savait le sens général des deux documens, mais n'en connaissait pas les termes. Je lui lus les deux textes. Quand j'arrivai à la phrase : « Le gouvernement belge, en acceptant les propositions qui lui sont notifiées, sacrifierait l'honneur de la nation en même temps qu'il trahirait ses devoirs envers l'Europe... » je sentis ma gorge se serrer et l'émotion faillit me dominer. Je pus cependant aller jusqu'au bout. Webber n'avait pas bougé, il était resté debout devant moi. Il me prit les deux mains et, après m'avoir regardé un moment en silence : « Bravo, les Belges ! » me dit-il simplement, d'une voix qui tremblait un peu. Puis il copia rapidement les deux notes en sténographie et courut les porter à son chef.

Après son départ, vers dix heures, mon attention fut attirée par la rumeur grandissante qui, montant de la ville, arrivait à travers les cours des bâtimens ministériels jusqu'à la fenêtre ouverte de mon bureau. C'était comme un frémissement anormal qui allait en s'amplifiant... Il était fait des cris des vendeurs de journaux qui publiaient la nouvelle de l'ultimatum, des

exclamations de surprise et de colère des lecteurs, du mouvement, de plus en plus intense et inaccoutumé à cette heure matinale, que la terrible nouvelle provoquait dans les rues.

Ce jour-là, 3 août, le Conseil des ministres, qui siégea de dix heures à midi, décida de solliciter l'appui *diplomatique* des Puissances garantes de notre neutralité, autres que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie bien entendu. La demande d'appui *militaire* fut, à dessein et après mûr examen, retardée jusqu'à ce que l'Allemagne eût consommé son crime en faisant pénétrer ses soldats sur notre territoire. Nous ne voulions lui donner jusque là aucun prétexte qu'elle pût invoquer pour dire que nous avions rompu la neutralité en faveur de ses ennemis (1). Une chance restait encore, — si minime, il est vrai, mais qui suffisait à soutenir l'espoir de quelques-uns d'entre nous, — de

(1) Une légende s'est créée qui veut que la France ait offert à la Belgique, le 3 août, le concours immédiat de cinq corps d'armée et que la Belgique ait refusé. Les uns font grief au gouvernement belge de cette attitude, les autres la trouvent très noble. Le souci de la vérité historique me force à dire que, quelle que soit la décision qu'eût dû prendre le gouvernement belge, au cas où une telle offre lui eût été faite, il n'a pas eu à la débattre, pour l'excellent motif que l'offre n'a pas été faite. La pièce n° 142 du *Livre Jaune* français, les pièces n° 24 et 38 du *Premier Livre Gris* belge prouvent de façon péremptoire qu'elle n'a pas pu être faite. Le 3 août, vers midi, le ministre de France, en son nom personnel et sans être chargé d'une déclaration de son gouvernement, dit à M. Davignon qu'il croyait pouvoir affirmer que si le gouvernement royal faisait appel au gouvernement français comme Puissance garante de la neutralité belge, la France répondrait immédiatement à cet appel; qu'au cas contraire, on attendrait probablement à Paris pour intervenir que la Belgique ait fait un acte de résistance effective.

M. Davignon, qui sortait de la réunion du Conseil où on avait précisément décidé de ne pas faire appel encore au concours *militaire* des garans, remercia M. Klobukowski et lui fit connaître la décision dont il s'agit.

Le ministre de France n'a pas pu le 3 août préciser une offre de cinq corps d'armée puisqu'il n'était chargé d'aucune communication de son gouvernement au sujet du concours éventuel qui pourrait être prêté à la Belgique.

Il paraît certain, d'ailleurs, que la disposition de ses troupes n'aurait pas permis au gouvernement français d'offrir le concours immédiat de cinq corps d'armée à la Belgique tout au début d'août. En effet, quinze jours plus tard, le 18 août, un seul corps de la cinquième armée française tenait les ponts de la Sambre et de la Meuse autour de Namur et entre cette place et Givet. Les trois autres corps de cette armée n'étaient attendus que le lendemain 19 vers Philippeville (Voyez *l'Action de l'armée belge*, page 24.)

La légende des cinq corps d'armée offerts par la France le 3 août n'a donc pu naître que d'un propos mal compris ou inexactement répété, relatif à la démarche faite ce jour-là à midi, de son propre mouvement, par M. Klobukowski.

On sait qu'aussitôt que la violation du territoire belge fut un fait accompli, c'est-à-dire dans la soirée du 4 août, la Belgique demanda le concours armé de la France, de l'Angleterre et de la Russie en vertu de la garantie donnée par ces Puissances au traité de 1839.

voir l'Allemagne, désappointée par notre réponse à son ultimatum, reculer au dernier moment et donner contre-ordre à ses troupes. M. Arendt, qui avait été directeur général de la politique avant le baron de Gaiffier (de 1896 à 1912), vint me voir dans l'après-midi, vers quatre heures. Il prit connaissance de l'ultimatum et de notre réponse, et lui qui avait tant étudié cette neutralité garantie que les Puissances nous avaient imposée, lui qui était l'auteur principal des notes mentionnées au début du présent article, il se prit à penser un moment que notre attitude si décidée et si conforme à notre devoir, allait faire hésiter le colosse germanique. La faute politique que commettrait l'Allemagne en inaugurant la guerre mondiale par une violation absolument injustifiée de la neutralité d'un pays ami lui parut si énorme, la réprobation universelle qu'elle devait fatalement soulever lui sembla devoir peser si lourdement dans la balance de la reddition finale des comptes, qu'il voulut douter encore... Les Allemands avaient compté nous intimider. Ils avaient tablé sur un consentement arraché au sentiment de notre faiblesse. Le ton de notre réponse ne pouvait leur laisser de doute sur l'erreur qu'ils avaient commise. Sachant dorénavant qu'ils allaient se heurter à la résistance désespérée d'une armée peu nombreuse, mais courageuse et appuyée sur des places solides, n'allaient-ils pas redouter de voir tous leurs calculs, tout leur plan fondé sur une traversée rapide de la Belgique compromis?... N'allaient-ils pas adopter en conséquence un plan alternatif qu'ils auraient tenu prêt pour cette éventualité?...

Telles étaient les questions que se posait encore, en cette heure suprême, celui de tous les Belges qui, d'avance, avait sans doute médité le plus souvent sur le jour angoissant que nous traversions...

N'est-il pas permis de croire que sa claire intelligence voyait juste, et que si l'Allemagne eût, au dernier moment, décidé d'éviter notre territoire, elle aurait fait preuve de sagesse au point de vue militaire et plus encore au point de vue politique?

Une chose est certaine, en tout cas, parce que démontrée par les événements, c'est que l'offensive « foudroyante » contre la France à travers la Belgique a été une mauvaise opération. Elle a abouti à un insuccès fatal pour l'Allemagne. La bataille

de Liège l'a irrémédiablement compromise en faisant perdre près de trois semaines à l'armée impériale. Celles de la Marne, de l'Yser et d'Ypres en ont définitivement marqué l'échec.

Quoi qu'il en soit, un doute léger subsistait encore le 3 août 1914 sur ce que ferait réellement l'Allemagne, puisqu'elle n'avait pas encore violé effectivement notre territoire, et ce doute, dans leur volonté d'être honnêtes jusqu'au bout, parut aux ministres belges être un obstacle suffisant pour les empêcher d'appeler à l'aide, ce jour-là, les armées des autres Puissances garantes de notre neutralité et de notre indépendance (1).

Le 4 août, à six heures du matin, M. de Below-Saleske vint remettre à M. Davignon une note (2) qui mit fin à toute incertitude chez ceux qui pouvaient espérer encore... Elle faisait savoir au gouvernement belge que l'Allemagne, par suite du refus de la Belgique d'accepter les propositions « bien intentionnées » qui avaient été faites, se verrait forcée d'exécuter, *au besoin* par la force des armes, les mesures de sécurité qu'elle jugeait indispensables vis-à-vis des « menées françaises. »

A neuf heures et demie du matin, un télégramme nous annonça que le territoire belge avait été violé par les troupes allemandes à Gemmenich (3); ce village est tout proche de la frontière, à quelques kilomètres d'Aix-la-Chapelle. Il touche vers le Nord au Limbourg néerlandais. Les premiers coups de feu de la guerre avaient été tirés par les gendarmes belges de garde à ce poste frontière! Le sang avait coulé, l'irrémédiable était accompli...

La veille, le Roi avait fait convoquer les Chambres législatives pour ce 4 août, à dix heures. Malgré le peu de temps qu'avait eu la nouvelle pour se répandre, et en dépit de l'heure matinale, une foule compacte remplissait les rues en bordure

(1) Il convient de rappeler qu'à l'heure où les ministres délibéraient, l'Allemagne n'était officiellement en état de guerre ni avec la France, ni avec la Grande-Bretagne. Sa déclaration de guerre à la France fut remise à Paris par le baron de Schoen le 3 août, à six heures quarante-cinq du soir (*Livre Jaune*, n° 147). Celle de l'Angleterre à l'Allemagne fut notifiée le 4 août, à onze heures du soir (*Premier Livre Gris*, n° 41).

(2) *Premier Livre Gris*, n° 27.

(3) Le premier passage de la frontière par l'avant-garde allemande s'est produit exactement à huit heures deux minutes du matin, le 4 août.

du Parc que le cortège royal devait contourner. Le ministère des Affaires étrangères est tout à côté du Palais de la Nation où siègent les Chambres. Une de ses façades borde la petite place située devant ce palais, l'autre longe la rue de la Loi perpendiculairement à la première.

Un peu avant dix heures, je me rendis dans le bureau du secrétaire général dont les fenêtres prennent jour sur la rue de la Loi, au rez-de-chaussée. La ville avait déjà revêtu l'apparence de fête qu'elle conserva jusqu'après l'entrée des Allemands : chaque maison avait, dès la veille, arboré spontanément le drapeau national. Par ce geste de fierté, le peuple avait exprimé la satisfaction qu'il éprouvait de savoir que le gouvernement avait fidèlement interprété, dans sa réponse à l'Allemagne, le sentiment intime de toute la nation.

A dix heures, un premier frisson d'enthousiasme parcourut la foule lorsqu'une voiture découverte de la Cour amena au Parlement la Reine et ses trois enfans. Tout le trajet depuis le Palais fut une longue et émouvante ovation.

Trois minutes plus tard, une acclamation formidable parvint jusqu'à moi à travers le Parc. Le Roi avait quitté le Palais. Par la rue Royale, il approchait; son arrivée était annoncée par la tempête d'émotion et de cris qui secouait la foule, dans la rue, sur les balcons, jusque sur les toits... Le cortège tourna le coin du Parc : précédé d'une escorte de cavalerie de la garde civique, suivi des officiers de sa Maison, notre souverain s'avancait tranquillement à cheval, botté et en uniforme de campagne, pâle, mais se dominant visiblement; les traits empreints d'une gravité solennelle, il répondait lentement de la main aux acclamations, intenses, vibrantes, de la foule : « Vive, vive le Roi! Vive, vive la Belgique! » Il semblait que le peuple ne pouvait se rassasier de répéter ces cris qui se confondaient dans une magnifique ovation.

Lorsque le Roi fut arrivé au centre de la place qui précède le Palais de la Nation, il descendit de cheval, et je le vis, au milieu d'une clameur immense, déchainée, s'avancer à pied vers le perron où se tenait une députation de sénateurs et de membres de la Chambre des Représentans. Leur émotion comme celle de tous était intense, profonde. Les bras tendus en avant, les mandataires du pays semblaient vouloir étreindre le Roi, communier avec lui, lui dire, — une dernière fois

peut-être... — le culte de la nation pour son indépendance et pour les institutions que, librement, elle s'était données quatre-vingt-quatre ans auparavant.

Ceux qui ont assisté à cette scène ne l'oublieront jamais, et rares sont ceux qui, l'ayant vue, pourraient avec sincérité prétendre qu'au passage du Roi leurs larmes n'ont pas coulé, tandis qu'ils criaient éperdument leur amour de la Patrie : « Vive le Roi ! Vive la Belgique indépendante ! »

A la fenêtre où j'étais à ce moment, et aux autres du même salon, se trouvaient groupés la plupart des hauts fonctionnaires du département. Des employés, des huissiers s'étaient mêlés à eux. Quelques dames s'étaient glissées jusque là et joignaient leurs acclamations aux nôtres... La comtesse X..., femme d'un jeune officier des Guides qui devait périr glorieusement face à l'ennemi quelques jours plus tard, était parmi les plus émue. Au milieu de la salle, un peu à l'écart, se tenait debout le conseiller de la légation d'Autriche-Hongrie. Il était là par hasard, étant venu faire de la part de son gouvernement quelque communication, peut-être tout à fait étrangère au drame du moment (1). Ce diplomate n'avait pu se défendre contre l'émotion universelle qui l'entourait. Je ne l'aperçus qu'en me retournant quand le Roi fut entré au Parlement. Il s'essuyait les yeux...

Dehors, les ovations ne cessaient point. Devant le Parc, le général de Coune, qui commandait la garde civique, se soulevant sur ses étriers, ranimait encore les acclamations de la foule par ses propres vivats enthousiastes, ponctués de moulinets de son épée, alors que le Roi avait disparu depuis longtemps. Oh ! la sainte et inoubliable émotion que vécurent ce matin-là les Belges qui eurent le privilège d'assister à cette triomphale apothéose de la foi jurée, à cette affirmation grandiose de la volonté de vivre de tout un peuple !...

Je n'ai pas assisté à l'historique séance des Chambres réunies, mais un témoin m'a dit qu'il serait impossible d'en décrire l'incomparable grandeur.

Dans l'assemblée frémissante où le Roi put constater « qu'il n'y avait plus qu'un parti, celui de la Patrie, » se détachaient

(1) Nous ne fûmes en guerre officiellement avec l'Autriche-Hongrie que le 28 août, bien que, — sans que nous en fussions informés, — la grosse artillerie de ce pays eût contribué à réduire les forts de Namur tombés le 24 et le 25 !

plusieurs uniformes militaires. On remarquait surtout celui de M. Hubin, député socialiste, jadis sergent aux carabiniers, qui venait de reprendre du service, et celui du duc d'Ursel, sénateur catholique, engagé depuis la veille aux Guides comme simple soldat volontaire, à l'âge de quarante et un ans!

D'habitude, et très naturellement, la tribune diplomatique d'un Parlement n'est pas un endroit où les sentimens de l'assemblée trouvent un écho bien vibrant. Ce jour-là, lorsque le Roi déclara « qu'un pays qui se défend s'impose au respect de tous et ne peut périr, » lorsque M. de Broqueville jeta à l'Allemagne son admirable défi : « Nous pouvons être vaincus, — soumis, jamais!... » lorsque la salle entière sembla sur le point de s'écrouler sous les acclamations frénétiques de l'hémicycle et des tribunes, la grandeur épique du spectacle arracha des larmes à plus d'un diplomate étranger. Ces larmes font honneur à ceux qui les ont versées autant qu'à ceux dont le beau courage les a provoquées.

Dès le lendemain, Bruxelles apprenait les premiers combats à Visé et la victorieuse résistance des forts de Liège à la formidable ruée de cinq corps de choix de l'armée allemande encore intacte (1)...

Pour avoir résolument poussé l'honnêteté politique jusqu'à ses dernières conséquences, la Belgique était, d'un seul coup, entrée dans la gloire!

ALBERT DE BASSOMPIERRE.

(1) Les VII^e, VIII^e, IX^e, X^e et XI^e corps. Voyez *l'Action de l'armée belge*, page 11.

LA HOUILLE VERTE

ET

LES FORCES HYDRAULIQUES

DES PYRÉNÉES

I

Lorsque la victoire, aujourd'hui absolument certaine, aura couronné le courage de nos héroïques soldats, et rendu au monde civilisé le repos nécessaire pour reconstituer l'énorme somme de capitaux de toute sorte, détruits par une guerre sans exemple dans les annales de l'humanité, le problème économique se posera dans toute son ampleur, exigeant pour sa solution le concours de tous les efforts, de toutes les bonnes volontés.

Cette solution se présentera en France sous des aspects multiples et variés, suivant qu'il s'agira d'en adapter les éléments à la réorganisation de notre commerce, de notre industrie, de notre agriculture, dans les diverses régions de notre pays. La caractéristique fondamentale de la France est sa merveilleuse unité, qui confond et unit dans un même sentiment, dès qu'il s'agit de Patrie, toutes les populations du territoire national. Ce sentiment, dont la guerre actuelle nous permet de sentir toute l'admirable puissance et la sublime grandeur, n'a pas détruit la personnalité de chacune des régions françaises; d'un amour égal, tous les habitants aiment la *douce France* en dehors de laquelle bien rares sont ceux qui consentiraient à vivre,

mais chacun conserve les aptitudes ancestrales dues aux conditions de vie, résultant du sol et du climat du pays depuis de longs siècles habité par ses aïeux. C'est de cette double considération que devront s'inspirer ceux auxquels incombera la tâche de la reconstitution, de la réorganisation économique de la France.

A cette œuvre, les Pyrénées peuvent apporter une très utile contribution au point de vue industriel et agricole.

Industrie et agriculture, dans la montagne pyrénéenne comme dans la plaine subpyrénéenne, dépendent d'un seul et même facteur, l'eau. Sans elle nos montagnes et nos plaines seraient stériles, nulle industrie ne pourrait, dans des conditions suffisamment rémunératrices, essayer de s'y établir. Il importe donc, par-dessus tout, de savoir quelle est la puissance de l'eau qui ruisselle sur le flanc de nos montagnes.

M. Marchand, directeur de l'observatoire du Pic du Midi, dans son étude sur l'*Énergie mécanique totale des eaux sur le versant français des Pyrénées* s'exprimait, en 1903, dans les termes suivants : « Voici les résultats auxquels on arrive : déduction faite de l'évaporation, l'énergie totale des eaux qui descendent sur le versant des Pyrénées est, en chiffres ronds, de 8 millions de chevaux-vapeur.

« On s'en fera une idée plus concrète en remarquant qu'elle correspond au travail de 26 000 locomotives (supposées de 300 chevaux chacune) circulant jour et nuit.

« Quant à l'énergie pratiquement utilisable, il est fort difficile de l'évaluer : ce mot pratiquement n'a en effet qu'un sens tout relatif, une telle chute d'eau considérée actuellement comme difficile à exploiter sera peut-être utilisée dans la suite des temps, lorsque toutes les chutes placées dans de meilleures conditions auront été successivement mises au service de l'industrie. Le fait à retenir pour le moment est que la houille blanche, dans les Pyrénées françaises, développe assez d'énergie pour mettre en mouvement un nombre colossal d'usines. »

Depuis l'époque à laquelle M. Marchand écrivait ces lignes, une nouvelle expression a été employée pour, dans certaines conditions déterminées, désigner l'eau servant de force motrice. M. Henri Bresson, un des premiers, sinon le premier, a remplacé le nom de houille blanche par celui de houille verte pour l'eau destinée à produire la force hydraulique dans les moyennes

et basses chutes. Cette expression très pittoresque mérite d'être conservée, et appliquée, non seulement à l'eau dans les moyennes et basses chutes, mais, dans un sens beaucoup plus étendu et plus exact, à l'eau provenant de toute autre origine que de la fonte des glaciers. Le nom de houille blanche resterait ainsi l'apanage des eaux des Alpes, celui de houille verte désignant les eaux des Pyrénées, et celles des régions d'altitudes moyennes. Les glaciers ne jouent en effet qu'un rôle presque insignifiant dans la production des eaux des hautes altitudes pyrénéennes. Localisés autour des grands sommets, ils n'occupent, d'après M. Charles Rabot, qu'une surface notablement inférieure à 40 kilomètres carrés. C'est aux fontes de neige, aux chutes de pluie, aux condensations occultes qui ne peuvent influencer le pluviomètre, mais que le jaugeage permet néanmoins de constater, comme les brouillards, les rosées, les gelées blanches, qu'est due la grande abondance des eaux des Pyrénées.

La preuve de ce fait est fournie de la manière la plus concluante par les gaves de Gavarnie, Cauterets et Aspe.

C'est dans les bassins des deux premiers que s'écoulent les eaux de la fonte des glaciers placés autour des hauts sommets des massifs de Gavarnie et du Vignemale; mais, contrairement à l'opinion générale, le débit de ces eaux d'écoulement ne forme qu'une très faible partie du débit total des gaves de ces deux bassins, qui sont surtout alimentés par les nombreux torrens sillonnant leurs versans, et dont les uns sortent, ceux du bassin de Gavarnie des treize lacs disséminés dans les affluens du Bastan et du gave supérieur de Pau, ceux du bassin de Cauterets, des onze répandus dans les hautes régions de ce bassin, auxquels dans les deux bassins se joignent ceux dont l'origine est due aux nombreuses sources qui sourdent au milieu des grands pâturages estivaux et des forêts situés à des altitudes supérieures à 1500 mètres. L'exemple du gave d'Aspe est encore plus probant; sauf le lac d'Estac dans lequel il prend sa source, et les deux petits lacs d'Arlet et de l'Hurs d'où sortent les gaves de Belonce et de Lescun, tous les nombreux torrens qui l'alimentent prennent naissance des fontaines des grands pâturages des cayolars et des 8000 hectares de forêts situés entre 1500 et 2200 mètres. A ces altitudes, les grands pâturages sont, à de très rares exceptions près, en bon état, et les diffi-

cultés d'exploitation ont, jusqu'à présent permis, dans des conditions suffisamment favorables, la conservation des forêts dans ces hautes régions. Terrains gazonnés et forêts ont dans la formation des sources un rôle absolument prépondérant : c'est par les racines des herbes, des arbustes, des arbres que l'eau pénètre dans le sous-sol, ne reparaissant à la surface qu'après un temps plus ou moins long, généralement plusieurs semaines, parfois plusieurs mois. Ce phénomène, qui se produit à la suite des chutes ordinaires de pluie, a lieu dans des conditions encore plus favorables à l'alimentation des sources à la suite des chutes de neige, la lenteur et la périodicité de cette fonte permettant une absorption aussi complète que possible par le sous-sol de la tranche de pluie qu'elle représente.

Les observations de MM. les ingénieurs en chef Tavernier et Malterre, à ce sujet, donnent une explication des plus intéressantes de la persistance des sources alimentant les torrens pyrénéens, sources presque toujours, comme les lacs, situées entre 1 500 et 2 200 mètres d'altitude. Après avoir constaté que les lacs pyrénéens les plus nettement influencés par la fonte des neiges étaient ceux qui sont situés entre 1 500 et 2 200 mètres, ils ajoutent : « Cette fonte s'effectue à des époques très régulières et constitue un des phénomènes qui présentent la périodicité la plus remarquable... En un point donné d'un cours d'eau, à huit ou quinze jours près, elle commence et finit à la même époque, fait qui s'explique aisément, parce que les précipitations atmosphériques se produisant en hiver, se traduisent en haute montagne par la formation de neiges et de glaces correspondant à des périodes de l'année d'une durée relativement fixe, et représentent par suite une partie de la hauteur de pluie annuelle ne subissant que de faibles variations. »

II

Personne jusqu'ici n'avait envisagé d'une manière sérieuse la possibilité de voir l'industrie arrêtée par le manque de charbon : les craintes exprimées à ce sujet, par l'économiste anglais Jevons, en parlant de l'épuisement des richesses houillères de la Grande-Bretagne, restaient dans le domaine de ces curiosités scientifiques qu'on étudie avec intérêt, sans leur attribuer une portée pratique. L'épuisement des mines de houille pouvait être

dans
périte
de tr
dans
non e
aux r
lacun
révéla
comm
longu
cher
produ
l'abor
blanc
situat
De
la ho
trique
dans
embr
sous
qu'ici
les pl
niss
point
ment
mens
sont e
dant
dans
70 us
Pyrén
la dim
crête,
avaien
de pe
servan
chaqu
parfoi
Si

dans un avenir très lointain, une cause de diminution de prospérité pour certains pays, notamment pour l'Angleterre; mais de très nombreux gisemens de charbon déjà en exploitation dans d'autres régions, sans compter ceux qui sont connus et non encore exploités, ne viendraient-ils pas rapidement, grâce aux moyens de transport de l'industrie moderne, combler cette lacune? On ne peut aujourd'hui, en présence des faits qui ont révélé la possibilité de voir, à un moment donné, les relations commerciales interrompues pour des périodes plus ou moins longues, s'empêcher de se préoccuper de la nécessité de rechercher quelle force industrielle peut être substituée à celle qui est produite par la houille noire. Les Pyrénées et les Alpes, par l'abondance de leurs eaux, productrices inestimables de houille blanche et verte, se trouvent, pour cette substitution, dans une situation privilégiée.

Dans les Alpes, depuis plusieurs années, on a mis à profit la houille blanche pour créer de puissantes usines hydro-électriques; dans les Pyrénées, cette utilisation de la houille verte, dans le sens étendu indiqué plus haut, est encore à l'état embryonnaire; on doit même constater que la houille verte, sous l'ancienne forme de force purement hydraulique, n'a jusqu'ici été, dans nos régions, utilisée que dans les proportions les plus restreintes. Sur les 135 904 chevaux-vapeur que fournissent à l'étiage la Garonne, l'Ariège, le Salat, jusqu'aux points de jonction où leurs eaux se confondent, 28 508 seulement sont utilisés par les anciennes installations. Les renseignements fournis par l'annuaire 1914-1915 des forces hydrauliques sont encore plus probans. Dans les Pyrénées, 14 sociétés possédant 19 usines utilisent 53 690 chevaux-vapeur; tandis que dans les Alpes 524 000 chevaux-vapeur sont utilisés dans 70 usines possédées par 38 sociétés, affiliées comme celles des Pyrénées au syndicat. Le relief très abrupt du versant français, la diminution très rapide de la pente, dès qu'on s'éloigne de la crête, le lit des torrens généralement fixe et assez encaissé, avaient amené autrefois la création d'un très grand nombre de petites installations, dont la plupart étaient des moulins servant à moudre les grains nécessaires à l'alimentation de chaque famille propriétaire du moulin, ou, tout au plus, parfois, à celle d'un hameau ou d'une commune.

Si peu importantes qu'elles soient, ces usines n'en consti-

tuent pas moins un très gros obstacle à un aménagement complet et rationnel des eaux de toute la chaîne. Dans ces conditions, il est incontestable que, pour pouvoir faire les travaux nécessaires à une utilisation sérieuse des forces hydrauliques, dérivations, réservoirs, etc., l'intervention énergique et soutenue des hommes politiques auprès du gouvernement est indispensable pour provoquer l'adoption des mesures législatives nécessaires afin de ne pas laisser gaspiller, très souvent perdre presque inutilement, des forces appelées à rendre d'immenses services à la région pyrénéenne et au pays tout entier. Il faudra vouloir et oser faire céder l'intérêt privé, parfois si égoïstement résistant, devant l'intérêt général, car sans cela, l'organisation industrielle et agricole du « Midi pyrénéen » est impossible.

Les enseignemens de la guerre actuelle, les conditions économiques qu'elle vise, font aux pays dotés par la nature de la houille blanche ou verte une situation presque égale à celle de ceux qui possèdent la houille noire. Ne pas profiter de cette occasion, au moment où la reconstitution économique de la France est à la veille de se produire, serait commettre une faute presque irréparable, dont les conséquences pèseraient lourdement sur toute notre région méridionale. Ce serait recommencer ce qui, après la guerre de 1870, a porté un si grand préjudice aux Pyrénées. A cette époque, de nombreux industriels avaient songé à venir s'y installer. En présence des difficultés, dont aucune loi ne leur donnait la possibilité de triompher dans des conditions raisonnables, ils durent abandonner leurs projets.

C'est à ces difficultés, quasi insurmontables jusqu'ici, que doit être attribuée la très faible utilisation des eaux pyrénéennes.

En dehors des petites usines dont il a été question plus haut, et des irrigations faites suivant les convenances et les besoins de chacun des riverains des cours d'eau, d'après des usages locaux, ce qui entraîne des difficultés incessantes, des procès nombreux, souvent de très longue durée, il est facile d'énumérer les travaux entrepris jusqu'à la fin du *xix^e* siècle.

Il n'y avait dans la région pyrénéenne qu'un seul pays, le Roussillon, dans lequel il existât une organisation sérieuse de canaux d'arrosage, la plupart de ces canaux datant de plusieurs

siècles
n'étan
rique,
fut ce
irriga
secon
dans
lac B
des i
d'abo
tunne
de 20
cipita
dans
exact
génie
les p
put
ram
le la
I
conc
lac
Nes
Pou
les
rag
à en
tom
mel
de l
cub
sibi
sin
ma
l'O
ter
ser
ha

siècles; le canal d'Alarie, malgré la légende de son origine, n'étant pas autre chose qu'une utilisation plus ou moins empirique, sans plan d'ensemble, des eaux du bassin de l'Adour. Ce fut cependant pour l'alimentation de cette rivière et pour les irrigations de la plaine qu'elle arrose, que se firent, dans la seconde moitié du xix^e siècle, les premiers travaux importants dans la montagne. En 1851, on résolut d'utiliser les eaux du lac Bleu pour régulariser l'étiage de l'Adour. Sous la direction des ingénieurs Colomès de Juillan et Michelier, on essaya d'abord d'un siphon; le moyen n'ayant pas réussi, on établit un tunnel destiné à enlever annuellement au lac une tranche d'eau de 20 mètres de hauteur; mais, soit que les calculs sur les précipitations atmosphériques, fontes de neige, pluies, etc., etc., dans le bassin versant du lac, n'eussent pas été faits avec une exactitude suffisante, soit, comme est porté à le croire M. l'ingénieur en chef Bernis, que des perdans inconnus existent dans les parois du lac, ce ne fut qu'au bout de deux ans que le lac put être rempli de nouveau; il a été, par suite, nécessaire de ramener la tranche d'eau pouvant être annuellement prise dans le lac à 15 mètres.

L'expérience, malgré cette erreur, avait été suffisamment concluante pour qu'en 1868, on songeât à utiliser les eaux du lac d'Orédon pour augmenter pendant l'étiage le débit de la Neste, afin de permettre la création du canal qui porte ce nom. Pour atteindre ce but, on reprit l'idée, mise en pratique dans les siècles passés, d'élever le niveau du lac au moyen d'un barrage; ce barrage, qui, jusqu'à la fin du xviii^e siècle, avait servi à emmagasiner les eaux nécessaires au flottage des bois, était tombé en ruines. A l'heure actuelle, les eaux emmagasinées permettent, avec l'aménagement des autres lacs de la haute vallée de la Neste, de disposer d'une réserve de 26 millions de mètres cubes d'eau, qui, sans nuire aux usagers d'aval, donnent la possibilité de desservir dix-sept rivières des départemens circonvoisins, d'arroser plus de 7000 hectares de prairies, d'assurer la marche de 400 usines. Lorsque la création du réservoir de l'Oule, appelé à assurer le fonctionnement de l'usine d'Eget, sera terminée, cette réserve des eaux dans la haute vallée de la Neste sera portée de 26 millions de mètres cubes à 32 millions.

Entre ces deux opérations, destinées à utiliser les eaux de la haute montagne, on avait, en 1866, concédé l'autorisation de

prélever dans la Garonne, à Saint-Martory, l'eau nécessaire à l'entretien d'un canal, qui permet d'arroser 13 333 hectares, à raison de 75 centilitres par hectare et par seconde.

Tels sont les résultats acquis par les travaux exécutés jusques à la fin du XIX^e siècle, grâce aux efforts isolés de quelques hommes d'initiative, mais sans qu'un plan général d'ensemble ait jamais été dressé. On a tout lieu d'espérer, on est même en droit de dire qu'on a la certitude qu'ils seront bien plus considérables dans l'avenir, les services des grandes forces hydrauliques ayant très nettement et pratiquement indiqué la voie à suivre pour aboutir.

III

Bien qu'à égalité de surface de bassin, les cours d'eau des Pyrénées paraissent mieux alimentés que ceux des Alpes provençales, on ne s'en est guère occupé que comme d'un fléau dont il importait avant tout de garantir la plaine.

C'est cette préoccupation qui, après les grandes inondations de 1873, a pour la première fois amené la création d'un service chargé d'une étude d'ensemble sur les eaux des montagnes pyrénéennes. En 1876, le ministre des Travaux publics chargea M. l'ingénieur en chef Gros, du service de l'annonce des crues dans les bassins de l'Adour et de la Garonne. Réorganisé en 1887, ce service fut placé, pour le contrôle des observations faites dans le bassin de la Garonne, sous la direction de l'ingénieur en chef d'Agen, et, pour le contrôle des observations faites dans le bassin de l'Adour, sous celle de l'ingénieur en chef de Pau. Jusqu'en 1898, les graphiques de hauteur d'eau et les tableaux de tenue des eaux furent régulièrement publiés, par les deux contrôles. A cette époque, l'administration supérieure jugea la somme de 900 francs, que coûtait cette publication, trop élevée, et, malgré les propositions des ingénieurs qui avaient trouvé le moyen de réduire la dépense à 500 francs, la publication fut supprimée à partir de 1903. Depuis trente ans, aucun grand désastre ne s'étant produit, les 200 et quelques millions de ruines de 1875 étaient oubliés.

J'ignore quelles conclusions pratiques résultent des travaux poursuivis depuis près de quarante ans par le service de l'annonce des crues, quels moyens il a proposés pour atténuer

les inondations, et ne me permettrai pas de porter un jugement sur ces questions. On peut cependant dire que les études ne paraissent pas être sorties du domaine abstrait de la science pure, et semblent surtout avoir abouti à signaler ce qu'il ne fallait pas faire, en montrant les inconvénients des solutions proposées.

Plus tard, en 1908, le ministre des Travaux publics songea que les forces hydrauliques, source de richesses pour les Alpes, pourraient peut-être l'être aussi pour les Pyrénées, et, le 21 décembre de la même année, il créait le service de l'étude des cours d'eau du domaine public en vue d'une utilisation éventuelle des forces hydrauliques du Sud-Ouest ; le 17 février 1909, le ministre de l'Agriculture créait, à son tour, le service chargé d'étudier les grandes forces hydrauliques dans la région du Sud-Ouest. Le même ingénieur en chef, M. Tavernier, était placé à la tête de ces deux nouveaux services. Il semblait qu'une entente entre les trois services que je viens d'énumérer devait être des plus profitables, mais, si l'accord entre les deux services chargés de l'étude des forces hydrauliques a été parfait, il n'en a pas été de même avec celui de l'annonce des crues et les deux autres. Chacune de ces deux organisations, le service de l'annonce des crues, et celui des études des forces hydrauliques, a placé ses instrumens, fait ses observations dans les mêmes cours d'eau, isolément et pour son propre compte, bien que de nombreuses questions leur fussent communes, comme celles des étiages, des barrages, des réservoirs, etc.

Avant de parler des très remarquables travaux des services des forces hydrauliques, il importe d'observer que, rompant dès le début avec l'idée préconçue que les lacs des Pyrénées ne sont que des étangs ou des flaques d'eau plus ou moins pittoresquement situés, mais dont, au point de vue de l'alimentation des cours d'eau, l'importance était quasi nulle, l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, M. Tavernier, disait en 1909 : « Les lacs des Pyrénées remplacent avantageusement les glaciers des Alpes. Qu'on aménage les lacs naturels, ou qu'on en crée d'artificiels, on peut, dans les deux cas, régler à volonté les écoulemens, ce qu'on ne peut faire avec des écoulemens glaciaires qui présentent dans la saison même de la fonte des intermittences accentuées et gênantes. »

C'est donc dans l'aménagement des lacs situés près des

grands sommets, dans la création de réservoirs artificiels destinés à recevoir les eaux qui, si souvent, s'éparpillent inutilement sur les versans des bassins, que se trouve la richesse des Pyrénées. C'est par cet aménagement, ces créations, qu'il sera possible de remédier aux insuffisances de débit des cours d'eau pendant les étiages, d'assurer la régularité si indispensable au fonctionnement de toute usine hydro-électrique.

Les travaux des services des grandes forces hydrauliques ont permis de déterminer, d'une manière pratique, les conditions dans lesquelles ces réserves de houille verte devaient être établies.

Après avoir constaté qu'aux deux étiages d'été se produisant en août et septembre, et d'hiver se produisant en janvier et février, correspondent les hautes eaux de mai et juin, et celles beaucoup moins abondantes d'automne en décembre, et établi ainsi la mesure de l'importance du produit de la fonte des neiges, dont l'écoulement a lieu chaque année, avec une régularité relative, en décroissant régulièrement de mai à septembre, les ingénieurs en ont conclu que, pour chaque réservoir à aménager ou à établir, l'on peut ordinairement envisager des périodes de vidanges et de remplissages qui varient très peu d'année en année, et de plus, que la quantité à emmagasiner chaque année, pour régulariser le débit d'un torrent, est exprimée par une fraction relativement peu variable du débit total annuel.

Résumant les études des services hydrauliques qui ont mis en pleine lumière la question de la régularisation du débit de nos cours d'eau, études qui permettent, chose importante par-dessus toutes les autres, et d'un prix inestimable à l'heure actuelle pour la région pyrénéenne, d'utiliser pratiquement et *rapidement* les torrens de la montagne, M. l'ingénieur en chef Malterre, en juillet 1911, concluait en ces termes : « Les études faites jusqu'ici ne donnent pas des conclusions strictement scientifiques, mais elles permettent d'éviter les grosses erreurs que l'on commet quelquefois dans la fixation de la capacité d'un réservoir en haute montagne, quand on ne dispose pas de jaugeages assez nombreux pour permettre de déterminer directement les cubes d'eau emmagasinables.

« Dans bien des cas, l'on peut, par comparaison avec des bassins versans analogues comme nature, comme situation et

comme orientation, évaluer d'une façon suffisamment précise l'apport total d'un bassin... La détermination du cube d'eau à emmagasiner ne constitue que l'un des élémens du problème. La plupart du temps, la situation des lieux donne, sur la hauteur du barrage ou sur la profondeur de la décantation, des indications qui déterminent la capacité du réservoir pratiquement exécutable, indications auxquelles on est obligé de se conformer sous peine d'engager des dépenses excessives. »

Ces conclusions si nettes montrent bien qu'il n'y a qu'à vouloir, à se mettre résolument à l'œuvre, pour doter les Pyrénées et les plaines subpyrénéennes d'une richesse presque incalculable.

Les expériences déjà faites font voir ce qu'on peut obtenir des forces hydrauliques, une fois les réserves utiles emmagasinées dans les réservoirs, dont les émissaires ayant, à raison de la convexité encaissée du profil en long des vallées dans leur partie médiane, de très fortes pentes, permettent d'une manière avantageuse la création d'usines électriques.

La Compagnie du Midi, par l'aménagement du réservoir des Bouillouses, destiné à régulariser le débit de la Têt, a pu créer à la Cassagne une usine de 5 000 ch.

Le Carol, régularisé par le réservoir du lac Lanoux, alimentera l'usine de Porté ; le gave de Lescun, régularisé, alimentera une usine projetée dans le bassin du gave d'Aspe.

Le réservoir de l'Oule donnera à celle d'Éget une puissance moyenne de 10 000 ch. et un maximum de 18 000 ch. La réunion au-dessus de Soulom des gaves de Cauterets et de Luz a permis la création d'usine de 18 500 ch. de puissance normale et de 21 500 ch. de puissance maximum. Au moyen de ces cinq usines, la Compagnie pourra électrifier 669 kilomètres.

On se fera une idée des résultats obtenus par l'aménagement des lacs et réservoirs par les exemples suivans :

Le débit de la Têt, qui tombe fréquemment en hiver à 200 et même 150 litres à la seconde, serait, par un réservoir de 13 millions de mètres cubes d'eau, porté à 1166 litres par seconde. Celui de la Sègre, de 220 à 160 litres à la seconde en période d'étiage, serait, avec un réservoir de 18 millions de mètres cubes, élevé d'une manière constante à 1 200 litres à la seconde. En donnant au lac d'Oo une capacité de 12 millions de mètres cubes, on maintiendrait un débit annuel moyen de

900 litres à la seconde. Nous avons vu plus haut les remarquables résultats obtenus dans la haute vallée de la Neste.

On serait tenté de croire que, pour exécuter ces travaux, il faudra dépenser des sommes énormes, ce qui serait de nature à les ajourner à des époques lointaines; heureusement pour l'avenir de notre pays, tout autre est la réalité.

On estime que le coût de l'emmagasinage du mètre cube d'eau, lorsqu'il s'agit d'utiliser un lac, est de 0 fr. 40 (dix centimes) par mètre cube d'eau emmagasinée, si on n'exhausse pas le niveau du lac; de 0 fr. 15 (quinze centimes), pour exhausser le niveau du lac ou créer un réservoir artificiel.

Il faut reconnaître qu'en égard aux avantages incalculables que l'industrie et l'agriculture retireront de cette organisation de nos forces hydrauliques, cette dépense, étant donné qu'une fois faite, elle ne sera pas renouvelée, est réellement bien peu de chose.

Les détails donnés jusqu'ici ont montré ce qu'on est en droit d'attendre d'une régularisation méthodique des cours d'eau des Pyrénées, surtout au point de vue industriel; l'intérêt de cette régularisation est tout au moins aussi grand au point de vue agricole. La houille verte, en effet, une fois son emploi comme force motrice épuisé, conserve intacte toute sa vertu fertilisante comme eau d'irrigation, et, judicieusement utilisée, peut aisément tripler la production utile des terres, surtout au point de vue de la nourriture du bétail. Ce n'est un secret pour personne que de la chaleur, des engrais et de l'eau dépendent la fertilité du sol. Le « Midi pyrénéen » se trouve, pour réaliser ces conditions, dans la situation la plus favorable possible. Il a la chaleur; en aménageant ses cours d'eau, il aura les forces hydrauliques permettant la création d'usines, qui lui fourniront à la fois les engrais et un débit régulier aux saisons d'étiage pour ses irrigations. La situation créée par la guerre actuelle au cheptel, non seulement national, mais européen, ouvre devant lui un avenir de prospérité sérieux et durable.

Avant la guerre, le troupeau français non seulement suffisait à l'alimentation nationale, mais permettait même une exportation rémunératrice pour les éleveurs. Malgré une consommation croissante intérieure de la viande, due à l'habitude de la nourriture carnée, qui, grâce à l'élévation des

salaires, se répandait de plus en plus dans les classes rurales et ouvrières, non seulement notre importation d'animaux étrangers diminuait, de 7 910 en 1912 l'importation des bœufs était tombée à 2 847 en 1914, pendant que nos exportations de 100 000 têtes de bovins en moyenne se maintenaient, et dans les sept premiers mois de cette même année 1914 avaient été, en Suisse seulement, de 11 198 bœufs. La guerre actuelle ouvre pour nos agriculteurs la perspective de très grands et permanens bénéfices. Les soldats, qui auront, sur le front, pris l'habitude de consommer journellement de la viande, continueront, dans une proportion très probablement moins considérable que pendant la guerre, mais certainement beaucoup plus forte qu'avant, à faire entrer la viande dans leur nourriture régulière, et chaque jour qui s'écoule, amenant une diminution dans notre troupeau bovin, crée de ce fait un danger croissant pour l'avenir, si nous n'employons pas tous les moyens en notre pouvoir pour accroître notre production de bestiaux.

Au 31 décembre 1913, la France possédait 14 800 000 têtes de bovins; au 1^{er} juillet 1915, ce nombre était réduit à 12 287 000 têtes, en diminution de deux millions et demi, soit de 17 pour 100, et encore dans ce nombre faut-il compter beaucoup de jeunes animaux, ce qui permet de dire que le nombre des adultes a diminué dans une proportion beaucoup plus considérable. Depuis le commencement de la guerre, l'abatage des bovidés, qui est annuellement de 1 250 000, a, on le voit, doublé, et la consommation annuelle des veaux, qui est d'environ deux millions et demi, n'ayant pas diminué, nécessite à l'heure actuelle l'introduction des viandes étrangères frigorifiées pour éviter la ruine complète de notre élevage, et assurer l'alimentation normale en France. Mais ce moyen n'est qu'un palliatif momentané. Dans l'avenir, lorsque l'Angleterre aura prélevé dans ses colonies et chez les autres nations les 700 000 tonnes de viande qu'elle y prélève, il ne restera qu'une quantité de viande étrangère très restreinte pour les autres pays. Cette situation, l'énorme consommation actuelle de viande, la nécessité après la guerre de reconstituer les troupeaux des différens pays, de les ramener à leurs effectifs normaux dans le Nord de la France, la Belgique, l'Allemagne, et tous les pays ravagés par la guerre, ce qui demandera non seulement des mois, mais des années, créant au point de vue de l'alimentation de l'Europe

une situation difficile et critique, constituent pour le Midi pyrénéen un avenir agricole des plus prospères.

Tout cet avenir industriel et agricole dépend de l'eau. Il faut par suite non seulement l'aménager, mais veiller avec un soin jaloux à ce que rien ne vienne en diminuer l'abondance, chercher même à l'augmenter dans la mesure du possible. L'expérience a démontré que ce moyen existait, et ses résultats ont été très heureusement traduits par ces mots : « Si vous voulez de l'eau, faites des bois. » Le rôle de la forêt, pour porter au maximum la possibilité des pâturages, a été mis en évidence de la manière la plus concluante par les travaux de MM. Demontzey, Briot, Cardot, Descombes ; j'ai maintes fois montré son importance pour maintenir les hauts pâturages estivaux en bon état d'entretien et les faire ainsi concourir avec elle à l'alimentation des sources.

A ceux qui soutiennent l'absolue nécessité de sauver les forêts existantes, d'en créer même de nouvelles, on oppose l'argument du mauvais vouloir des montagnards, de l'impossibilité de leur faire accepter l'idée qu'il faut respecter les bois dans l'intérêt même de leur industrie pastorale. Cet argument paraît très sérieux, parce qu'on n'a jusqu'ici à peu près rien fait pour faire comprendre aux montagnards dans quelle proportion doivent être faits les reboisemens. La statistique des six départemens pyrénéens, Pyrénées-Orientales, Aude, Ariège, Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, et Basses-Pyrénées, que j'ai établie à l'aide des documens officiels des ministères des Finances, de l'Agriculture et de l'Administration des eaux et forêts, m'a permis de déterminer dans quelles conditions la forêt exerçait sur le pâturage son maximum d'effets utiles au point de vue de la production intensive du bétail, et de formuler la règle à laquelle, d'un bout à l'autre de la chaîne, obéit cette production dans les termes suivans : Plus la surface boisée d'un bassin de la zone montagneuse pyrénéenne se rapproche, *sans la dépasser*, de la proportion de 30 pour 100 de la superficie totale du bassin, plus ce bassin nourrit d'animaux. On ne peut s'empêcher de remarquer que cette proportion de 30 pour 100 paraît être, d'après les données les plus certaines que nous possédions sur la contenance de la forêt pyrénéenne dans les siècles passés, celle qui a existé jusque vers la fin du xvii^e siècle, et que c'est à partir de cette époque que, concurremment avec la diminu-

tion de
torrens
dation
La
tion de
le mai
propon
Por
tumes
ment
menta
Le
mesur
vertu
applic
du ter
J'a
liques
tagne
en bon
et des
nuant
Je
détails
c'est a
qu'il a
l'atten
profite
indust
Po
créati
donné
draier
docum
voie,
et les
ces s
conva
vue a
grand

tion de la forêt, s'est manifestée la diminution du débit des torrens pyrénéens, la fréquence et la violence des grandes inondations.

La solution du problème de la conservation, de l'augmentation de la richesse du « Midi pyrénéen, » se résume donc dans le maintien des forêts existantes, leur accroissement jusqu'à la proportion de 30 pour 100.

Pour obtenir ce résultat, il faut revenir aux anciennes coutumes, aux anciens usages des vallées pyrénéennes, qui si sagement avaient édicté les réglemens les plus précis pour la réglementation des pâturages et la sauvegarde des forêts.

Le montagnard n'y sera pas rebelle, à la condition que les mesures soient prises d'ensemble pour toute la chaîne, en vertu de principes généraux inflexibles, modifiés dans leur application par les nécessités de la constitution géographique du terrain.

J'ai montré que la régularisation du débit des forces hydrauliques était la condition *sine qua non* du progrès de nos montagnes; si on n'assure pas cette régularisation par le maintien en bon état des versans des bassins, les éboulemens des terres et des roches la compromettront assez rapidement, en diminuant la capacité des réservoirs naturels ou artificiels.

Je sortirais du cadre de cette étude en entrant dans les détails de l'utilisation des forces hydrauliques des Pyrénées; c'est aux hommes de science, aux industriels, aux agriculteurs, qu'il appartient de traiter ces questions; mon but est d'appeler l'attention de l'opinion publique sur la nécessité urgente de profiter d'une occasion exceptionnelle pour accroître les richesses industrielles et agricoles de nos régions.

Pour atteindre ce but, le meilleur moyen me paraît être la création d'une organisation centralisant les renseignemens, les données certaines, afin de permettre aux hommes qui voudraient fonder des établissemens industriels ou agricoles de se documenter utilement et sérieusement. On est entré dans cette voie, en fondant, pour attirer dans nos montagnes les voyageurs et les touristes, des syndicats d'initiative et des fédérations de ces syndicats; l'entreprise a réussi. Je suis absolument convaincu qu'une organisation semblable, faite au point de vue agricole et industriel, obtiendrait un succès encore plus grand.

Une fédération industrielle et agricole du « Midi pyrénéen » faciliterait, dans les conditions les plus favorables, le développement de la prospérité méridionale. Ce syndicat général du Midi pyrénéen pourrait en même temps, mieux que personne, prendre l'initiative et aider puissamment au triomphe des mesures les plus propres pour réussir, non seulement à attirer dans notre pays des hommes intelligents des autres régions, mais aussi à retenir dans leur pays d'origine les Pyrénéens énergiques qui vont à l'étranger, notamment dans la République Argentine, fonder des établissemens qui jouent un grand rôle dans le développement industriel et agricole de cet État. Ce rôle, ils le joueront de la manière la plus utile dans le Midi pyrénéen, le jour où on leur donnera les moyens et les facilités nécessaires pour y déployer leur activité et leur intelligence. Oublions le particularisme exagéré qui a trop souvent, dans le Midi, empêché la réalisation des projets les plus avantageux; les efforts isolés peuvent très fréquemment échouer; réunis, ils forment un faisceau compact qui assure le succès.

Créons ce faisceau pour donner au Midi pyrénéen le maximum de prospérité dont il peut jouir, et pour sauver la terre de la patrie.

Comte DE ROQUETTE-BUISSON.

CH

Le
adept
teur,
retrai
d'Arc
corrig
d'avou
uniqu
qu'on
un h
est b
toute
dans
mait
aux p
héroi
avec
une
cond
chiss
nète
ces u
roma
la g
l'ava
taire
laqu

CHARLES DE POMAIROLS

Le spiritualisme vient de perdre deux de ses plus fervens adeptes. L'un était un philosophe, de professeur devenu sénateur, bientôt délaissé par le flot politique, et qui, dans sa retraite, visité par la grâce, s'était consacré au culte de Jeanne d'Arc. J'ai connu Joseph Fabre dans des temps très anciens : il corrigeait les copies au Concours général. Il m'avait su gré d'avoir affirmé en latin que toutes nos fautes proviennent uniquement d'un manque d'instruction, qu'on n'a jamais vu et qu'on ne verra jamais les passions détourner de la bonne voie un homme tant soit peu éclairé. Ce sont choses auxquelles il est bon de croire à quinze ans; Joseph Fabre en fut convaincu toute sa vie. C'était un doux illuminé. Il avait puisé ses idées dans l'enseignement de Jules Simon. A cette époque, on estimait que le gouvernement de la République appartenait de droit aux philosophes : Joseph Fabre fut un républicain des temps héroïques. Ame naturellement pieuse, il était libre penseur avec intransigeance. On contait que fils excellent, vivant avec une vieille mère, il ne manquait jamais un dimanche de la conduire à la messe et de l'y aller rechercher; mais il ne franchissait pas le seuil de l'église. D'une absolue sincérité, honnête et probe jusqu'à l'ascétisme, il personnifiait le type de ces universitaires candides, que Paul Bourget dépeint dans ses romans sociaux. Comment vint-il à Jeanne d'Arc? Il avait vu la guerre de 1870; il gravitait dans l'orbite de Gambetta, qui l'avait en haute estime; il était, avec la même ardeur, humanitaire et patriote. Pour suffire aux besoins de la prédication à laquelle il se dévoua désormais tout entier, il se fit historien,

érudit, fouilleur d'archives et compulseur de parchemins. Ce n'était pas assez : pour atteindre la foule, il s'improvisa auteur dramatique ! On le vit chez les directeurs de théâtre, dans les coulisses, dans le guignol et sur le plateau. Il avait d'abord composé une *Jeanne d'Arc* de son cru, et elle n'est pas sensiblement plus médiocre que beaucoup d'autres signées de noms plus illustres ; puis, il avait restreint son ambition à rajeunir les anciens textes inspirés par Jeanne. Il avait traduit du vieux français en langage moderne le *Mistère d'Orléans*. Il le promenait à travers les fêtes scolaires, les patronages et les théâtres de verdure. Son zèle naïf et touchant atteignait à une sorte de beauté. Devant ses écrits sans art, mais imprégnés d'amour, on songeait à certains imagiers d'autrefois. Et c'était un anachronisme plein de saveur, de rencontrer au déclin du xix^e siècle ce dernier des Primitifs.

Des deux spiritualistes qui viennent de nous quitter, l'autre était un poète auquel on doit de très beaux vers. Le grand public connaissait peu Charles de Pomairols. Quand il se présenta à l'Académie, où il fut bien près d'être élu, les journaux se montrèrent peu documentés. Quand on apprit sa mort, les mêmes journaux s'accordèrent à déclarer que cela faisait encore un fauteuil vacant à l'Académie ! C'est qu'il était déjà le poète d'une autre génération, ayant été presque le contemporain des maîtres d'hier, les Sully Prudhomme, les Heredia, les Coppée, qui le tenaient pour un des leurs. Puis on avait peu d'occasions de le coudoyer : il ne fréquentait ni les milieux mondains, ni les cercles littéraires. Il passait la plus grande partie de l'année à la campagne, puis il venait s'installer dans un vieil hôtel du faubourg Saint-Germain ; il aimait à y recevoir les jeunes poètes ; il les exhortait à cultiver les genres les moins à la mode ; même il avait fondé pour eux un prix de spiritualisme. Modeste, jusqu'à une sorte de raffinement dans la modestie, il jouissait en dilettante de sa demi-obscureté. Dans une pièce intitulée *la Cabane*, il imagine qu'un jour de pluie il s'est réfugié dans une hutte au fond des bois ; là, il songe aux amoureux de la renommée, avides de gagner les sommets éclatans, rêvant que par eux l'histoire s'accomplisse :

Et me serrant alors plus près du petit mur,
Je me dis, pénétré d'un étrange délice :
« O la douce retraite ! Oh ! que je suis obscur ! »

Mais toutes ces raisons ne suffiraient pas à expliquer l'espèce d'isolement où le nom de Ch. de Pomairols était confiné, loin de l'applaudissement du vulgaire. Il en est une autre, plus profonde, tirée de la nature même de son œuvre, et qu'a excellemment indiquée M. Maurice Barrès dans une notice placée en tête des *Poèmes choisis* (1). « Dans le monde spiritualisé où nous entraîne M. de Pomairols, écrit-il, on éprouve une sorte de joie délicate, dépouillée, choisie. Délivré de la pesanteur brutale, on se trouve dans un milieu plus affiné que baigne une transparence légère. Oublier le corps, associé fortuit, souvent hostile, avoir présent le principe essentiel de sa personne, sentir uniquement son âme, l'âme qui pense et qui aime, c'est un état aérien, sublime, qui donnerait une félicité d'espèce supérieure. C'est l'état que goûtait pleinement Joubert, le délicat, le raffiné, à peine mêlé à la vie ! Mais précisément ce nom m'éclaire sur le spiritualisme de M. de Pomairols. Nous entrons au royaume des anges de la littérature. Et c'est bien la raison de la solitude où son œuvre demeure en dépit d'illustres suffrages. Un jeune homme qui vit à Paris, dans le monde du plaisir et du travail, peut comprendre comme une chose vivante les poèmes de Leconte de Lisle et de Baudelaire : ils expriment des conceptions sur lesquelles ses livres l'ont fait réfléchir, des sentimens qu'il a éprouvés et des drames qu'il vit se jouer tout autour de lui. Mais il n'a pas de vrais rapports, sauf peut-être quelques souvenirs d'enfance, avec les poèmes de Pomairols... Mieux que personne, ce poète a chanté une tradition qui nous vient du fond des âges celtiques, une tradition qui fait notre gloire, l'attirait infini pour tout ce qui est pur, vierge, enfantin, intact dans la nature. Il restera le poète de la pureté. » Telle est bien l'atmosphère de cette poésie et celle où baignait cette âme. Quand on avait le très noble plaisir de s'entretenir avec Ch. de Pomairols, on était émerveillé de voir comme, en dépit de l'âge et des épreuves, il avait gardé toute la jeunesse et toute la fraîcheur de ses sentimens. Rien n'avait pu l'atteindre de ce qui est la laideur humaine et la dureté de la vie. De sa

(1) Ch. de Pomairols. Poésie : *La vie meilleure* (1879). — *Rêves et pensées* (1881). — *La Nature et l'âme* (1887). — *Regards intimes* (1895), chez Lemerre. — *Pour l'enfant* (1904). — Roman : *Ascension*. — *Le Repentir*, chez Pion. — Critique : *Lamarline*, chez Hachette. — *Poèmes choisis*, préface de Maurice Barrès. Editions du Temps présent.

vision de l'univers, il avait éliminé d'instinct tout ce qui pouvait en troubler l'harmonie et la blancheur. On sentait que tous les tumultes du dehors étaient venus expirer au seuil de son paisible monde intérieur. Il marchait les yeux fixés sur son rêve.

Le trait essentiel chez lui, c'était l'attachement au sol natal. Il avait passé toute son enfance, toute sa jeunesse dans la maison de famille, celle qu'un lointain ancêtre a construite et que les pères lèguent à leurs fils, celle que, dans notre époque changeante et mouvante, si peu d'entre nous connaissent. C'était un rural, descendant d'une longue lignée de gentilshommes campagnards. Son pays, sa maison, il les a décrits maintes fois, notamment au début d'*Ascension* qui est, dans sa première partie, un roman autobiographique. Le pays, aux environs de Villefranche-de-Rouergue, est rude, puisque la pierre s'y montre, mais d'une rudesse harmonieuse, élégante. Du moins est-ce ainsi que le poète le voyait, et c'est ce qui importe. C'est le pays d'Émile Pouillon, avec qui Charles de Pomairols fut étroitement lié : les mêmes goûts, les mêmes tendances unissaient les deux écrivains qui retrouvaient dans leurs souvenirs les mêmes images familiales. La maison est, au milieu d'un cercle de collines, une bâtisse claire sur un promontoire, où souffle l'autan. Elle ressemble à beaucoup d'autres, et sa façade blanche n'a rien qui la différencie de toutes les autres façades blanches ; mais c'est elle, la maison qu'aucune autre n'égale. Une éducation toute rustique. « J'ai appris à lire à l'école du village, et j'ai, durant toute mon enfance, partagé les occupations champêtres et les simples jeux des petits paysans. Il m'en est resté une impression très fraîche, comme d'une origine tout près de terre, et j'ai gardé avec les meilleurs de mes camarades des amitiés naïves, auxquelles je suis attaché comme à quelque chose d'essentiel dans ma vie. Jusqu'à huit ou neuf ans, je suis demeuré confondu avec les petits garçons sauvages, gardiens de brebis, coureurs de chemins et dénicheurs d'oiseaux. » Si l'on veut se représenter cette enfance d'un fils de famille noble élevé parmi les paysans, cette formation d'une sensibilité de poète par la double influence de la nature et de la famille, il n'est besoin que de se rappeler un exemple illustre et de rouvrir les *Confidences*. Aussi quel ravissement pour l'adolescent, le jour où il lut la confession de Lamartine ! C'était sa propre histoire qu'il y retrouvait, illu-

minée par le génie. « Il était né comme moi parmi les pasteurs, il avait grandi comme moi dans une maison champêtre dont l'image le ravissait, il goûtait par-dessus tout les affections de famille, il était plein de tendresse pour un père et pour une mère semblables aux miens... Tout ce qu'il avait aimé, je l'aimais, et, pendant que je le lisais, des sentimens analogues aux siens se reconnaissaient, s'exaltaient en moi sous l'influence de sa magique parole. » Sans doute est-ce là qu'il faut chercher l'origine de ce culte de Lamartine, dont on peut dire qu'il a rempli la vie et l'œuvre de Charles de Pomairols.

Non content de célébrer Lamartine en vers et en prose, et de mêler le souvenir du poète à ses plus hautes aspirations, comme à ses plus intimes effusions sentimentales, il lui a consacré tout un livre et s'est fait critique en son honneur. Chateaubriand recommandait la critique des beautés; et il est exact que la sympathie est à la base de l'intelligence. Le livre de Ch. de Pomairols est un des meilleurs qu'on ait écrits sur Lamartine, un des plus intelligens et des plus pénétrants. Il fait désormais partie de la « littérature du sujet. » A la date où il a paru, il est un de ceux qui ont contribué à ramener la jeunesse vers le chanteur inspiré dont les Parnassiens l'avaient un peu détournée. Nul n'a fait mieux sentir ce qu'il y a de distingué, d'élevé, de pur dans la poésie de Lamartine et ce que son vers a d'immatériel. Mais un poète a beau se changer en critique, il reste poète, et surtout lorsqu'il interprète un autre poète. Il l'interprète à sa manière; il l'aperçoit à travers sa propre sensibilité. Ch. de Pomairols a parlé à merveille de la tendresse de Lamartine : il n'a pas aussi bien mis en relief le côté hardi, volontaire, impérieux de son génie, celui-là même que M. Lanson découvre jusque dans les *Méditations*. L'image n'est certes pas fausse, mais elle est incomplète. Ce Lamartine-là n'aurait jamais écrit les *Girondins*, ni harangué les foules, ni renversé un gouvernement. Et peut-être cela eût-il mieux valu, mais évidemment ce n'est pas la question.

Ici se place, dans la jeunesse laborieuse et pensive de Ch. de Pomairols, un épisode singulier, qui n'est pas sans importance pour l'histoire des idées en France. Quand il eut fait ses classes au lycée de Toulouse, épris de philosophie, il partit pour l'Allemagne, afin d'y étudier dans les Universités. Comme si la France n'eût pas offert de suffisantes ressources à

la curiosité intellectuelle d'un jeune homme ! Il est vrai qu'on était en 1867. La philosophie, sous le second Empire, était suspecte, passait pour subversive, et, afin de la mettre dans l'impossibilité de nuire, on l'avait réduite à n'être que la logique. Qu'un étudiant de la Sorbonne rêvât de suivre des cours à Heidelberg ou à Iéna, cela peut s'expliquer ; mais au fond du Rouergue, chez le fils de gentilshommes terriens, cette fantaisie étonne. Elle n'en fait que mieux comprendre l'engouement qui, dès cette époque, conduisait la pensée française à s'absorber dans la pensée étrangère ; elle atteste l'invasion intellectuelle qui précédait et préparait l'invasion.

Ch. de Pomairols était un Français de pure race : sa fugue germanique eut pour tout résultat de le dégoûter à jamais de la métaphysique et de troubler pour un temps la clarté de son esprit. Il reprit pied dans sa province, rentra dans sa maison, épousa une jeune fille du voisinage, et commença d'écouter la voix intérieure qui chantait en lui. Ses deux premiers recueils, *la Vie meilleure* et *Rêves et pensées*, sont d'un débutant qui a beaucoup lu Sully Prudhomme. Il s'essaie, non toujours sans succès, à tracer avec précision et finesse de petits tableaux qui deviennent de transparens symboles. L'hiver, dans la campagne où s'allonge un ciel gris, on voit parfois un rayon de pâle soleil percer la nue, illuminer ici un coin de paysage, frapper là un étang qui chatoie ; puis tout rentre dans l'uniformité d'une morne grisaille. Ainsi ces joies furtives qui brillent un instant dans une âme emplie par un noir chagrin : la douleur bientôt se reforme et couvre cet éclair. C'est *Joie brève*. On voit encore aux arbres pleins de sève sécher et mourir des branches qui gardent dans leur nudité languissante une grâce innée, une beauté qui émeut : on dirait des âmes qui souffrent. Ce sont *Les branches mortes*. Beaucoup de descriptions où se traduit déjà un sentiment très direct et très personnel de la nature : aspects de campagne, éclosions printanières, pluies d'été, lacs sur une cime, paysages volontiers voilés de mélancolie et rendus avec des teintes discrètes d'aquarelle. Mainte rêverie inspirée par le sentiment des existences multiples qui, de siècle en siècle, se sont succédé sur un même point du sol, qui y ont créé une tradition et qui en font l'atmosphère morale. Devant de vieux murs croulans le poète songe à ceux qui les ont bâtis jadis, dont le nom même s'est perdu et

cependant qui ne sont pas morts tout entiers, car il subsiste d'eux plus qu'un souvenir : une influence. A de certains jours, il sent en lui une volonté qui s'impose à la sienne, un esprit qui n'est pas le sien et qui pourtant ne lui est pas étranger : ce sont ses morts qui parlent en lui. Et il vit trop par le cœur pour ne pas célébrer l'amour; mais c'est ce fidèle amour, cet amour unique qui emplit une existence tout entière et parfume toute l'âme.

Il y a dans ces premiers recueils bien des défaillances. L'auteur y tombe souvent dans l'abstrait. Quand il versifie *l'Idée, le Nombre, la Vérité et la Beauté*, voire la *Philosophie de l'Inconnaissable*, il se souvient trop de ses cahiers de philosophie. L'expression surtout est faible. Ch. de Pomairols était trop avisé pour ne pas s'apercevoir de ces défauts et trop vraiment artiste pour ne pas travailler à s'en corriger. L'habitude de l'analyse l'avait mal préparé à la langue poétique. Il ignorait le métier, ayant fait son apprentissage à la campagne, sans guide et sans conseil. Il en convenait volontiers. « J'eus le tort, disait-il, de publier deux volumes de vers dont la forme est trop souvent prosaïque et défectueuse. » Il vint à Paris pour se mettre à l'école. Il fréquenta les Parnassiens dont on sait qu'ils furent d'admirables ouvriers d'art, amoureux de leur métier et qui se plaisaient à l'enseigner. Quand il publia *la Nature et l'âme* et *Regards intimes*, il était en pleine possession de son talent. Ne croyons pas d'ailleurs qu'il s'agisse uniquement ici d'un progrès dans la manière de faire les vers. Ce travail de la forme, dont on s'imagine parfois qu'il est tout extérieur, eut pour résultat de lui faire prendre nettement conscience de sa pensée profonde et de son sentiment intime. Peut-être aussi, en s'éloignant de sa terre natale, avait-il senti, presque douloureusement, par quelles fortes et subtiles racines il y tenait. C'est dans ces deux volumes qu'il a donné sa note la plus originale et vraiment personnelle, une note « terrienne » dont il a enrichi notre poésie. Cependant, une cruelle épreuve allait fondre sur lui, la mort d'une fille tendrement aimée. Le père souffrit, le poète chanta. Ce furent ses vers les plus touchants. Et ce furent les derniers. Cette suprême floraison poétique, il l'apporta en hommage funèbre à l'enfant disparue.

Toutefois, Ch. de Pomairols devait, après un assez long espace de temps, revenir à la littérature. A l'âge où l'on écrit ses Sou-

venirs, il se fit romancier. Un premier roman abondant, touffu, dont la composition l'occupa pendant plusieurs années, *Ascension*, est en effet moins un roman qu'un testament biographique, littéraire, philosophique. L'auteur a voulu tout dire, exprimer toutes ses idées, rendre hommage à tous ceux qu'il a aimés et qui furent sur cette terre sa raison d'être, adresser son adieu aux choses et aux gens. Le personnage dont il fait son porte-parole est, lui aussi, un hobereau, grandi dans une gentilhommière méridionale. Il a épousé, par amour, un être trop délicat, trop pur, qui n'était pas fait pour notre monde et que la mort lui a bientôt ravi. Il est resté chargé de l'éducation d'une fille dont la naissance a coûté la vie à sa mère. Il a choyé l'enfant, admiré comme elle grandissait en grâce et en sagesse. Quelle douleur nouvelle l'attend pour le jour où il faudra la marier! Mais la vocation religieuse appelle la jeune fille. En se consacrant à Dieu, cette dernière descendante d'une race de croyans achève et parfait les mérites de tous ceux qui l'ont précédée. Cela même est le sens du livre, et c'est la doctrine qui s'exprime dans ce mot : ascension. Et comme il faut que les choses d'ici-bas, pour avoir toute leur beauté, soient consacrées par le sacrifice, les politiciens anticléricaux interviennent à propos : la congrégation enseignante, dont fait partie la jeune religieuse, est expulsée. Ainsi se termine, par un dénouement de polémique, cette longue méditation. Car il faut lui restituer son véritable caractère et l'appeler par son nom. Ceux qui chercheraient dans *Ascension* un roman à proprement parler, risqueraient d'être déçus. Le récit n'y a guère de mouvement, et les personnages y restent quasiment impalpables. Imaginez plutôt une de ces conversations sur les choses de la vie et de l'autre vie comme pouvaient en avoir les Messieurs de Port-Royal. C'est le même ton de gravité et d'élévation. Si Nicole eût fait des romans, il aurait pu écrire *Ascension*.

Il n'aurait sûrement pas écrit *Repentir*, qui est, celui-là, un roman, romanesque, dramatique, mélodramatique, et dont j'ai à peine besoin de dire que je le goûte peu. Mais n'ai-je pas déjà trop parlé du prosateur, puisque c'est parmi les poètes que Ch. de Pomairols a sa juste place? Et n'est-il pas temps de montrer, par quelques exemples, ce que fut ce bon poète de la terre? D'autres ont chanté les émotions de l'âme au milieu de la Nature, et associé aux aspects du paysage leurs tristesses et

leurs joies. Ce n'est pas parmi eux qu'il faut ranger Ch. de Pomairols. Il n'a pas l'imagination champêtre; il a l'âme paysanne — et c'est très différent. Il célèbre la terre pour la fierté de la posséder, et aussi parce que d'elle émane une vertu morale : elle est un symbole du travail et de la famille. Ces vers d'un délicat sont aussi bien ceux que pourrait faire un paysan, qui saurait découvrir au plus profond de lui-même les sentimens accumulés par une longue hérédité et en dégager la poésie. On cite toujours le premier vers de la pièce intitulée *Honneur*, et c'est une trahison. Ainsi isolé, il sonne comme un vers prosaïque de l'école du bon sens et fait pendant au fameux « O père de famille, ô poète, je t'aime. » Mais c'est la pièce tout entière qu'il faut juger dans son ensemble, pour en goûter la saine et robuste beauté :

C'est un très grand honneur de posséder un champ,
Soit riche, soit stérile, en plaine ou bien penchant,
Une part en tout cas de l'immense nature,
Le visible sommet de cette architecture
Qui descend par degrés dans la compacte nuit
De la masse terrestre où le songe la suit.
Le bord étroit d'un champ enferme un lac de sève,
Que le maître orgueilleux entend frémir en rêve.
Et dont les flots domptés, sans jamais sourdre ailleurs,
Lancent pour lui leurs jets de verdure et de fleurs.
Un champ, avec ses plis, sa pente, est une forme,
Long ouvrage sans fin de la durée énorme,
Où des forces sans nombre en d'innombrables jours
Lentement ébauchaient et changeaient les contours
Qui se sont fixés là dans leurs métamorphoses :
Oh ! comme tout est vaste, antique et plein de choses !
Un champ résume en lui la terre avec les cieux ;
C'est la nature libre aux sucres mystérieux,
Par ses seules vertus en ses œuvres guidée,
Et cependant par nous surprise et possédée
Dans un lien où l'homme, être éphémère et vain,
S'unit quelques instans à l'infini divin.

Ainsi entendue, cette idée de la « possession » du sol prend une singulière grandeur. C'est un élargissement de la personne. Ces pentes, ces surfaces, ces lignes qui m'entourent, sont moi-même encore : il semble que mon être envahisse et s'adjoigne un fragment de la vaste nature, comme faisaient jadis le dieu Pan et les agrestes Sylvains. Un champ, c'est quelque chose qui dure,

qui se perpétue, une victoire remportée sur l'éternelle fuite du temps. Le domaine s'est accru peu à peu, par l'effort successif des générations, et celui qui en reçoit l'héritage se tient pour obligé de ne le laisser qu'agrandi à ceux qui viendront après lui. Il y travaille non pas pour lui, mais pour d'autres qu'il ne connaîtra pas; il ne lui suffit ni de semer des blés, ni de cultiver des roses : il plante des chênes afin de ménager à ses arrière-neveux l'ombre héréditaire qu'ils lui devront. Des siècles passeront et, un jour, le vent qui frémera parmi le feuillage aérien fera courir un frisson de gloire jusqu'au lointain semeur.

A vivre ainsi tout près de la terre, dans la fréquentation quotidienne des forêts, des plaines, des montagnes parcourues à toutes les saisons de l'année, à toutes les heures du jour et de la nuit, le poète ressuscite en lui un état d'âme primitif et retrouve le sens des anciens mythes naturalistes. Certaines pièces antiques de Ch. de Pomairols font songer, tantôt pour le tour libre, aisé, pour la forme fluide, aux vers les plus souples d'André Chénier, et tantôt, pour une sorte d'ivresse mystique, à l'auteur du *Centaure*. Je néglige telles rêveries sur les jeux de l'ombre et de la lumière qui changent les arbres de la forêt en autant de nymphes qu'Artémis domine de son front radieux : elles sont d'une grâce facile plutôt que nouvelle. Mais en face de sa maison le poète voit s'élever un coteau, toujours présent à ses yeux, et changeant d'aspect et de coloration suivant l'état de l'atmosphère : il salue en lui un témoin, un confident, un ami, fidèle jusque dans la mort, car le cimetière de campagne s'abrite sous son ombre protectrice. Aussi, comme il comprend que les anciens l'aient divinisé ! Et lorsqu'il déchiffre l'inscription votive, *Mimonti deo*, comme il a tôt fait d'en retrouver dans ses propres impressions le sens mystérieux et profond !

A cette inspiration se rattache une pièce fameuse, qui est probablement le chef-d'œuvre de Ch. de Pomairols : *les Romains dans mon champ*. Le souvenir de Virgile y plane : c'est le commentaire ardent et religieux du vers prophétique : *Grandiaque effossis mirabitur ossa sepulcris*. Les laboureurs, en retournant le champ du poète, mettent au jour des débris de l'époque romaine, des vases, des lampes, des médailles :

O Virgile, voilà qu'il est venu cet âge
Dont ton esprit plaintif concevait le présage,

Cet âge par toi-même à ton peuple annoncé
 En des vers murmurans de tristesse infinie,
 Où ton mélancolique et suave génie
 Ressentait le présent comme déjà passé.

Voilà que sur ce bord de frontière lointaine,
 Le laboureur poussant sa charrue avec peine,
 Fait résonner le soc sur des restes humains,
 Des javelots rouillés, d'énormes casques vides
 Et, mesurant leur masse à ses forces timides,
 Admire la grandeur des ossemens romains.

L'antiquité romaine, elle est partout dans nos vieilles provinces latines, jusque dans le type de la race, dans la grâce de nos filles et la force de nos fils; les outils décrits dans les *Géoriques* creusent encore le terroir gaulois; les mêmes spectacles que ramène le rythme immuable de la nature, nos lointains aïeux les ont contemplés aux mêmes endroits, et ils en ont transposé l'émotion dans l'ordre mythologique. Ils ont vu passer ces oiseaux, et ils ont salué en eux les messagers des destins et des dieux; ils ont reconnu dans l'étoile du soir l'étoile de Vénus, et dans la pourpre du couchant le bûcher d'Hercule. Pour eux, la lune était Diane, chaque source était une Nymphe. Et nous qui les continuons, un instinct filial nous dit que nous avons raison de sentir comme eux et de voir flotter sur les mêmes espaces les mêmes rêves... Largeur de l'idée, ampleur de la composition, solidité du vers, tout se réunit pour faire de cette pièce un morceau d'anthologie.

Je ne voudrais au contraire ni détacher une pièce, ni isoler un vers du recueil *Pour l'Enfant* : c'est une lamentation continue qu'il faut écouter l'oreille près des lèvres et le cœur près du cœur. Le poète sur qui vient de s'abattre le malheur, n'en ressent pas, dans le premier moment, toute l'âpre torture : il en est à la période de stupeur, à l'effroi devant l'incompréhensible. Celle qui était tout pour lui, se peut-il qu'elle ne soit plus rien, rien qu'une ombre et rien qu'un souvenir? Se peut-il que d'autres vivent, aillent et viennent, d'autres et non plus elle! A mesure qu'il prend conscience de l'atroce réalité, tout un monde de pensées se lève dans son âme meurtrie et pour la faire saigner davantage. S'il n'y avait que le regret! Mais il y a les remords, et c'est cela qui est horrible. Car elle lui était confiée; il était fort, qu'a-t-il fait

pour protéger sa faiblesse? Et dans ce peu de temps qu'il a pu la garder, combien a-t-il laissé perdre de ces instans sans prix! Un geste, un mot qui semblaient insignifiants, quelle importance ils reçoivent de l'amère consécration! Ah! s'il avait su! Maintenant les années peuvent venir : que lui importe?, tout ce qui n'aura pas reflété le cher visage lui est étranger. Maintenant que faire, après que tout est fini, et comment ruser avec le néant? Par quels vains artifices entretenir l'illusion que celle qui n'est plus est encore présente? Du moins que les choses où s'est encadrée sa grâce éphémère restent intactes! Et chaque jour agenouillé sur sa tombe, celui qui survit ira s'entretenir avec elle, lui porter des nouvelles de la maison! Hélas! ne pouvoir même rien soupçonner de ce qu'elle est devenue dans ce noir mystère où elle a sombré! Le voilà le dédale où la raison ne se retrouve plus. En présence de ces grandes douleurs qui ravagent une âme, on a coutume de faire appel au temps, on parle d'apaisement. Ces vers, et c'est ce que j'en aime, ne portent nulle part la trace de cet apaisement sacrilège. Après cela, est-il besoin de répondre à l'objection d'après laquelle ce serait profaner certains sentimens trop intimes que de les livrer au public? Le poète a une mission : il chante sa douleur; mais tous ceux qui ont perdu un être faible, et cher, et qui leur était confié, y reconnaîtront leur propre douleur... Charles de Pomairols n'a jamais écrit que pour une élite : elle lui restera fidèle. Plus que certaines réputations bruyantes, elle gardera cette mémoire discrète et noble. Ainsi ce poète, étranger aux soucis de son époque, ignorant des troubles de la passion, et qui a volontairement restreint son horizon, aura quand même sa place dans la phalange sacrée : il se l'est faite, presque sans y songer, à force de sincérité et de belle candeur.

RENÉ DOUMIC.

REVUES ÉTRANGÈRES

LES PROCÉDÉS DE LA PRESSE ALLEMANDE

What Germany thinks, or the War as Germans see it, par Thomas F. A. Smith, un vol. in-18, Londres, librairie Hutchinson, 1915.

Se rappelle-t-on encore le résumé que j'ai publié ici, l'été dernier, d'un livre russe à demi « officiel » où M. Rezanof, avec l'appui du ministère des Affaires étrangères de Petrograd, avait réuni les témoignages de plusieurs centaines de ses compatriotes surpris par la déclaration de guerre en territoire allemand ? Tous ces témoignages s'accordaient à nous offrir une peinture infiniment saisissante de l'étrange et soudaine férocité avec laquelle, pendant les premières semaines du mois d'août 1914, les autorités et la population tout entière des diverses régions de l'Empire d'Allemagne s'étaient mises à emprisonner, à rouer de coups, à vexer et à torturer en toute façon aussi bien les témoins eux-mêmes qu'une foule d'autres inoffensifs baigneurs ou « touristes » de leur pays. Il y avait eu là, si l'on en croyait les relations recueillies par l'écrivain russe, quelque chose comme une grande crise nationale de folie furieuse, excitant brusquement jusqu'aux hôteliers des villes d'eaux saxonnes ou badoises à sévir sans pitié contre de riches et généreux clients qui toujours, jusqu'alors, les avaient vus humblement prosternés devant eux. Et telle avait été notre stupeur, au spectacle de ces placides bourgeois d'outre-Rhin changés tout d'un trait en autant de bêtes sauvages assoiffées de sang russe qu'un doute involontaire nous était venu, touchant la pleine exactitude « historique » des sinistres images évoquées sous nos yeux

par M. Rezanof. Dans ce cas, de même que dans maints autres où, pareillement, nous nous étions trouvés pour la première fois en présence d'une catégorie nouvelle d'« atrocités » allemandes, nous n'avions pu nous empêcher de nous demander si les narrateurs n'avaient pas, tout au moins, sensiblement exagéré les proportions véritables d'actes de lâche trahison ou de cruauté qui nous apparaissaient à peine croyables. Nous avions bien, pour nous garantir la réalité de ces actes monstrueux, la concordance absolue des différens récits qui nous les révélaient et leur parfaite précision documentaire, sans compter l'important supplément de crédit que leur donnait le contrôle d'une commission d'enquête organisée par les soins du gouvernement russe : mais, avec cela, je crains fort que plus d'un de mes lecteurs ait persisté à soupçonner vaguement la « fantaisie slave » d'avoir quelque peu « chargé » le tableau de cette extravagante ruée subite, unanime, de l'Allemagne contre des milliers de vieillards, de femmes, et d'enfans sans défense.

En fait, cependant, le tableau ne nous montrait rien que de très authentique ; et non seulement j'ai eu l'occasion, pour ma part, de lire depuis lors un bon nombre d'autres témoignages qui confirmaient de tous points les récits publiés par M. Rezanof, — sauf même à y ajouter souvent un surcroît d'horreur : mais voici qu'une dernière confirmation nous arrive qui suffirait, à elle seule, pour nous enlever jusqu'au moindre doute, nous étant expressément apportée par un groupe nombreux de témoins allemands ! Nous en devons la connaissance à un savant et ingénieux professeur anglais, M. Thomas Smith, qui déjà précédemment nous avait offert une description très fidèle des méthodes pédagogiques d'outre-Rhin, — après les avoir observées de tout près pendant de longues années de séjour à l'Université d'Erlangen (1), — et qui vient maintenant de nous rendre un service peut-être plus précieux encore en extrayant à notre intention, d'une quantité innombrable de journaux et d'autres écrits allemands de toutes les nuances, les expressions les plus caractéristiques de ce qu'ont été là-bas tour à tour, depuis le début de la guerre, les principaux courans de l'opinion nationale. Cela étant, son livre ne pouvait manquer de consacrer un chapitre spécial à la mémorable « campagne » entreprise naguère par le peuple allemand contre les « espions » russes ; et voici, par exemple, quelques-uns des documens « de tout repos » que nous y découvrons :

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre 1915.

C'est d'abord un *Appel* adressé aux habitans de Leipzig, le 4 août 1914, par le général von Laffert, nouvellement chargé du commandement militaire et civil de la grande cité saxonne :

Parmi les étrangers qui résident dans notre ville, et tout particulièrement parmi les Russes, il y en a un grand nombre qui, selon toute apparence, sont coupables d'espionnage ou de tentatives pour troubler notre mobilisation. Aussi est-il nécessaire que tous nos compatriotes exercent une surveillance assidue, notamment, sur chacun des Russes qui se trouvent à Leipzig en qualité d'étudiants, ou qui y sont installés à demeure. Je fais donc appel aux habitans de la ville pour collaborer avec les pouvoirs publics à cette tâche d'observation patriotique, en s'empresant d'arrêter et de livrer aux autorités militaires tout Russe dont l'attitude leur aura paru tant soit peu suspecte !

Dans toutes les régions de l'Allemagne, pendant ces premiers jours du mois d'août, des proclamations du même genre ont « officiellement » excité le public à entreprendre et à poursuivre ce qu'on pourrait appeler la « chasse à l'espion russe, » — après que déjà le Kaiser en propre personne avait daigné lui dénoncer jusqu'au plus inoffensif en apparence des sujets du Tsar comme ayant toute chance d'être, au demeurant, un dangereux « espion. » En même temps, des journaux qui avaient coutume de passer pour éminemment « modérés, » des journaux de l'espèce du *Berliner Tageblatt*, remplissaient leurs colonnes de prétendus « télégrammes » tels que celui-ci :

STUTTGART. — Un nombre considérable de Russes, et parmi eux plusieurs femmes, ont été arrêtés aujourd'hui dans notre ville, pour cause d'espionnage. L'une de ces arrestations a été opérée à l'étage supérieur du Bureau de Poste central, où se trouvent les appareils du télégraphe. D'autres arrestations vont être faites en ville et aux environs. — Il a été établi que de nombreuses tentatives avaient eu lieu, durant les jours passés, pour faire sauter les ponts du chemin de fer. — A Freudenstadt, on a saisi une roulotte appartenant à des Russes, et contenant une forte quantité d'explosifs.

Semblablement, toute la presse allemande s'accordait à signaler de prétendus attentats commis par des « étudiants russes » sur toute sorte de hauts personnages, à commencer par l'Empereur lui-même et son fils aîné le Kronprinz. Ainsi l'on s'ingéniait à « chauffer » les sentimens de la population à l'endroit de ses hôtes russes ; et le moyen de s'étonner, après cela, qu'une telle « préparation » ait produit le résultat révélé par l'enquête de M. Rezanof ?

Mais le plus curieux est que ce résultat n'a point tardé à effrayer

jusqu'à ceux mêmes qui l'avaient soigneusement, délibérément provoqué. Dès la seconde semaine d'août, certains journaux d'outre-Rhin se hasardent à protester contre l'excès de zèle avec lequel la masse presque entière des habitans de leurs villes ne cessent pas de vouloir partout dépister et châtier de problématiques « espions russes. »

A Leipzig même, — écrit la *Gazette Populaire* de cette ville, où venait d'être affiché, quelques jours auparavant, le susdit Appel du général von Laffert, — une grosse partie du public se trouve à présent possédée d'un véritable délire de patriotisme, compliqué encore d'une singulière « phobie » d'espionnage qui, de jour en jour, se développe et s'épanouit comme une végétation tropicale. *Malgré maints appels officiels exhortant nos concitoyens à plus de sang-froid*, la foule nationaliste continue à se conduire de la manière la plus scandaleuse, aussi bien dans les rues que dans les établissements publics. Pas une personne ayant les cheveux noirs et le teint foncé n'est plus à l'abri de ces enragés chercheurs d'espions russes. Hier encore, un homme d'âge mûr, revêtu d'un uniforme d'officier d'artillerie allemand, se trouvait assis avec une dame au café Felsche, lorsque quelqu'un s'est avisé de le dénoncer comme un officier russe déguisé. Aussitôt que les agens de police l'ont fait sortir du café, des centaines de furieux se sont mis à le battre à coups de canne, de parapluie, etc., si bien que, dès l'instant suivant, son uniforme était en lambeaux, et que des flots de sang lui découlaient du visage... Inutile d'ajouter que ce redoutable espion russe, — quand ensuite, plus qu'à moitié mort, il a pu donner des preuves de son identité, — a été reconnu comme un très authentique officier allemand !

Ainsi que nous l'apprend cet extrait du journal de Leipzig, les « autorités officielles » se sont désormais efforcées, elles aussi, de calmer le fâcheux « délire de patriotisme » qu'elles avaient fait naitre peu de jours auparavant. M. Smith reproduit notamment un « appel » adressé aux policiers de la ville de Stuttgart par leur chef, le directeur de police Bilinger. Le document est daté du 9 août, — ce qui nous révèle que, plus d'une semaine après la déclaration de guerre, le public allemand persistait encore à poursuivre de sa rage les infortunés baigneurs russes ! Écoutons ces pathétiques aveux d'un fonctionnaire qui avait peut-être rédigé de sa propre main, la semaine d'avant, le télégramme annonçant au *Berliner Tageblatt* toute espèce d'affreux « attentats » commis ou projetés, à Stuttgart, par des « espions russes : »

Policiers ! la populace de notre ville est en train de devenir absolument folle (1). Chacun voit dans son voisin un espion russe, et se croit moralement tenu de le rouer de coups, tout de même que l'agent de police qui

(1) La suite du texte nous fait assez voir que « populace » est ici pour signifier poliment : « population. »

intervient pour les séparer. Des nuages sont pris pour des aviateurs ennemis; on se répète que des ponts ont été détruits, des fils télégraphiques coupés en plein milieu de notre ville; on affirme que nos réservoirs d'eau ont été empoisonnés! Et cela, tandis qu'il a été prouvé que, jusqu'à présent, nulle ombre de motif n'existait pour justifier ces folles alarmes! Mais, décidément, nous vivons ici dans un vaste asile d'aliénés!

Depuis lors, en effet, fonctionnaires et journaux ont évidemment reçu pour « consigne » de proclamer l'entière fausseté des accusations émises par eux-mêmes, il y a huit jours, contre les voyageurs russes : mais la « folie » du public, trop vigoureusement déchaînée, résiste à tous ces efforts pour la retenir. Aux quatre coins de l'Allemagne, les journaux continuent de décrire, — et dorénavant en les déplorant, — des scènes comme celle-ci, datée du 27 août 1914 :

Sur l'une des places les plus fréquentées de Breslau, un soldat s'est approché d'une dame et s'est mis à la dévisager. La dame, comprenant sa pensée, lui a déclaré en souriant qu'elle « n'était pas une espionne russe. » Le soldat a répondu : « Vous avez les cheveux courts! Je le regrette, mais il faut que vous veniez avec moi! » La dame a reconnu aussitôt que le parti le plus sage était d'obéir; mais le mouvement qu'elle a fait pour suivre le soldat a produit autour d'elle l'effet d'un signal. Sur-le-champ, une foule de passans se sont jetés, avec une rage aveugle, contre la malheureuse créature sans défense. En vain le soldat, renforcé maintenant de deux agens de police, tâchait de son mieux à la protéger; en vain elle-même suppliait qu'on la fit entrer dans une maison quelconque, où il lui fût possible de se justifier. Bientôt ses vêtemens lui ont été, littéralement, arrachés du corps; mais ses persécuteurs avaient beau être forcés de reconnaître, dorénavant, que c'était bien une femme qui se trouvait devant eux : leurs instincts cruels, une fois lâchés, ne parvenaient plus à se contenir. Les coups de poing continuaient à s'abattre sur sa tête, les coups de pied à pleuvoir le long de son corps. Je me demande par quel prodige de résistance la pauvre femme a réussi à demeurer en vie jusqu'à son arrivée au plus prochain bureau de police, où il lui a été facile de prouver sa qualité de loyale sujette allemande.

N'est-il pas vrai que tout cela confirme étrangement pour nous l'authenticité « documentaire » des relations russes recueillies et publiées par M. Rezanof? Supposons seulement que cette dame de Breslau ou l'homme assis à une table du café de Leipzig se soient trouvés être en effet des Russes, et essayons de nous représenter le sort qui les aurait attendus! Au total, après avoir lu ces passages de journaux allemands, l'on serait tenté plutôt de juger surprenant, — pour ne pas dire : providentiel, — que les nombreux témoins russes qui ont raconté leurs souffrances à M. Rezanof soient parvenus du moins à s'échapper vivans d'entre les mains de ces millions de

« chasseurs » lancés à leur poursuite. Et j'aurais encore à tirer du livre de M. Thomas Smith maints autres morceaux qui nous démontreraient avec non moins d'évidence la pleine réalité historique d'une transformation subite et prolongée de l'Allemagne entière en ce « vaste asile d'aliénés » dont parlait tout à l'heure le policier de Stuttgart, — ou, plus exactement, en un asile de fous furieux s'acharnant avec une férocity implacable à torturer des milliers d'innocentes victimes.

Qu'il me suffise de citer simplement, avant de finir, ces quelques lignes adressées par un « officier allemand » au *Berliner Zeitung* du 5 août 1914, — en invitant le lecteur français à les rapprocher de nombreux passages de l'article du 1^{er} août 1915 où je décrivais, d'après le livre de M. Rezanof, les tortures infligées aux véritables voyageurs russes dans la même Gare de Potsdam, à Berlin :

Avant-hier, 3 août, il n'y a pas eu moins de soixante-quatre « espions russes » amenés au bureau de police de notre Gare de Potsdam. Pas un seul, d'ailleurs, n'a été maintenu en arrestation, et cela pour ce bon motif que tous se sont trouvés être d'indubitables citoyens allemands. Parmi ces hommes que j'ai vus ainsi empoignés et menacés le mort par une foule furieuse, sur la Place de Potsdam, figuraient, par exemple : un major prussien retraité, qui était venu attendre l'arrivée de son fils; un chirurgien de l'armée territoriale; un haut fonctionnaire de nos Cours de Justice; et enfin un officier de l'armée bavaroise, que sa grande taille avait fait prendre pour un Russe. Un garçon de boutique ivre avait tout particulièrement excité la foule contre ce dernier « espion, » de telle sorte que je l'ai vu vraiment en danger de mort. Le malheureux a été sauvé par quatre officiers prussiens, qui ont fait semblant de vouloir se charger de l'incarcération de leur collègue bavarois, et ont réussi de cette manière à l'emmener à l'abri des coups (1).

Je dois ajouter que ces extraits de journaux allemands nous offrent un échantillon bien « typique » de la façon dont procède,

(1) Et comment ne pas signaler encore, à propos de cette « chasse à l'espion russe, » un échantillon vraiment prodigieux de l'aplomb avec lequel, désormais, tout Allemand vit et se meut et exulte dans le mensonge? Désirant montrer à ses lecteurs combien la déloyauté de l'Angleterre a profondément irrité la nation allemande, un amiral prussien, auteur d'un pamphlet qu'il a intitulé : *A bas l'Angleterre!* a trouvé tout simple d'écrire : « La haine de l'Allemagne pour l'île hypocrite a été si amère qu'elle a pris la forme de démonstrations hostiles contre l'ambassade anglaise de Berlin, tandis que tous les représentants diplomatiques des autres États ennemis ont pu s'éloigner sans que personne s'avisât de les molester d'aucune façon. » Pour ne rien dire du départ, déjà bien « molesté, » du représentant de la France à Berlin, que l'on se rappelle seulement la peinture que nous fait le livre de M. Rezanof de la manière dont tout le personnel de l'ambassade de Russie a été poursuivi, hué, et brutalement frappé pendant sa dernière traversée des rues de Berlin!

à l'ordinaire, la presse d'outre-Rhin. Qu'il s'agisse d'exciter le peuple allemand contre les Russes ou contre les Anglais, d'obtenir son adhésion à l'envahissement de la Belgique ou de justifier à ses yeux les massacres de femmes et d'enfans par les sous-marins, toujours une série de proclamations officielles et de télégrammes « sensationnels » commence par répandre à travers tout l'Empire un ou plusieurs mensonges de dimensions « colossales ; » et toujours le « lancement » audacieux de ces mensonges, reproduits simultanément par tous les journaux, a vite fait de créer dans l'Allemagne entière un mouvement d'opinion si puissant et si impétueux que nul démenti des faux bruits d'où il est né ne vaut plus, ensuite, à le réprimer, — de telle sorte que rien n'empêche dorénavant les mêmes journaux de « se mettre en règle » avec la vérité en avouant, tôt ou tard, leur crainte d'avoir été trompés par des correspondans « inexactement renseignés. »

Voici, par exemple, l'invention mémorable d'un « raid » d'aviateurs français au-dessus de villes allemandes, un ou deux jours avant la déclaration de guerre ! Le 2 août, la *Gazette de Cologne* affirmait avoir reçu l'avis, « de source militaire, » que « des avions français avaient lancé des bombes dans le voisinage de Nuremberg. » Les journaux de Nuremberg, en vérité, reconnaissaient que l'on n'avait vu aucune trace de ces aviateurs ennemis « dans le voisinage » de leur ville : mais leurs renseignemens, à eux, faisaient mention de bombes lancées par des Français sur Cologne et d'autres villes des bords du Rhin. D'après un journal de Munich, la visite meurtrière d'avions français aurait eu lieu à Wesel, près de la frontière hollandaise. Je me borne à ces quelques citations, mais l'on en trouvera maintes autres encore, dans le livre de M. Thomas Smith, qui toutes nous présentent la même particularité curieuse : pas un journal qui n'annonce une violation du territoire allemand par des aviateurs français, mais tandis que les journaux du Nord se plaisent à envoyer ces aviateurs sur des villes du Sud, ceux du Sud, inversement, les représentent « survolant » des villes du Nord ! Seule, la *Gazette de Francfort* réclame expressément pour sa ville l'honneur d'avoir été choisie par nos compatriotes : et encore est-elle forcée de supposer que les bombes qu'elle prétend avoir vu lancer « ont dû éclater en l'air, » — ou peut-être s'envoler miraculeusement vers le ciel, — car le fait est que « nulle trace quelconque n'a pu en être découverte sur le sol. » Après quoi le chancelier von Bethmann-Hollweg, bien assuré maintenant d'être cru sans réserve de ses auditeurs, légitime solen-

nellement l'entrée des troupes allemandes en France, — voire en Belgique, — par le rappel d'une incursion préalable d'aviateurs français sur des villes allemandes; et c'est seulement au bout de plusieurs mois que des journaux soucieux « de libérer leur conscience » laissent entendre que ces aviateurs français trop pressés d'entamer les hostilités pourraient bien n'avoir été qu'une « légende, » spontanément issue de l'imagination populaire!

Une autre histoire moins connue, — je crois même qu'elle n'a encore jamais pénétré chez nous, — achèvera de nous prouver la profonde justesse de l'observation mélancolique du préfet de police de Stuttgart, constatant que l'Allemagne entière est soudain devenue « un vaste asile d'aliénés. » Toujours sous l'effet de son même désir de stimuler dans l'âme populaire la haine du Français et celle du Russe, le « chef d'orchestre » invisible qui conduit de sa baguette toute la presse allemande avait imaginé, parmi cent autres moyens, d'annoncer que le gouvernement français projetait d'envoyer à Petrograd de grandes quantités d'or, et d'en confier le transport à de très habiles automobilistes de chez nous, revêtus de l'uniforme d'officiers allemands. Dès le 2 août, par manière d'essai, le *Berliner Tageblatt* avait publié le « télégramme » suivant :

COBLENCE, ce 2 août. — Le président de la province de Dusseldorf fait savoir que douze automobiles, contenant quatre-vingts officiers français en uniformes prussiens, ont tenté, ce matin, de traverser la frontière prussienne aux environs de Geldern. La tentative a, d'ailleurs, complètement échoué.

« Échec » qui n'avait certes rien de surprenant, si l'on songe que Geldern est sur la frontière hollandaise, et qu'ainsi nos compatriotes, pour entrer en Allemagne par cette voie, auraient eu d'abord à dépister la surveillance des sévères douaniers des Pays-Bas! Beaucoup plus acceptable était la « version » publiée dans la *Gazette de Cologne* du 4 août, et qui aussi bien, celle-là, avait été immédiatement reproduite dans toute l'Allemagne :

Plusieurs automobiles français où se trouvent des dames sont en train de traverser l'Allemagne, pour aller transporter de l'or en Russie. La population civile est invitée à faire de son mieux pour les arrêter au passage, après quoi elle devra informer de leur capture le poste militaire le plus voisin.

Le malheur était que, ici encore, le susdit « chef d'orchestre » n'avait pas songé à tout ce qu'avait d'imprudent la propagation d'un

« canard » qui lui était apparu simplement comme capable d'accroître la fièvre belliqueuse de ses compatriotes. Il n'avait pas prévu surtout, dans l'espèce présente, qu'une annonce telle que celle-là risquait fort de provoquer, chez ses compatriotes, une autre « fièvre » d'ordre plus personnel, — en leur révélant la possibilité pour eux de s'approprier une partie au moins de ces fabuleux lingots d'or offerts à la Russie par le Trésor français. Et de quel terrible prix, cette imprudence fâcheuse allait être payée !

« L'avis officiel annonçant le passage, sur nos routes, d'automobiles français, — écrivait un journal de Leipzig, dès le 6 août suivant, — a surexcité l'imagination de nos paysans jusqu'au délire le plus incroyable. » Et sans doute ce « délire » devait avoir déjà, depuis lors, vivement inquiété les pouvoirs publics : car le fait est que, dès ce même 6 août, la Direction Générale de l'Armée ordonnait d'insérer dans tous les journaux un nouvel « avis officiel, » — cette fois pour déclarer que le passage de voitures françaises n'était rien qu'une « fable, » et qu'il importait de « mettre fin tout de suite à l'extravagante chasse ouverte, un peu partout, contre de prétendus automobiles ennemis. »

Tous les jours, désormais, pendant plusieurs semaines, la presse allemande allait publier des « avis officiels » de la même sorte, attestant solennellement à la population que jamais le gouvernement français n'avait eu l'idée de faire passer, par les routes allemandes, la moindre somme d'or. Mais, cette fois encore, c'était le démenti qui ne « prenait » pas ! L'avidité instinctive du paysan allemand, soudain réveillée, ne consentait plus à se rendormir. Et sans cesse les journaux, après avoir de nouveau proclamé la fausseté de l'annonce « officielle » du 4 août, étaient contraints d'enregistrer de « déplorables accidens » comme ceux-ci :

La « chasse aux automobiles français, » énergiquement dénoncée par la Direction Générale de l'Armée, continue à produire les résultats les plus désastreux. Près de Leipzig, un médecin et son chauffeur ont été tués à coups de fusil par des paysans qui les prenaient pour des officiers français. Entre Berlin et Köpenick, un groupe de ces civils armés qui se tiennent en permanence au bord des routes, dans toute l'Allemagne, afin de guetter le passage de fabuleux automobiles français, ont essayé d'arrêter une voiture. Devant leurs instances, le chauffeur s'est vu obligé de serrer le frein si brusquement que la voiture s'est jetée contre un arbre, tuant ou blessant grièvement les officiers prussiens qui s'y trouvaient. A Munich, un chauffeur a été tué par une sentinelle, parce qu'il ne s'était pas arrêté assez vite. Aux environs de Büren en Westphalie, une enfant de douze

ans, fille d'un conseiller communal de Bielefeld, a reçu un coup de fusil en pleine poitrine au moment même où le chauffeur arrêta la voiture qui la ramenait chez elle en compagnie de sa mère. A Coblenze, un organiste et professeur de musique, du nom de Ritter, a été tué dans son automobile. (*Gazette Populaire de Leipzig* du 7 août 1914.)

Quelques jours plus tard, le 11 août, le même journal annonçait qu'il avait appris, de son correspondant de Westphalie, quatre nouvelles morts d'inoffensifs voyageurs allemands, tués par des « civils armés » dans cette seule province. Le 15 août, c'était la célèbre Agence Wolff qui se chargeait d'instruire le public allemand d'un bon nombre d'autres morts également causées par l'excès de zèle d'autres « chasseurs à l'automobile. » Et la *Gazette Populaire de Leipzig*, à propos de ce télégramme de l'Agence Wolff, répétait une fois encore que « c'était en vérité une folie sans nom, de guetter des automobiles ennemis sur les routes allemandes. »

Ni des officiers russes ou français, — écrivait-elle, — ni des voitures remplies d'or n'ont jamais pensé à traverser notre territoire. Mais quand donc notre peuple se décidera-t-il à arrêter cet horrible massacre de ses propres compatriotes ? Quand donc voudra-t-il enfin prêter l'oreille aux avertissemens incessans de notre Direction de l'Armée ?

Le « peuple allemand » a-t-il enfin réalisé le vœu du journal de Leipzig, ou bien se trouve-t-il encore aujourd'hui, sur les routes de la Bavière ou du Mecklembourg, des « civils armés » qui s'obstinent à guetter le passage de lingots d'or français ? Mais en tout cas, et si même l'aventure ne s'est pas prolongée au delà d'une quinzaine de jours, n'est-ce pas qu'elle méritait de nous être connue ?

Elle le méritait d'autant plus qu'elle nous offrait, en somme, un exemple à peu près unique d'une désobéissance obstinée du public allemand à un ordre « officiel. » Il y a bien eu aussi un semblant de désobéissance dans l'acharnement avec lequel la population allemande a continué sa « chasse à l'espion russe, » sans vouloir tenir compte des démentis que s'infligeaient maintenant à soi-même les premiers initiateurs de ce noble exercice : mais je serais fortement tenté de croire, tout compte fait, que ces timides désaveux des pouvoirs publics avaient surtout pour objet de dégager la responsabilité de leurs propres auteurs, moyennant quoi ceux-ci s'accoutumaient volontiers de voir durer longtemps encore un « sport » aussi éminemment patriotique, et plus ou moins conforme à leurs penchans secrets. Car c'est chose trop certaine que, d'ordinaire, lorsque ces

inspireurs invisibles de la presse d'outre-Rhin désirent sérieusement être obéis de « leur peuple, » un simple signal leur suffit pour avoir aussitôt raison des résistances qu'on pourrait supposer les plus invincibles. Pas un chapitre du livre de M. Smith qui ne nous montre au vif l'action toute-puissante de l'un de ces signaux sur la race la plus docile qu'il y ait au monde, — et cela dès le début même de la présente guerre, où déjà s'est produit, à ce point de vue, un revirement d'opinion si subit et profond que jamais, à coup sûr, l'histoire d'aucun pays n'aurait à nous citer rien d'équivalent.

Non pas que, bien avant le début de la guerre, une grosse moitié de la presse allemande se soit fait faute d'exciter déjà les sentimens belliqueux de ses millions de lecteurs ! Mais en face de ces journaux « nationalistes, » qui entremêlaient ouvertement, par exemple, à leur indignation contre la perversité serbe des séduisantes images de territoires à nous enlever et de butin merveilleux à rapporter d'une visite armée par delà nos frontières, chaque région et chaque grande ville allemande avait un certain nombre de feuilles « socialistes, » ou même seulement « libérales, » qui protestaient avec une énergie passionnée contre les intrigues de la diplomatie austro-prussienne. « Compagnons, — s'écriait dans le *Vorwaerts* du 25 juillet le comité officiel du parti socialiste, — que si même vous condamnez la conduite des partisans d'une plus grande Serbie, il n'en reste pas moins que l'odieuse provocation du gouvernement austro-hongrois mérite, de votre part, la protestation la plus enflammée. Les demandes faites par ce gouvernement à la Serbie sont si brutales et si dures que jamais, dans toute l'histoire du monde, l'on n'en a présenté de pareilles à un État indépendant, et que sans aucun doute le seul objet de l'Autriche doit avoir été de susciter la guerre. » La *Post* de Berlin s'étonnait que l'Europe tolérât l'envoi à Belgrade d'un *ultimatum* aussi monstrueux, qui, en guise de réponse, « exigeait l'entière et décisive humiliation de la Serbie. » Mieux encore, à la même date du 24 juillet, un journal subventionné par la maison Krupp, le *Rheinisch-Westfälische Zeitung* s'oubliait jusqu'à insérer un article des plus virulens contre l'*ultimatum* autrichien, — un article où le gouvernement même de Berlin était discrètement mis en cause, et qui se terminait par ces paroles significatives : « Il ne saurait y avoir d'alliance qui nous contraigne à soutenir les guerres déchaînées par la funeste politique de conquête des Habsbourg ! » De toutes parts, à travers l'Empire, des journaux écrivaient et des foules nombreuses clamaient le mot d'ordre nouveau : « A bas la guerre ! » à tel point que, par

exemple, dans les rues de Munich, le soir du 29 juillet, des régimens étaient forcés de leur imposer silence à coups de fusil. On s'arrachait les exemplaires d'une feuille berlinoise, *l'Action*, où venaient de paraître ces lignes audacieuses de M. Franz Pfemfert :

Voilà donc jusqu'à quelle hauteur s'est élevée notre fameuse « culture ! » Des centaines de milliers des forces les plus saines, les plus délicates et les plus précieuses de la nation tremblent anxieusement à l'idée qu'un hasard, ou un signe de tête des maîtres de l'Europe, ou bien encore un accès de sadisme guerrier, ou simplement une spéculation financière, ait pour effet de les chasser de leurs maisons, des bras de leurs femmes et de leurs enfans, pour les précipiter stupidement à la mort. Cette folle conjoncture peut surgir aujourd'hui, peut les atteindre demain ; et pas un seul d'entre eux ne pourra s'empêcher d'obéir.

Mais voici que brusquement, deux ou trois jours après, le 31 juillet, l'invisible signal est venu mettre fin à ces protestations ! Le Comité officiel du parti socialiste a publié dans le *Vorwaerts* un nouvel appel, où se lisait notamment cette phrase mémorable : « Nous tous, socialistes allemands, en cette heure solennelle, sommes d'accord avec l'ensemble de la nation allemande pour accepter la lutte que nous impose par force la barbarie des Russes, et nous déclarons prêts à lui sacrifier jusqu'à la dernière goutte de notre sang. » Socialistes ou « libéraux, » tous les journaux désormais se trouvaient unanimes à représenter la guerre comme fatalement « imposée » à la naïve Autriche et à la pacifique Allemagne par la « barbarie » russe combinée avec notre désir forcené d'une « revanche, » — en attendant que, bientôt, la Russie elle-même et la France son alliée apparussent à chacun des sujets du Kaiser comme d'inconscientes victimes de l'ambition ténébreuse de sir Edward Grey. Quelque chose d'occulte, et cependant de trop réel, avait littéralement « retourné » l'opinion d'un grand peuple. Et les nombreux milliers de lecteurs qui, la veille, s'étaient jetés avec enthousiasme sur le numéro de *l'Action* contenant l'article de M. Pfemfert apprenaient maintenant sans la moindre surprise que, à l'avenir, ce journal « ne publierait plus que des études sur des questions d'art et de littérature. »

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Cette quinzaine, — telle que les exigences de notre publication la découpent pour nous dans le temps, du 25 janvier au 10 février, — a été marquée tout d'abord à la Chambre par un débat « sur le régime de la presse » où M. le Président du Conseil a, comme on pouvait s'y attendre, joué le rôle principal. Il l'a tenu avec son autorité ordinaire, en grand artiste maître de son emploi, mettant dans sa diction quelque chose de plus étudié et dans ses gestes quelque chose de plus enlaçant encore, semant autour de la tribune une émotion si communicative que peut-être il fut le seul à ne pas l'éprouver.

C'est de la censure qu'il s'agissait, mais il est défendu de l'appeler par son nom. Et comment aurait-elle un nom, puisque M. Aristide Briand a dépensé la moitié de son effort à prouver qu'elle n'existait pas? Quand il dit qu'elle n'existe pas, M. le Président du Conseil ne le dit point par forme d'ironie ou de dédain, ainsi que, dans l'argot des gens de lettres, on le dit d'un mauvais ouvrage. Il veut dire qu'en droit, elle est exorbitante, qu'elle n'a aucun fondement légal : axiome que personne ne saurait contester. Une institution pareille ne repose en effet ni sur la loi du 5 août 1914, ni même sur la loi du 9 août 1849. Non seulement, elle n'est pas dans la loi, mais elle est contre la loi : non seulement elle n'est pas dans la lettre, mais elle est contre l'esprit de toutes nos constitutions depuis la Charte de 1830.

Cependant cette censure, qui n'est pas une création du droit, est née de la nécessité de fait, maintenue et perpétuée par la nécessité. « Elle vaudra, affirme M. Briand, ce que vaudront les censeurs ; » et là-dessus, il proclame, en termes plus généraux, une vérité déjà soupçonnée de la philosophie politique, à savoir que toutes les institutions humaines valent ce que valent les hommes chargés de les faire fonctionner ; puis il corrobore la formule d'un exemple, seconde vérité aussi certaine, celle-là tirée de l'histoire : le chêne de saint Louis, à lui seul, n'eût pas suffi à rendre la justice ; il n'est donc pas

indifférent que le siège soit occupé par saint Louis ou le soit par Laubardemont (à quelques siècles l'un de l'autre).

Avons-nous saint Louis ou Laubardemont? Avons-nous simplement le chêne? Pour estimer à son prix la censure, il faudrait, dans le système de M. le Président du Conseil, connaître les censeurs. Or ils sont inconnus et restent inconnaisables. La censure est ce qu'elle est, parce qu'elle est, tout en n'existant pas. Bien qu'on lui ait enfin donné une tête, nous ne pouvons nous la représenter, à la manière de Victor Hugo, que comme une bouche d'ombre parlant par oracles dans une face de néant. C'est le dernier refuge de la modestie. Nous qui désirons fort ne pas nous brouiller avec elle, nous nous gardons d'écrire ici tout le bien que nous en pensons.

La Chambre a discuté ensuite deux ou trois interpellations, d'une importance ou d'une conséquence très inégales, mais qui ont ce trait commun que leur opportunité n'était pas évidente. La première a eu pour objet l'affaire dite « des marchands de vins de Marseille. » En elle-même, ce n'est qu'une petite et assez misérable affaire. Les débitans marseillais se plaignaient de ce que l'accès de leurs cafés était interdit par l'autorité militaire aux soldats, même permissionnaires et de passage, pendant de trop longues heures du jour, beaucoup trop tôt le soir; surtout ils se refusaient à comprendre comment ce qui était défendu chez eux, dans la quinzième région, pouvait être permis à Lyon, dans la quatorzième. Mais l'incident, vulgaire à son point de départ, s'était compliqué du fait que, le général Servièrre, commandant la quinzième région, s'étant laissé attendrir par leurs doléances, le général d'Amade, envoyé en inspection, avait rétabli, peut-être un peu renforcé la mesure; et qu'à la suite de cette inspection, le général Servièrre avait été rappelé. Sur quoi les marchands de vins de Marseille, qui, selon l'expression de leur député, M. Bouisson, sont « des exubérans, » avaient jeté feu et flamme. Ils avaient tenu plusieurs meetings et pris plusieurs résolutions, dont deux au moins étaient contradictoires sans qu'aucune fût modérée. Après s'être déclarés « en permanence » jusqu'à ce que la Chambre leur eût « rendu justice, » ils avaient décidé de fermer leurs établissemens jusqu'à ce qu'ils fussent autorisés à les ouvrir aussi longtemps et aussi largement qu'ils le jugeaient bon. A partir de ce moment, en vertu de nos habitudes, le Parlement était saisi, et de cette histoire devait naître quelques épisodes fâcheux ou pénibles. Il vaut mieux ne pas insister. L'aventure n'offre aujourd'hui d'intérêt que par la leçon qui s'en dégage; et c'est qu'une pareille discussion eût pu, et

avec quel bénéfice! être facilement évitée. M. le ministre de la Guerre, au bout du compte, quand il a eu essuyé harangues et interruptions, a fini par céder en ce qui concerne les permissionnaires. Quelque impression que nous soyons disposés à croire qu'aient dû produire sur son esprit les argumens présentés par M. Bouisson et par M. François Fournier, l'effet n'eût-il pas été le même s'il les eût entendus dans son cabinet? « Vous me forcez, a dit M. le général Galliéri, lorsque sa patience s'est lassée, vous me forcez à faire un métier qui n'est pas le mien. » Que ce métier ne soit pas le sien, et qu'il le fasse, il n'y aurait que demi-mal, s'il n'avait pas d'autres devoirs, que ces exercices oratoires l'empêchent ou le détournent de remplir. C'était à lui, c'était à M. le Président du Conseil de le déclarer tout de suite aux interpellateurs, en leur proposant de traiter la question à huis clos, et en les prévenant que, faute par eux d'accepter, le Gouvernement demanderait à la Chambre un renvoi *sine die*. Le jour où le Gouvernement adoptera cette attitude et se décidera à guider une assemblée plus soucieuse qu'on ne le pense de ne pas se discréditer, il sera sûr d'être soutenu.

Il est certain d'être appuyé aussi le jour où il viendra opposer à l'étonnante motion des marchands de vins de Marseille la seule réponse qu'elle comporte. Mais ce fragment de leurs considérans mérite d'être cité tout au long : « Les débitans... adressent le témoignage de leur admiration aux troupes qui, par leur endurance et leur courage indomptable, démontrent que la vitalité de la race française n'est pas amoindrie, et prouvent irréfutablement que les prétendus ravages de l'alcoolisme n'ont jamais constitué un péril national. Ils dénoncent, en la qualifiant de criminelle et d'antipatriotique, la campagne organisée par les médocastres, tempérans et autres scientifiques, pour déconsidérer certains produits de notre sol et de notre industrie et particulièrement les spiritueux. Ils signalent comme traîtres à l'union sacrée et dénoncent à la vindicte populaire ceux qui font profession d'insulter la nation française en la qualifiant de dégénérée, malgré l'héroïsme dont l'armée et la population font preuve depuis dix-huit mois d'une guerre sans précédent dans l'histoire du monde. »

Médocastre, tempérant et même « scientifique, » M. Aristide Briand n'est homme à avoir peur ni de l'une de ces épithètes, ni des trois ensemble; il ne fléchira pas devant l'accusation de « déconsidérer » un produit de notre sol, et de rompre par là « l'union sacrée, » non plus que devant la menace d'être voué « à la vindicte populaire. » Hier

garde des Sceaux, maintenant président du Conseil, il se rappelle, et son éminent collègue M. le ministre des Finances, en tout cas, n'a point oublié, que le précédent Cabinet a déposé un projet de loi destiné à combattre l'alcoolisme, si inoffensif que les marchands de vins de Marseille le proclament du haut de leurs comptoirs, et à circonscrire « ses prétendus ravages, » notamment par la suppression du privilège des bouilleurs de cru. On ne sait plus combien de semaines ont passé depuis qu'une Commission de la Chambre a entrepris l'examen de ce projet ; on ne sait guère mieux combien de semaines passeront, si le gouvernement ne presse, avant qu'il soit en état d'être rapporté ; on sait seulement que, déjà trop faible ou trop indulgent, il sortira des travaux de la Commission énérvé dans l'une au moins de ses dispositions essentielles ; et l'on aperçoit l'amorce de toute une campagne : c'est insulter la nation française, malgré l'héroïsme de son armée, que de parler des méfaits de l'alcoolisme ! Nous oserons pourtant en parler, et nous avancerons, sans crainte d'être démentis, que si, au lieu de trois millions de héros, la France en eût compté cinq millions, les Allemands auraient repassé le Rhin, ou plutôt ne l'auraient pas franchi. Quel que soit le projet qui sortira de la Commission, il importe donc relativement peu, pourvu qu'il en sorte. Dès qu'il sera devenu constant qu'il s'y attarde, le gouvernement tiendra à honneur de faire son office en allant le chercher. Ce n'est pas là une œuvre d'« après la guerre, » mais une œuvre de « pendant la guerre. » Ou pendant la guerre ou jamais. Il y a un an, c'eût été plus aisé ; dans un an, ce serait impossible. Les intérêts privés, parmi lesquels il en est de toute qualité, avaient été écartés, dominés par l'intérêt national : peu à peu ils vont se redresser. On connaît la maxime fameuse, que c'est au commencement des règnes que doivent être commises les cruautés. De même, dans la société moderne, c'est au commencement des grandes crises qu'il faut imposer les grands sacrifices.

L'incursion nocturne d'un dirigeable allemand sur Paris avait failli, auparavant, avoir sa répercussion à la tribune. Cette fois, M. le général Galliéni n'avait pas hésité à dire qu'il préférerait que la question ne fût pas posée en séance publique, afin de ne pas risquer de fournir à l'ennemi des renseignemens dont il pourrait se servir. La Chambre tout entière lui a donné raison, même ceux qui n'admettent pas plus qu'une difficulté soit résolue parce qu'on s'est tu qu'ils ne se persuadent qu'elle le soit parce qu'on a prononcé un discours.

Mais la plus grosse des questions qui agitent ou qui viennent d'agiter la Chambre est celle que M. Accambray a soulevée, à propos

du contrôle : introduite modestement, d'une main gantée, et comme à pas feutrés, elle pourrait, si on la laissait développer tout ce qu'elle est capable de contenir, devenir capitale : c'est-à-dire une question de vie ou de mort. Au fond, sous le voile léger des restrictions et des atténuations, il n'y va de rien de moins que des rapports à deux du gouvernement et du commandement, d'une part ; d'autre part, des rapports à trois du gouvernement, du parlement et du commandement, le parlement faisant le coin, fendant le bloc et s'intercalant par des commissaires. Moins audacieux, moins agressif qu'à l'ordinaire, M. Accambray a pris un soin extrême de paraître ôter à son langage tout venin et même toute amertume. Il a tendu à M. le ministre de la Guerre la coupe de ciguë avec une douceur engageante, se contentant de demander : « 1° Par quels agens de contrôle seront examinés les marchés passés par l'administration de la Guerre pendant la période comprise entre le décret du 31 août 1914 et celui du 2 janvier 1916, relatifs l'un et l'autre aux attributions des fonctionnaires du contrôle de l'administration de l'armée ? 2° Le ministre de la Guerre est-il résolu à exercer, de sa seule autorité, son contrôle aux armées, en y envoyant, en missions inopinées, des fonctionnaires du corps de contrôle ? »

Voilà le texte : il semble correct ; à peine s'il en faut détacher cette incidente : « de sa seule autorité, » qui veut en dire infiniment plus qu'elle n'en dit. Jusqu'ici, ostensiblement, ouvertement, ne sont en cause que les fonctionnaires du corps de contrôle ; des fonctionnaires, des subordonnés du ministre. Si donc ils sont envoyés aux armées, c'est le ministre qui les y aura envoyés ; ils y seront ses délégués ou ses commissaires à lui, et c'est à lui qu'ils rendront compte ; de leur départ à leur retour, ils auront agi par lui et pour lui. Rien de plus régulier, et peut-être rien de plus heureux. Mais où le sophisme se greffe et s'articule, c'est lorsque M. Accambray superpose à ce contrôle administratif, à cet acte du ministre vérifiant par ses délégués comment ses instructions sont exécutées, le contrôle parlementaire, l'acte du parlement envoyant voir comment le commandement se conforme aux desseins du gouvernement. La conclusion dépasse singulièrement les prémisses ; et il est étrange qu'aboutissant là, M. Accambray ose dire dans le même instant : « Il ne suffit pas, en temps de guerre, que chacun fasse tout son devoir et se donne tout entier au pays : il faut encore que chacun soit à sa place, à commencer par le gouvernement. » Et le parlement, ne faut-il pas qu'il soit à la sienne ?

Pour ce qui est des relations du gouvernement et du commandement, elles sont régies, comme tant d'autres choses en temps de guerre, quand tout doit être tourné et incliné vers la victoire, par une nécessité de fait que M. le général Galliéni a opportunément rappelée : « Sur le front, nos armées sont en présence de l'ennemi ; sur le front, ce sont les opérations militaires qui priment tout, et il serait inadmissible qu'une opération de contrôle quelconque, ou même un acte de commandement émanant d'une autre autorité que celle du général commandant en chef, puisse s'exercer sans un accord préalable avec lui. » Reste la question des rapports entre le gouvernement et le parlement, en ce qui touche le contrôle des opérations militaires : c'est, on ne saurait trop le redire, la plus grave de toutes les questions, dont les flancs, pour user d'une vieille métaphore, seraient pleins, si on ne les perceait, de conséquences énormes et peut-être effroyables. En termes rigoureusement exacts, c'est tout le problème du pouvoir, tout le problème de l'autorité qui surgit à l'état aigu, dans la circonstance même où la plénitude de l'autorité, où l'unité, l'indivisibilité du pouvoir, est la première condition de la force et, par la force, du salut.

Que l'initiative de M. Accambray n'aille à rien de moins qu'à ruiner cette autorité en la dédoublant, en la divisant, on a pu l'entrevoir clairement par l'intervention de deux socialistes, MM. Brizon et Raffin-Dugens, dont le crédit personnel se rehausse du fait qu'ils représentent deux des fédérations départementales les plus considérables de leur parti, l'Allier et l'Isère. Aux questions, en elles-mêmes anodines, de M. Accambray, M. Brizon a ajouté les trois questions suivantes, qui, elles, sont directes et brutales : « 1° Où se trouve effectivement le siège du gouvernement ? Est-ce à Paris ou bien à Chantilly ? 2° Le ministre de la Guerre et les sous-secrétaires d'État de l'intendance, du service de santé et des munitions, seuls responsables devant le Parlement, ont-ils le droit de donner des ordres — et lesquels ? — dans la zone des armées, ou bien ce droit est-il exclusivement réservé au grand quartier général ? 3° Quel jour prochain propose le gouvernement pour venir procéder avec la Chambre, réunie pour la circonstance en comité secret, à un échange de vues sur les problèmes de la défense nationale et étudier notamment : A. — La question du haut commandement et des états-majors ; B. — La question du contrôle parlementaire réel, par la libre circulation des députés dans la zone des armées et sur le front ; C. — Les mesures prises ou à prendre au cours de l'hiver, au profit de la défense du

pays: D. — En général, tous les moyens de salut public pour conduire la guerre à sa fin la plus rapide et la meilleure possible. »

Ainsi plus de ménagemens, plus de transitions; tout y est, même le mot : salut public. Parallèlement se poursuivait un travail plus discret et plus sourd de conciliabules. On échafaudait le plan non pas d'un, mais de deux Comités de salut public, dont le premier, composé de quarante membres, vingt sénateurs et vingt députés, aurait centralisé les relations avec le gouvernement, autrement dit exercé sur lui sa surveillance pour cause de suspicion légitime; dont le second, composé de quarante-quatre membres, tous députés, aurait fourni des représentans du peuple en mission aux armées, envers qui les généraux auraient été comptables de toutes leurs décisions, sauf de la direction des opérations militaires, et encore! mais qui, en tout cas, auraient promené de tranchée en tranchée l'oreille de Denys, ou fait circuler à travers les rangs la bouche de fer où, à Venise, on jetait les dénonciations. Il paraît qu'appuyé seulement par le groupe socialiste et le groupe républicain-socialiste, ce double projet n'a pas de chances de réussir. Il serait, comme on dit, enterré. Félicitons-nous-en, et souhaitons qu'il ne ressuscite pas, ne fût-ce que pour faire du bruit et pour jeter du trouble.

Mais prenons la question de plus loin et de plus haut. C'est un précepte des anciens maîtres que, lorsqu'une institution est corrompue, il faut la ramener à son principe. Or le régime parlementaire se corrompt, se pervertit, dévie, divague. La *Revue* se fait honneur d'être une maison où toutes les libertés, et d'abord les libertés parlementaires, ont été invariablement, fidèlement aimées, respectées et servies. Elles y ont trouvé, dans les temps difficiles, un asile inviolable, à la porte duquel se sont usées les entreprises du pouvoir absolu, ses caresses et ses colères. Nous-même, combien de fois n'avons-nous pas essayé, à cette place ou dans les pages voisines, d'en reprendre, d'en consolider les bases, de montrer qu'en somme, malgré tout ce qu'on a pu en dire, avant ce bouleversement inouï d'où sortira un monde nouveau dont personne ne saurait encore dessiner la figure, on ne nous a pas proposé un autre arrangement qui répondit mieux aux conditions politiques et sociales de l'Occident européen, dans le xix^e et le xx^e siècle? Mais ce que nous avons défendu, justifié, recommandé, c'est le régime parlementaire contenu, tempéré, à l'état sain; nullement ce parlementarisme débordé, délirant, qui n'en est que l'état morbide.

Le vrai régime parlementaire, celui qui est un régime et non une

anarchie, prurit verbal ou paroxysme d'agitation, n'a pas seulement pour ennemis ceux qui veulent ne lui laisser rien, mais ceux qui veulent lui donner tout; les uns et les autres se font, de ce qu'il peut et de ce qu'il doit être, l'idée la plus erronée. Dans sa règle et dans sa loi, originairement et essentiellement, le régime parlementaire est un système de gouvernement par séparation, par relation et par équilibre, on disait jadis des pouvoirs publics; mieux vaut dire des organes et des fonctions de la vie politique d'une nation. Dans sa règle et dans sa loi, le régime parlementaire est un système de gouvernement à soupapes et à contrepoids, agencé pour empêcher qu'aucun de ses organes n'excède sa fonction, ou, — afin de ne pas mêler les deux séries d'images, — qu'aucune de ses mécaniques ne se meuve hors de son plan.

« Il faut que chacun soit à sa place, disait à peu près de même M. Accambray; à commencer par le gouvernement; » oui, mais à continuer par le parlement, par les commissions, par les députés; ce n'est pas être à sa place que de vouloir être à toutes les places. Le droit de « contrôle » est un droit primitif et imprescriptible du parlement, ce n'est pas douteux; mais il ne peut s'exercer que dans de certaines limites et dans de certaines formes; sinon, il n'y a plus de régime parlementaire, il y a le gouvernement des assemblées ou d'une assemblée; le régime de la Convention et, l'on est bien obligé d'y revenir, du Comité de salut public. Sans doute, c'est une question de mesure; mais la mesure n'est guère la vertu d'assemblées nombreuses et, par leur origine même, toujours un peu tumultueuses. La théorie, l'histoire, le bon sens s'accordent pour fixer les limites et arrêter les formes de ce contrôle : le régime parlementaire, normalement construit et conduit, n'est que la combinaison par laquelle on s'est efforcé à la fois de l'assurer et de le contenir.

En résumé, le régime parlementaire consiste en ceci, qui est simple, au moins à écrire : que chacun fasse ce qu'il a à faire, que nul ne fasse que ce qu'il a à faire. Que le gouvernement gouverne, que le parlement examine, propose, discute, approuve, blâme, autorise, repousse, légifère. C'est un vaste champ; ce sont deux vastes champs : mais chacun ne doit labourer que le sien. S'il y a empiètement, confusion, désordre, faiblesse, ni le parlement ni le gouvernement, aucun des deux n'est sans reproche; l'un d'eux n'empiète que parce que l'autre cède. La défaillance appelle l'usurpation. On voit avec crainte, et l'on n'a pas tort, que la Chambre des Députés, sinon le Sénat, siège trop longtemps et trop souvent. Mais si, au mois de juillet 1915, le

ministère n'était pas venu dire que, tout en maintenant au point de vue constitutionnel son droit de clore la session, il jurait de n'en pas faire usage, il aurait épargné à une assemblée faillible de dangereuses tentations. Pareillement, quand des commissaires aux armées, séduits inconsciemment par le panache et la ceinture des ancêtres, ont émis la prétention de transporter jusqu'au grand quartier général le contrôle parlementaire, si le gouvernement avait tout net refusé de s'y prêter, il aurait, au premier souffle, brisé un flot qui peut se gonfler en tempête. Il ne l'a pas fait; et ce jour-là, il n'y a pas eu assez de gouvernement. D'une manière générale, il n'y a trop de parlement que lorsqu'il n'y a pas assez de gouvernement; d'une manière générale, il en est des Chambres et des Commissions dans les Chambres, comme il en est des ligues dans la nation. Chaque fois qu'il se forme une ligue, il est probable qu'une fonction nécessaire n'est pas remplie. Si le gouvernement tient sa place, il n'y a pas de place pour un Comité de salut public. Mais Bismarck a dit: « La vie de l'État ne peut pas être interrompue; » et Cánovas: « Les nations ne veulent pas mourir. » C'est une loi de l'histoire, et c'est aussi une révolte, une revanche de la vie, que le pouvoir ne reste jamais à terre. Quand il tombe, quelqu'un le ramasse. Il passe alors des mains de ceux qui l'abandonnent aux mains de ceux qui s'en emparent.

Le pire des gouvernements serait l'absence de gouvernement; et le plus mauvais cesse déjà d'être aussi mauvais, par cela seul qu'il existe, pourvu que manifestement il existe, c'est-à-dire qu'il gouverne, qu'il conçoive et qu'il exécute, qu'il ordonne et qu'il coordonne; car, de même que le mouvement ne se prouve bien qu'en marchant, ainsi le gouvernement ne se prouve qu'en gouvernant. Il faut donc, dans les temps de crise, non pas élargir, mais resserrer le gouvernement et se serrer autour de lui. C'est l'enseignement de l'expérience. Le sage qui a donné ce conseil à ses contemporains est le même qui, en des lignes immortelles, a exhorté le Prince à délivrer son pays des Barbares: « Je ne puis dire avec quel amour il serait reçu dans toutes ces provinces qui ont souffert de l'invasion étrangère; avec quelle soif de vengeance; avec quelle foi obstinée, avec quelle piété, avec quelles larmes. Quelles portes lui seraient fermées? quels peuples lui refuseraient l'obéissance? quelle envie lui créerait une opposition? quel « patriote » lui refuserait le respect? »

Bien que la question des rapports du gouvernement et du parlement ait, à l'intérieur, une importance vitale, nous nous excuserions

de l'avoir traitée trop longuement, si, à l'extérieur, il s'était produit un fait susceptible d'avoir une influence sur la marche ou sur l'issue de la guerre. Mais la situation est stagnante, et l'on peut à grands traits secs, dans son ensemble, sinon en peindre le tableau, du moins en tracer le schéma.

Militairement, sur le front occidental, après que les Allemands ont eu lancé quelques offensives çà et là, comme s'ils voulaient tâter nos lignes et chercher notre point de moindre résistance, aucune attaque en masse ni à fond n'a été poussée ; la canonnade elle-même s'est ralentie. Sur le front russe, les combats, aux environs de Czernowitz, font trêve ; plus au Nord, les communiqués ne nous content que des anecdotes ; au Caucase, se prépare ou s'achève l'investissement d'Erzeroum. Sur le front italien, on espère, avec plus de fermeté de jour en jour, approcher vers l'Ouest de Rovereto, vers l'Est de Gorizia. Le Montenegro est provisoirement rayé de la carte. En Albanie, Essad pacha se débat dans Durazzo ; les troupes italiennes attendent, en se fortifiant, dans Vallona. L'offensive contre Salonique continue d'alimenter abondamment les dépêches de l'agence Wolff ; mais elle continue aussi de n'apparaître que dans ces dépêches. Tantôt ce sont les Autrichiens qui accourent de Sentari, tantôt ce sont les Allemands qui arrivent à Monastir ; le maréchal Mackensen, l'homme volant, se multiplie. Dans ces transformations et changements à vue, qui pourraient n'être qu'un jeu de cinématographe offert à des peuples qu'on sent lassés, les Bulgares deviennent Allemands, les Allemands Turcs, et, pour les Turcs eux-mêmes, on ne sait pas ce qu'ils deviennent. On nous les montre un jour en Thrace, par centaines de milliers, et, le lendemain, par centaines de milliers encore, en Perse, en Mésopotamie, en Asie Mineure, en Syrie, en Palestine, se dirigeant du côté de l'Inde, si ce n'est du côté de l'Égypte. Ce qui demeure, de toute la fantasmagorie, c'est que Salonique, désormais place de premier ordre, garnie à profusion de soldats, d'artillerie, de matériel et d'approvisionnements, respirant librement dans l'air qu'elle s'est donné, couverte des embuscades de la mer par l'occupation de Karaboroun, met sa pointe au flanc droit de l'ennemi, gêne sa circulation, et n'a encore reçu que la visite d'un Zeppelin, accompagné de cinq ou six Taubes, à l'instar de Paris.

Diplomatiquement, on pourrait dire que ç'a été la quinzaine des neutres. — En Suisse, nous avons eu l'affaire des colonels Egli et de Wattenwyl (renseignements transmis à l'état-major allemand), qui a provoqué les démonstrations de Lausanne, où le drapeau impérial a

été arraché de la fenêtre du consulat ; qui a suscité un vif mécontentement dans les cantons romands, fait avancer au 1^{er} mars la réunion de l'Assemblée fédérale. — En Suède, les déclarations du premier ministre, M. de Hammarskjöld, au sujet, justement, de la neutralité, de son caractère et de ses conditions, a forcé l'attention partout appelée des chancelleries. Une phrase au moins de cet exposé demandait à être relue (mais il n'est pas bien sûr que ce ne soit pas une citation d'un discours plus ancien). De toute façon, quoique nous n'ignorions pas les œuvres de la propagande pangermaniste, nous savons, par compensation, qu'elles n'ont pu abolir l'œuvre, beaucoup plus solide, des siècles, ni détacher de l'amitié française ceux qui prenaient plaisir à être surnommés, et à se nommer eux-mêmes, les Français du Nord. Il est vrai que le monde ne se meut pas seulement par la sympathie, que tout n'y est pas attraction d'esprit ou de cœur, et que l'intérêt aussi est un puissant levier. Mais tous les intérêts de la Suède ne s'orientent pas vers l'Allemagne, et tous n'ont pas souffert, exclusivement, du fait de l'Angleterre. Il est vrai, en outre, qu'on s'est ingénié à faire revivre les vieilles phobies d'autrefois, le prétendu péril anglais, le prétendu péril russe ; mais M. Sazonow, comme sir Edward Grey, a dû, par des assurances qui ne permettent plus d'ergoter ni d'insinuer, dissiper tous les nuages. Les plus récentes difficultés ne sont, à aucun titre ou à aucun degré, imputables à l'Entente : l'Allemagne seule les a créées. — Aux États-Unis, où la campagne est commencée pour l'élection présidentielle, M. Woodrow Wilson, pour tenir autant que possible la balance égale et conserver cette attitude d'impartialité qui est la noblesse du juriste, adresse alternativement des notes à l'un et à l'autre des belligérants, à l'Entente sur le blocus, aux Empires du Centre sur leurs attentats. Mais ces dernières sont plus sévères, et doivent l'être, puisque ce n'est pas nous qui avons torpillé la *Lusitania*. L'Allemagne a beau répondre qu'elle ne pouvait pas deviner que le paquebot portait des Américains, et qu'elle regrette pour eux ce qui est arrivé. Les États-Unis ont toujours fait profession d'avoir de l'humanité une conception plus étendue, et c'est de cette conception plus large qu'ils ont tiré, par exemple, l'un des motifs de la guerre qu'ils firent, en 1898, à l'Espagne, pour lui enlever Cuba et les Philippines tyrannisées, suivant eux, par des procédés de conquistadores et des méthodes coloniales surannées. — Les nouvelles de Grèce oscillent entre la démobilisation, le retrait des troupes de Thessalie, des démentis, de nouveaux appels de réserves non encore convoquées, des simulations

de complot, des machinations, des intrigues. — De Roumanie enfin viennent des indications qui ne sont peut-être pas à négliger. Mais ce sont des matières trop délicates pour être touchées en passant.

Au demeurant, l'univers entier est secoué par des catastrophes, accidens de chemins de fer, explosions, incendies; les Parlemens sautent et brûlent comme les usines. A Constantinople, le prince héritier Youssouf-Izzeddine, officiellement, meurt suicidé. On l'a trouvé les veines ouvertes, dans une mare de sang, ainsi que, quarante ans avant lui, on trouva son père, le sultan Abdul-Aziz. C'était un prince mélancolique, une sorte d'Hamlet ottoman qu'on ne pouvait, au dire d'Enver pacha, distraire que par le bulletin des victoires du Croissant, sous le protectorat d'El-Hadj-Guilloun. Les Jeunes-Turcs ont mené autour de son cercueil un deuil suspect, un deuil vénal de vocifératrices. Il est parti, enveloppé dans une oraison funèbre du Kaiser. Cela lui fit de belles funérailles.

CHARLES BENOIST.

P.-S. — Au sortir d'un entretien avec la Commission sénatoriale de l'armée, M. le sous-secrétaire d'État de l'aéronautique a donné sa démission. Il est remplacé par un directeur. Le ministère de la Guerre n'a donc plus que trois sous-secrétariats.

M. le président du Conseil n'a pas jugé que le contretemps fût de nature à le retenir. Il est parti pour Rome, accompagné de M. Léon Bourgeois, de M. Albert Thomas, d'une suite de personnages civils et militaires. Si même ce déplacement ne devait que procurer une plus étroite concordance d'intention et d'action entre les Cabinets et les États-majors, il faudrait encore nous en réjouir. — CH. B.

Le Secrétaire Général, gérant,

JOSEPH BERTRAND.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXVI^e ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

TRENTE-ET-UNIÈME VOLUME

JANVIER — FÉVRIER

Livraison du 1^{er} Janvier.

	Pages.
VERS LA GLOIRE, troisième partie, par JEAN BERTHEROY.	5
L'ALSACE A VOL D'OISEAU, par M. ÉDOUARD SCHURÉ.	46
LES « PUPILLES DE LA PATRIE, » par M. HENRI BERTHÉLEMY.	70
LA GUERRE NOUVELLE. — I, par M. GEORGES BLANCHON	82
UN SERMON INÉDIT DE MIRABEAU SUR LA NÉCESSITÉ D'UNE AUTRE VIE, par M. HENRI WELSCHINGER, de l'Académie des Sciences morales et poli- tiques	120
REMBRANDT ET SPINOZA, par M. ANDRÉ-CHARLES COPPIER.	160
LES AMBITIONS COLONIALES DE L'ALLEMAGNE, par M. le marquis JACQUES DE DAMPIERRE.	192
REVUE LITTÉRAIRE. — GILBERT AUGUSTIN-THIERRY, par M. ANDRÉ BEAUNIER.	246
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. FRANCIS CHARMES, de l'Académie française.	228

Livraison du 15 Janvier.

FRANCIS CHARMES, par M. PAUL LEROY-BEAULIEU, de l'Académie des Sciences morales et politiques, Président du Conseil de Surveillance de la <i>Revue des Deux Mondes</i>	I-IV
MON ENQUÊTE EN ESPAGNE, par M. LOUIS BERTRAND	244
VERS LA GLOIRE, dernière partie, par JEAN BERTHEROY.	281
LA GUERRE NOUVELLE. — II. LE MATÉRIEL DE GUERRE, par M. GEORGES BLANCHON	326
LA CHEKAIA. — SCÈNES DE LA VIE ALGÉRIENNE PENDANT LA GUERRE, par M. CHARLES GENIAUX	365

	Pages.
L'EFFORT MILITAIRE ANGLAIS, par M. HENRI CARRE.	379
LA DETTE FRANÇAISE, par M. RAPHAËL-GEORGES LÉVY, de l'Académie des Sciences morales et politiques.	412
LA POÉSIE CLASSIQUE DANS LES MÉDITATIONS, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française.	445
REVUE SCIENTIFIQUE. — A PROPOS DE LA SCIENCE ALLEMANDE, par M. CHARLES NORDMANN.	457
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques.	469

Livraison du 1^{er} Février.

L'AUTRE LUMIÈRE, première partie, par M. PAUL MARGUERITTE.	481
LA SUPPRESSION DES ARMÉNIENS. — MÉTHODE ALLEMANDE. — TRAVAIL TURC. par " ".	531
UNE PERSONNALITÉ RELIGIEUSE. — GENÈVE (1535-1907). — II. LA GENÈVE CALVINIENNE AUX XVII ^e ET XVIII ^e SIÈCLES, par M. GEORGES GOYAU.	561
UN ESSAI DE PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE ET DE L'ART DU JAPON. — OKAKURA (KAKUZO), par M. A. GÉRARD.	599
VOYAGE DANS LES ABRUZZES ET LES POUILLES (3-17 mai 1914), par M. GUSTAVE SCHLUMBERGER, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.	631
LA MOBILISATION MILITAIRE ET INDUSTRIELLE DES INSCRITS MARITIMES, par M. RENÉ LA BRUYÈRE.	643
REVUE LITTÉRAIRE. — ANDRÉ CHÉNIER, par M. ANDRÉ BEAUNIER.	673
REVUE SCIENTIFIQUE. — LE MINISTÈRE DES INVENTIONS, par M. CHARLES NORDMANN.	687
REVUES ÉTRANGÈRES. — CHEZ LES BOERS : UN EXEMPLE CURIEUX DE LA CONTAGION DU VENIN ALLEMAND, par M. T. DE WYZEWA.	698
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques.	709

Livraison du 15 Février.

L'AUTRE LUMIÈRE, deuxième partie, par M. PAUL MARGUERITTE.	721
DE L'EUROPE FRANÇAISE A L'EUROPE ALLEMANDE, par M. L. DUMONT-WILDEN.	773
L'APÔTRE DES INDES ET DU JAPON. — FRANÇOIS DE XAVIER. — I. LA PRÉPARATION A L'APOSTOLAT, par M. ANDRÉ BELLESSORT.	797
LE NOUVEAU BLOCUS, par M. le Contre-Amiral DEGOUY.	842
ONZE MOIS DE CAPTIVITÉ EN ALLEMAGNE. — SOUVENIRS D'UN AMBULANCIER. — I. LE SANATORIUM DE TANNENBERG. — LE DÉPÔT DE BAUTZEN, par M. A. AUGUSTIN-THIERRY.	857
LA NUIT DU 2 AU 3 AOÛT 1914 AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE BELGIQUE, par M. ALBERT DE BASSOMPIÈRE.	884
LA HOUILLE VERTE ET LES FORCES HYDRAULIQUES DES PYRÉNÉES, par M. le comte DE ROQUETTE-BUISSON.	907
CHARLES DE POMAIROLS, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française.	923
REVUES ÉTRANGÈRES. — LES PROCÉDÉS DE LA PRESSE ALLEMANDE, par M. T. DE WYZEWA.	935
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques.	947

